
LES

ALLEMANDS EN RUSSIE

ET LES

RUSSES EN ALLEMAGNE

I. *Deutsch-russische Wechselwirkungen, oder die Deutschen in Russland und die Russen in Deutschland*, von Wilhelm Stricker; Leipzig 1849. — II. *Russland und die Gegenwart*, 2 vol.; Leipzig 1851. — III. *Die Aufgabe Preussens*, von Wolfgang Menzel; Stuttgart 1854. — *Deutsche Antwort an die Orientalische Frage*, Heidelberg 1854. — V. *Die Ost-Europäische Gefahr*, Trèves 1854. — VI. *Russland und das Germanenthum*, von Bruno Bauer; Charlottenburg 1853.

Le 24 mai et le 20 juillet 1854 resteront des dates mémorables dans l'histoire de l'Allemagne. Le 24 mai, les représentans de l'Autriche et de la Prusse ont fait connaître à la diète de Francfort la conduite tenue par les deux grandes puissances allemandes dans la question d'Orient, et ils ont engagé tous les états confédérés à soutenir cette politique; le 20 juillet, après avoir repoussé avec force les essais d'une politique particulière tentés à la conférence de Bamberg, ils ont sommé la diète de mettre fin à ces votes de détail et de se déclarer par une mesure d'ensemble. On sait quel intérêt s'attache aux décisions des cabinets de Vienne et de Berlin dans la crise où est engagée l'indépendance de l'Europe; ce n'est ni l'Autriche ni la Prusse sans doute qui tiennent en leurs mains le salut de la civilisation, car cette grande cause, défendue par la France et l'Angleterre, n'est pas de celles qui peuvent périr; comment nier cependant que la coopération de l'Allemagne ne doive simplifier immédiatement la lutte et épargner à l'humanité des sacrifices cruels? Un éloquent publiciste a raconté ici même la conduite de l'Autriche au

milieu de ces conjonctures terribles; il a mis en pleine lumière la sagacité, la délicatesse de conscience, enfin la résolution virile avec laquelle le jeune empereur François-Joseph a su concilier à la fois et ses devoirs de reconnaissance vis-à-vis de la Russie et ses devoirs plus impérieux envers son peuple, envers l'Allemagne entière, envers toute la civilisation européenne (1). Je ne viens pas répéter ce qui a été si bien dit; il y a mille aspects divers, il y a mille intérêts particuliers dans cette crise immense, et ce n'est pas le succès de notre diplomatie ou de nos armes, c'est l'indépendance des nations allemandes qui m'occupe aujourd'hui. L'alliance de la confédération germanique avec les puissances maritimes marquera une phase nouvelle, a-t-on dit, dans la question d'Orient; je veux montrer qu'elle ouvrira surtout une phase nouvelle dans l'histoire politique de l'Allemagne, je veux prouver qu'elle soustraira enfin une grande nation à un joug trop patiemment subi.

Il y a un point qui m'a toujours frappé chez les maîtres de la science historique en Allemagne. C'est à eux qu'appartient l'honneur d'avoir signalé avec précision, avec cordialité, l'union des races germanique et romane et la part qu'elles ont prise en commun à l'œuvre de la civilisation moderne; d'où vient qu'ils aient obstinément fermé les yeux aux menées souterraines ou aux éclatantes entreprises de l'invasion moscovite? M. Léopold Ranke a contribué plus que personne à mettre en évidence la fraternité de ces races primitivement ennemies, races du nord et races du sud, nations germaniques et nations néo-latines; il les montre toujours divisées en apparence et toujours unies au fond par les mêmes intérêts, séparées par la guerre et les passions, et travaillant sans relâche à une même œuvre, en sorte que leurs guerres ne semblent autre chose que des guerres intestines, et que de l'antagonisme de ces forces résulte une harmonieuse unité. Cette unité, c'est le merveilleux faisceau des nations occidentales de l'Europe, c'est ce monde libéral et chrétien qui a repoussé avec Charles-Martel l'invasion des Arabes, qui a dompté et transformé avec Charlemagne les dernières hordes germaniques, qui a défié chevaleresquement l'islamisme dans le glorieux mouvement des croisades, qui a arrêté et circonscrit l'invasion ottomane pendant une lutte de deux siècles, et qui, assuré désormais de son indépendance, a fondé chez lui cette monarchie tempérée, inconnue à la société orientale comme à l'antiquité païenne, et produit, sous l'égide de la religion la plus spiritualiste qui fut jamais, une civilisation agrandie sans cesse par tous les miracles de la pensée.

(1) Voyez, dans la *Revue* du 1^{er} juin 1854, *l'Autriche dans la question d'Orient*, par M. Eugène Forcade.

Tandis que les nations germaniques et romanes accomplissaient ces grandes choses, une autre race, établie dans la partie orientale de l'Europe, s'abstenait de prendre part aux luttes sanglantes ou aux conquêtes morales de nos pères. Une seule fois, au ^{xiii}^e et au ^{xiv}^e siècle, lors de cette irruption des Mongols qui causait de si vives terreurs à la mère de saint Louis, elle rendit quelques services à l'Europe, mais elle avait une existence trop indécise encore pour entrer avec réflexion dans la communauté des peuples occidentaux, et c'est seulement en se défendant elle-même qu'elle protégea la civilisation menacée. Il est trop évident qu'il n'y a pas de comparaison possible entre les Russes du ^{xiii}^e siècle et les Francs de Charlemagne. Européenne par sa position géographique, cette race ne manifesta aucune des qualités viriles qui donnent aux peuples modernes une physionomie si distincte; c'était un peuple du nord de l'Asie, avec toute la barbarie de l'Asie et du Nord. Bien loin qu'elle ait pris une part féconde aux travaux de la civilisation, on peut dire que le développement de cette race nouvelle, à mesure qu'elle a grandi, a été comme une dernière invasion de barbares, non pas une invasion naïvement brutale à la façon des hordes germaniques du ^v^e siècle, mais une invasion d'autant plus redoutable qu'elle faisait des emprunts aux pays civilisés, et que, dissimulant ses desseins avec adresse, elle mettait sans cesse l'astuce au service de la violence.

C'est depuis un siècle et demi que cette invasion d'un nouveau genre menace la société germanique et romane. Étrange spectacle! il y a huit peuples, — quatre peuples germaniques, les Allemands, les Anglais, les Hollandais, les Scandinaves, et quatre peuples néo-latins, les Français, les Italiens, les Espagnols, les Portugais, — qui ont formé par un travail de dix siècles ce merveilleux ouvrage qu'on appelle la civilisation occidentale; or au commencement du ^{xvii}^e siècle la Russie, arrachée à ces longues ténèbres par le génie d'un homme supérieur, entre tout à coup au sein de ce monde qui s'est constitué sans elle, et bientôt elle a l'ambition d'y régner en maîtresse. Elle arrive dans cette libre société romano-germanique avec ses principes d'autocratie politique et religieuse; c'est le même antagonisme que produisait l'invasion arabe du ^{viii}^e siècle ou l'invasion ottomane du ^{xv}^e, c'est l'introduction en Europe de ce vieil esprit oriental contre lequel toute l'histoire de l'Occident est une protestation triomphante. D'où vient donc, encore une fois, que les peintres les plus dévoués de la société germanique et romane n'aient jamais signalé avec effroi les progrès de l'invasion russe?

Lorsque M. Ranke résume en ses pages éloquentes le tableau de la civilisation, il jette à peine un coup d'œil sur la Russie et se contente de marquer la distance qui la sépare de nous : « L'Amérique, s'écrie-

t-il, est comme un prolongement de l'Europe occidentale, et nous sommes plus près en vérité de New-York ou de Lima que de Kiev ou de Smolensk. » M. Schlosser compose une savante histoire du XVIII^e siècle, et dans cette histoire, tracée avec toute la mordante âpreté d'un libéralisme grondeur, il rencontre à chaque pas les armes et la diplomatie des tsars; croyez-vous qu'il montrera l'envahissement continu de la Russie dans les affaires de l'Allemagne? Tout ce qui concerne les Russes est l'objet de son étude attentive, ce seul point excepté. Enfin tout récemment, dans son *Introduction à l'histoire du dix-neuvième siècle*, M. Gervinus apprécie la part de chacun des peuples occidentaux à l'œuvre de la société européenne, et il indique la marche qu'il faut suivre, à son avis, pour assurer le triomphe de la liberté et du droit; combien de périls à éviter! combien de mauvaises influences à combattre! M. Gervinus les signale avec verve et n'oublie que la Russie. Est-ce aveuglement? est-ce dédain? est-ce confiance dans cet esprit germanique dont la mission providentielle, plus d'un écrivain enthousiaste l'a souvent proclamé, est d'absorber peu à peu les peuples de l'Europe orientale? Je sais bien que cette confiance a longtemps dominé les rapports de l'Allemagne avec les nations slaves, mais il paraît difficile qu'un tel dédain soit de mise à l'heure qu'il est; — déclarons-le nettement, c'est surtout rancune contre la France. Exposés les premiers aux coups de l'ennemi, enveloppés, enlacés à leurs frontières, et même, il faut bien le dire, secrètement envahis chez eux par une diplomatie persévérante, les Allemands sont de tous les peuples de l'Europe celui qui s'aperçoit le moins des mines et des contremines que la Russie a établies déjà au cœur de ses provinces. Pour les empêcher de voir le péril qui grandit sur les bords de la Baltique et du Danube, on leur a persuadé que le grand péril était de l'autre côté du Rhin; pour qu'ils n'eussent pas le loisir de songer aux intérêts présents, on a entretenu avec soin chez ces imaginations débonnaires des haines et des rancunes surannées. Écoutez comme ils réclament l'Alsace et la Lorraine, françaises depuis des siècles par le cœur et l'esprit, tandis que la Livonie, l'Esthonie, la Courlande, toujours allemandes par le langage, par les traditions, par la culture intellectuelle et morale, n'excitent en leurs âmes ni sympathies ni regrets! Voyez comme ils sont défiants pour tout ce qui leur vient du peuple de 89! Et pendant ce temps-là la propagande russe va s'accroissant toujours: ce sont des princesses russes qui portent l'esprit de leur pays dans toutes les cours de l'Allemagne; ce sont des officiers autrichiens ou prussiens qui reçoivent des titres, souvent même des gratifications du tsar; c'est un parti moscovite qui s'organise dans chaque ville; c'est une police infatigable, prise en haut, en bas, au milieu de la

société, qui a la double mission de transformer l'Allemagne et d'avertir l'autorité russe; ce sont enfin des journaux considérables, de graves organes de l'opinion, imprimés en Autriche, en Prusse, en Bavière, sur les bords du Rhin, et dont l'inspiration vient chaque matin de Saint-Petersbourg. Toutes les fois que l'Allemagne ouvre les yeux, elle en pousse un cri d'indignation; mais le plus souvent, hélas! le fantôme de 1813 est là, obsédant son esprit depuis un tiers de siècle, et cette préoccupation irritante du passé lui cache le présent et l'avenir.

Voici pourtant plusieurs livres récemment publiés qui dénoncent avec assez de résolution et de netteté ces rapports de la Russie et de l'Allemagne. Au moment où l'Autriche et la Prusse avec elle se décident enfin à arrêter la marche des Russes vers les Balkans, ce réveil de l'opinion mérite d'être signalé avec intérêt. Ici un médecin connu par d'utiles travaux de statistique et d'histoire contemporaine, M. Wilhelm Stricker, étudie les relations de l'Allemagne et de la Russie depuis huit siècles et les influences si diverses qu'elles ont exercées l'une sur l'autre; là, un écrivain qui ne dit pas son nom publie sous ce titre : *la Russie et le temps présent*, un livre plein de faits, plein de recherches curieuses et aussi impartialement pensé que noblement écrit. M. Wolfgang Menzel, si célèbre naguère par sa haine de la France, a fini par comprendre de quel côté était le véritable ennemi des nations germaniques, et il adresse un éloquent appel à la Prusse pour lui marquer sa place parmi les puissances libérales. D'autres publicistes, en des brochures vraiment patriotiques, celui-ci donnant une *réponse allemande à la question d'Orient*, celui-là signalant avec chaleur *le danger de l'Europe orientale*, mêlent leur voix à ce concert de sentimens généreux qui coïncide si bien avec les dernières résolutions de l'Autriche. Et si tant de nobles écrits ne suffisent pas à éclairer la conscience de l'Allemagne, écoutez un des chefs de la jeune école hégélienne. M. Stirner, il y a quelques années, poussait un cri de joie sinistre en songeant à la mort prochaine de l'Allemagne; aujourd'hui M. Bruno Bauer, dans un livre qu'il intitule *l'Esprit allemand et l'Esprit russe*, appelle et prophétise le nivellement de l'Europe entière sous le joug moscovite, préparation nécessaire, s'écrie le démagogue, au triomphe définitif du socialisme athée. Tous ces ouvrages, il est vrai (je ne parle plus de M. Bruno Bauer), ne répondent pas encore à ce que nous demandions tout à l'heure; nous n'y trouvons que par fragmens ce tableau des relations de l'Allemagne et de la Russie, dont l'étude servirait si bien à dessiller les yeux de nos voisins. Le travail de M. Wilhelm Stricker, spécialement consacré à ce sujet, promet beaucoup plus qu'il ne donne. Réunissons toutefois ces documens épars, complétons

ce qui leur manque, et en attendant qu'un des maîtres de la science germanique, en attendant qu'un Léopold Ranke, un Schlosser, un Dahlmann, un Gervinus veuille bien consacrer son talent et ses veilles au débrouillement de cette confuse histoire, essayons de tracer, dans une rapide esquisse, ce que nous n'avons pas craint d'appeler l'invasion moscovite au sein de l'Allemagne.

I.

LES ALLEMANDS EN RUSSIE.

I.

Les rapports de l'Allemagne et de la Russie datent des premiers temps du moyen âge. Les tribus qui devaient former plus tard la nation russe n'avaient encore qu'une physionomie incertaine; quelques milliers d'hommes se groupaient autour d'un chef et luttaient péniblement contre les peuplades voisines; c'est alors que les Germains du nord pénétrèrent chez ces sauvages, comme les *squatters* des États-Unis chez les Indiens de l'Amérique. Si l'on remonte aux jours lointains où commence à se débrouiller le peuple russe, on voit que les premiers élémens de culture morale lui vinrent des nations allemandes. Bien avant que les Grecs du Bas-Empire leur eussent porté cette civilisation corrompue qui se mêla de bonne heure, surtout dans les colonies du Dniéper et de la Mer-Noire, à une barbarie grossière, les Allemands y avaient porté l'exemple du travail et les mâles vertus de leur pays. Il n'est pas nécessaire de remarquer, comme nos voisins le font souvent avec un singulier orgueil de race, que les Goths, dès le II^e siècle de notre ère, étaient les maîtres dans le pays des Russes, tandis que ceux-ci inquiétaient par de continuels brigandages la civilisation de l'Asie Mineure. Un fait plus significatif, puisqu'il semble bien prouvé aujourd'hui, c'est que vers le temps où se constituent tous les peuples modernes, dans la seconde moitié du IX^e siècle, les fondateurs de la première dynastie des grands-ducs n'étaient pas de sang moscovite. On a répété longtemps, sur la foi des historiens nationaux, que les deux frères Rurik étaient des princes varègues; on sait aujourd'hui, d'après des recherches plus précises, que ces Varègues étaient de hardis aventuriers normands ou frisons, et que la race germanique a le droit de les revendiquer.

C'est donc l'Allemagne qui, instinctivement d'abord et bientôt avec un plan réfléchi et une généreuse ambition, entra dans la Russie pour la civiliser. En 1158, des marchands de Brême, faisant voile vers la Suède, sont jetés sur les côtes de la Livonie; ils s'y arrêtent, y construisent une ville qu'ils appellent Riga et établissent des rela-

tions de commerce avec les indigènes au nom de la ligue hanséatique. L'église vient en aide à ces pacifiques conquérants; les héritiers de ces moines irlandais qui, cinq siècles auparavant, avaient porté le christianisme aux Germains, accompagnent les marchands de la hanse chez ces peuplades sauvages. Le premier ecclésiastique de la colonie, un moine augustin nommé Meinhard, élève une église et un couvent et commence la conversion des Livoniens. Dès que ces faits sont connus, l'évêché de Livonie, établi aussitôt par le pape Alexandre III, est confié au courageux moine, et le troisième évêque, Albrecht, institué en 1201, à l'imitation des johannites et des templiers, l'ordre des chevaliers du Christ ou des chevaliers porteglaives pour la conquête de la Livonie. A la mort d'Albrecht, l'administration du pays passe de l'évêque de Riga aux chefs des chevaliers du Christ. Malgré de longues dissensions intestines entre l'évêque et les chevaliers, le gouvernement de l'ordre fut glorieux, et la Livonie fut bientôt soumise tout entière avec une partie de l'Esthonie et de la Courlande. Pendant deux siècles de lutte contre la Russie, les chevaliers eurent à essuyer parfois de sanglantes défaites, mais ils restèrent toujours maîtres de la ville de Riga ainsi que des pays qu'elle commande, et même dans la terrible insurrection des paysans lettes et esthoniens au ^{xv}^e siècle, insurrection provoquée et soutenue par les Russes, aucune des forteresses élevées par les Allemands en Livonie ne courut de sérieux dangers. L'époque brillante de l'ordre, c'est le règne de Walther de Plettenberg qui gouverna le pays de 1493 à 1535. Les provinces baltiques formaient alors comme un petit royaume. Walther eut l'ambition de fonder une dynastie : il ne réussit qu'à se faire nommer prince de l'empire d'Allemagne; mais il était maître en réalité d'un état prospère et puissant, et quand le protestantisme vint recueillir en Livonie et en Courlande l'héritage glorieux des catholiques, l'Allemagne semblait dignement représentée à ces avant-postes de la civilisation contre la barbarie. Malheureusement, tandis que les Russes tenaient toujours les yeux fixés sur la Livonie, l'Esthonie et la Courlande, les Allemands avaient à se défendre contre l'ambition des princes scandinaves. Le ^{xvi}^e et le ^{xvii}^e siècle sont remplis par des guerres sans fin où la Pologne, le Danemark et la Suède se disputent comme une proie ces provinces baltiques, fécondées par le sang et les sueurs de l'Allemagne. Si les successeurs de Walther de Plettenberg demandent du secours à la mère-patrie, l'empereur leur fait répondre de se mettre sous la protection des Russes. Il y avait longtemps que la Livonie était passée des ducs allemands aux rois de Danemark, et des rois de Danemark aux rois de Suède, lorsque Pierre le Grand, après la victoire de Poltava, en fit une province de son empire.

L'histoire de la Livonie nous offre, en un tableau restreint, l'histoire même des relations de l'Allemagne avec l'empire des tsars. Les Allemands s'avancent avec intrépidité dans ces contrées incultes, ils y portent la religion, les lumières, le commerce, tous les élémens d'une civilisation meilleure : ils se flattent de soumettre à l'influence germanique ces races, disent-ils, moins nobles et moins heureusement douées; mais bientôt cet esprit d'une propagande civilisatrice va s'éteignant de siècle en siècle, des pensées égoïstes succèdent aux ambitions généreuses, la politique indécise de l'Allemagne contribue elle-même à ce résultat par un lâche abandon de ses enfans, et ces hardis pionniers qui devaient conquérir la Russie à la patrie allemande finissent par courber la tête sans trop de peine sous le joug des Moscovites.

Cette mission que s'étaient donnée pendant plusieurs siècles les chevaliers porte-glaives, une armée de négocians intrépides la poursuivit aussi vers le même temps dans des proportions plus grandes encore et jusqu'en des contrées plus lointaines. Rien de plus curieux que les rapports de la ligue hanséatique avec les peuplades de la Russie. On ne sait pas exactement à quelle époque cette libre et puissante association pénétra dans les provinces moscovites; ce qui est certain, c'est que dès le ^{xii}^e siècle elle avait des comptoirs, ou, comme on disait, des *factoreries*, bien au-delà de la Livonie et de la Courlande. Établis à Pezlov, à Novogorod, et de là enlaçant dans le réseau de leur activité un grand nombre de villes russes, les marchands hanséatiques semblaient camper au milieu de ces barbares comme une expédition conquérante. Ce n'était pas assez d'installer leur commerce dans le pays, il fallait se défendre sans cesse contre la brutalité ou la ruse. Les réglemens de la ligue, dans ces postes périlleux, avaient tout à la fois quelque chose de militaire et de monacal. Chaque soir, les églises, les comptoirs, les fabriques, devaient être fermés à une heure fixe. De sévères amendes, la prison, souvent même la peine de mort, étaient prononcées contre les délinquans par un tribunal inflexible. L'hôtel de la hanse, espèce d'entrepôt et de maison commune, avec une église construite souvent dans l'intérieur de l'enceinte, était gouvernée comme une forteresse. Les acheteurs russes n'y pouvaient entrer que le jour, et dès le coucher du soleil d'énormes chiens lâchés dans les cours aidaient les sentinelles à faire bonne garde. Le pouvoir de la ligue était immense. Si elle avait réussi à dominer les pays scandinaves malgré la concurrence de la Hollande et de l'Angleterre, il lui était facile de faire la loi sur ces marchés lointains où elle ne trouvait pas de rivaux. Quand les villes russes refusaient aux marchands hanséatiques les privilèges qu'ils réclamaient, le conseil de la ligue déclarait villes et provinces en in-

terdit; il était défendu à tous les agens de la communauté de rien vendre aux Moscovites. Grâce à cette politique hautaine et à cette vigilance de toutes les heures, la ligue hanséatique avait transformé déjà une partie de la Russie occidentale. Novogorod la grande, l'une des plus vieilles cités russes et la plus considérable qu'il y eût alors, n'était pas seulement le centre de ses opérations; elle était devenue, sous l'influence des marchands de Brême et de Lubeck, une sorte d'état libre pareil à certaines communes d'Allemagne et de France. Surtout comment ne pas se rappeler ici les villes italiennes du moyen âge? Quand les grands-ducs de Russie, en ces lointaines années, quittèrent la résidence de Kiev pour s'établir à Novogorod, ils n'étaient en réalité que des *capitani del popolo* au milieu d'une république de marchands. Cette situation singulière se prolongea jusqu'à la fin du *xv^e* siècle. C'était le moment où Ivan le Terrible rassemblait énergiquement toutes les forces de la Russie afin de l'affranchir du joug des Tartares; il résolut d'enlever à Novogorod son existence indépendante, et bientôt en effet, après avoir paru disposé d'abord à laisser aux habitans leurs anciennes franchises, rappelé dans la ville par les dissensions intestines qui la troublaient, il profita de la circonstance pour achever sa conquête. Les vieilles mœurs cependant conservaient toujours beaucoup de force; les anciens maîtres du pays, ces boyards à demi civilisés et ces chefs hanséatiques si fiers de leurs trésors et de leurs privilèges, n'avaient pas perdu tout leur prestige. Ivan fit transporter les principaux citoyens, négocians ou boyards, sur les points les plus éloignés de son empire, tandis que des marchands de Moscou et des boyards plus dociles venaient prendre à Novogorod la place des exilés. C'est là, comme on sait, un procédé de la politique russe qui ne se trouve pas seulement dans les sombres annales d'Ivan le Terrible. Une si cruelle atteinte au pouvoir de la ligue ne suffisait pas encore à Ivan; cette influence libérale était debout à ses portes, il la poursuivit avec rage au sein même de la Livonie. Des Russes de Riga et de Revel ayant été condamnés à mort, selon l'usage allemand du moyen âge, pour de hideuses débauches contre nature, le tsar vit là une occasion toute naturelle d'accomplir son dessein. Il somma le chef de l'ordre de lui livrer les magistrats, n'attendant qu'un refus pour envahir le pays. La fière attitude des Livoniens le fit reculer. « Les criminels ont été justement châtiés, lui fut-il répondu, et si le tsar faisait chez nous ce qu'ils ont fait, le tsar serait traité comme eux. » Irrité de ne pouvoir frapper ses ennemis à Riga, le tsar avait la ressource de se venger sur les Allemands de Novogorod. Il ne se priva pas de ce plaisir. Tous les agens de la ligue qui n'avaient pas eu le temps de prendre la fuite furent jetés dans les cachots; la vieille cloche de bronze, symbole de la liberté com-

munale, fut transportée à Moscou, et les marchandises, les richesses, les papiers de cette grande factorerie de Novogorod, qui avait joué un rôle si considérable dans l'histoire de Russie, devinrent la proie du despote.

II.

Le gouvernement des chevaliers porte-glaives et les expéditions de la ligue hanséatique sont les épisodes les plus brillants de cette histoire des Allemands en Russie. Ici du moins les hommes ont une mission virile; ils agissent, ils luttent, ils souffrent pour des intérêts généraux. Soit qu'ils soumettent les provinces baltiques, soit qu'ils deviennent par le commerce les instituteurs des barbares, ils sont les ouvriers de la civilisation, et l'Allemagne peut citer avec orgueil ce fragment de ses annales. Combien ce tableau va changer! Si nous cherchons après le *xvi*^e siècle ce que font les Allemands chez les Russes, nous ne rencontrons plus que des efforts isolés, des incidents bizarres et sans portée sérieuse, ou bien, spectacle plus triste encore, ce sont des aventuriers égoïstes qui, sans souci de la patrie qu'ils ont quittée, sans souci d'un rôle utile à remplir et d'une action féconde à exercer, vont se jeter éperdument dans les intrigues de cour et semblent augmenter à plaisir la barbarie voluptueuse et cruelle dont ils savent bien qu'ils tireront avantage.

On répète toujours que Pierre le Grand conçut le premier la pensée de transformer son empire avec l'aide des savans étrangers : c'est ce puissant génie, sans aucun doute, qui mit la Russie en communication directe avec les états européens et lui traça une route et un but; mais un siècle avant lui des savans, des théologiens, des médecins, des architectes, des ingénieurs d'Allemagne, tantôt attirés par les tsars, tantôt séduits par de vagues espérances, étaient allés chercher fortune chez les Russes. A l'époque où le tsar Pierre ne s'était pas encore bâti sa capitale au bord de la Néva, Novogorod et Moscou avaient été tour à tour la résidence des souverains, et toutes les deux comptaient une nombreuse population allemande. Au *xvi*^e et au *xvii*^e siècle, il y avait à Moscou plusieurs milliers de calvinistes et de luthériens. Le célèbre voyageur allemand Adam Oléarius, qui visita Moscou en 1634 et en 1639 avec l'ambassade du duc de Holstein-Gottorp, donne là dessus de très curieux détails. Toutes les professions qui exigeaient quelque science, tout ce qui supposait de l'art et de l'industrie, c'était le domaine exclusif des Allemands. Le médecin du tsar était un docteur de Thuringe, nommé Hartmann Grammann. Ces médecins étaient en général très largement rétribués, mais le danger était proportionné au gain, car selon l'usage de cer-

tains peuples orientaux, le médecin en Russie était responsable du résultat de ses soins. M. Wilhelm Stricker rapporte la singulière histoire d'un pauvre étudiant de l'Allemagne du nord à qui le tsar Boris Godunof avait conféré lui-même la dignité doctorale. Le médecin de Boris Godunof lui demandait l'autorisation d'aller passer quelque temps dans une université allemande pour y obtenir son diplôme; le tsar se fit expliquer ce que c'était qu'un diplôme de docteur, et aussitôt il écrivit de sa main, en l'honneur de l'homme qui l'avait guéri de la goutte, toute une magnifique pancarte deux fois grande comme les parchemins universitaires. Le consciencieux Allemand dut se contenter de ce titre. Cela n'empêcha pas que, la goutte étant revenue, le docteur impérial ne fût exposé à de cruelles disgrâces. On voyait aussi beaucoup d'Allemands dans les emplois de la cour; c'étaient des interprètes, des ingénieurs et des officiers, ces derniers attachés presque tous à la religion grecque. La garde allemande du château impérial rendait souvent de grands services; en 1647, une émeute provoquée par les exactions de Morosof, beau-frère du tsar Alexis Michelovitch, éclata à Moscou; le palais de Morosof était livré au pillage, le chancelier de l'empire, Nasari, venait de périr égorgé, et déjà, enveloppés par l'insurrection victorieuse, les gardes russes du palais avaient abandonné leur poste; si les Allemands n'eussent couvert le tsar de leurs corps, c'en était fait de sa vie.

Ainsi, dès le *xv^e* et le *xvi^e* siècle, Moscou était un refuge ouvert, non seulement à ces étrangers plus savans ou plus industrieux qui pouvaient servir la politique des tsars, mais aussi à tous les aventuriers audacieux qu'attirait l'espérance au sein d'un peuple inculte et d'un gouvernement d'intrigue. L'Allemagne surtout en fournira de singuliers exemples. Nous parlions ici, il y a quelques semaines, de ces belles biographies consacrées par M. Varnhagen d'Ense à de hardis soldats de fortune qui étaient allés chercher la puissance et la gloire loin de cette Allemagne trop paisible, où leur activité ne pouvait se donner carrière; l'habile peintre du comte de Lippe, du maréchal Schulembourg et du roi Théodore aurait trouvé dans l'histoire de Russie des types plus expressifs encore et de plus dramatiques destinées. Il semble que le règne de Pierre le Grand ait dû mettre fin à ces tentatives des Allemands, et que l'orgueil russe, exalté par le génie du maître, ait dû essayer désormais de se suffire à lui-même. Si Pierre le Grand s'était servi de la science des étrangers, il n'avait jamais souffert qu'ils s'imposassent à lui, et de même que, selon l'expression de Rulhière, il avait été le bourreau de ses peuples pour les civiliser, il avait été le protecteur des étrangers pour en faire les instrumens de sa force et de sa domination. Ce fut lui pourtant qui, par l'exemple de quelques fortunes extraordinaires dues à son seul

caprice, attira bientôt en Russie des intrigans de toute espèce, les uns aussi vils que féroces, les autres rachetant du moins par l'éclat du génie leur barbare égoïsme. On avait vu une servante, la femme d'un soldat livonien, la concubine d'un général, devenir la maîtresse favorite du tsar, se faire épouser de son amant après lui avoir donné deux filles, et lui succéder sur le trône; on avait vu un vil bouffon séduire ce même prince par je ne sais quelle repartie spirituelle, et de bouffon devenir général, prince, ministre, partager enfin l'administration de l'empire sous Catherine I^{re} et être sur le point de marier sa fille au petit-fils de Pierre le Grand. Comment ces étrangers, chez qui se trouvaient alors toutes les ressources militaires et tous les talens diplomatiques de l'empire, n'auraient-ils pas été éblouis par ces provocations de la fortune? Les révolutions de palais qui ensanglantent la Russie pendant le XVIII^e siècle ne sont pas, comme on l'a cru trop souvent, les convulsions incohérentes du pouvoir despotique; il y a un lien logique et lumineux à travers ces péripéties confuses, c'est la lutte du parti moscovite contre les aventuriers de l'Allemagne.

Parmi les étrangers dont Pierre le Grand appréciait le plus les services, il y avait un Westphalien nommé Ostermann. Fils d'un pasteur de campagne, le jeune Allemand étudiait à l'université d'Iéna, lorsque, forcé de fuir après une querelle de taverne où il avait eu le malheur de tuer un de ses camarades, il chercha un asile en Hollande. Un Hollandais célèbre, l'amiral Croys, qui commandait la flotte russe, eut occasion de connaître le jeune réfugié et le prit à son bord comme secrétaire. Vif, brave, intelligent, aussi distingué par ses talens de marin que par la souplesse de son esprit, il fut promptement remarqué de Pierre le Grand, qui le chargea de négociations importantes. Sa fortune s'accrut rapidement. Nommé baron et conseiller intime par Pierre I^{er}, il fut élevé sous Catherine à la dignité de vice-chancelier de l'empire. Ostermann savait combien sa position était difficile auprès de ces favoris russes qui commençaient à détester l'influence des Allemands. Habile à s'effacer, il cachait aux yeux de tous son ambition et ses projets. Personne n'eût deviné sous ce prudent administrateur, uniquement occupé d'affaires de détail, l'aventurier hardi qui se proposait de gouverner à son gré les destinées de l'état. Pendant le règne de Catherine, Menchikof fut pris à cette dissimulation si bien jouée, et lorsque Pierre II, fils d'Alexis, eut remplacé sur le trône la femme de son grand-père, la réaction moscovite qui signala ce règne ne s'inquiéta pas d'Ostermann. Le vieil esprit russe avait reparu avec le fils du malheureux Alexis; la mère d'Alexis, l'impératrice Eudoxie, première femme de Pierre le Grand, répudiée par lui et depuis longtemps retirée dans

un couvent de Moscou, venait d'être rappelée solennellement à la cour; le siège de l'état, transporté naguère à Saint-Petersbourg, avait été rendu à Moscou. Une puissante famille, les Dolgorouki, les chefs les plus considérables de la vieille féodalité moscovite, conduisaient tout ce mouvement et s'apprêtaient à rétablir l'antique constitution, c'est-à-dire à transformer l'empire absolu d'Ivan IV et de Pierre I^{er} en un gouvernement aristocratique. Menchikof, aventurier sans tradition et qui ne pouvait se montrer sympathique à l'entreprise des hardis boyards, avait été disgracié sous leur influence et envoyé en Sibérie : Pierre II, qui avait dû épouser la fille du tout-puissant ministre, avait rompu ses fiançailles, et il allait épouser une Dolgorouki, quand il fut emporté par la petite-vérole, à peine âgé de quinze ans. Les Dolgorouki s'étaient bien promis de façonner le jeune tsar à leurs idées; ils mirent à profit sa mort comme ils eussent fait sa vie. Ils disposèrent de l'empire et dictèrent leurs conditions; une nièce de Pierre le Grand, Anna Ivanovna, duchesse de Courlande, accepta l'offre des boyards et promit de soumettre toutes ses décisions à un conseil de nobles. Ostermann avait laissé s'accomplir ces immenses changemens sans paraître en remarquer la gravité. Le despotisme d'un seul valait mieux cependant pour les chercheurs d'aventures que le gouvernement des boyards; avec une aristocratie moscovite à la tête de l'état, plus de place pour les étrangers, plus de ces caprices du maître si favorables au talent et à l'intrigue, plus de carrière ouverte à la supériorité de la science ou de la diplomatie; les vieilles haines nationales s'élevaient contre eux comme une barrière. Pour renverser l'influence des Dolgorouki, il fallait d'abord, et Ostermann ne s'y était pas trompé, qu'ils eussent accompli leur dessein. Une fois Anna Ivanovna montée sur le trône, il ne fut pas difficile de lui faire regretter la puissance qu'elle avait livrée aux boyards. C'est là que se dévoila tout à coup l'effrayante habileté d'Ostermann. Organiser une émeute en faveur de la tsarine asservie, faire déchirer solennellement devant le peuple l'acte par lequel Anna Ivanovna avait renoncé à une partie de ses privilèges, faire déporter en Sibérie les Dolgorouki terrifiés, ce fut l'affaire de quelques jours. Ce coup d'état du despotisme appuyé par les acclamations du peuple, cette restauration du pouvoir absolu accomplie par un Allemand au lendemain même d'une réaction moscovite est certainement une des plus curieuses péripéties de l'histoire.

Est-ce à dire que les étrangers seront désormais les maîtres? Les Allemands, représentés ici par Ostermann, et avec eux ces Européens de toutes les contrées qui remplissaient depuis Pierre le Grand les fonctions les plus considérables de l'empire, seront-ils assurés d'une influence absolue sous Anna Ivanovna, comme Menchikof sous

Catherine I^{re}? Non, certes. Anna suit les traditions de Pierre le Grand, c'est-à-dire la véritable politique russe; elle sent bien que les étrangers sont nécessaires à la Russie, et elle veut, par le supplice des Dolgorouki, habituer les Moscovites à voir les Allemands aux premiers postes de l'état; mais elle sait aussi que ces étrangers ne seront jamais que des instrumens, et que les Allemands surtout seraient à l'occasion plus russes que ses sujets. La suite des choses n'a que trop justifié ses prévisions; l'histoire du duc de Biren et du maréchal de Munich est la conclusion naturelle de l'histoire d'Ostermann.

Voilà encore d'illustres aventuriers, et l'un des deux était certainement un aventurier de génie; mais bien qu'ils représentent le parti allemand à la cour de Russie, on ne peut pas dire que la politique et les intérêts de l'empire aient souffert sous leur administration. On sait que Biren était le fils d'un Courlandais de race allemande; sorti des classes les plus humbles, il s'élève malgré tous les obstacles, et bientôt par l'audace de son esprit et de ses intrigues il devient le favori de cette duchesse de Courlande que les Dolgorouki allaient appeler au trône. Les boyards ne s'étaient pas défiés d'Ostermann; ils se défirent de Biren, et il avait été expressément stipulé, lors de l'élection d'Anna, que la tsarine laisserait son favori à Mitau. Quand la tsarine eut secoué le joug des Dolgorouki, Biren entra à Saint-Pétersbourg comme le démon de la vengeance; le parti russe fut noyé dans le sang. Après l'émeute si bien dirigée par Ostermann, on s'était contenté de déporter les Dolgorouki dans les neiges de la Sibérie; quelques années plus tard, ils avaient obtenu de reparaitre à la cour; Biren les fit arrêter de nouveau, et c'est alors qu'ils furent roués à Novogorod en 1739. C'était l'époque de la toute-puissance de Biren; ce petit-fils d'un palefrenier que la noblesse courlandaise avait toujours repoussé avec injure, la tsarine Anna venait de le faire duc de Courlande, et reconnu souverain par la Pologne, il était en même temps le maître des destinées de la Russie. Il pouvait gouverner de loin son duché; c'est à Saint-Pétersbourg qu'il résidait, épiant avec une rage inquiète les tentatives de l'aristocratie. Un an après la catastrophe des Dolgorouki, d'autres chefs éminens de l'ancienne féodalité moscovite, le ministre Volinsky, les comtes Pouschkine, Soïmonof, Jeropkin, Chruschtschof et Suda, accusés d'avoir voulu mettre à mort tous les Allemands de l'empire, périrent aussi, les uns roués vifs, les autres décapités; plusieurs avaient eu la langue coupée, ou bien avaient subi la peine infamante du knout avant le dernier supplice.

Lorsque M^{me} de Staël, dans ses *Dix années d'exil*, fait une description si flatteuse de la Russie, elle est comme éblouie par le prestige de ces noms inaccoutumés qui transportent la pensée sur le seuil

féérique de l'Orient : « Tous ces noms de pays étrangers, s'écrie-t-elle, tous ces noms de nations qui ne sont presque plus européennes, réveillent singulièrement l'imagination. On se sent, en Russie, à la porte d'une autre terre... » Si tel était, au commencement de ce siècle, le prestige des noms orientaux pour une imagination rêveuse, combien plus vives devaient être sur de cupides aventuriers les séductions de cette *autre terre*, de cette terre inculte et féconde, de ce monde barbare et plein de trésors ! Assurément Ostermann et Biren ne savaient pas analyser si bien leurs impressions, mais cet Orient européen avait un invincible attrait pour des hommes de cette trempe. C'est là qu'étaient les émotions du jeu le plus enivrant et le plus terrible ; c'est là qu'on avait sans cesse à combiner des tragédies sanglantes, et qu'il fallait, seulement pour éviter l'échafaud, mettre la main sur le trône. Le jour où le fils du pasteur westphalien et le fils du palefrenier courlandais faisaient écarteler ces puissans Dolgorouki issus du sang même de Rurik, ils éprouvaient une de ces âcres jouissances qui enchaînent à jamais l'ambitieux au sol du despotisme et le tuent comme un poison.

Le maréchal de Munich, quelque distance qui le sépare d'Ostermann et de Biren, avait pris part plus d'une fois à cette politique sans pitié. Munich ne venait pas précisément de l'Allemagne, mais il appartenait à la race germanique, étant le fils d'un officier danois, et par sa position dans l'empire, comme par ses origines nationales, il représentait, au même titre que le Westphalien Ostermann et le Courlandais Biren, ce qu'on avait raison d'appeler le parti des Allemands. Excellent homme de guerre, intrépide soldat et général consommé, il justifiait sans doute par l'éclat du génie cette fortune extraordinaire qu'Ostermann devait surtout à la ruse et Biren à l'intrigue ; il n'en avait pas moins tous les traits de caractère qui distinguent l'aventurier, une audace à qui tous les moyens étaient bons, un flair subtil et pénétrant pour suivre les traces de la fortune, un égoïsme altier qui a fait à quelques biographes l'illusion de la grandeur. M. Wilhelm Stricker, dans ses curieuses études, tout en repoussant avec horreur l'atroce conduite des aventuriers, n'est pas fâché de raconter leur victoire, et quand il nous peint, ce sont ses expressions, — le triumvirat germanique en Russie, — il laisse percer çà et là une joie singulièrement naïve. Qu'ont-ils fait cependant ? Le maréchal de Munich avait beau porter une haine implacable au parti moscovite : il a travaillé plus que personne aux usurpations de la Russie ; après les noms de Pierre le Grand et de Catherine II, le nom de Munich doit briller en première ligne parmi ceux qui ont donné aux tsars un ascendant immense sur la politique de l'Europe. Lorsque Catherine II commençait à démembrer l'empire turc, Mu-

nich lui avait déjà frayé la voie, et c'est sur les étapes de son armée qu'on aurait pu tracer l'inscription de Potemkin : « Route de Constantinople. » Il avait créé l'organisation militaire de la Russie, comme Pierre le Grand avait créé sa marine. Les Russes peuvent être fiers de lui, les Allemands ne lui doivent rien. Sa connaissance même de l'Allemagne, ses relations avec Marie-Thérèse et Frédéric II lui servirent à s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Autriche et de la Prusse, et il est le premier qui ait accoutumé le gouvernement russe à cette idée d'un protectorat supérieur exercé sur les états germaniques. Ajoutez à cela que les trois aventuriers, unis pour abattre l'aristocratie moscovite, luttèrent sourdement les uns contre les autres, dès que le danger commun n'existait plus. De là, chez tous les trois, une ardente émulation à se montrer plus russe que les Russes, tout en frappant à coups terribles sur les représentants de l'esprit national. M. Stricker est obligé de rappeler avec douleur que Munich déploya la rage d'un barbare en bombardant le port de Dantzig. L'égoïsme des aventuriers était devenu féroce. On les vit même s'allier au parti russe afin de s'entre-détruire. La tsarine Anna Ivanovna, à l'heure de sa mort, avait brillamment pourvu son favori; elle avait donné la couronne à un enfant, à son petit-neveu Ivan VI, sous la régence de Biren. Le parti moscovite conspira bientôt contre le régent. Munich se mit résolument à la tête des conjurés; il alla lui-même arrêter le régent dans son lit, et donna la régence à la princesse Anna, mère du tsar. Biren, conduit en Sibérie, laissait le pouvoir à son rival; mais quelques mois après, cette révolution de palais, accomplie en quelques heures par le maréchal, était reproduite, comme une contrefaçon fidèle, au profit d'Élisabeth, une des deux filles de Pierre le Grand. La réaction moscovite complétait son triomphe, et Munich, accompagné d'Ostermann, allait rejoindre Biren au fond de la Sibérie. Ainsi finit ce triumvirat allemand, dont l'influence avait été si funeste à l'Allemagne.

III.

L'avènement de la tsarine Élisabeth était donc une victoire du parti russe sur le parti germanique; telle était cependant l'influence persistante de la faction vaincue, que les représailles de la noblesse moscovite ne purent s'exercer aussi complètement que l'auraient désiré les vainqueurs. Élisabeth n'osa pousser les choses à bout. De complaisans historiens ont glorifié la clémence d'Élisabeth; mais la souveraine qui a envoyé plus de 80,000 hommes en Sibérie, la Messaline insatiable qui faisait donner le knout et couper la langue aux

femmes dont la beauté pouvait éclipser la sienne, n'aurait pas hésité à satisfaire les vengeances des boyards, si elle y avait trouvé son intérêt. Élisabeth a bien pu, comme tous les voluptueux, s'abandonner en maintes occasions à cette mollesse indulgente que les flatteurs ont transformée en vertu; il y a loin de là à cette magnanime clémence qu'on a vantée chez elle. Quoique parvenue au trône avec l'appui des passions moscovites, Élisabeth comprenait qu'elle ne devait pas être impitoyable pour les Allemands. Ostermann et Munich, quelques jours après la révolution de 1741, montèrent sur l'échafaud où les Dolgorouki avaient été écartelés; mais au moment où le bourreau s'approchait pour décapiter l'un et écarteler l'autre, on leur lut la sentence de grâce qui les exilait en Sibérie. Ce qui arriva en cette circonstance se reproduisit pendant tout le règne d'Élisabeth. Écraser le parti allemand, mais ne permettre aucune de ces représailles sanglantes qui eussent relevé les espérances des boyards, telle fut la politique de la fille de Pierre le Grand. On pense bien que les vingt années de son règne (1741-1761) profitèrent peu à l'introduction des mœurs et des sciences européennes en Russie; l'esprit allemand y avait toutefois des traditions vivaces, et quand l'université de Moscou, la plus ancienne des universités russes (celles de Courlande et de Livonie sont à part), fut instituée en 1755, les décrets qui l'organisèrent avaient pris pour modèles les grandes écoles de Goettingue et de Königsberg.

C'est ici que se place un curieux épisode dans cette histoire de l'esprit allemand en Russie. Une troisième dynastie venait de monter sur le trône des tsars, et c'était une dynastie allemande. Je sais bien que les deux premières dynasties, celle des Rurik et celle des Romanof, se rattachent par les origines de leurs fondateurs à la race germanique; mais les frères Rurik appartiennent à une époque confuse où les nations du nord de l'Europe, Germains, Normands, Scandinaves, Varègues, étaient mal circonscrites; et, bien que les ancêtres de Michel Féodorovitch fussent venus de l'Allemagne, il y avait longtemps qu'ils étaient sujets russes, quand le choix des boyards, après les agitations des faux Démétrius, appela au trône ce jeune homme demeuré en dehors des guerres civiles et sans lien avec les factions. Cette fois, au contraire, c'était bien un prince allemand, c'était le fils d'un duc d'Allemagne, tout pénétré de l'esprit, des mœurs, des institutions de son pays, qui allait inaugurer la troisième dynastie des tsars. Le prince dont je parle était le duc Charles-Pierre-Ulric de Holstein-Gottorp, dont le père, Charles-Frédéric, dépouillé d'une partie de ses états, à la suite des guerres de la Suède et de la Russie, avait cru se dédommager en épousant une fille du tsar victorieux. Le jeune duc était donc par sa mère le petit-

fils de Pierre le Grand, le cousin de Pierre II, qui avait succédé à Catherine, et le neveu de la tsarine Élisabeth; mais il était en même temps par son père le neveu du roi de Suède Charles XII, il était avant tout prince de l'empire d'Allemagne, et, malgré les liens qui l'unissaient aux tsars, il manifestait une aversion profonde pour la Russie et l'esprit russe. Il avait quatorze ans à peine, quand sa tante Élisabeth l'appela auprès d'elle et le désigna comme héritier au trône; déjà cependant ses prédilections et ses antipathies s'étaient déclarées avec une singulière franchise. C'était le temps où Frédéric II montait sur le trône de Prusse et étonnait l'Europe par l'éclat de ses talents militaires. Frédéric II n'avait pas de plus fervent admirateur que le futur héritier d'Élisabeth. Pendant les vingt années du règne d'Élisabeth, le duc de Holstein-Gottorp, indifférent ou hostile à tout ce qui se passait en Russie, avait les yeux tournés vers la Prusse; il s'inspirait de l'exemple de Frédéric II, il se réjouissait de ses victoires aussi vivement qu'il sympathisait à ses malheurs, et l'on sait que Frédéric allait être écrasé en 1761, quand l'avènement du duc de Holstein-Gottorp au trône de Russie changea subitement les alliances et sauva le glorieux capitaine.

Le règne de Pierre III, si étrangement défigurée par tous les courtisans de Catherine II, qui rivalisaient de bassesse en calomniant sa victime, est certainement une des périodes les plus intéressantes et les plus nobles de l'histoire de Russie. C'est celle du moins où l'influence germanique déploie tout ce qu'elle a de bienfaisant. Point de violences, comme sous la régence de Biren et l'administration d'Ostermann; point de triomphes ensanglantés ni de représailles hideuses; Pierre III rappelle de son plein gré les proscrits d'Élisabeth, le maréchal de Munich et le duc de Biren (Ostermann était mort en Sibérie), mais en même temps il veut rendre à la vieille aristocratie nationale l'indépendance qui lui avait jadis appartenu. Ce fut un touchant spectacle. Le vieux Munich revint à Saint-Petersbourg après vingt années d'exil dans les neiges; il avait près de quatre-vingts ans. Cette longue captivité semblait avoir transformé l'intrépide capitaine. Résigné à son malheur, il avait trouvé de précieuses consolations dans les pratiques d'une piété sincère. L'esprit russe s'était comme dissipé chez lui; la nature allemande reprenait ses droits, et cette âme, ulcérée par l'ambition et l'intrigue, retrouvait des trésors de douceur et de bonhomie. Il vivait comme un frère morave dans ces solitudes désolées, assistant chaque jour au service divin et composant des hymnes à la louange du Sauveur. On rapporte qu'il était occupé, selon son habitude quotidienne, à réciter des prières avec sa femme, quand il reçut le décret du tsar qui lui rendait sa liberté. Il resta à genoux, acheva ses pieux exercices; puis

les deux époux, se jetant dans les bras l'un de l'autre avec des torrents de larmes, adressèrent à haute voix d'ardentes actions de grâces à la divine miséricorde. Son voyage de Sibérie à Saint-Petersbourg fut une espèce de triomphe. Dans chaque ville et dans chaque village, les soldats qui avaient combattu avec lui contre les Turcs venaient saluer leur vieux général. Pierre III l'accueillit avec bonté, il lui fit don d'une épée d'honneur et lui restitua quelques-unes de ses hautes fonctions administratives; mais Munich retrouvait à la cour des souvenirs trop irritants, et ses anciennes passions se réveillèrent. Pierre III essaya vainement de le réconcilier avec Biren. Malgré la résignation dont il avait donné de si nobles preuves, malgré les religieuses ferveurs que l'infortune avait développées dans son âme, on voyait souvent reparaitre l'ambition altière et les despotiques allures de l'aventurier. Lorsque Pierre III, après un règne trop court, fut renversé du trône par le hardi coup de main de sa femme Catherine II, Munich resta fidèle, un des derniers, à l'empereur fugitif; il voulait monter sur un navire avec son bienfaiteur, aborder en Prusse, rassembler des partisans, soulever des provinces, marcher sur Saint-Petersbourg avec une armée de cent mille hommes, et si Pierre III avait eu assez de courage pour adopter ce projet, il paraît assez probable que la révolution de 1762 aurait été rapidement étouffée. Pierre III courbe la tête devant l'audace de l'impératrice, et Munich, le lendemain, va offrir son épée à Catherine II. Il s'avilira même jusqu'aux plus basses flatteries; oubliant que Catherine a fait périr le tsar à qui il doit sa délivrance, il ne craindra pas de l'appeler *la déesse de la justice*. C'était le moment où Catherine réintégrait Biren dans son duché de Courlande. Les deux rivaux, dont la dramatique histoire est l'image la plus expressive de l'esprit allemand en Russie, allaient mourir quelques années après, Munich en 1767, Biren en 1772, âgés tous deux de plus de quatre-vingts ans.

IV.

La grande habileté de Catherine II fut d'employer les généraux et diplomates allemands, tout en laissant aux vieux Russes (*Alt-Russen*) l'apparence de la faveur et du pouvoir. On sait que Catherine II était Allemande. Fille d'un prince d'Anhalt-Zerbst, elle avait été mariée par Frédéric le Grand lui-même au duc de Holstein-Gottorp, qui devait devenir le tsar Pierre III, et que Catherine renversa à l'aide du parti moscovite. Elle travailla toute sa vie à apparaître aux yeux de ses peuples comme le type le plus complet de l'esprit russe. Qui aurait pu se souvenir que Catherine était Allemande? Son frère, le duc d'Anhalt, ne fut jamais admis à sa cour; les chefs moscovites entou-

raient seuls son trône, et ses amans même étaient choisis parmi cette aristocratie nationale. Les Orlof, les Teplof, les Potemkin, les Suvarof, les Rumjankof, occupaient les postes supérieurs de l'armée et de l'administration civile. Catherine cependant savait bien que ses fonctionnaires allemands étaient ceux qui rendraient le plus de services à l'état : les Orlof étaient environnés de lieutenans étrangers qui menaient à bien les projets de l'impératrice sans leur enlever l'honneur du succès, et c'est ainsi que deux Allemands, le général Bauer et le diplomate Assebourg, remportaient des triomphes qui ne réveillaient plus les haines de race. Pour introduire l'élément germanique en Russie, Pierre le Grand avait brisé toutes les résistances : l'égoïsme des strélitz et le supplice même de son fils disaient assez clairement jusqu'où irait son implacable volonté; Catherine II avait marché au même but, mais par des voies tortueuses, et obligée, en qualité de princesse allemande, de dissimuler sa politique, elle s'était appliquée à relever l'orgueil moscovite sans cesser de mettre à profit la science et le talent des étrangers. Comment s'étonner que la princesse d'Anhalt-Zerbst, la femme du duc de Holstein-Gottorp, soit devenue, aux yeux de la Russie enivrée, le plus grand et le plus glorieux des vrais chefs nationaux?

A dater du règne de Catherine II, on chercherait en vain le parti germanique aux premiers rangs de la scène. Si les Russes et les Allemands continuent encore à rivaliser dans l'ombre, leurs luttes ne produisent plus de ces catastrophes comme celles dont nous venons de parler, et bientôt les deux factions se fondent l'une dans l'autre et disparaissent. Lorsque Paul I^{er}, après son alliance avec le premier consul, fut étranglé par des conspirateurs, c'était là une de ces tragédies sanglantes telles qu'il y en aura toujours dans les gouvernemens despotiques, ce n'était pas une révolution intérieure au profit d'un parti. La politique européenne n'y fut pas étrangère, et il est probable que les agens de l'Angleterre contribuèrent à la chute du tsar, de même que le marquis de La Chétardie, en 1741, avait pris part, dans l'intérêt de la France, à la révolution qui porta Elisabeth sur le trône; mais les diplomates, quels qu'ils soient, dont la terrible nuit du 23 mars 1801 favorisait les plans, ne trouvèrent pas à exploiter contre le tsar Paul des passions allemandes ou moscovites, comme ils l'eussent pu un demi-siècle auparavant. On ne voit pas ici en présence les Biren et les Dolgorouki. Le chef de la conspiration était un Esthonien de race allemande, le comte Pahlen, directeur de la police de l'empire, directeur général des postes et commandant en chef des troupes de la capitale; ses complices étaient indifféremment des Allemands ou des Russes. A côté du comte Benningesen, gentilhomme hanovrien qui s'était distingué, sous Catherine II, dans les guerres

contre la Pologne, à côté de Tolstoï, un des descendants d'Ostermann, on citait de grands noms moscovites, les Uvarov, les Talizin, les Deporadovitch, et un aide de camp même de l'empereur, Aramakof. La même situation se reproduit sous le fils aîné de Paul I^{er}. Alexandre, dans les premières années de son règne, favorisait le mérite sérieux sans s'informer s'il venait d'Allemagne ou s'il sentait le terroir. Bientôt la participation si active de la Russie aux guerres européennes du temps de l'empire donna une certaine prépondérance aux Allemands, et Alexandre fut amené peu à peu à accorder une estime particulière à tous les étrangers d'élite. C'est ainsi qu'on le vit confier d'importants services au duc de Choiseul, au duc de Richelieu et à M. Capodistrias. Bien que ce ne fussent pas là des partis opposés comme autrefois, les jalousies des Russes étaient toujours très vives. Un jour que l'empereur Alexandre voulait récompenser le général Yermolof pour ses brillans faits d'armes dans la guerre du Caucase : — Que veux-tu ? lui demanda-t-il. — Faites-moi Allemand, sire, répondit le général. — Un instant, la grande exaltation religieuse et nationale de 1812 rendit le premier rôle aux représentans de l'esprit russe : les Moscovites étaient fiers de pouvoir dire qu'il avait fallu des Kutusof et des Rostopchin pour repousser Napoléon. Le vieux parti russe commença à se diviser l'année suivante. Les guerres de 1813 à 1815, faites au nom de la liberté européenne, avaient ouvert aux esprits éclairés des perspectives éblouissantes, et la religion du despotisme russe s'effaçait au fond des cœurs. L'esprit nouveau se propagea dans l'armée, et il ne fallait qu'une occasion propice pour le faire éclater. L'occasion se présenta bientôt. Alexandre mourut en 1825. On sait quelle insurrection militaire l'empereur Nicolas eut à dompter dès les premiers jours de son avènement ; c'était une insurrection moscovite. Ainsi s'explique la sympathie inattendue que le troisième fils de Paul I^{er} témoigna tout d'abord aux étrangers. C'étaient des Allemands, des Prussiens surtout, qui formaient au commencement l'entourage de l'empereur Nicolas, et le français, la langue habituelle de la cour, avait fait place à l'idiome de Schiller. Tout changea promptement après 1830. La première lutte contre l'insurrection polonaise (1830-1831) avait été conduite par des Allemands ; c'étaient les généraux Toll, Rosen, Germar, Sacken, Rudiger, sous le commandement en chef du maréchal allemand Diebitsch, et l'on n'ignore pas quelle fut la malheureuse issue de la campagne. « Comment vaincre, disaient les Russes, avec des chefs étrangers ? » Le maréchal Paskévitch, qui remplaça Diebitsch, triompha de l'insurrection, et avec lui le parti moscovite reprit l'ascendant et le pouvoir. Il ne faut pas oublier cependant que ce sont là des jalousies de personnes plutôt que des luttes de partis, comme sous Anna et sous Élisabeth. Catherine II

a mis fin à tout cela. Il y a certes, à l'heure qu'il est, bien des Allemands en Russie, il y en a, il y en aura longtemps encore dans tous les postes importants de l'administration; ce ne sont toutefois que des individus isolés, le parti allemand n'existe plus.

On voit dans l'almanach impérial de 1837 que, sur les six cents dignitaires supérieurs de l'empire, cent trente étaient Allemands. « Si ces Allemands n'étaient pas des caractères si souples, s'écrie douloureusement M. Wilhem Stricker, s'ils n'étaient pas toujours si disposés à penser en russe et à parler en français, s'ils n'étaient si indifférens aux intérêts de leur patrie et si oublieux de leur nationalité, on pourrait dire que les idées allemandes sont maîtresses de ce pays. Figurez-vous ce que deviendrait l'empire russe avec cent trente dignitaires anglais! » Ces plaintes du publiciste donnent le vrai tableau de la situation. Pierre le Grand et ses successeurs voulaient accoutumer les Russes à voir les étrangers établis au même titre qu'eux dans l'empire; le résultat est atteint. Les Dolgorouki, qu'Ostermann et Biren faisaient écarteler il y a cent ans, servent aujourd'hui dans la diplomatie ou dans l'armée à côté des descendants de Biren et d'Ostermann. On peut bien signaler deux directions opposées, deux esprits différens, qui se manifestent en maintes rencontres et qui semblent conserver la trace des anciennes luttes; l'esprit allemand, représenté aujourd'hui par M. de Nesselrode, est plus humain, plus modéré, plus circonspect; l'esprit moscovite est animé d'une fiévreuse impatience, et c'est lui qui pousse souvent les tsars à des entreprises insensées. Encore une fois, ce sont là deux politiques différentes, ce ne sont plus deux partis fondés sur l'opposition des races. Il y a des Russes dans ce qu'on appelle aujourd'hui le parti allemand, comme il y a plus d'un Allemand dans le parti moscovite.

V.

Le seul point où l'influence allemande se soit conservée, c'est loin de la cour, loin de la scène politique et du théâtre des événemens. Après les chevaliers de Livonie et les marchands de la hanse, qui luttèrent au nom de l'Allemagne pendant toute la période du moyen âge, nous avons vu les brillans aventuriers du monde moderne ne chercher en Russie que leur intérêt propre, et consacrer leurs talens, leurs lumières, leur ardent égoïsme, à la fortune des tsars. Il ne reste, pour compléter ce tableau, qu'à signaler le rôle des populations agricoles. Il y a sur les bords du Volga, dans les anciennes provinces turques, en Bessarabie, en Crimée, plus loin encore, au sud et au nord du Caucase, bien des colonies de paysans prussiens ou souabes qui gardent fidèlement leur religion et leurs coutumes. Si

l'on cherche aujourd'hui l'influence germanique en Russie, c'est là seulement qu'elle se trouve, avec sa douceur et son action morale.

Catherine II à peine montée sur le trône avait, par un manifeste célèbre, dispensé du service militaire tous les colons allemands qui viendraient s'établir en Russie. Pendant douze ans, de 1764 à 1776, des paysans de la Hesse, du Wurtemberg et de la Saxe répondirent à cet appel, et vinrent successivement occuper les deux rives du Volga. Ils étaient distribués par groupes de famille, et leur nombre s'élevait d'abord à cent quatre; mais deux des communes de la rive gauche, Chaisol et Césarsfeld, furent détruites peu de temps après par une peuplade tartare. Ces colonies primitives, accrues mais non multipliées, sont devenues d'importans établissemens agricoles, et forment aujourd'hui cent deux villages ou bourgs ayant chacun plus de mille habitans. En 1775, la population était de vingt-trois mille âmes à peu près; elle dépassait le chiffre de cent dix-sept mille en 1838. M. Haxthausen, qui dans son curieux tableau des classes agricoles en Russie a donné sur ces colonies des renseignemens pleins d'intérêt, raconte qu'il a vu en 1843 un des vétérans de l'émigration allemande. C'était un vieillard de quatre-vingt-six ans, membre de la colonie d'Orlovkoi. Il était né à Berlin sous Frédéric le Grand. Son père avait été laquais du roi, et sa mère descendait des protestans réfugiés en Prusse après la révocation de l'édit de Nantes. Il se rappelait encore avec une précision singulière tous les détails du voyage : triste et pénible voyage, terminé par des déceptions cruelles ! Ils avaient descendu le Volga en 1764; à Kostrova, les navires avaient été arrêtés par les glaces, et il avait fallu passer l'hiver sur ces bords inhospitaliers; arrivés enfin au lieu de leur destination au printemps de 1765, ils n'avaient presque rien trouvé de ce qu'on leur avait promis. Pas de maisons, pas de chaumières, à peine quelques huttes misérables, et point de matériaux de construction. Les troupeaux, les étables, les semences, tout ce qu'on leur avait annoncé pour premier établissement, ils ne le recevaient qu'en des proportions ridiculement insuffisantes. Les plaines qu'ils avaient à défricher étaient des steppes désertes, infestées par des hordes de Kalmoucks. Alors on vit se déployer le courage et l'industrielle patience du colon allemand : les maisons s'élevaient, les steppes s'ouvraient en sillons sous le soc de la charrue, et d'année en année la culture étendait ses conquêtes. Les Kalmoucks heureusement avaient été bientôt refoulés vers la frontière chinoise, mais des tribus plus sauvages encore, Kirghises et Baschkires, attirées par la prospérité croissante des colons, étaient venues piller leurs récoltes, et la pioche et la faux avaient dû se changer en armes de guerre. En 1765, le ministre russe à Dantzig proposa à un pasteur de la ville, nommé

Reinhold Forster, de visiter les colonies allemandes du Volga. Forster partit accompagné de son fils, et après avoir vu tout ce qui manquait à ces braves gens, il écrivit un mémoire qu'il vint présenter à Catherine II; mais le consciencieux pasteur n'avait pas craint de signaler les exactions du gouverneur de la province, son mémoire fut rejeté avec dédain, et c'est à peine si on lui permit de retourner à Dantzig. Il resta quelques années à Saint-Petersbourg dans une sorte de captivité, obligé pour gagner sa vie de fournir des traductions à des libraires. Il fallut bien alors que les colons ne comptassent que sur eux-mêmes. Le travail, l'économie, la confiance en Dieu et les bonnes mœurs firent plus pour ces honnêtes populations que n'eussent fait les faveurs de Catherine.

Presque tous les voyageurs allemands en Russie ont donné de touchants tableaux de ces colonies du Volga. Le publiciste Erdmann, qui les visita en 1815 après un séjour de cinq années chez les Russes, décrit en nobles termes les émotions dont il fut agité quand il retrouva sur les bords du Volga les mœurs et la langue de l'Allemagne. « Je me croyais, dit-il, transporté par un pouvoir magique au sein même de ma patrie. Ni l'éloignement de la terre natale, ni cette installation d'un demi-siècle au milieu de peuplades si différentes, ni l'influence du climat et du sol n'avaient pu effacer chez eux les traditions paternelles; c'était le même idiome, la même manière de vivre, les mêmes pratiques agricoles, la même organisation de la famille et de la commune. Un examen attentif aurait bien surpris çà et là certaines modifications dans la langue et dans les usages, modifications causées par le mélange des peuples de la mère-patrie, comme aussi, il faut l'avouer, par l'action d'un ciel moins heureux et d'un gouvernement si peu semblable au nôtre; mais enfin c'était toujours l'Allemagne. » M. Alexandre de Humboldt visita aussi en 1829 ces colonies germaniques perdues au milieu des plus rudes contrées et des tribus les plus redoutables; il les trouva en pleine prospérité. D'autres voyageurs, Ehremberg et Rose, rapportèrent les mêmes impressions; ils avaient tous été frappés de la propreté, de la bonne tenue, de la rustique élégance de leurs habitations, toutes choses si douces à rencontrer dans les villages de la Forêt-Noire et de la vallée du Neckar, et plus précieuses encore à quelques werstes des Kalmoucks.

Les colonies du Dniéper ont aussi une physionomie pleine d'intérêt. Ce furent surtout des émigrations religieuses. Il y avait plus de vingt-cinq ans déjà que Catherine avait fait appel aux agriculteurs d'Allemagne, lorsque trois cent trente familles mennonites quittèrent la Prusse et allèrent s'établir dans la Russie méridionale. On sait que les mennonites sont une secte protestante qui se rattachait aux anabaptistes, tout en détestant leurs violences; ils ont formé

dans plusieurs contrées de l'Europe du nord une sorte de méthodisme rigide et laborieux, quelque chose d'assez semblable aux quakers de l'Angleterre et des États-Unis. Ces mennonites du Dniéper furent mieux traités que les émigrans de 1764. On ne leur refusa ni les terres, ni les instrumens aratoires, ni les secours en argent. Ce n'était pas d'ailleurs une colonie exclusivement agricole; c'était en quelque sorte une petite ville qui émigrerait avec toutes ses industries. Cette colonie peu nombreuse, mais active et dévouée, fait le plus grand honneur à la moralité allemande. Les voyageurs sont unanimes sur ce point. M. Haxthausen, malgré son dévouement à la Russie, n'hésite pas à la signaler comme un exemple salulaire à toutes les populations moscovites. Des hommes éminens sont sortis de cette communauté; on cite surtout un paysan venu de la Prusse orientale, un homme simple et sans culture première qui, par la seule force d'un esprit droit, par la seule inspiration d'un zèle vraiment chrétien, est devenu le conseiller du gouverneur de la Russie méridionale, de l'illustre prince Voronzov. Son nom est Jean Kornies. L'action morale des tribus germaniques en Russie n'a jamais eu de représentant plus digne. La colonie du Dniéper est entourée de peuplades tartares que Jean Kornies a eu la gloire de civiliser; il y a déjà, dit-on, dix-sept mille sauvages de la steppe qui ont établi avec son aide un nombre considérable de villages où ils vivent et travaillent à l'exemple des mennonites. Kornies a été véritablement l'apôtre du christianisme et de la civilisation chez ces barbares; ils l'appellent tous *mon père*! Les richesses immenses qu'il a acquises par son travail ne lui servent qu'à assurer la prospérité des colonies allemandes, ou à porter plus loin son apostolat et ses conquêtes; il a gardé toute la simplicité de sa première existence, et il maintient sévèrement autour de lui la tradition des vieilles mœurs. C'est un usage chez nous, disait-il un jour à un voyageur, que le fils du plus riche fermier serve chez un fermier voisin pendant un ou deux ans. La domesticité n'est pas une profession, c'est une étape de la vie qu'il faut que chacun traverse. N'est-ce pas un curieux spectacle que ce christianisme du xvi^e siècle et cette cordialité allemande transportés si fidèlement au milieu même des Tartares?

Les mennonites ne sont pas la seule secte religieuse qui ait fourni des colons allemands aux contrées qu'arrose le Dniéper. Quelques années avant que Menno Simonis eût établi sa doctrine, un autre sectaire du temps de la réforme, un certain Hutter, originaire de Saxe, avait fondé une communauté religieuse animée d'un esprit tout semblable. Il avait eu quelques relations avec Thomas Münzer, mais indigné bientôt de ses violences, il était allé instituer son église en Bohême. Chassé de Bohême, il se dirigea vers Inspruck, où la tradi-

tion prétend qu'il fut arrêté par les catholiques et condamné au feu. La fin tragique du chef ne dispersa pas les disciples; ils vécurent près d'un siècle dans les montagnes de la Bohême, obstinément fidèles à sa mémoire, et la persécution ayant redoublé pendant la guerre de trente ans, ils cherchèrent un refuge en Hongrie. Repoussés de Hongrie par les jésuites, ils se retirèrent aux environs de Bucharest et y vécurent de longues et paisibles années, jusqu'à ce que, tourmentés par les brigandages des Turcs dans la guerre de 1772, ils n'eurent plus d'asile que chez les Russes. Un général russe les attira sur ses terres en Podolie; ils y étaient établis depuis plus de soixante ans, et il ne paraît pas qu'ils y fussent très heureux, lorsque Jean Kornies, informé de leurs longues tribulations, obtint pour eux des concessions de terrain non loin de la colonie des mennonites. L'émigration se fit vers 1842. Quelle surprise et quelles actions de grâces, quand les disciples de deux hommes unis par tant de liens, quand ces frères qui ne se connaissaient pas se retrouvaient enfin, à une si longue distance de la terre natale, après trois siècles de pérégrinations et de misères! Le doyen de la communauté conserve encore, dit M. Stricker, un manuscrit in-folio commencé par Hutter lui-même, et qui contient, avec l'exposé de sa doctrine, la tragique histoire de la colonie; après lui, les chefs de chaque génération ont continué le précieux journal où se trouvent ainsi consignés beaucoup de détails du plus vif intérêt pour l'histoire de la réforme et de la guerre de trente ans.

Les contrées de la Mer-Noire et de la Mer-Caspienne, la Bessarabie, la Crimée et les steppes que domine le Caucase ont aussi de nombreuses colonies allemandes. Dans la Bessarabie et la Crimée, ce sont des colonies luthériennes et catholiques en nombre à peu près égal et venues presque toutes du Wurtemberg; dans les plaines du Caucase, ce sont surtout des mennonites prussiens. Le régime auquel sont soumis les colons est beaucoup plus doux que celui des Russes; ils ont conservé la plupart des franchises au moyen desquelles on les attira jadis dans ces contrées inhospitalières, et bien que le comité des colonies établi à Odessa soit présidé par un général russe qui ne sait pas un mot d'allemand, l'administration vraiment humaine du prince Voronzov veille sur leurs intérêts. Les colonies du Volga et du Dniéper avaient émigré dans la seconde moitié du XVIII^e siècle; c'est de nos jours seulement que se sont fondées les colonies catholiques et luthériennes de la Mer-Noire et du Caucase. Les colons de la Crimée, sortis presque tous du Wurtemberg, de l'Alsace et de la Suisse, ont pris possession du sol vers 1804; les colons de la Géorgie et ceux qui défrichent les steppes situées au nord du Caucase ont quitté leur pays en 1816 et en 1818. Ces derniers sont des

Souabes, et pareils en cela aux disciples de Mennon et de Hutter, ce n'est pas la misère qui les a chassés de l'Allemagne, ce sont les persécutions religieuses. Le mysticisme russe a toujours eu de singulières tendresses pour les rêveurs issus des églises protestantes; son intermédiaire en cette circonstance fut cette brillante jeune femme de Livonie, qui, après avoir ravi la société parisienne par la grâce de sa personne et de ses livres, était devenue l'apôtre d'un luthéranisme illuminé. On sait avec quel enthousiasme la romanesque Valérie des salons parisiens propageait chez les populations de l'Allemagne ce mysticisme ardent où s'était réfugié son cœur blessé; au moment où M^{me} de Krudener parcourait le Wurtemberg, une vive émotion religieuse venait de s'y produire. Sous le coup de la misère qui avait suivi les guerres de 1813, cette terre de Souabe, la patrie par excellence des mystiques effusions, avait vu se lever de fervens prédicateurs populaires qui, après avoir rejeté d'abord avec indignation les changemens extérieurs introduits dans le culte luthérien, en étaient venus bientôt à prophétiser l'approche d'une ère meilleure, à peu près comme ces mystiques du XIII^e et du XIV^e siècle, dont l'audacieuse théologie substituait le règne du Saint-Esprit au règne de Jésus. Un certain Frédéric Fuchs, âme simple et exaltée, était à la tête du mouvement. On crut étouffer l'agitation en jetant le prédicateur dans la prison d'Asperg; le zèle des persécutés ne fit que s'accroître, et des communautés se formèrent en dehors de l'église. Cet enthousiasme d'une régénération mystique convenait bien à la pensée de M^{me} de Krudener; elle s'adressa au ministre de Russie à Stuttgart, et fit partir les paysans souabes pour les rivages de la Mer-Noire. C'est là qu'elle allait les retrouver et leur porter des paroles d'édification religieuse, lorsqu'elle mourut en Crimée, à Karasubasar, le 13 décembre 1824. D'après le témoignage unanime des voyageurs, toutes ces colonies sont des modèles de régularité honnête et laborieuse; les plus riches sont celles de la mer d'Azof, où les fermiers ont souvent des troupeaux de vingt mille têtes et de belles maisons élégamment rustiques.

On comprend que la Russie soit indulgente à ces populations inoffensives qui vont défricher ses déserts et civiliser ses Tartares; elle est moins favorable aux luthériens des villes, surtout dans les provinces baltiques, où tout ce qui reste de l'esprit allemand est aujourd'hui l'objet d'une persécution acharnée. Ces persécutions commencèrent vers 1838. Malgré les conventions et les traités de 1710, de 1721 et de 1743, qui garantissaient aux protestans des provinces allemandes le libre exercice de leur culte, un évêque grec fut installé cette année-là dans la capitale de la Livonie. Son installation avait été peu remarquée, et dans les premiers temps en effet l'évêque

semblait investi d'une sinécure; mais bientôt la Livonie, l'Esthonie, la Courlande furent inondées d'émissaires occupés à provoquer des conversions parmi les paysans, et la disette ayant sévi en 1841, il ne fut pas difficile d'exploiter la misère des campagnes. Une fois convertis à la religion grecque, disaient les envoyés de l'évêque, les malheureux paysans de la Baltique seraient transportés dans les régions plus fertiles de la Russie méridionale, où ils n'auraient plus d'impôts à payer. Ces menées excitèrent d'abord une résistance si vive, qu'il fallut faire marcher des troupes dans l'intérieur du pays pour contenir l'agitation. La lutte recommença en 1845, mais cette fois ce ne furent plus des entreprises détournées; l'esprit russe annonçait hautement son dessein de détruire tous les élémens nationaux des provinces baltiques, comme on le faisait à ce moment même en Pologne par l'odieuse oppression des catholiques. Les provinces baltiques avaient gardé jusque-là leurs titres de duchés; elles entrèrent dès lors dans la division officielle de l'empire et ne furent plus que de simples gouvernemens. On s'attaqua d'abord aux vieux usages : les mesures et les monnaies allemandes, si commodes aux négocians pour leur commerce avec la Prusse, durent être abandonnées pour les mesures et les monnaies de la Russie. En 1846, le vieux droit germanique, si religieusement conservé depuis des siècles, fit place à la loi moscovite et à sa pénalité barbare. Aucun Allemand ne put remplir désormais les fonctions de pasteur et de maître d'école, s'il ne justifiait d'une connaissance exacte de la langue russe. Enfin une église grecque a été construite à Riga, et bientôt un nombre considérable de *prosélytes* attestait l'audace et l'activité des convertisseurs. Le chef de ces convertisseurs, pour lesquels tous les moyens sont honnêtes, est un certain Michailof, naguère intendant d'un noble livonien, homme d'une réputation suspecte, et qui s'engagea, dit-on, dans l'église gréco-russe pour couvrir les souillures de sa vie. Un de ses auxiliaires les plus habiles, — M. Wilhelm Stricker signale ce fait en rougissant de honte, — est un Allemand nommé Bürger. D'après un calcul qui remonte à un certain nombre d'années, ils avaient déjà enrôlé dans leur église plus de seize mille Livoniens et Courlandais. « Le temps n'est pas loin, ajoute l'écrivain qui me fournit ces détails, où le luthéranisme aura complètement disparu des campagnes; on le tolérera encore, comme aujourd'hui, chez la noblesse de Mitau et de Riga; les paysans lettes et livoniens seront tous soumis. » Les femmes en général sont plus fortes que les hommes contre les captations et les menaces; mais qu'importe cette résistance? Filles et fils, à l'âge de dix-sept ans, sont tenus de suivre la religion de leur père; ainsi le veut impérieusement la loi russe. Le pasteur luthérien qui met les fidèles en garde

contre les séductions du culte grec est frappé de peines sévères; s'il ramène des convertis, il expiera son triomphe dans les mines de l'Oural. Que l'homme attiré par la peur à la religion gréco-russe ne s'avise pas d'éprouver un remords; il est surveillé de près, et la prison est là pour le catéchumène oublieux de ses promesses. Qu'il ait bien soin surtout d'élever ses enfans dans le culte grec, sinon l'autorité ecclésiastique s'emparera des enfans sans se soucier des cris de la mère. Exécutées avec fureur par une armée de despotes subalternes, de telles lois, comme on pense, ont produit d'atroces iniquités, et le martyrologe des protestans de la Baltique n'est pas moins lamentable que celui des catholiques de Pologne.

Cette guerre aux traditions de l'Allemagne se poursuit sur tous les points avec une persévérance infatigable. L'université de Dorpat est le centre de l'esprit allemand dans les provinces baltiques. Là tout est allemand, de même que tout est suédois à l'université d'Helsingfors en Finlande; c'est en allemand que se font les cours, ce sont des maîtres venus d'Allemagne ou formés dans ses écoles qui instruisent une jeunesse dont toutes les pensées sont tournées vers la littérature et la science de l'Occident. Fondée au commencement du XVIII^e siècle et exposée pendant les révolutions intérieures de la Russie à des alternatives de faveur et d'oppression, la célèbre école de Dorpat avait été réorganisée en 1802 par l'empereur Alexandre, qui lui conserva ses droits et ses franchises. Dorpat étendait au loin son influence; elle avait une sorte d'école normale, un séminaire de professeurs, qui fournissaient des maîtres aux universités moscovites. Ces universités, Moscou, Khasan, Kiev, Kharkov, tout à fait russes par l'esprit qui les anime et le régime auquel elles sont soumises, subissaient insensiblement l'action féconde de la grande école livonienne. A Khasan, en 1810, il y avait quatorze Allemands sur quinze professeurs, et aujourd'hui encore la moitié des maîtres enseigne dans la langue de Lessing. Depuis une dizaine d'années, cette éclatante prospérité de Dorpat est l'objet des plus violentes attaques. Le parti moscovite déclare hautement que l'esprit russe est assez fort pour secouer la tutelle de la science allemande. Que lui apprendraient ces *païens*? comme disent les manifestes du tsar contre l'Europe; ils ne peuvent qu'arrêter l'essor du génie national. Un grand obstacle au triomphe de l'esprit moscovite dans les universités, c'est que la langue russe, formée jusqu'ici par des poètes, n'avait pas les qualités propres à l'enseignement. Toutes ces sciences, physique, mathématiques, géologie, médecine, qu'on allait puiser dans les écrits de l'Allemagne, de l'Angleterre et de la France, on trouvait plus commode de les exprimer en allemand. La langue russe n'a pas encore atteint la puissance d'abstraction et d'analyse qui permet à l'esprit de dominer les

faits. De récents décrets exigent que la langue russe soit la langue officielle des universités. Les étudiants qui ne savent pas le russe ne sont pas admis sur les listes. Un des résultats de ce système se fait déjà sentir : habitués à un idiome tout différent, professeurs et étudiants sont obligés de donner toute leur attention à la langue, les uns pour ne pas commettre de trop ridicules incorrections, les autres pour saisir une pensée ou un fait au milieu de ces pénibles efforts. Que devient la science pendant ce temps-là ? La science languit, l'enseignement s'éteint, et les auditeurs qui ne sont pas forcés de suivre les cours dans l'intérêt de leur carrière abandonnent une étude aussi stérile qu'ingrate. Tel est en ce moment le sort de cette brillante université de Dorpat, qui était restée jusqu'à nos jours le foyer de la culture allemande en Russie.

Il y avait aussi à Mitau un établissement scientifique, le *gymnasium illustre*, où fleurissaient les lettres et les sciences de l'Allemagne (Kant y fut appelé comme professeur de logique); le parti russe, dit M. Stricker, vient de planter le coin au cœur de l'arbre; le *gymnasium illustre* a perdu son titre pour devenir un gymnase du gouvernement, et les directeurs qu'on a placés à sa tête sont des ennemis déclarés de la langue et de la culture germaniques. L'un d'eux, M. Tschaschnikof, exprimait dernièrement son dédain de la littérature allemande en des termes qui révèlent bien l'esprit de cette réaction aveugle. Il terminait un rapport par une comparaison des plus curieuses entre la poésie allemande et la poésie russe, et opposant à l'auteur de *Marie Stuart* et de *Wallenstein* le poète Lomonosof, qui passe pour avoir été au XVIII^e siècle le Malherbe, ou mieux encore le Lessing de la langue et de l'imagination moscovites, il s'écriait triomphalement : « Qu'était-ce que Schiller auprès de Lomonosof ? Formé dans une célèbre université, fils d'un capitaine qui avait rang de major, il ne s'est guère élevé au-dessus de son père, et n'a appris qu'à bien écrire. Lomonosof au contraire était le fils d'un pêcheur, et il est mort conseiller impérial. Schiller n'a été que conseiller aulique du duc de Weimar; il n'était décoré d'aucun ordre; Lomonosof portait cinq croix (1) ! »

L'académie des sciences de Saint-Petersbourg, qui était avec l'université de Dorpat le centre le plus actif du mouvement intellectuel en Russie, s'est-elle soustraite du moins à l'invasion du parti moscovite ?

(1) Malgré cette ridicule appréciation, le poète aux cinq croix occupe un rang élevé dans l'histoire littéraire de la Russie. Les écrivains qui connaissent le mieux cette histoire, M. Henri Koenig par exemple et M. Frédéric Bodenstedt, le signalent comme un promoteur fécond; c'était à la fois un naturaliste, un philologue et un poète. M. Bodenstedt ne craint pas de dire qu'il a été pour les Russes ce qu'ont été Leibnitz et Lessing pour l'Allemagne. Je ne devais pas le laisser sous le coup des éloges de M. Tschaschnikof.

C'était encore l'esprit allemand qui dominait là; les principaux mémoires étaient publiés en français et surtout en allemand. Une académie exclusivement russe s'est formée à côté de l'académie impériale; elle a obtenu récemment d'être fondue avec sa rivale, et maintenant elle travaille chaque jour à y étouffer tout ce qui ne relève pas de ses doctrines. Un fait bien triste à signaler et que nous avons rencontré sans cesse dans cette histoire, c'est que les chefs de la réaction moscovite ont toujours eu des Allemands pour auxiliaires. C'est un Allemand qui est le plus fougueux compagnon du pape Michailof dans sa croisade contre les luthériens de Livonie et de Courlande; ce sont des professeurs et des écrivains allemands, à Dorpat, à Mitau, à Saint-Petersbourg, qui combattent avec le plus de zèle pour la suprématie absolue de l'esprit russe. Est-ce frayeur? est-ce sentiment de l'influence qui leur échappe, et désir de la reconquérir plus sûrement sur un terrain nouveau? Ce qu'il y a de certain, c'est que ces représentans de l'esprit germanique ont presque tous renoncé par égoïsme à la mission que l'histoire semblait leur imposer. Ils font aujourd'hui sur le théâtre de l'esprit ce que faisaient, il y a un siècle, sur le théâtre de l'action, les Ostermann et les Biren. La servitude les attire comme les Romains de Tacite : *At Romæ ruere in servitium consules, patres, equites; quanto quis illustrior, tanto magis falsi ac festinantes.*

Voilà donc le terme de cette histoire; la Russie attire à elle les ressources et les hommes de l'Allemagne, et après avoir absorbé tous ces élémens, elle est occupée en ce moment même à en détruire les derniers vestiges. Un voyageur célèbre, M. Koch, qui a très bien décrit les progrès de l'esprit russe en Esthonie, en Livonie et en Courlande, s'écrie tout à coup avec une candeur singulière : « Ce serait le devoir de la Russie, dans l'intérêt même de sa prospérité, de protéger les provinces allemandes contre les passions moscovites. N'est-ce pas aux Allemands qu'elle doit tout? Et ne devrait-elle pas considérer comme un avantage inappréciable de posséder ainsi un morceau de l'Allemagne qui peut continuer à être pour elle une pépinière d'hommes utiles et de fidèles sujets? Si cette réaction violente ne s'arrête pas, si les Allemands sont traités sur le même pied que les Tartares et les Tonguses, la source des grands capitaines et des grands hommes d'état, la source des savans illustres et des bons citoyens sera bientôt tarie. » Certes, une telle sollicitude a de quoi nous surprendre après le tableau que nous venons de tracer. Si j'étais Allemand comme l'écrivain à qui j'emprunte ces paroles, j'aimerais mieux voir disparaître de la scène ces représentans infidèles qui ont si mal défendu l'esprit de la civilisation germanique, ou qui ne l'ont employée qu'au profit de la politique russe. L'Allemagne a joué trop longtemps ce

rôle de dupe. Souhaitez que la Russie soit enfin réduite à elle-même! Puisque l'esprit allemand, depuis tant de siècles, n'a pas réussi à transformer l'esprit russe, puisqu'il lui a donné sa science et ses lumières sans triompher de ses instincts violens et de son despotisme asiatique, souhaitez que les Moscovites soient désormais les seuls maîtres! Alors cette longue confusion cessera, et l'on pourra voir à nu, sans voiles, sans masques, sans déguisemens trompeurs, le contraste du génie inculte de l'Orient et de la civilisation occidentale.

II.

LES RUSSES EN ALLEMAGNE.

I.

Lorsque Rabelais, dans son *Pantagruel*, parle des sauvages perdus aux confins du monde habitable, il cite toujours les Moscovites, et Louis XIV, en 1668, ayant reçu une ambassade du tsar, Voltaire raconte que « l'on célébra par une médaille cet événement, comme l'ambassade des Siamois. » Les Russes n'étaient pas des Siamois pour l'Allemagne; à l'époque même où Rabelais confondait les descendants de Rurik avec les plus lointaines peuplades de l'extrême Orient, les tsars entraient déjà en négociation avec l'Allemagne et s'habituèrent à l'idée de faire cause commune avec ses rois. L'ambition russe a été armée de toutes pièces par Pierre I^{er}; elle existait avant lui. Les grands-ducs de Moscou, de Kiev, de Novogorod, s'étaient regardés, dès le moyen âge, comme les soutiens de la religion grecque. A la prise de Constantinople par Mahomet II, la Russie était trop occupée de ses révolutions intérieures pour que cette catastrophe pût exciter ses convoitises; mais bientôt après les règnes d'Ivan III et de Vassili IV, lorsque ces chefs terribles, brisant le vieux gouvernement aristocratique, eurent fondé l'unité de l'empire, les souverains russes commencèrent à jeter les yeux sur la Turquie, et tentèrent d'associer l'Allemagne à leurs desseins. En 1557, le tsar Ivan IV, — une sorte d'ébauche grossière de Pierre le Grand, chef cupide, cruel, vindicatif, plein de génie et de férocité, — le tsar Ivan IV, qui s'intitulait fièrement *seigneur de l'Europe et de l'Asie*, envoya une ambassade à la diète de Ratisbonne pour proposer à l'empereur Ferdinand I^{er} la conquête et le partage de l'empire ottoman. On possède encore le discours adressé à l'empereur par l'envoyé d'Ivan, et rien n'est plus curieux que l'esprit de flatterie insinuante qui distinguait dès lors cette diplomatie barbare. L'ambassadeur

russe Grégorius ne tarit pas d'éloges sur l'honnêteté, la probité, la loyauté germaniques et sur l'amour profond que l'Allemagne a su inspirer aux Moscovites. Quoi de surprenant d'ailleurs? Le tsar n'ignore pas que les Russes et les Allemands ont une même origine; les Russes occupent encore le pays qu'habitèrent, il y a des siècles, les premiers parens des deux peuples, ils ont conservé de cette parenté le plus cordial souvenir, et c'est ainsi que tant de noms de villes en Russie, tant de noms de châteaux, de rivières, de montagnes et de forêts sont demeurés des noms allemands. Que vous semble de cette curieuse théorie historique? Nous sommes frères, disent les Russes du *xvi^e* siècle aux fils de Luther et de Wallenstein, et ces frères, bon'gré mal'gré, vont s'immiscer d'heure en heure aux plus chers intérêts de la famille commune.

Le *xvii^e* siècle est rempli en Russie par des bouleversemens intérieurs, des usurpations, un changement de dynastie, de longues guerres avec les Tartares, et surtout avec les Polonais, qui entrèrent vainqueurs à Moscou et furent sur le point de soumettre tout l'empire; mais au commencement du *xviii^e* siècle, après que le tsar Alexis et son fils Pierre le Grand ont relevé l'état ébranlé, la politique fraternelle d'Ivan le Terrible est reprise aussitôt et poursuivie à outrance. En 1701, Pierre le Grand s'empresse de reconnaître le royaume de Prusse nouvellement constitué; un homme d'état de race allemande, un ministre de la tsarine Elisabeth, Bestuschef, lui reprochera plus tard ce qu'il appelle une faute énorme, comme il blâmera Elisabeth de s'être montrée un instant sympathique à Frédéric le Grand, et d'avoir approuvé ses conquêtes en Silésie; Bestuschef ne comprend pas la vraie politique russe. C'est l'intérêt des tsars que l'Allemagne du nord se sépare de plus en plus de l'Allemagne du midi; l'antagonisme de l'Autriche et de la Prusse leur fournira des occasions précieuses. L'invasion moscovite en Allemagne va se déployer bientôt sous toutes les formes. D'abord, en 1710, Pierre le Grand marie sa nièce Anna Ivanovna au duc de Courlande, et en attendant que ce duché tout germanique devienne légalement une province russe, il est soumis de fait à l'autorité des tsars. L'année suivante, il marie son fils Alexis avec une princesse de Wolfenbittel; c'est un prétexte pour visiter l'Allemagne : il va à Dresde, à Carlsbad, il voit Leibnitz à Torgau, et de même que l'empereur Nicolas envoie des témoignages de sa satisfaction aux chefs de l'armée autrichienne en Italie, il prodigue les titres au grand philosophe et lui donne une pension annuelle de 1,000 roubles. Les Scandinaves menacent le nord de l'Allemagne; Pierre le Grand envoie une armée en Poméranie sous le commandement de Galitzin, de Repnin, de Bauer, et obligé bientôt de retourner en Russie, il laisse son fils Alexis et son favori Men-

chikof pour le représenter en Allemagne. Toutes les villes de la côte, Dantzig, Riga, bien d'autres encore, sont frappées de contributions de guerre; Pierre le Grand savait qu'il n'avait pas à redouter la vigilance de l'administration de l'empire, et il réglait lui-même le prix de ses services. En 1712, il offre à l'empereur une armée de trente mille hommes pour l'aider à soutenir la guerre contre Louis XIV; il ne demande qu'une seule chose en échange de cette armée : Charles VI le nommera prince de l'empire. Heureusement la proposition du tsar est rejetée; le moment n'est pas encore venu où les souverains de Saint-Petersbourg pourront prendre une part directe aux débats intérieurs des peuples germaniques. Il suffira à Pierre de brouiller toutes les affaires de l'Allemagne du nord afin de l'habituer aux interventions de son armée. Au milieu de ces guerres confuses où les Suédois d'un côté, de l'autre les Danois, les Prussiens, les Saxons, se poursuivent avec fureur du Danemark jusqu'en Poméranie, les Russes, alliés aux soldats de Frédéric-Guillaume I^{er}, se battent seuls pour un résultat certain. Que de pillages dans ces contrées allemandes! Lubbeck, Hambourg, sont rançonnés par les Russes avec une impitoyable rapacité; indigné de ces exactions, mais impuissant à contenir son allié, Frédéric-Guillaume est obligé d'acheter Stettin à Menchikof pour 400,000 thalers. C'était le temps où Pierre le Grand mariait une autre de ses nièces au prince de Mecklenbourg-Schwerin, et, la traitant comme une vassale, est-ce dire assez? comme une esclave soumise à ses volontés les plus odieuses, semblait prendre plaisir (le baron de Poellnitz raconte là-dessus d'abominables détails) à humilier publiquement dans sa personne les souverainetés de l'Allemagne.

Les empereurs de Russie, en des temps plus rapprochés de nous, sauront pénétrer au sein de l'Allemagne avec un mélange de dissimulation insinuante et d'autorité hautaine; Pierre le Grand leur fraie la voie avec cette impétuosité qui lui est propre. Il fait un séjour à Berlin en 1718; est-ce l'arrogance d'un maître qu'il déploie ou simplement la brutalité d'un barbare? Demandez-le aux mémoires de la margrave de Bayreuth, et vous serez embarrassé de la réponse. La princesse Frédérique-Sophie Wilhelmine, qui épousa plus tard le margrave de Bayreuth, était la fille du roi de Prusse Frédéric-Guillaume I^{er}; or dans ses curieux mémoires, qui embrassent toute la période de 1706 à 1742, la visite de Pierre le Grand au roi de Prusse est racontée avec les détails les plus précis, et l'on ne sait vraiment ce qu'il faut admirer le plus, ou les impudentes allures du tsar et de son sérail ou la condescendance de ses hôtes. Quatre cents *dames* accompagnaient le tsar et la tsarine; la reine, instruite des fonctions et qualités de ces dames, ayant refusé de les saluer, la tsarine (c'était

Catherine, la seconde femme de Pierre) prit ce refus pour une offense personnelle, et traita toutes les princesses de la cour avec une insolente hauteur. Si l'on compare cette visite de Pierre le Grand à Berlin avec celle qu'il fit à Paris quelques mois après, il est facile de voir quelle différence il y avait pour lui entre l'Allemagne et les autres contrées européennes. Pierre le Grand affectait déjà de considérer comme un vassal ce roi dont il avait le premier reconnu la couronne.

Cette tradition du tsar Pierre fut recueillie fidèlement; l'histoire du major Sainclair, arrivée en 1739, dit assez haut quel était le dédain de la Russie pour les gouvernemens de l'Allemagne du nord. C'était sous le règne de la nièce de Pierre le Grand, Anna Ivanovna. Bestuschef, ministre russe à Stockholm, écrit à Saint-Pétersbourg qu'un officier suédois, le major Sainclair, ennemi déclaré du gouvernement des tsars et qui avait passé douze ans en Sibérie, vient de partir pour Constantinople avec des projets évidemment hostiles aux intérêts moscovites. Munich, Ostermann et Biren, qui gouvernaient alors l'empire, décident qu'il faut tuer Sainclair à son retour et s'emparer de ses papiers. Sainclair devra traverser l'Allemagne; des agens russes l'attendront en Prusse ou en Saxe; l'idée de violer le territoire de l'Allemagne ne les arrête pas un instant. Sainclair voyageait avec un passeport français et dans la compagnie d'un négociant de Paris, nommé Couturier. Il était parti de Constantinople le 15 avril 1739; le 13 juin, il arriva à Breslau et en repartit le 16. Le 17, dans l'après-midi, près de la petite ville de Zauche, deux officiers russes, le capitaine Küttler et le lieutenant Levitzki, escortés de quatre dragons, atteignent la voiture de Sainclair, lui enlèvent ses armes, et, faisant rebrousser chemin aux chevaux, le conduisent à l'entrée de la nuit dans une forêt voisine où ils l'égorgent. Les précieux papiers sont mis de côté pour le ministère russe; tout l'argent que portait la victime est la proie des bandits. Que pensèrent les gouvernemens de l'Allemagne de cette violation effrontée de leur territoire? La Saxe, sur la demande du ministre russe à Dresde, fit jeter en prison pour quelques semaines le compagnon de voyage de Sainclair et laissa s'enfuir les assassins. Bientôt cependant la vérité fut connue; Couturier dénonça les coupables, d'autres accusateurs joignirent leurs voix à la sienne, car les projets des émissaires russes avaient transpiré, et le malheureux Sainclair en avait été prévenu dès son entrée en Saxe; mais qu'importait l'évidence? La tsarine Anna Ivanovna s'empessa de protester avec une solennelle indignation, et l'empire d'Allemagne se déclara satisfait. Pour jouer la comédie jusqu'au bout, Küttler et Levitzki furent déportés en Sibérie; on n'eut garde toutefois d'oublier leurs services, et deux ou trois

ans plus tard la tsarine Élisabeth leur rendait leurs grades et leurs fonctions dans l'armée.

Ce ne sont là, dira-t-on, que des incidens isolés; ce sont des symptômes terribles, et dont l'effet ne se fera pas attendre. Les Russes s'habituent à se considérer comme les suzerains des peuples germaniques, et ils se sont empressés de saluer la puissance nouvelle qui va briser l'unité de la vieille Allemagne; laissez éclater maintenant l'inévitable antagonisme de l'Autriche et de la Prusse, la place de la Russie est marquée d'avance au milieu de ce saint empire romain qui est le centre de l'Europe.

II.

Il y a surtout trois guerres fatales : la guerre de sept ans, la guerre de Pologne, la guerre de la succession de Bavière, qui ont fourni à Élisabeth et à Catherine II, au-delà même de leurs espérances, l'occasion impatientement appelée. De 1756 à 1761, Marie-Thérèse attire les Russes dans l'Allemagne du nord pour tenir Frédéric II en échec. Rappelez-vous ici la situation des parties belligérantes, et remarquez un fait longtemps inaperçu : il y a d'un côté Frédéric le Grand et l'Angleterre, de l'autre Marie-Thérèse avec les Français et les Russes; or personne, si ce n'est Frédéric, ne semble faire attention au rôle des Russes dans ces luttes embrouillées. L'Autriche n'a qu'un but, arrêter l'essor menaçant de la Prusse en lui reprenant la Silésie, l'Angleterre songe surtout à détruire la puissance maritime de la France. La France a deux ennemis, l'Angleterre et la Prusse, et un allié, l'Autriche. Quant aux Russes, ni les Anglais qui les combattent, ni les Autrichiens et les Français qui marchent sous le même drapeau, ne soupçonnent l'intérêt qu'ils ont à la guerre et le rôle particulier qu'ils y jouent. On sait avec quel dédain la cour de Louis XV traitait cet empire à demi barbare; l'aristocratie anglaise, qui se battait pour la domination des mers, ne s'inquiétait guère non plus des rapports de la Russie avec l'Allemagne. C'est l'heure cependant où se dévoilent les secrètes ambitions moscovites. Pendant les cinq premières années de la guerre, la Russie conçoit la pensée de partager la Silésie avec la Prusse et de s'emparer de la Prusse orientale. Partout, dans les villes et les campagnes de la province de Prusse, les généraux d'Élisabeth déploient une douceur inaccoutumée. Vainqueurs, ils ne veulent pas de contributions de guerre; qu'on vienne seulement rendre hommage aux représentans de la très puissante tsarine. A Königsberg, la bannière avec l'aigle à double tête flotta plusieurs semaines sur les tours de la cathédrale. S'il n'y avait eu là un Frédéric le Grand, qui sait ce qui serait advenu de cette monarchie naissante?

Mais Frédéric a-t-il toujours servi aussi efficacement la cause de l'Allemagne contre la Russie? Il y a dans sa vie une œuvre fatale qui se rattache précisément à cette histoire. Le jour où Catherine II signa avec la Prusse et l'Autriche le partage de la malheureuse Pologne, elle réalisait une conquête morale tout autrement précieuse pour elle que ce morceau de royaume; liés à la Russie par la complicité, les Hohenzollern et les Habsbourg ne s'appartenaient plus. C'était là pour la Russie un si formidable avantage, que l'opinion européenne, trompée par les ruses de Frédéric le Grand, ne manqua pas de l'attribuer à Catherine II. Enchaîner les deux grands états de l'Allemagne par ce crime accompli en commun, quelle infernale habileté de l'impératrice! Catherine II venait de remporter de grandes victoires sur les Turcs, disent tous les historiens prussiens; pour l'empêcher de continuer ses conquêtes, il fallait bien subir ses conditions, et le partage de la Pologne, proposé par elle, était le seul moyen de prévenir une conflagration générale. Tous ces mensonges de la diplomatie et de l'histoire sont dévoilés aujourd'hui. M. Schlosser a beau dire, dans son *Histoire du dix-huitième siècle* : « Il importe peu de savoir auquel des trois souverains appartient la première idée du partage de la Pologne; » c'est là au contraire une affaire ténébreuse, où il était urgent de voir clair, et un excellent travail de M. Alexis de Saint-Priest, publié ici même (1), a dissipé tous les doutes. C'est Frédéric le Grand, — Voltaire l'avait bien deviné, lorsqu'il en félicite son royal correspondant avec cette légèreté qui nous fait monter le rouge au visage, — c'est Frédéric le Grand qui a conçu l'idée de ce démembrement de la vieille république chevaleresque, et qui a marché à son but avec une dissimulation sans exemple. Il est certain que Catherine II ne songeait pas alors à s'agrandir de ce côté; assurée de dominer la Pologne, il lui convenait mieux de poursuivre ses conquêtes en Turquie. Et n'accordons pas aux historiens allemands que le sacrifice de la Pologne était une nécessité douloureuse, qu'il fallait bien de deux maux choisir le moindre, que la Pologne devait périr afin que les armées moscovites fussent arrêtées dans leur marche victorieuse sur Constantinople; l'union de l'Autriche et de la Prusse a suffi pour faire reculer Catherine. En associant la Russie à la spoliation qu'il projetait depuis longtemps, Frédéric II croyait en reporter l'odieux sur son complice; aveuglé ici par son ambition, il ne vit pas qu'il avait introduit la Russie au cœur même de l'Allemagne.

La guerre de sept ans avait fourni aux Russes une première occasion; la guerre de Turquie, suivie du démembrement de la Pologne, avait donné une des clés de l'empire à Catherine II à l'heure même

(1) Voyez les livraisons de la *Revue* du 1^{er} et 15 octobre 1849.

où elle y pensait le moins; ce sera bien pis encore dans la guerre de la succession de Bavière. Catherine va mettre à profit la situation qu'on lui a faite. Voici le gouvernement de Saint-Petersbourg investi désormais d'un protectorat sur l'Allemagne, et deux rois diversement illustres, Frédéric le Grand et Joseph II, seront tour à tour ses cliens. Quel spectacle de voir le hardi capitaine de Lissa et de Liegnitz appeler la Russie aux armes contre l'Autriche! et si l'on regarde au fond des choses, quelle honte que ce traité de Teschen dont la Prusse se montra si joyeuse! L'Autriche recule, la Prusse avance; mais pouvait-on ne pas voir quel était le vrai triomphateur? Les diplomates russes jouaient déjà le premier rôle à Teschen, comme trente ans plus tard Alexandre et ses ministres au congrès de Vienne. L'art. 16 de ce traité contient cette phrase expressive : « Catherine II se porte garante de la constitution germanique et du traité de Westphalie. » Que de chemin parcouru depuis l'heure où Ivan IV décrétait pour ainsi dire la fraternité des fils d'Hermann et des fils de Rurik! La diplomatie vient de prononcer le mot fatal qui pèsera longtemps sur les destinées de l'Allemagne; le protectorat moscovite est officiellement proclamé! Ce protectorat est si manifeste, que Joseph II en 1781, deux ans après le traité de Teschen, va trouver Catherine II en Russie, et s'efforce de la détacher de l'alliance prussienne. Ces compétitions indignes révolteront-elles enfin l'orgueil national de Frédéric? Non; le grand homme semble enchaîné par la politique dont il a le premier donné l'exemple; il envoie son représentant à Saint-Petersbourg pour disputer à l'empereur les bonnes grâces de la tsarine et de Potemkin. Et savez-vous quel ambassadeur il a choisi pour cette mission? Son propre neveu, celui qui le remplacera sur le trône, le prince royal Frédéric-Guillaume. C'en est fait, la tradition est établie : *C'est du Nord aujourd'hui que nous vient la lumière.....* Les flatteries de Voltaire à Catherine II sont désormais la seule épigraphe qui convienne à l'histoire des royautés allemandes.

III.

Ce n'étaient pas seulement les souverains de l'Autriche et de la Prusse qui subissaient le protectorat de Catherine; l'altière impératrice avait d'autres cliens en Allemagne. Attentif à suivre le travail intellectuel et politique de l'Europe, le gouvernement russe, surtout depuis Catherine II, a compris que les vives agitations de l'esprit public devaient lui fournir des instrumens ou des armes. On sait que la révolution française et l'immense ébranlement qu'elle produisit au loin suggérèrent à l'esprit moscovite une prétention inouïe : c'était la Russie, et la Russie toute seule, qui gardait en dépôt, pour le salut du monde, les principes de l'ordre social et le trésor des vérités religieuses! Or, trente années avant que les événemens lui eussent

inspiré cette solennelle hypocrisie, Catherine avait suivi, pour marcher au même but, une voie toute différente. C'était le moment où l'ardente littérature du XVIII^e siècle commençait la démolition de l'ancien régime : par quelles secrètes combinaisons Catherine II conçut-elle la pensée de patronner en Europe la tumultueuse armée des libres penseurs ? Par quels entraînemens tous les chefs de cette armée, en France les Voltaire, les Diderot, les d'Alembert, en Allemagne les Schloezer et les Zimmermann, les Forster et les Basedow, subirent-ils avec un tel empressement de servilité cette protection menteuse ? M. Bruno Bauer voit là un signe manifeste du destin ; c'est le *fatum*, pour nous servir de son langage, qui aveugla les vaniteux coryphées de l'agitation libérale, et les empêcha de signaler le formidable accroissement de l'absolutisme russe. Il fallait que l'empire de Catherine pût grandir sans obstacle, et que le nivellement de l'Europe sous le joug des tsars, — telle est l'espérance et la conviction du démocrate, — fût possible au XIX^e siècle ! Il n'est pas nécessaire de mettre en jeu cette étrange philosophie de l'histoire ; les choses s'expliquent plus simplement. Il n'y a qu'un grand gouvernement politique au XVIII^e siècle, celui de l'aristocratie anglaise ; mais les Anglais sont occupés à établir leur domination maritime sur les ruines de nos colonies d'Asie et d'Amérique ; les Anglais exceptés, la tsarine ne redoutait la vigilance d'aucun des cabinets de l'Europe. Frédéric le Grand, par le démembrement de la Pologne, s'était livré à Catherine, et Joseph II, uni avec elle contre les Turcs, la laissait s'adjuger la part du lion. Un seul pouvoir restait encore, l'opinion publique, attentive, accoutumée aux discussions libres, et tenue sans cesse en éveil par d'éloquens et passionnés publicistes. Si la presse eût dévoilé l'esprit des conquêtes de Catherine, les cabinets européens auraient secoué peut-être leur apathique sommeil ; Catherine, par ses caresses, endormit le dogue et le musela.

On cite toujours les écrivains français quand il est question des cliens de Catherine II en Europe ; ce sont en effet les plus spirituels, hélas ! et les plus illustres. Disons-le cependant, quelque dégoût que puissent inspirer les flagorneries adressées par Voltaire et Diderot aux meurtriers de la Pologne, il y a là plus de légèreté que de bassesse. Sans parler ici d'une excuse plus générale, sans rappeler que Voltaire et ses amis, persécutés en France, devaient être facilement pris aux flatteries des souverains du Nord, ce sont presque toujours des illusions généreuses qui ont dicté leurs paroles les plus regrettables. Lorsque Voltaire encourage Catherine à chasser les Turcs de l'Europe, il se passionne pour la résurrection de la Grèce. Qu'est-ce pour lui que Moustapha III ? Un odieux barbare qui opprime la patrie des arts et des lettres. Ce joug lui semble plus honteux encore, s'il songe à l'indolente mollesse de ce *géolier des femmes* endormi dans

son sérail à l'endroit même où se levaient les jeunes dieux d'Homère, l'arc d'argent à la main. Catherine lui apparaît alors comme une Minerve inspirée qui va délivrer Apollon, et il lui donne rendez-vous dans la plaine où Miltiade écrasait l'invasion de Darius :

Bientôt de Galitzin la vigilante audace
Ira dans son sérail éveiller Moustapha
Mollement assoupi sur son large sofa,
Au lieu même où naquit le fier dieu de la Thrace.

O Minerve du Nord, ô toi, sœur d'Apollon,
Tu vengeras la Grèce en chassant ces infâmes,
Ces ennemis des arts et ces geôliers des femmes!
Je pars, je vais t'attendre aux champs de Marathon.

Ces vers que Voltaire écrit à Catherine II en 1769, à l'occasion de la prise de Choczim par les Russes, il les renouvellera sous maintes formes, tantôt montrant le sérail qui s'épouvante et l'univers qui bat des mains, tantôt prédisant à l'impératrice qu'il lui sera donné de régénérer la race d'Hercule et d'Homère. Circé changeait en chiens les compagnons d'Ulysse; Catherine changera en soldats ces esclaves qu'un aga fait trembler. On voit que c'est toujours la Grèce qui l'inspire; il ne songe ni à Moscou, ni à Saint-Petersbourg, il s'enthousiasme pour Athènes. Comment s'étonner que Voltaire ait été dupe des mensonges moscovites, puisque ces mensonges, hier encore, aveuglaient tout un peuple? Catherine trompait la vive imagination de ce courtisan étourdi, comme l'empereur Nicolas, il y a quelques mois, abusait le patriotisme des Hellènes. Ce qui est révoltant pour un cœur droit, c'est la courtoisie égoïste et la vanité intéressée; or, je le répète, la littérature allemande sur ce point est toute remplie de misères encore plus tristes que les nôtres. N'étaient-ce pas surtout les publicistes de Goettingue et de Berlin qui devaient avertir l'Europe? Placés aux avant-postes de la société romano-germanique, ils ont manqué à une mission qui pouvait être le titre d'un éternel honneur; ils ont oublié de pousser le cri d'alarme devant la formidable menace des accroissemens de la Russie. Il y avait là pourtant de nobles esprits, un Schloezer, un Forster, un Zimmermann. Schloezer, du fond de son cabinet de Goettingue, était un des chefs de la pensée publique. Toutes ces idées généreuses qui allaient se lever en 89, Schloezer les propageait avec ardeur dans une série de travaux avidement lus, et c'était lui qui, à la première annonce des événemens de la France, allait s'écrier avec une confiance si noble : « Écoutez les anges qui chantent un *Te Deum* dans le ciel ! » Catherine connaissait bien l'influence de l'éloquent publiciste. On prétend même que plus d'une fois, au moment de prendre des décisions importantes, elle répéta ce mot attribué aussi à Marie-Thérèse : Qu'est-ce que Schloezer va dire? Schloezer fut gagné, comme les novateurs

français, par les flatteries et les lettres de Catherine. Qu'un tel exemple en entraînant cent autres, cela se comprend sans peine. Catherine fut bientôt la maîtresse de l'opinion en Allemagne; ici, c'était un disciple de Rousseau, un prétentieux réformateur de l'éducation, Basedow, qui recevait d'elle une forte somme d'argent pour réaliser ses plans; là, c'était le généreux Forster, l'apôtre le plus sérieux des instincts démocratiques de son temps, qui proclamait aussi, comme Basedow et Schloezer, la supériorité de l'impératrice.

Parmi les hommes qui conduisirent, entre Lessing et Goethe, le mouvement des esprits, il y a certes une place brillante pour Zimmermann. Zimmermann était l'ami de Lavater et l'un des chefs de cette philanthropie sentimentale qui fut longtemps chez nos voisins la forme des innovations politiques. Catherine mit un soin particulier à faire la conquête de l'ami de Lavater. Zimmermann était médecin à Goettingue. En 1784, Catherine lui offrit la place de médecin en chef de la cour; l'offre ne fut pas acceptée, mais une correspondance suivie s'établit dès lors entre l'impératrice et le célèbre écrivain. Peu de temps après, Catherine, ayant perdu son favori Lanskoi, en conçut une mélancolie profonde et chercha des consolations dans la retraite. Le livre de *la Solitude*, de Zimmermann, lui tomba entre les mains; elle le lut avec un plaisir si vif, qu'elle redoubla d'instances auprès de l'auteur pour le décider à passer un ou deux mois à Saint-Petersbourg. Il faut voir, dans les lettres de Zimmermann au docteur Hufnagel, avec quelle vanité béate le philosophe de la vie solitaire s'exaltait sur le génie de cette femme, « le plus grand génie, disait-il, et l'âme la plus noble qu'il y ait en Europe! » O magnanimité! Au milieu de tant de projets et d'affaires, elle daignait lui écrire sans cesse,

Tandis que Moustapha, caché dans son palais,
Bâille, n'a rien à faire et ne m'écrit jamais.

C'est Voltaire qui fait cette plaisante comparaison entre l'activité de Catherine II et l'indolence de Moustapha III. Il y a toujours, à travers les flagorneries du poète français, une veine de comique ironie où la dignité se retrouve. N'en demandez pas tant à Zimmermann. Ce qui distingue ses lettres sur Catherine, c'est l'orgueil puéril et l'importance boursouflée d'un bailli de village. Hier, l'impératrice lui a envoyé son portrait; aujourd'hui, c'est de l'argent, sans compter les rubans et les croix; demain, elle lui remettra en confidence ses projets, ses ébauches littéraires, une grammaire russe, des comédies françaises (l'une, entre autres, sur Cagliostro), avec des récits sur son voyage en Tauride et sur la guerre des Turcs. Je sais bien que nous n'avons pas le droit d'être trop sévères pour les publicistes de Goettingue. De tous les écrivains français qui s'occupèrent alors de

la Russie, Rulhières est le seul peut-être qui n'ait pas partagé l'aveuglement général sur la noblesse et le désintéressement de Catherine. En Allemagne, tous les chefs glorieux de la génération qui se levait, Lessing, Klopstock, Herder, et bientôt Goethe et Schiller, ont échappé à ces perfides amorces. Notez un point toutefois : si grande que fût l'autorité de Klopstock et de Lessing, c'étaient surtout des écrivains comme Lavater et Zimmermann qui exprimaient à cette date les instincts germaniques. Ce que Catherine courtisait chez Voltaire, c'était le plus bel esprit d'une nation de beaux esprits ; ce qu'elle flattait chez Zimmermann, c'était le naïf représentant des vertus débonnaires de l'Allemagne. Ingénieuse et sceptique avec celui-là, elle s'abandonnait avec celui-ci aux rêveries sentimentales, habile à s'emparer à la fois de l'imagination des deux peuples. Tandis qu'on admirait à Paris ce glorieux esprit fort, qui bafouait, à la grande joie de Voltaire, la Bible et le Coran, on aimait à Goettingue cette âme philanthropique, éprise des méditations solitaires. Frédéric II n'avait pas songé à ce double rôle. C'est qu'aussi ce n'est pas un rôle que joue Frédéric II ; le président des soupers de Potsdam est très sincèrement le disciple et l'émule de l'auteur du *Mondain* ; Catherine II est en scène, et elle joue avec l'aisance d'une grande artiste la comédie dont elle s'est tracé le plan. En vain le spirituel humoriste Lichtenberg poursuit-il de ses mordantes railleries la vanité de Zimmermann ; Zimmermann est protégé par Basedow et Schloezer. Dévouée aux chefs de la littérature philanthropique, la candide Allemagne du XVIII^e siècle tourne vers Catherine II sa pensée reconnaissante.

IV.

La première comédie russe, la comédie du patronage philosophique, dura environ un quart de siècle. La révolution française éclate, et tout change aussitôt. Catherine n'attend pas que 92 et 93 aient mis en fuite les illusions généreuses. A l'heure même où les nobles esprits de l'Allemagne, Klopstock, Goethe, Schiller, les deux Humboldt, et tant d'autres encore qui se voileront la figure après le 10 août, applaudissent avec transport à ce grand mouvement de 89, l'amie de Voltaire et de Zimmermann sent se révolter en elle tous les instincts du despotisme ; 89 lui fait horreur. Elle se tait toutefois, épiant d'un œil attentif les ressources inattendues que lui fourniront les événements. La pensée d'un protectorat de conservation sociale a-t-elle tout à coup succédé, chez cette intelligence si activement artificieuse, à la pensée du protectorat philosophique ? Il y a tout lieu de le croire, bien que ce plan n'ait pas eu le temps de mûrir entre ses mains. Elle profita seulement de la première coalition contre la France pour achever la destruction de la Pologne. Mais nous voici en 1796, Catherine II vient de mourir ; en haine de sa mère, qui le condamnait

depuis vingt ans au plus humiliant esclavage, Paul I^{er}, dès le début de son règne, est l'ennemi de cette France libérale dont Catherine avait tant désiré les suffrages. C'est lui qui se déclarera le protecteur de l'Europe contre la révolution, et il ne s'aperçoit pas, en agissant ainsi, qu'il ne fait que mettre à exécution la pensée secrète de cette mère détestée. Telle est l'impérieuse tradition du despotisme; politiques supérieurs ou instrumens aveugles, elle impose à tous sa volonté fatale.

On sait avec quelle espèce de majesté pontificale les deux fils de Paul I^{er} ont pris ce rôle de défenseurs de l'ordre dans les grandes crises européennes; Paul I^{er} n'y apporte pas la même diplomatie captieuse, et cette invasion menaçante, déguisée sous tant de prétentions solennelles, on la voit dès le premier jour se déployer à nu. L'Autriche ne craint pas d'appeler les Russes en Italie pour résister à nos armes; aussitôt Paul I^{er} lance sur l'Europe une horde de Tartares commandée par une espèce de Gengis-Khan. Que Souvarof ait été un chef audacieux et habile, comment le nier? Reconnaissez seulement que ce fut surtout un vrai chef de Mongols. En avant, et frappe! tel est son cri de guerre. Féroce et superstitieux, les mains encore rouges du sang des Polonais, et pratiquant, comme les sauvages, toute sorte de cagoteries minutieuses, il se précipite sur les peuples du sud avec les *hallas* et les *hourras* épouvantables que les bandes asiatiques firent retentir jusqu'en Autriche au XIII^e et au XIV^e siècle. Amis ou adversaires, contrées qu'il faut défendre ou qu'il faut attaquer, tout cela semble n'être pour lui qu'une même proie. Étrange protecteur de l'ordre et de la civilisation! C'est la première fois que les Russes foulent le sol des contrées romanes; ils ont traversé l'Allemagne, les voilà en Italie, en Piémont, en Suisse, aux portes de la France, et si Masséna, en 1799, avec Soult, Molitor, Mortier, Lecourbe, pendant ces douze jours d'opérations et de luttes à jamais mémorables qu'on appelle la bataille de Zurich, n'eût écrasé le barbare, Souvarof était bientôt devant Paris. Puissent les contrées romanes n'oublier jamais cette formidable apparition! La Russie s'est dévoilée là tout entière. Bonaparte était en Égypte, tandis que Joubert, Moreau, Schérer, enchaînés par les absurdes plans du directoire, laissaient reprendre à Souvarof ses brillantes conquêtes de Lodi, de Castiglione, d'Arcole et de Rivoli. Il comprit dès ce moment la nécessité d'une guerre à outrance avec les Russes. Écoutez un interprète éloquent des pensées du génie: M. Villemain, dans ses *Souvenirs*, a parfaitement montré que la guerre de 1812 n'avait pas été l'explosion d'une colère subite; Napoléon l'avait conçue « avant Tilsitt, avant la journée d'Austerlitz, avant l'empire, et du premier jour où il avait vu les Russes en Italie et la frontière de la France protégée contre eux par la bataille de Zurich. Dès lors sa pensée,

nourrie d'histoire et pleine de la contemplation de l'empire romain, s'était reportée à cette ancienne loi des invasions du Nord sur le Midi et des grandes inondations barbares descendant des plateaux de la Haute-Asie sur l'Europe occidentale... — Je suis poussé à cette guerre aventureuse par la raison politique, disait-il plus tard à M. de Narbonne... Rappelez-vous Souvarof et ses Tartares en Italie; la réponse est de les rejeter au-delà de Moscou. Et quand l'Europe le pourrait-elle, si ce n'est maintenant, et par moi? » Cette horreur de l'invasion russe, qui éclairait dès 1799 l'ardente pensée du général Bonaparte, qui lui inspirait l'idée d'une revanche éclatante et d'un coup décisif frappé sur le Kremlin, l'Autriche elle-même en ressentit enfin quelque chose; les brutalités de Souvarof l'épouvantèrent, elle eut honte de ce qu'elle avait fait, et le Gengis-Khan de Paul I^{er}, en butte aux répugnances des généraux autrichiens, se crut livré à l'ennemi par des traîtres. Le général de Clausewitz a bien décrit sa retraite : « Il prit sa course, dit-il, vers la frontière de Russie, comme un vrai khan de Tartares, aussi impétueusement qu'il était venu. »

C'est un lieu commun des publicistes allemands que l'ambition seule de Napoléon a obligé les états germaniques à implorer le secours des tsars. Napoléon lui-même n'a-t-il pas été l'ami d'Alexandre? et les deux empereurs, l'héritier de Pierre le Grand et l'héritier de la révolution, ne se sont-ils pas partagé l'Europe à Tilsitt? Laissons là ces déclamations qui font trop bon marché des dates. Dès l'invasion de Souvarof, le vainqueur de l'Égypte avait résolu de rejeter les Russes en Asie; mais pour une telle guerre il fallait l'appui de l'Allemagne. De 1800 à 1806, il est occupé sans cesse de ce grand but : s'assurer l'Allemagne contre la Russie. Tout ce qu'il fait dans les contrées germaniques, tous ses projets, toutes ses innovations, toutes ses témérités, tendent à ce résultat. Tantôt il veut fortifier la Prusse et en faire le centre d'une Allemagne nouvelle, tantôt, lorsqu'il n'a pu triompher des irrésolutions de Frédéric-Guillaume III, il élève à la dignité de souverains indépendans les électeurs de Bavière, de Saxe, de Wurtemberg, et institue la confédération du Rhin. La vérité est que l'Allemagne, la Prusse surtout, pendant toutes les guerres du consulat et de l'empire, est placée entre deux puissances qui se disputent son amitié. D'un côté est la Russie, la France de l'autre. La France lui offre un rôle immense dans les affaires du continent; la Russie veut s'allier à elle pour opprimer l'Europe. La France est désintéressée, ou son intérêt, pour mieux dire, se confond avec l'intérêt prussien; la Russie ne pense qu'à sa propre domination. Unie à la France de 89, la jeune monarchie de Frédéric le Grand s'élèvera tout à coup aux destinées les plus glorieuses, elle sera la tête et le cœur de l'Allemagne, elle dépouillera à jamais l'Autriche de la suprématie, et deviendra le puissant

boulevard de la société romano-germanique contre les entreprises du Nord. Alliée à la Russie, la Prusse sera réduite, comme l'Autriche elle-même, à n'être plus que la vassale des barbares. Situation bien claire en vérité ! Le cabinet de Berlin n'eut pas assez d'audace et de patriotisme pour la comprendre. Pourquoi n'y eut-il pas alors sur le trône des Hohenzollern un digne héritier de Frédéric II ? Mais non : le souvenir de la révolution effrayait encore les souverains, et le patriotisme populaire, égaré par les déclamations, venait en aide à la pusillanimité des politiques. Le baron de Stein est là, furieux, aveugle, implacable, qui brouille toutes les idées ; c'est lui qui, pour venger la Prusse des affronts trop mérités que lui inflige le vainqueur d'Iéna, soulève l'Allemagne comme un seul homme, et la précipite, tête baissée, sous le joug des Moscovites.

Alexandre est décidément le grand protecteur de l'Allemagne, et de 1806 à 1815 il est facile de voir quel est le sens du titre qu'il s'arroge. Les publicistes d'outre-Rhin ont commencé à s'aviser de la chose ; c'est un bon signe. Remercions M. Wilhelm Stricker et l'auteur du livre *sur la Russie et le temps présent* d'avoir recueilli si franchement toutes les preuves de la domination russe en Allemagne pendant cette période réputée si glorieuse. Il est trop manifeste que l'Autriche et la Prusse, entre les mains du tsar, ne sont que des instrumens serviles. Ces années 1813 et 1814, dont l'Allemagne, en haine de la France, se plaît toujours à évoquer les souvenirs, les Allemands d'aujourd'hui reconnaîtront-ils enfin que ce furent le plus souvent des années d'humiliation, et que la Russie faisait cruellement payer ses services ? Ici, c'est la Saxe, en 1814, occupée par les Russes qui traitent le pays comme une terre conquise ; là, c'est le général de Gneisenau qui écrit : « Nous ne sommes pas moins maltraités par nos amis que par nos ennemis ; on enlève de force à nos soldats ces vivres rassemblés par nous avec tant de peine, et c'est une chose révoltante de voir sur les champs de bataille nos blessés pillés par les Russes. » Et sans signaler tous les détails que nous fournit M. Stricker, quelle honte en vérité que cette guerre de délivrance, comme ils disent, cette guerre populaire et nationale soit toujours exploitée par les hommes de Saint-Petersbourg ! Qui décide tout aux conférences de Langres et de Châtillon ? qui gouverne le congrès de Vienne ? Celui qui s'intitule le libérateur de l'Allemagne. Vainement les peuples germaniques rappelleraient-ils avec orgueil que leurs généraux ont tout fait, que les Russes même étaient commandés par des Allemands ; qu'importent ces consolations de l'amour-propre ? La guerre s'est faite au profit de la Russie ; alliée à la Russie, la patriotique Allemagne de 1813 ne s'est battue que pour se donner un maître. La vraie conclusion de la guerre, ce n'est pas la délivrance des peuples allemands, c'est ce traité de la sainte-

alliance par lequel le roi protestant et l'empereur catholique ne craignent pas de s'unir, au nom de la Trinité, sous l'évidente suprématie du tsar. Et maintenant, poètes, historiens, orateurs, chantez, glorifiez sur tous les tons les victoires de 1813 ! « La Grèce est libre ! » cria le héraut de Flaminius pendant la célébration des jeux isthmiques, et aussitôt, à ce que raconte Plutarque, il s'éleva de plusieurs millions de bouches un cri de joie si violent, que les oiseaux du ciel tombèrent comme frappés de mort. Les peuples germaniques ont entendu aussi le héraut de Flaminius proclamer, au milieu d'acclamations insensées, la liberté de la patrie allemande !

V.

L'illusion dura peu chez les esprits lucides. Trois ans après le traité de la sainte-alliance, les diplomates russes continuaient au congrès d'Aix-la-Chapelle ce qu'ils avaient si bien commencé au congrès de Vienne : ils réglaient les droits de la libre Allemagne. Il y avait là, auprès de l'empereur Alexandre, tout un cortège d'hommes d'état moscovites qui semblaient prendre possession d'une conquête : c'étaient le comte Voronzov, le comte Pozzo di Borgo, le comte Nesselrode, le prince de Liéven, le comte Capodistrias, le baron Alopœus, le baron Tschernitschef et le baron Jomini. M^{me} de Krudener, qui avait figuré en France, trois années auparavant, comme la prophétesse du tsar, avait aussi sa place au congrès d'Aix-la-Chapelle. Dans le savant portrait qu'il a tracé de cette singulière personne, M. Sainte-Beuve la compare à quelque sœur du grand-maitre des chevaliers porte-glaives : rapprochement expressif et qui marque bien tous les changemens accomplis ; les chevaliers porte-glaives du xiii^e siècle avaient été les vaillans pionniers de la civilisation allemande en Livonie, et la mystique Livonienne de 1818, par son influence sur les imaginations pieuses, semblait préparer l'Allemagne à recevoir plus aisément le joug de celui qu'elle appelle l'*ange blanc* et le *sauveur universel*. Que faisait-on en effet à ce congrès d'Aix-la-Chapelle ? On s'occupait de *christianiser* l'Allemagne au nom de la sainte Russie. Ces sentimens révolutionnaires qu'avait déchaînés M. de Stein au moment même où il poussait l'Allemagne entre les bras des Russes, les Russes avaient hâte de les éteindre. Les séances les plus secrètes du congrès étaient consacrées à ce grand travail. Un boyard valaque, M. le comte Alexandre de Stourdza, prit la chose très à cœur, et il présenta à son maître un petit écrit intitulé : *Mémoire sur l'état actuel de l'Allemagne*, qui n'était autre chose qu'un réquisitoire passionné contre les universités, contre l'esprit public, contre toute la culture littéraire du pays de Lessing et de Kant. Une copie de ce mémoire, égarée on ne sait comment, fut envoyée à Paris et livrée à l'impression. Le plus insolent mépris

de la pensée allemande éclatait à chaque page de ce pamphlet. « La campagne de Russie, disait M. de Stourdza, aura été un moyen entre les mains de la Providence pour conduire le genre humain à la vraie religion sous l'égide du gouvernement russe ! » Aussitôt ce fut un cri d'indignation par toute l'Allemagne. Cette servitude des âmes parut bien autrement cruelle aux esprits d'élite que les défaites de Wagram et d'Iéna. Des réponses irritées pleuvaient de toutes parts, et un jeune étudiant westphalien, M. le comte Boehholz, adressa un cartel à M. de Stourdza pour la défense des grandes écoles nationales. M. de Stourdza prit la fuite; il se tint caché quelque temps à Dresde, puis, relancé encore dans sa retraite, poursuivi de lettres menaçantes, il quitta Dresde pendant la nuit, et muni d'un faux passeport se dirigea en toute hâte vers la frontière russe. Cependant la colère publique suivait un autre cours; le bruit s'était répandu que l'auteur de ce pamphlet était le célèbre dramaturge et publiciste Kotzebue. Kotzebue avait fait tous les métiers; aucun écrivain n'avait été plus populaire que lui en Allemagne, lorsqu'en 1812 il écrivait contre Napoléon des pamphlets que lui payait M. de Stein. Était-il infidèle à son rôle de 1812 en continuant d'écrire pour la Russie? Non certes, et c'est là, pour le dire en passant, la condamnation de cette politique qui associait si follement l'alliance russe et les idées de la révolution. Kotzebue ne faisait que changer d'argumens; il avait exalté les sentimens populaires, tant que cela était nécessaire à la cause russe; maintenant que la Russie triomphait, il avait ordre de traîner dans la boue tous les publicistes libéraux. On assurait donc, à tort ou à raison, que le mémoire de M. le comte de Stourdza était l'œuvre de Kotzebue. Ce soupçon accéléra le châtimement prononcé contre lui par les sociétés secrètes. Le 23 mars 1819, Kotzebue fut assassiné par Charles Sand!

Quel enseignement dans le crime du 23 mars 1819! Kotzebue et Charles Sand sont les deux héritiers de ce violent baron de Stein qui, pour venger l'Allemagne des victoires de Napoléon, n'hésita pas à la livrer aux Russes. N'oubliez pas ces deux noms si tristement célèbres; ils résument les deux partis issus du fatal mouvement de 1813, l'un qui se met aux gages du tsar, l'autre qui s'exalte en sens contraire et ne recule pas devant l'assassinat. Cet assassinat, on le pense bien, assura une force nouvelle à la Russie. C'est elle qui conduisit la grande réaction de 1819 et qui frappe les citoyens les plus respectés de l'Allemagne. Tous les héros de 1813 sont déclarés suspects; Jahn est jeté en prison, Maurice Arndt et Welcker sont destitués, les deux Follen sont obligés de prendre la fuite. Le congrès de Carlsbad prend contre les universités la plupart des mesures répressives que réclamaient Stourdza et Kotzebue, et une commission manifestement dirigée par la Russie s'établit à Mayence comme

un tribunal d'inquisition politique. L'Allemagne est de plus en plus l'agent officiel du despotisme russe en Europe. Lorsque le frère d'Alexandre monte sur le trône en 1825, une insurrection éclate dans les régimens des gardes : nouvelle occasion pour la Russie de stimuler le zèle de la commission de Mayence et la sollicitude de la diète. M. d'Anstetten, ministre russe à Francfort, présente un mémoire à la diète, à la grande autorité centrale de l'Europe, comme il l'appelle, et il lui montre au sein même de l'Allemagne le foyer du mouvement qui a fait explosion à Saint-Petersbourg. Les faits parlent-ils assez haut ? Est-ce la nation seulement qui a le droit de se plaindre ? Peuples et souverains ne sont-ils pas également offensés ici par cette arrogante intrusion de l'étranger ?

VI.

On pense bien que la révolution de 1830 aurait fourni à la Russie de spécieux prétextes pour resserrer la trame du réseau sous lequel elle tenait l'Allemagne enlacée; mais après le tableau qu'on vient de lire, que restait-il à faire ? Maintenir sa position par une vigilance de toutes les heures, entrer plus profondément chaque jour dans les affaires intérieures du pays, gagner une partie de la presse, créer un parti russe dans toutes les cours, enchaîner les princes allemands par des alliances matrimoniales, surtout ne pas triompher avec trop de bruit et faire vanter en toute occasion le désintéressement de la Russie. Tel est le plan qui a été suivi avec une habileté supérieure. Sur ce dernier point seulement, il était difficile que le programme fût fidèlement rempli. Protecteur presque officiellement reconnu des trônes de Prusse et d'Autriche, le tsar laissa trop voir en plusieurs circonstances le sentiment de cette suzeraineté qu'il pensait avoir conquise. Il n'était pas besoin pour un esprit clairvoyant que les récentes révélations de sir Hamilton Seymour fissent connaître au monde avec quel dédain l'autocrate parle de ses vassaux d'Allemagne. « Qui ne se rappelle, dit M. Wilhelm Stricker, cet incroyable voyage du tsar Nicolas dans les cours où l'appelaient des relations d'amitié et des alliances de famille ? Une police particulière l'accompagnait comme s'il eût parcouru son propre empire, et congédiait les étrangers dont la présence eût été suspecte au maître. Et ces distributions de croix ! et ces gratifications en argent ! et ces récompenses de toute sorte accordées à des officiers, à des chambellans, à des fonctionnaires civils ! Les choses allèrent si loin, que, lorsqu'il était question de l'empereur, personne ne songeait plus au représentant de l'antique famille du saint-empire ; c'est le tsar qu'on désignait sous ce titre. L'amère ironie du petit livre populaire *Histoire de l'Allemand Michel et de ses sœurs* semblait devenue une

réalité visible à tous les yeux; le tsar moscovite était le maître de l'Allemagne! »

Ce serait un curieux commentaire de ce voyage que le tableau complet des alliances de famille à l'aide desquelles la diplomatie russe a établi, depuis trente ans surtout, le vasselage des cours allemandes. Lorsque Catherine II cherchait des princesses en Allemagne pour les donner en mariage à son fils Paul et à son petit-fils Alexandre, elle laissait éclater insolemment la conscience de sa force. Ici, c'était la landgrave de Darmstadt qui, cédant aux impérieuses instances de Catherine et de son envoyé, le comte d'Assebourg, faisait pendant l'été de 1773 le voyage de Russie, avec ses trois filles, sous cette condition expresse posée par la tsarine, qu'elle ne s'engageait pas à choisir une des princesses. Là, vingt ans plus tard, en 1794, c'était la duchesse de Bade qui allait, sous les mêmes conditions, présenter ses filles à l'examen de Catherine. Toutes les négociations relatives à ces mariages sont remplies de détails humiliants. Catherine ne dissimule pas la condescendance dont elle croit donner une preuve en voulant bien abaisser ses regards sur les princesses allemandes. Inutile de dire que les fiancées de Paul et d'Alexandre devront renoncer au protestantisme et embrasser la religion grecque; on ne semble même pas croire que ce puisse être l'objet d'une hésitation : qu'est-ce que la religion natale, quand il s'agit de devenir princesse russe? Il y avait pourtant d'assez récents exemples qui n'étaient pas faits pour encourager les mères : on parlait encore de cette belle Charlotte de Wolfenbüttel, sœur de l'impératrice d'Allemagne, mariée en 1711 au tsarévitch Alexis et morte victime de ses brutalités; mais l'altière volonté de Catherine ne laissait pas de place à ces réflexions inquiètes : elle ordonnait en souveraine, et les princesses allemandes devaient s'estimer heureuses de son choix. Il y a certes plus de noblesse et de courtoisie, à l'heure qu'il est, dans ces affaires de famille qui unissent la Russie et l'Allemagne; sur ce point comme sur tous les autres, une diplomatie habile a remplacé les procédés barbares. Le tsar n'est-il pas le représentant de l'ordre et de la religion en face du paganisme occidental?

Regardez-y de près cependant : si ces mariages qui jouent un si grand rôle dans la politique russe ne sont plus négociés avec la dureté hautaine de Catherine II, ils sont encore, on va le voir, la source de bien des hontes, et les publicistes d'outre-Rhin n'ont que trop souvent l'occasion de rougir, quand ils comparent le sort des princesses allemandes en Russie avec les privilèges des princesses russes en Allemagne. Lorsqu'une Allemande épouse un des princes de la famille du tsar, elle est obligée, comme au temps de Catherine II, d'abandonner la religion de ses ancêtres. Rien de changé sur cet

article; la règle est inflexible. Au contraire, la princesse russe qui épouse un prince allemand porte avec elle en Allemagne sa religion et son culte. Une chapelle grecque sera établie dans son palais : c'est toujours l'objet d'une stipulation expresse, — et bientôt en vérité, l'usage devenant loi, la stipulation sera superflue. Voyez-vous ces chapelles grecques, avec leurs images sacrées et leur cortège de popes, installées au milieu des cours germaniques, tandis que les princesses d'Allemagne sont tenues, en quittant le sol natal, de rejeter les formules même qui leur servaient de communication avec Dieu? Que d'affronts dans ce seul contraste, et combien M. Stricker a raison de s'écrier avec une indignation amère : « Ces mariages, aux yeux des Russes, ce sont de véritables mésalliances, et l'Allemagne doit en être si honorée, l'Allemagne en retire de si grands, de si précieux avantages, qu'il y faut tout sacrifier, oui, tout, et jusqu'au souvenir de sa foi ! »

Ces mésalliances, auxquelles la famille impériale de Russie veut bien condescendre avec bonté, se multiplient singulièrement depuis un quart de siècle. Le tsar Nicolas est le premier, depuis Pierre le Grand, qui ait eu une famille nombreuse; en remontant plus haut encore, on ne trouverait pas un autre exemple d'un pareil groupe de princes et de princesses réunis autour des tsars ou des grands-ducs; il n'a été donné à aucun souverain russe, hormis à Nicolas, de voir grandir ses fils et ses petits-fils. On pense bien que le tsar n'a pas négligé de telles ressources : commencée par les armes et les traités, maintenue chaque jour par une diplomatie vigilante, l'invasion russe se continue depuis vingt-cinq ans par une brillante phalange de jeunes altesses. Chose étrange, les cours d'Autriche, de Saxe et de Bavière sont les seules où la Russie n'ait pas essayé d'agrandir son influence par des mariages. Ce fait a de quoi surprendre au premier abord. Comment expliquer que la diplomatie moscovite, si ingénieuse à envelopper l'Allemagne dans un réseau d'alliances intimes, ait renoncé à ce moyen en Saxe, en Bavière, et surtout en Autriche? Faut-il rappeler ici les curieuses révélations de sir Hamilton Seymour? La Russie se croit-elle assez maîtresse de maison de Habsbourg, et dédaigne-t-elle une conquête dont elle est sûre? La vraie raison, c'est que le catholicisme ne s'est jamais prêté, comme la religion protestante, à ces abjurations officielles (la Saxe est protestante, mais on n'ignore pas que la famille royale est catholique). Catherine II, en 1773, écrivait déjà dans ce sens au comte d'Assebourg : « Ne songez pas, disait-elle, à une princesse catholique, il serait trop difficile de la déterminer à embrasser la religion grecque. » Les souverains protestans de l'Allemagne ne comprenaient guère ces scrupules; un seul, c'était le roi de Prusse Frédéric II,

refusa de donner sa sœur Amélie au grand-duc héritier de Russie, « considérant, disait-il, comme un déshonneur pour l'état qu'une princesse prussienne abandonne sa religion. » — Et c'est pour cela, s'écrie M. Stricker avec un noble accent qui contient bien des reproches, c'est pour cela que nous l'appelons Frédéric le Grand ! — Mais dans toutes les cours protestantes du nord et du sud-ouest de l'Allemagne, en Prusse, dans le Wurtemberg, dans la Hesse électorale et la Hesse grand-ducale, même dans les états les moins influents, dans le duché de Nassau, dans le duché d'Oldenbourg, voyez avec quelle persévérance les deux derniers empereurs de Russie ont su pénétrer par des mariages au sein des affaires germaniques !

Le tsar Alexandre avait été marié par sa grand-mère à une princesse badoise; le tsar Nicolas a épousé, en 1825, la fille de Frédéric-Guillaume III, la sœur du roi de Prusse aujourd'hui régnant. Une sœur d'Alexandre et de Nicolas, Catherine Paulovna, veuve d'un prince d'Oldenbourg, épouse le 24 janvier 1816 le roi de Wurtemberg, Guillaume I^{er}; la reine de Wurtemberg meurt trois ans après, mais bien que le roi veuf se remarie à une princesse allemande, le passage de Catherine Paulovna à la cour de Stuttgart y a établi des relations russes qui se continuent naturellement. Le fils aîné du roi, le prince Charles, héritier de la couronne, est marié le 13 juillet 1846 à la grande-duchesse Olga, fille du tsar Nicolas. Une de ses nièces, la princesse Charlotte, aujourd'hui Hélène Paulovna (les princesses allemandes qui se marient en Russie ne changent pas seulement de religion), avait épousé le 20 février 1824 le grand-duc Michel, quatrième fils du tsar Paul. Est-ce tout? Non. Le gendre du roi de Wurtemberg, le prince Frédéric, est chef d'un régiment d'uhlans moscovites; un des cousins du roi, le prince Eugène, est général d'infanterie au service des tsars; un de ses oncles, le duc Alexandre, mort en 1833, avait été aussi général en chef en Russie et directeur de toutes les voies de communication de l'empire; enfin deux fils de ce duc, le duc Frédéric-Guillaume Alexandre et le duc Ernest, ont été tous les deux majors-généraux dans l'armée russe. Vous savez ce que furent dernièrement ces conférences de Bamberg où les petits états de l'Allemagne du midi, par de perfides prétentions de neutralité, essayèrent d'entraver les décisions de l'Autriche. Le Wurtemberg y joua le principal rôle, et l'on ne comprenait guère qu'un gouvernement éclairé, libéral en maintes rencontres, un gouvernement qui respecte la tribune et qui administre avec des chambres, eût pris cette singulière attitude. Le rôle du Wurtemberg a-t-il encore besoin d'explication?

La Hesse électorale et la Hesse grand-ducale ne sont pas moins liées que le Wurtemberg à la famille impériale de Russie. Dans la Hesse grand-ducale, la sœur du grand-duc Louis III, la princesse

Marie, a épousé, le 28 avril 1841, le grand-duc héritier de Russie, Alexandre Nicolaévitch, et son frère, le prince Alexandre, major-général au service de la Russie et de la Hesse, est chef du régiment russe des Borissoglebski. Dans la Hesse électorale, un cousin du grand-duc, le prince Frédéric, a épousé, le 28 janvier 1844, la grande-duchesse Alexandra, fille du tsar; il est chef du régiment russe de Mariapolsk. Un de ses oncles, le prince Émile, est propriétaire du régiment russe des dragons de Khasan. Enfin la ligne collatérale de Hesse-Philippsthal-Barchfeld nous montre un frère du landgrave Charles, le prince Ernest, général de cavalerie en retraite au service de la Russie. Dans le duché de Nassau, c'est le duc Adolphe, aujourd'hui régnant, qui a épousé, le 21 janvier 1844, Elisabeth Michailovna, fille du grand-duc Michel et nièce du tsar. A Oldenbourg, nous avons vu qu'un prince oncle du grand-duc actuel avait épousé Catherine Paulovna, sœur des tsars Alexandre et Nicolas, et devenue par un second mariage reine de Wurtemberg. Ce prince d'Oldenbourg et Catherine Paulovna avaient eu un fils, le prince Pierre, général d'infanterie au service de Russie, président du sénat, directeur des affaires civiles et ecclésiastiques, investi par un ukase du titre d'altesse impériale; le prince Pierre a pour femme une sœur du duc régnant de Nassau, et tous leurs enfans portent des noms empruntés à la dynastie russe : les fils s'appellent Nicolas et Constantin, les filles Alexandra et Olga. Enfin récemment, le 11 septembre 1848, la princesse Alexandra, aujourd'hui grande-duchesse Josefovna, fille du duc de Saxe-Altenbourg, épousait le grand-duc Constantin Nicolaévitch, et la fille du grand-duc Michel de Russie, la grande-duchesse Catherine, épousait le 16 février 1851 le duc de Mecklenbourg-Strélitz. Consultez l'*Almanach de Gotha*, vous verrez partout l'influence russe représentée auprès des cours souveraines et des familles médiatisées, et quand ce ne sont pas des mariages, que de princes, que de ducs et d'archiducs attachés à l'armée moscovite par des emplois et des dignités militaires! Que de propriétaires de régimens, que de colonels de dragons et d'uhlans russes parmi cette noblesse orgueilleuse qui entoure les souverains d'Allemagne! J'ai dit que ni la Bavière, ni la Saxe, ni l'Autriche n'ont fourni de mariages à la famille du tsar : la religion catholique s'y opposait; mais rien n'empêche en Saxe le prince Albert de posséder un régiment de chasseurs moscovites, rien n'empêche en Autriche l'archiduc Albert, l'archiduc Charles-Ferdinand et l'archiduc Léopold de commander au nom du tsar les uhlans de Belgorod et les uhlans de l'Ukraine; le père même de l'empereur, l'archiduc François-Charles, est colonel d'un régiment de grenadiers russes! Lorsqu'on pense à tous ces liens si habilement entrelacés, lorsqu'on voit à Vienne, sur les marches mêmes du trône, cette brillante aristocratie

que la déférence, la longue habitude et je ne sais quelle vanité féodale rendent si propice aux vœux de Saint-Petersbourg, on ne songe plus à accuser les lenteurs de l'Autriche, on admire plutôt la loyale et persévérante résolution du jeune empereur François-Joseph.

VII.

Ce n'était pas assez pour la Russie d'établir son influence au sein des familles souveraines, il fallait aussi s'emparer de l'opinion. Il est manifeste qu'il y a depuis 1815 une presse russe en Allemagne. Est-ce une presse qui avoue hautement ses desseins? Non, certes. La Russie est trop habile pour décréditer ses organes; il lui suffit que ses agens mettent à profit la complaisance ou entretiennent l'aveuglement de certains journaux. Les complaisans de la presse allemande, nous avons regret à le dire, ne sont pas moins nombreux que les aveugles. Il y a surtout une tactique souvent employée depuis 1830 et qui se renouvelle aujourd'hui sous nos yeux : on publie dans un journal de Souabe, de Hanovre ou de Bavière un article de haute philosophie historique, où l'on démontre sans passion, avec le calme désintéressé de la science, que la Russie est appelée par les lois providentielles à la régénération de la vieille Europe. Ce n'est pas un écrivain russe qui parle, ce n'est pas un Kotzebue stipendié qui insulte son pays, c'est l'étude impartiale qui promulgue les arrêts d'en haut. Le lendemain, le même journal publie une réfutation de son article de la veille, réfutation d'une valeur dialectique médiocre, mais animée d'une confiance assez vive dans les destinées de l'Allemagne. L'honneur du journal est sauf; qu'importent cependant ces précautions perfides? Les décisions de la philosophie de l'histoire ont produit leur effet chez ce peuple contemplatif, et plus d'un esprit se console de la déchéance inévitable de sa patrie en remarquant avec quelle supériorité la science allemande explique les décrets éternels. C'est le roseau de Pascal défiant l'univers qui l'écrase. Que de fois n'a-t-on pas lu de tels articles dans la *Gazette de Hanovre*, dans le *Journal de Francfort*, et dans le *Mercur de Souabe*! Le *Portfolio* ce curieux recueil anglais publié en 1835, et qui s'appliquait surtout à démasquer en Europe et en Asie les perfidies de la politique russe, n'a eu que trop souvent l'occasion de dénoncer ces ruses de l'esprit moscovite et la connivence coupable de quelques feuilles allemandes. La *Gazette d'Augsbourg*, organe important à coup sûr des affaires publiques de l'Allemagne, se prêtait plus facilement qu'un autre à ces menées souterraines. Rédigé par des plumes très différentes, espèce de *magazine* ouvert à des documens de toute nature, ce journal croyait avoir assez fait pour le patriotisme, si les intérêts de l'Allemagne étaient défendus çà et là dans ses colonnes avec une gravité

circonspecte; pouvait-on lui imputer à crime des renseignemens historiques, des appréciations de faits où la puissance incontestable de la Russie occupait la place qui lui appartient? En maintes rencontres, il faut l'avouer, ce n'étaient pas seulement des appréciations historiques, c'était le patronage manifeste des intérêts moscovites. Quand le *Portfolio* commença de remplir si bien son vaillant office de sentinelle, la *Gazette d'Augsbourg* fut le plus fidèle écho des collègues de Saint-Petersbourg et de Moscou. « Nous ignorons, — disait dans cette feuille un article écrit de Berlin le 10 mars 1836, — nous ignorons jusqu'à quel point les documens que publie le *Portfolio* sont authentiques ou forgés, mais en tout cas cette publication est un acte plus criminel qu'aucune piraterie littéraire. » Je sais bien que de tels articles étaient repoussés avec indignation par une élite généreuse, je sais bien que le *Portfolio*, traduit en allemand dès son apparition à Londres, était avidement lu en Allemagne et y tenait le patriotisme en éveil, je sais bien que d'éloquens publicistes ne cessaient d'avertir la conscience de leur pays; qui peut comparer cependant des brochures publiées de loin en loin et écrites surtout pour des lecteurs convertis avec l'action incessante de ces journaux qui travaillaient d'une façon si discrète et d'autant plus efficace à couvrir la marche victorieuse de l'esprit russe?

Riche de tant de ressources, assurée de si nombreux auxiliaires en Allemagne, la Russie n'avait plus qu'à laisser agir son grand allié, le plus utile et le plus stupidement aveugle de ses vassaux, l'esprit démagogique. Ne confondons pas la révolution de 89, c'est-à-dire la base même de l'ordre nouveau, et cet esprit révolutionnaire qui n'est que le délire des convoitises brutales. La révolution triompha de la Russie; l'esprit révolutionnaire lui prête des armes. S'il est une vérité désormais aussi éclatante que le soleil, c'est que la Russie avance chaque fois que l'esprit révolutionnaire brise ses freins, et qu'elle recule chaque fois qu'il est dompté. Les désordres de 1848 ont été pour le tsar une bonne fortune inespérée; il a pu croire que c'était là le couronnement de ses desseins. Le 6 juillet 1848, M. de Nesselrode adresse à ses agens auprès des cours germaniques une longue note-circulaire où il rappelle à l'Allemagne tous les bons rapports qui l'unirent si longtemps à la Russie. « Quand donc l'Allemagne a-t-elle eu à se plaindre de nous? Quand avons-nous forgé des plans contre son indépendance? Quand l'avons-nous menacée d'une invasion? Quelle partie de son territoire avons-nous prise ou convoitée? » Puis vient l'énumération fastueuse des services rendus. — C'est nous qui avons versé notre sang pour l'Allemagne; c'est nous qui l'avons délivrée en 1813 et qui en 1840, aux premiers bruits de guerre, étions prêts à la protéger sur le Rhin; c'est nous enfin qui avons toujours maintenu la bonne et cordiale harmonie

entre les états de la confédération. Ce sont ensuite des menaces, menaces paternelles toutefois, avertissemens faits d'un ton débonnaire, et la note se termine par ces mots : « Que l'Allemagne se donne la forme politique qu'elle voudra, l'empereur respectera son indépendance; il ne songe pas à abandonner la position qu'il a toujours tenue vis-à-vis d'elle. » On a vu quelle était cette position; la place était bonne à garder. Cette note où tous les tons, menaces, caresses, reproches affectueux, condescendance bénévole, se croisaient avec une si étrange habileté, était précisément comme l'abrégé du rôle joué par les tsars dans les affaires intérieures des états germaniques. Toute l'Allemagne en frémit. Quel était le but caché de ce singulier manifeste? Voulait-on irriter l'Allemagne? espérait-on pousser à bout l'esprit de révolte? Ce qui est certain, c'est que cette note du 6 juillet 1848 était une sorte de miroir où l'Allemagne pouvait considérer son abaissement et sa misère. Aujourd'hui même les publicistes allemands en poussent des cris de douleur. Les révolutions de 1848 leur réservaient cependant des épreuves plus humiliantes encore : un an après cette note du 6 juillet, comme si les événemens obéissaient aux intentions de la diplomatie russe, l'Autriche se croyait obligée d'invoquer le secours du tsar contre l'insurrection hongroise. Ni la Prusse, ni la Bavière, ni les troupes fédérales ne pouvaient, par une assistance opportune, éloigner ce dur protectorat; la révolution était partout, à Berlin et à Francfort, à Dresde et à Stuttgart, dans le duché de Bade et dans le Palatinat. L'armée russe franchit les frontières autrichiennes; le tsar hésite un instant : soutiendra-t-il l'Autriche ébranlée? établira-t-il la république hongroise sous le patronage russe? C'est pour l'Autriche qu'il se décide; ne vaut-il pas mieux rester le protecteur de l'Allemagne entière que d'être le suzerain des Magyars? Et bientôt, quand les Russes et les Autrichiens réunis ont triomphé de cette héroïque résistance d'un petit peuple, un général russe peut dire au tsar Nicolas : La Hongrie est aux pieds de votre majesté!

CONCLUSION.

Il était bien temps que l'Allemagne se réveillât; la crise orientale lui a fourni une merveilleuse occasion de protester contre ce joug séculaire, et ce ne sera pas une des moindres victoires de la guerre d'Orient d'avoir aidé les peuples germaniques à rejeter loin de leurs frontières l'invasion des Slaves. Que les journaux russes d'Autriche, de Prusse et de Bavière, invoquant on ne sait quel intérêt national, continuent à prêcher la neutralité de la confédération, ce masque de patriotisme ne cache plus leurs desseins. La *Gazette d'Augsbourg*, entremêlant ses documens suspects d'articles mieux inspirés, peut soutenir et tromper les insurgés de la Grèce, exa-

gérer les souffrances des chrétiens de Bosnie et se prêter à toutes les manœuvres de la diplomatie de Saint-Petersbourg; le *Journal français de Francfort* et la *Gazette de la Croix* peuvent persister à voir dans le tsar l'auguste représentant de l'ordre et le sauveur de l'Europe; à la première chambre de Berlin, M. de Gerlach peut répéter ses éternels lieux-communs contre la France, et M. Stahl, habillant avec plus d'art des pensées de la même force, peut employer son incisive parole à signaler vers l'Occident des périls imaginaires, tandis que le danger véritable est au nord de la Prusse : leurs efforts, espérons-le, ne réussiront pas à endormir la conscience publique. Déjà le sentiment national se fait jour de toutes parts. A côté de ces journaux et de ces orateurs que je viens de nommer, il est plus d'une voix éloquente qui ne craint pas de montrer dans cette neutralité la déchéance de la patrie. Ici c'est M. de Vincke qui réfute les sophismes de M. Stahl et relève le drapeau de la Prusse; là c'est le *Journal de Cologne*, c'est la *Gazette universelle* de Leipzig, c'est le *Journal allemand de Francfort*, c'est le *Lloyd* de Trieste, c'est le *Lloyd*, la *Presse* et le *Wanderer* de Vienne, c'est la *Gazette de Voss* et le *Wochenblatt* de Berlin, ce sont bien d'autres feuilles encore qui ne permettent plus à l'esprit allemand de conserver ses vieilles illusions sur la Russie. Et combien de brochures venues du nord et du midi, du Rhin et de la Vistule, de la Baltique et des Alpes, les unes, je l'avoue, d'une forme peu littéraire, les autres rédigées par des plumes ingénieuses, et toutes animées de la plus patriotique ardeur ! Si ce n'est pas là un vrai mouvement national, il faut douter de toute chose.

Il est surtout un point qui me semble digne d'attention : la Russie cherche encore à exploiter ces souvenirs de 1813 qui tiennent si fort au cœur de l'Allemagne, et ses partisans rappellent sans cesse l'étroite union des deux peuples cimentée dans le sang de Leipzig : « Comment oublier, — disait récemment M. Stahl dans la discussion du crédit que demandait le ministère Manteuffel, — comment oublier qu'en 1813 et en 1849 la Russie a apparu chez nous en libératrice avec sa colossale et bienfaisante grandeur ? » La diplomatie russe a toujours compté sur les rancunes qu'excite en Allemagne le nom du vainqueur de Wagram et d'Iéna; quand la famille de Napoléon est remontée sur le trône, le tsar Nicolas a pensé que l'heure fatale était venue, et qu'il pouvait marcher sur Constantinople sans craindre l'opposition de la Prusse et de l'Autriche; entre le frère d'Alexandre et le neveu de Napoléon l'Allemagne pouvait-elle hésiter ? L'empire a été rétabli en France au mois de décembre 1852; quelques mois après, le cortège du prince Menchikof entraît fastueusement dans le Bosphore. Eh bien ! cette coïncidence sera le début d'une transformation profonde dans l'histoire de l'Allemagne. Humiliés par la domination

du conquérant, les peuples germaniques s'étaient jetés en aveugles sous la main de la Russie; en tenant si ferme aujourd'hui le drapeau du droit européen, en conduisant avec tant de désintéressement et de vigueur la résistance de l'Occident à l'invasion du Nord, le gouvernement français ramènera l'Allemagne au sein de cette société d'où l'influence russe l'éloignait chaque jour davantage. Déjà ce nom de Napoléon n'excite plus chez les patriotes les plus défiants les colères d'autrefois. Écoutez celui qui avait porté même dans la critique littéraire toutes les passions furieuses du parti teutonique, le *gallophobe* que Louis Børne appelait un *mangeur de Français* (*Franzosenfresser*). « La France, s'écrie M. Wolfgang Menzel dans un éloquent appel à la Prusse, est moins menacée que la Prusse. Tôt ou tard, cela est certain, il faudra que nous fassions la guerre à la Russie. Quelle sera notre position quand cette heure-là aura sonné? Laissez grandir encore l'invasion, et bientôt la Baltique entière ne sera plus qu'un lac moscovite. Nous aurons l'appui de l'Autriche; mais entre la Prusse et l'Autriche ne voyez-vous pas ce terrible boulevard? C'est la Pologne, placée comme un coin au cœur de l'Allemagne pour la briser en deux. Serons-nous sûrs alors d'avoir les alliés qui nous tendent la main aujourd'hui?... La France, sans que nous l'ayons appelée, vient chevaleresquement à notre aide; qu'elle soit au moins la bienvenue! »

Si l'évocation des souvenirs de 1813 est désormais un moyen sans vertu, si le nom de Napoléon n'éveille plus d'intraitables rancunes, que reste-t-il à la Russie pour effrayer l'Allemagne? Il lui reste le spectre de la révolution : « La révolution a corrompu l'Europe; moi seule, la sainte Russie, je puis raffermir les trônes. » Non! malgré les discours de M. Stahl, c'est aussi là un procédé qui s'épuise. Le despotisme russe a besoin de la démagogie pour mener ses projets à bon terme; mais la démagogie n'a pas moins besoin du despotisme russe pour soulever les peuples et les mener à l'abîme. L'esprit russe et l'esprit révolutionnaire comptent également l'un sur l'autre et se rendent les mêmes services. Il n'y a pas longtemps qu'on l'a dit, et c'est là une vérité si évidente, qu'elle est déjà un lieu commun. Cette alliance tacite de l'esprit russe et de la démagogie, les démagogues jusqu'ici se gardaient bien d'en parler; ils ont rompu le silence, et le doute n'est plus permis. De tous les publicistes, écrivains ou orateurs, qui ont formé des vœux dans ces derniers temps pour le succès des armées moscovites, nul ne l'a fait avec plus d'originalité et de cynisme qu'un des chefs de la *jeune école hégélienne*, M. Bruno Bauer.

L'argumentation de M. Bruno Bauer, noyée dans un torrent de divagations socialistes, se réduit à ces deux points : — toutes les aristocraties ont été détruites dans le monde; il n'en reste plus qu'une

seule, l'aristocratie des nations. La France, l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, sont des personnes aristocratiques dont l'existence oppose un dernier obstacle à l'établissement du règne de l'avenir. Ce règne de l'avenir, c'est la liberté illimitée de l'individu tel'e qu'elle a été conçue par les *jeunes hégéliens*, avec les perfectionnements de MM. Feuerbach et Stirner; liberté, non pas du genre humain, mais de l'homme, de la monade; liberté complète qui nous affranchit non-seulement de l'autorité sociale, mais de l'idée de Dieu, de l'idée de la patrie, de tout ce qui gêne la plénitude de notre action, de tout ce qui place au-dessus de notre tête une loi, un devoir, et nous oblige par conséquent à un certain sacrifice de nous-mêmes. Il faut donc que cette dernière aristocratie disparaisse comme les autres. Quel est le pouvoir assez fort, dans l'état actuel du monde, pour passer le niveau sur les nations? Il n'y en a qu'un, c'est la Russie. M. Bruno Bauer ne fait pas de vœux pour le triomphe de la Russie; à ses yeux, ce triomphe est certain; il lui suffit d'en expliquer la nécessité et d'en glorifier les conséquences. Écoutons l'autre raisonnement du démagogue. — Les socialistes, et surtout les socialistes athées de l'école allemande, sont dans la même situation que les premiers chrétiens. Dépositaires des idées qui devaient transformer le monde, les disciples de Jésus s'inquiétaient peu des derniers partis de la république romaine. Que leur importaient les espérances ou les regrets attachés au souvenir d'un Pompée, d'un Brutus, d'un Caton d'Utique? A ces ardentes compétitions du pouvoir qui troublaient les vaines pensées des hommes et tenaient l'Europe et l'Asie en suspens, ils préféraient le despotisme des empereurs, et avec lui l'universel silence. Le silence, voilà ce qu'il fallait aux chrétiens des premiers siècles. Délivrées de l'obsession des vieux partis, rentrées en possession d'elles-mêmes, les âmes purent recueillir alors et laisser fructifier sans obstacle les semences de la vérité nouvelle. « Et nous aussi, dit M. Bruno Bauer, que nous importent les constitutions politiques? Meurent les peuples, meurent les parlements, meurent ces prétentions et ces partis qui empêchent les hommes de développer au fond de leur conscience les germes de la liberté future! Qu'un silence ininterrompu succède au bruit importun des tribunes. C'est à la faveur de ce silence bienfaisant que les vérités socialistes grandiront dans les esprits les plus rebelles, et que le monde nouveau sortira de terre. » Comment sortira ce monde nouveau? M. Bruno Bauer ne le dit pas. Sera-ce par une insurrection universelle? sera-ce par l'apparition du labarum et la conversion de Constantin? Le prophète a oublié ce point important; mais cette étrange assimilation des *jeunes hégéliens* aux premiers disciples du Christ n'abusera personne, et il est bien évident que M. Bruno Bauer ne veut le triomphe du despotisme russe qu'afin de déchaîner plus sûrement les violences de la démagogie. Liberté, droits des peuples,

civilisation, lançons tout à l'abîme, et puisque cette civilisation se défend si bien, implorons, comme une suprême ressource, le nivellement de l'Europe sous la verge des tsars ! Tel est le sens de ce pamphlet.

Eh bien ! il y a là de précieuses vérités à recueillir. Ce livre assurément est le fruit d'une abominable inspiration, ces espérances impies sont d'un fou furieux, et il faut flétrir le tribun aux abois qui pousse de tels cris de mort contre la civilisation libérale ; toutefois rappelez-vous ces aveux : oui, le socialisme, pour déployer ses fureurs, a besoin de l'absolutisme russe ; oui, la défaite des Russes, ce sera aussi une arme terrible enlevée aux révolutionnaires. M. Bruno Bauer a posé dramatiquement la lutte : d'un côté, c'est le despotisme du Nord prêt à niveler l'Europe, et le socialisme qui n'attend qu'un signal pour moissonner sur ses pas ; de l'autre, ce sont les soldats de la civilisation et de la liberté, ce sont ces grandes aristocraties qu'on appelle les nations, ces personnes privilégiées que nous nommons la France, l'Angleterre et l'Allemagne. La France et l'Angleterre se sont levées contre l'ennemi de l'Europe ; ce sont elles cependant qui ont le moins à craindre et des usurpations de la Russie et des soulèvements démagogiques. L'Allemagne, plus exposée qu'aucune autre contrée à cette double menace, l'Allemagne à moitié soumise déjà aux influences de Saint-Petersbourg, l'Allemagne où a grandi le socialisme athée et qui voit se forger des systèmes philosophiques pour toutes les convoitises grossières, l'Allemagne hésiterait à prendre parti dans cette lutte où il s'agit d'anéantir du même coup les deux grandes hypocrisies du *xix^e* siècle, le despotisme des tsars et le despotisme socialiste ! Non, cela ne se peut. Encore une fois, nous ne plaçons pas ici la cause des puissances occidentales ; l'Angleterre et la France sont assez fortes pour protéger le droit de l'Europe. La guerre qui commence intéresse surtout les nations germaniques. Restées neutres, elles abdiquent, et ce triste tableau de l'invasion moscovite au-delà de la Vistule se termine par une soumission irrévocable : l'Allemagne ne s'appartient plus. Unie à la France et à l'Angleterre, elle rentre dans le sein de la société germanique et romane, et brise ce joug moscovite trop longtemps supporté. Qui peut dire qu'une telle occasion se représentera jamais ? Tous les gouvernemens de la confédération comprendront ces solennels avertissemens du destin, tous s'associeront aux loyales résolutions de l'Autriche ; le vœu des peuples sera entendu, les espérances de tant de nobles cœurs seront réalisées, et l'histoire dira un jour que la guerre d'Orient a été le signal d'une rénovation décisive dans les destinées intérieures de l'Allemagne.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

LORD

HERBERT DE CHERBURY

I.

Un grand seigneur qui écrit sur la métaphysique est toujours un personnage fort rare. Il l'est encore davantage, s'il conserve avec les goûts philosophiques les mœurs et les idées d'un grand seigneur, s'il est, en même temps qu'un faiseur de systèmes, un coureur d'aventures chevaleresques, s'il unit à la curiosité d'esprit du commencement du xvii^e siècle la hauteur batailleuse d'un gentilhomme de la même époque, s'il est à la fois le correspondant de Grotius et de Gassendi et l'ami de Montmorency et de Buckingham. Tel fut lord Herbert de Cherbury. Son nom, encore cité en Angleterre, est en France médiocrement connu; ses ouvrages ne le sont point. Cependant ils mériteraient de l'être, et il serait juste d'assigner à l'auteur un rang assez élevé dans l'histoire des idées philosophiques et religieuses de son pays, sujet un peu négligé aujourd'hui, la politique ayant à elle seule captivé tout ce que l'imagination du monde accorde à l'Angleterre. Aussi distinguerons-nous ce que lord Herbert a été de ce qu'il a laissé; sa vie nous occupera plus que ses doctrines. Celles-ci n'inspireraient qu'un intérêt médiocre aux lecteurs de ce recueil. Il n'en sera pas même de celle-là, nous l'espérons du moins, d'autant qu'en la racontant nous n'avons presque rien à y mettre du nôtre. L'aristocratie d'ailleurs est pour le moment plus à la mode que la philosophie.

Le nom d'Herbert est celui d'une ancienne et noble famille qui figure encore dans la pairie d'Angleterre et dont le titre remonte au xv^e siècle (1). William Herbert, lord de Ragland, descendant d'un

(1) Il y a maintenant, je crois, trois pairs du nom d'Herbert : lord Pembroke, dont le

Fitz-Herbert, chambellan de Henri I^{er} ou peut-être d'un Fitz-Roy, son fils, vivait sous Édouard IV et fut créé baron, puis comte de Pembroke. C'est le premier pair de la famille. Le second fils de son frère, sir Richard Herbert de Colbrook, fut le bisaïeul d'Édouard Herbert de Montgomery-Castle, d'abord chevalier, puis pair d'Irlande, et enfin pair d'Angleterre sous le titre de baron Herbert de Cherbury dans le Shropshire. C'est le philosophe dont nous allons esquisser l'histoire, au risque de paraître quelquefois retracer les faits et gestes d'un courtisan frivole et querelleur, en parlant d'un émule de Bacon et d'un prédécesseur de Locke.

Il était né à Eyton, dans le même comté de Shrewsbury, en 1582, sous le règne d'Élisabeth (1). Rien ne nous serait plus facile que de donner sur sa famille de nombreux détails. Nous les puiserions dans sa biographie, écrite par lui-même, un des plus étranges témoignages, dit Horace Walpole, qu'un homme ait jamais rendus de lui-même.

Ce récit fort original, ingénument écrit, et qui fait encore plus connaître les goûts, le caractère et les opinions de l'auteur que les circonstances de sa vie, resta inconnu pendant près d'un siècle. Retrouvé dans le manoir d'une des branches de la famille, il fut rendu à lord Powis, héritier des titres de lord Herbert, et parvint dans les mains d'Horace Walpole, dont il excita et amusa la curiosité. On sait que cet amateur délicat du rare et du piquant avait à Strawberry Hill une imprimerie particulière, qu'il n'employait qu'à la publication d'ouvrages de son choix. De ses presses est sortie la première édition de *la Vie d'Edouard, lord Herbert de Cherbury, écrite par lui-même* (1764), avec une épître dédicatoire à Henry Arthur Herbert, comte de Powis, et une préface composée par le noble et spirituel éditeur. C'est cet ouvrage trois fois réimprimé (2) qui nous permet d'entretenir quelques instans nos lecteurs d'un personnage au moins aussi singulier que ses livres sont remarquables.

II.

Il commence son récit en exprimant le regret que ses ancêtres n'eussent pas consigné par écrit les souvenirs et les réflexions de toute leur vie. De tels documens transmis dans les familles feraient pro-

titre n'est que de 1551, le premier titre créé sous Édouard IV s'étant éteint; lord Carnarvon et lord Powis. Ce dernier titre, assez ancien dans la famille, en est sorti et doit y être rentré depuis pen. M. Sydney Herbert, qui fait partie du ministère actuel, est frère du comte de Pembroke.

(1) On place ordinairement la naissance de lord Herbert en 1581. Cette date s'établit par induction, car il ne la donne pas dans les mémoires de sa vie; mais il dit qu'il se maria à quinze ans en 1598, ce qui ne permet pas de le faire naître avant 1583.

(2) Londres 1770, Edinburgh 1809, Londres 1826, 1 vol. in-8°.

fiter aux enfans l'expérience des pères. Quant à lui, il a peu de chose à dire des siens. Il avait huit ans quand mourut son aïeul, à qui son père ne survécut que quatre années. Il sait seulement qu'ils avaient la barbe et les cheveux noirs, un air de force et une mâle beauté, signes de courage et d'énergie morale, et il n'a recueilli sur chacun d'eux que le souvenir de quelques prouesses dignes des compagnons de Richard Cœur-de-Lion. Son arrière-grand-père, sir Richard Herbert de Colbrook, très redouté dans sa contrée des ennemis de la paix publique, était un héros à comparer aux Amadis de Gaule. C'est lui qui, la hache d'armes à la main, traversa deux fois sans être touché toute une armée venue du nord. Un jour qu'avec son frère, le comte de Pembroke, il donnait la chasse à des brigands du pays de Galles, ils prirent dans l'île d'Anglesey sept frères convaincus de toutes sortes de crimes. Pembroke venait d'ordonner qu'on les pendit, lorsque leur mère accourut et le supplia de faire grâce à deux ou du moins à un de ses fils. Sir Richard appuya cette prière, qui fut rejetée par le motif qu'un choix était impossible entre tels misérables, et la mère, qui portait à ses bras deux chapelets de laine (1), se jetant à genoux, maudit lord Pembroke en priant Dieu qu'il pérît à son premier combat. Peu après, à la journée de Banbury, au moment où les deux frères venaient de mettre leurs soldats en ligne, l'aîné aperçut sir Richard appuyé sur sa hache d'armes; son air était pensif et mélancolique. « Quoi ? lui dit-il, ce grand corps (il était de haute taille) a-t-il peur, que tu paraisses si triste, ou la fatigue te force-t-elle à te reposer sur tes armes ? — Rien de semblable, répondit Richard, et vous le verrez tout à l'heure. Je n'ai peur que pour vous. Puisse ne pas tomber sur votre tête la malédiction de la femme aux chapelets de laine ! » Les deux frères pris dans la bataille eurent la tête tranchée. Le fils du plus jeune, un autre sir Richard, gardien sous Henry VIII des marches du pays de Galles et du comté de Cardigan, continua à pratiquer avec une justice énergique cette police armée, emploi héréditaire de la famille. Son fils Édouard, après avoir commencé par la cour, suivit la carrière militaire, combattit à Saint-Quentin et dans les guerres civiles de son pays. Retiré dans son comté de Montgomery, il y était l'effroi des maraudeurs (*outlaws*) qui infestaient les environs. Sans cesse en course pour en purger le pays, il ne rentrait dans son château que pour y exercer grandement l'hospitalité féodale. Aussi disait-on communément lorsqu'on voyait lever le gibier : « Vole où tu voudras, tu percheras à Black Hall. » C'était la résidence de sa vieillesse. Comme lui, vice-lieutenant du comté, juge de paix et gardien des titres et

(1) Ainsi le porte la relation, dit lord Herbert. Cela se comprend peu.

actes (*custos rotulorum*), son fils Richard fut aussi dans son ressort un justicier respecté, mais un justicier d'épée, suivant la coutume des temps, si bien qu'une fois en poursuivant un malfaiteur fugitif, il fut assailli, lui second, dans le cimetière de Lanervil et se défendit vaillamment contre tous, lorsqu'un des assaillans se glissant par derrière lui déchargea sur la tête un si furieux coup, qu'il l'abattit le crâne brisé jusqu'à la cervelle. Quand le blessé revint à lui, il vit au loin fuir ses assaillans; il se leva, marcha jusqu'à sa maison, s'y fit panser et guérir; puis il appela en combat singulier le chef de famille qu'il regardait comme l'instigateur de ce guet-apens, mais son défi fut rejeté; son ennemi se réfugia en Irlande et ne revint pas. Richard Herbert était d'ailleurs un homme assez instruit, il entendait le latin et savait l'histoire. Il eut de Magdeleine Newport, alliée des Talbots et des Devereux, sept fils et trois filles. L'aîné est notre héros. Avant d'en venir à lui-même, il parle de tous les siens, et, par un trait caractéristique, prend note surtout des combats singuliers où ses frères firent merveille. L'un emporta dans sa tombe, à Bergop-Zoom, les cicatrices de vingt blessures; l'autre se défendit victorieusement en Danemark contre un adversaire avec un tronçon d'épée. Un troisième eut en France des duels éclatans. Thomas, le dernier, soldat de terre et de mer, guerroya dans l'Inde, en Afrique, en Flandre, et se retira mécontent de la cour. Les autres brillèrent par leur savoir ou se distinguèrent dans les ordres; mais pour les doctes goûts comme pour l'humeur guerroyante, Édouard, lui, ne le cédait à aucun.

En sa qualité de philosophe, il insiste quelque peu sur les premiers développemens de son enfance. Dès qu'il commença de parler, il prétend que sa première question fut pour savoir comment il était venu en ce monde. Les femmes qui le soignaient se mirent à rire; d'autres assistans s'étonnèrent, disant que jamais enfant n'avait fait pareille question. Sur quoi il ajoute une réflexion : puisque en naissant il a ignoré et les souffrances de sa mère et les siennes propres, il espère que son âme passera dans un monde meilleur sans avoir davantage connaissance des douleurs de la mort. Ce doit être une grâce de Dieu qu'on ne sache pas plus comment on sort de ce monde qu'on ne sait comment on y est entré. Deux pièces de vers latins, l'une sur cette vie, l'autre sur la vie céleste telle qu'il se l'imagine, *De Vita celesti conjectura*, expriment assez bien la même idée, et présentent quelque heureuse imitation du style de Lucrèce; mais ce qu'il n'emprunte pas à Lucrèce, ce qu'il doit à lui-même, c'est une tranquille confiance et dans la certitude de l'autre vie, et dans la bonté du Dieu qui la promet à la vertu. Toutes les facultés de son âme lui paraissent disposées pour une existence supérieure qu'elles anticipent et qu'elles attestent à la fois.

Il commença ses études à sept ans, et profita tellement qu'avant sa neuvième année il était capable de faire sur ce thème : *Audaces fortuna juvat*, une oraison d'une page et cinquante ou soixante vers en un jour. A cet âge, il quitta la maison de sa grand'mère, qui l'avait élevé. On désirait surtout qu'il apprît la langue galloise, sans laquelle il n'aurait pu se faire entendre de ses tenanciers ni de beaucoup de ses amis. Il fut envoyé dans le Denbigh, auprès d'un maître qui savait le latin, le grec, le français, l'italien et l'espagnol, et un an plus tard à Diddlebury (Shropshire), près d'un M. Newton, qui lui montra assez de grec et de logique pour le mettre à douze ans en état d'entrer à Oxford, au Collège de l'Université.

Les études classiques sont encore réglées, dans la plupart des pays de l'Europe, sur le plan adopté du xv^e au xvi^e siècle, et l'on s'est plaint souvent du temps considérable qu'elles prenaient à la jeunesse, pour ne lui laisser qu'une connaissance assez imparfaite des langues de l'antiquité. Sans doute, à ces plaintes il a été fait des réponses solides. Cependant on doit observer qu'à l'époque où l'instruction des écoles a été ainsi ordonnée, un temps beaucoup moins long était de fait consacré aux travaux du collège, et rien n'est plus commun dans l'histoire des contemporains des Estienne ou des Casaubon que de voir terminer à quatorze ou quinze ans, et même plus tôt, les cours de rhétorique et de philosophie. Jusqu'en 1789, on pourrait citer en France des exemples d'éductions qui nous sembleraient aujourd'hui singulièrement hâtives, et lorsqu'on mettait un jeune gentilhomme aux académies, c'est-à-dire lorsque, à seize ans au plus tard, on l'envoyait se former aux exercices du corps, il avait souvent terminé ce qu'on appelait alors des études complètes. Généralement la société moderne se défie un peu de la jeunesse, et elle retarde volontiers l'âge où elle permet à ses membres l'honneur de la servir.

Toujours est-il que le jeune Édouard Herbert se distingua par une précocité peu commune. Il était encore à Oxford, lorsqu'il perdit son père, et sa mère reçut presque aussitôt pour lui une proposition de mariage. Sir William Herbert de Saint-Gillian's, héritier du comte de Pembroke, avait laissé à sa fille toutes ses propriétés du Monmouth et de l'Irlande à condition qu'elle épousât un gentilhomme du nom d'Herbert. Mary avait atteint sa vingt et unième année, lorsqu'elle se maria, le 28 février 1598, avec son cousin Édouard, qui n'avait pas seize ans, et qui retourna avec sa mère et sa femme à l'université, ayant ainsi, dit-il, une défense contre les désordres auxquels la jeunesse n'est que trop portée. A dix-huit ans, il entra dans le monde, vécut un peu à Londres, beaucoup à Montgomery-Castle, et tandis que sa femme lui donnait coup sur coup des enfans (il en

eut jusqu'à neuf, et n'en devait conserver que trois), il se perfectionna sans maître dans la connaissance des langues vivantes, son intention étant de devenir un *citoyen du monde*. Il apprit aussi la musique, et ce fut un de ses goûts favoris. Sa curiosité s'étendit à l'étude de diverses sciences, et son esprit réfléchi se forma une sorte de philosophie de l'éducation qu'il a résumée dans ses mémoires. On aime à recueillir dans les écrits de ce temps les idées des esprits d'élite sur cet important sujet. On a noté celles mêmes que le bon sens de Rabelais jette en passant au milieu des fictions d'une imagination folâtre. Montaigne a consacré à l'éducation plus d'un chapitre des *Essais*, et quelques-unes de ses pensées font encore autorité. Voici celles de lord Herbert.

Le premier soin à donner à l'enfance devrait se porter sur les maladies héréditaires auxquelles elle peut être exposée. Peut-on craindre, par exemple, qu'un enfant ne soit sujet à la pierre, on doit faire prendre à sa nourrice, dans une boisson de lait, de sucre et de vin, et plus tard à l'enfant lui-même, du *milium solis* et des saxifrages; si c'est la goutte qu'on appréhende, il faut le baigner, soit dans l'eau où les forgerons éteignent leur fer, soit dans une infusion d'alun ou de genièvre. Comme l'écrivain se piquait des sciences de son temps, il n'épargne pas les noms de simples et de médicamens. Il prescrit notamment certaines herbes pour le spleen héréditaire (1), et il dit qu'il en a fait usage.

Le moment venu d'aller à l'école, l'enfant doit avoir deux maîtres, l'un pour les leçons, l'autre pour les mœurs et les manières, et chacun d'eux doit garder ses attributions séparées. Dès qu'il sait l'alphabet, donnez-lui les grammaires les plus simples pour le latin et pour le grec; mais qu'il commence par le grec, car en toutes choses les Grecs ont surpassé tous les peuples. Le gouverneur pour les mœurs suivra son élève à l'université, afin d'y surveiller sa conduite et ses liaisons. Les études y sont conçues de telle sorte qu'on semble avoir voulu faire des maîtres ès-arts de tous les aînés de famille. Autant la partie de la logique qui sert à former le raisonnement est utile, autant sont oiseuses ces subtilités scolastiques que l'on enseigne sous le même nom. Il suffit d'être mis en état de comprendre les principes de la philosophie de Platon et d'Aristote. Après quoi on fera bien d'apprendre les élémens de la médecine selon Paracelse, et il ne sera pas inutile de lire Patrizzi et Telesio, qui ont examiné et critiqué le péripatétisme. Il suffira pour tout cela de six mois de logique. Puis, il faudra passer à la géographie, en saisissant cette occasion de s'instruire des gouvernemens, des coutumes et enfin des

(1) La maladie de la rate (*spleen*), qui passe pour engendrer l'humeur noire.

religions qui règnent sur la terre. L'astrologie judiciaire ne sera nécessaire que pour les prédictions générales, car les événements particuliers ne sauraient être connus par les astres. Alors viendra le tour de l'arithmétique et de la géométrie, surtout de la première, si utile pour bien tenir ses comptes, tandis que la seconde est de peu d'usage pour un gentilhomme, si ce n'est en matière de fortifications. La médecine doit être approfondie, tant par rapport au diagnostic qu'au pronostic. La thérapeutique elle-même ne sera pas négligée; connaître les drogues et leur préparation n'est pas à dédaigner. Lord Herbert se félicite d'avoir possédé en ce genre des connaissances assez étendues, et il raconte avec complaisance les heureuses cures qu'il a faites. Il donne un catalogue assez curieux des ouvrages de médecine et de pharmacopée qu'il a dans sa bibliothèque; mais quelque pédantesque que paraisse aujourd'hui cette médecine des vieux livres, sachons-lui gré d'avoir recommandé l'étude de l'anatomie. Quiconque s'y adonnera, dit-il, ne sera jamais un athée.

Ceci le conduit à la science des vertus morales et des vérités théologiques. Sur les premières, chrétiens et païens sont d'accord, et, après en avoir demandé la définition aux philosophes ou à l'église, on les gravera dans son esprit et dans sa conscience, et l'on obtiendra cette paix intérieure qui permet à un honnête homme de traverser toutes les religions et toutes les législations du monde. Une juste espérance est permise, elle est prescrite à celui qui par la vertu et la bonté s'est élevé à quelque ressemblance avec Dieu. Ce Dieu, son créateur, son rédempteur et son sauveur, connaît sa faiblesse et juge ses fautes en père. Le repentir est une expiation toute-puissante.

Mais dans l'emploi même des vertus il faut du discernement. La prudence est de mise en l'absence du danger, elle sert à le prévenir. Devant un ennemi qui tire l'épée, c'est le tour du courage. Le courage est hors de propos pour repousser l'injure d'une femme ou d'un enfant, ou même d'un supérieur revêtu d'une autorité légitime. « Certainement, avec de tels offenseurs, il convient de pardonner, et en ce genre je suis persuadé qu'aucun homme de mon temps n'a été plus loin que moi, car encore que dans les occasions où l'honneur était engagé, personne n'ait été plus prompt à risquer sa vie, jamais, quand ce même honneur permettait de faire grâce, je n'ai recouru à la vengeance, m'en remettant à Dieu qui en punira plus sévèrement l'offenseur... Tout homme qui ne pardonne pas coupe le pont par où il lui faudra passer lui-même, tout homme ayant besoin de pardon. »

L'art oratoire n'est pas indifférent au perfectionnement moral. Il enseigne à choisir et à employer les bonnes raisons, à repousser l'erreur, à persuader la vérité; mais il faut, en le pratiquant, éviter l'af-

fectionation et s'habituer à parler des choses ordinaires avec une simplicité qui n'empêche pas d'en parler avec esprit.

L'éducation ne serait pas complète, si les exercices du corps étaient négligés. Lord Herbert les recommande expressément à sa postérité. Il se loue d'avoir eu de très bons maîtres, excepté pour la danse, qu'il n'a jamais eu le loisir d'apprendre. C'est pourtant par elle qu'il veut que l'on commence, en s'adressant de préférence aux excellens maîtres français. C'est du même pays que viennent aussi les meilleurs professeurs d'escrime. « J'ai, ajoute-t-il, la plus grande expérience du maniement du fleuret, il m'est arrivé aussi d'avoir à soutenir de très sérieux combats contre plusieurs personnes à la fois, et de fait je ne crois point prendre un ton de vaine gloire en disant qu'aucun homme n'a mieux su que moi se servir de son arme, et ne s'en est plus dextrement prévalu dans l'occasion. Or j'ai trouvé qu'on n'est jamais blessé que par une faute d'escrime. » Il passe ensuite à l'équitation, dont il expose les principes; il insiste sur l'art de monter les grands chevaux, c'est-à-dire les chevaux de bataille, et de se battre ainsi en duel et en guerre (1). Il montre sur tous ces points des connaissances techniques qu'il avait puisées au manège du connétable de Montmorency. En cette matière, il ne condamne que les courses de chevaux. C'est, dit-il, l'occasion de beaucoup de friponneries. Et quel plaisir peut faire à un homme de cœur un animal dont le principal usage est de servir à s'enfuir au plus vite? Il n'aime pas beaucoup non plus les chevaux de chasse. La chasse est un divertissement qui fait perdre trop de temps. Aussi ne permet-il tout au plus que la chasse au faucon, parce qu'elle finit plus vite. Quant au jeu, il tolère les boules, mais il interdit sans réserve les cartes et les dés.

Ce système de pédagogie nous fait connaître notre auteur, ses préjugés et ses lumières, ses goûts et ses principes: savant et cavalier, moraliste et duelliste, d'un esprit libre et sérieux, hardi et sensé, réunissant le point d'honneur du gentilhomme à l'orgueil du philosophe, courtisan sans bassesse, soldat sans rudesse, assez pédant encore que novateur, mêlant, comme dit Horace Walpole, un peu de don Quixote à quelque chose de Platon.

(1) C'était la haute école du temps. Les chevaliers étaient dans l'usage de monter, dans les marches de guerre, des chevaux de petite taille, ou ce qu'on appellerait aujourd'hui des poneys. Ils avaient, pour combattre avec leur armure complète, des chevaux de haute taille qu'ils montaient au moment de l'action. De là l'expression *monter sur ses grands chevaux*.

III.

C'est en 1600 qu'il alla pour la première fois à la cour. Il vit la reine Élisabeth passer pour se rendre à la chapelle dans le palais de Whitehall, et il se mit à genoux devant elle. Dès qu'elle l'aperçut, elle s'arrêta, et avec un certain jurement qui lui était habituel, elle demanda : « Qui est celui-ci ? » Tout le monde le regarda, mais personne ne le connaissait, hors sir James Croft, qui, voyant la reine arrêtée, était revenu sur ses pas et le nomma. La reine le regarda attentivement, dit en répétant son jurement que c'était dommage qu'il se fût marié si jeune, et lui donna sa main à baiser deux fois, en le tapant chaque fois sur la joue. Ce n'est pourtant que deux ans après et sous le roi Jacques qu'il fut nommé chevalier du Bain, au milieu des complimens des lords et des dames qui assistèrent à la cérémonie. L'éperon, selon l'usage, lui fut chaussé par un grand seigneur, son cousin, le comte de Shrewsbury. Une autre règle de la réception des chevaliers, c'était que le premier jour ils portassent la robe d'un ordre religieux à leur choix, et la nuit suivante ils allaient au bain, puis ils prêtaient serment de ne jamais séjourner en lieu où se commettrait une injustice, et de tout faire pour la redresser, surtout si de nobles dames imploraient leur assistance, *tous engagements dignes des romans de chevalerie*. Le second jour, il dut, selon la règle, porter une robe de taffetas cramoisi, et se rendre à cheval, en cet équipement, de Saint-James à Whitehall, avec ses écuyers devant lui. L'habit du troisième jour était une simarre de satin pourpre, avec de certains cordons à glands de soie blanc et or, attachés en nœud sur la manche gauche, ornement que les chevaliers devaient porter jusqu'à ce qu'ils eussent accompli quelque beau fait d'armes, ou qu'une noble dame le leur eût pris, en disant : « Je réponds qu'il se montrera bon chevalier. » Il n'avait pas longtemps porté ses nœuds qu'une des premières dames de la cour, et *certainement la plus belle au suffrage général*, les lui enleva, et lui dit qu'elle engageait son honneur au sien. Cependant il ne l'a pas nommée.

Il ne tarda pas à devenir sheriff de son comté de Montgomery, et il se vante d'avoir donné, sans indemnité, la commission de sous-sheriff et les autres places qui étaient à sa nomination. Il partageait son temps entre l'étude à la campagne, ses devoirs publics, et quelques actes de présence à la cour; mais il paraît qu'un peu d'ennui s'attachait à cette vie monotone. Marié de trop bonne heure, il n'avait pas connu la liberté de la jeunesse. Un certain jour, il déclara à sa femme qu'il passerait la mer et ferait sur le continent le voyage qu'il

aurait dû faire, s'il ne l'eût épousée, à moins qu'elle ne consentit à assurer à ses enfans un certain patrimoine dont il leur garantirait l'équivalent. C'était une précaution contre le cas où la mort de l'un des époux laisserait l'autre libre de former un second lien. Sa femme ayant refusé, il se crut libre de la quitter; il la laissa le moins mécontente qu'il put, et il partit, dit-il, assez chagrin, ayant toujours honnêtement vécu avec elle. Cependant il se croyait en droit de faire connaissance avec les pays étrangers, dont il avait pour cela même appris les langues. Muni de l'agrément de la cour, il se mit en route, ayant pour compagnon Aurelian Townsend, gentilhomme qui savait à merveille le français, l'italien et l'espagnol, puis un valet de chambre parlant français, deux laquais et trois chevaux. Il ne manqua pas de s'embarquer à Douvres et de débarquer à Calais.

On était en 1608 ou 9. Il descendit à Paris dans le faubourg Saint-Germain, où demeurait l'ambassadeur d'Angleterre, sir George Carew, qui le reçut avec beaucoup de civilité. Au près de l'ambassade était l'hôtel du duc de Ventadour, gendre du connétable de Montmorency. La duchesse, qui voyait souvent l'ambassadrice, rencontra chez elle sir Édouard Herbert, et l'invita à venir chez son père au château de Mello (1). Dans cette belle résidence, il fut dignement reçu par le vieux connétable, qui lui dit que la première fois qu'il avait entendu parler des Herberts, c'était au siège de Saint-Quentin. Son grand-père y avait en effet commandé l'infanterie sous William, comte de Pembroke. Pendant les quelques jours que sir Édouard Herbert passa à Mello, il advint qu'une fille de la duchesse de Ventadour, âgée d'environ dix ou douze ans, alla un soir se promener dans une prairie avec lui et d'autres seigneurs et dames de la compagnie. Elle portait un nœud de ruban sur sa tête. Un des gentilshommes français s'en saisit tout à coup et l'attacha à la ganse de son chapeau. La demoiselle offensée le lui redemanda vivement, mais il refusa, et se tournant vers sir Édouard, elle lui dit : « Monsieur, je vous en prie, reprenez mon ruban à ce gentilhomme. » A cet appel, le galant étranger s'avança vers le ravisseur, le chapeau à la main, et lui demanda de lui faire l'honneur de le mettre à même de rendre à cette dame son ruban ou son bouquet. La réponse fut

(1) Marguerite, femme d'Anne de Levis, duc de Ventadour, était la seconde fille de Henri 1^{er}, duc de Montmorency, qui avait succédé dans la charge de connétable à son père Anne après un assez long intervalle. Celui-ci, mort en 1567, prenait les titres de seigneur de Chantilly, d'Escouen et de Mello. Ce dernier lieu que lord Herbert appelle Merlou se dit aussi Mellou, Meslo, de *Mellum*, et a donné son nom à un connétable de la maison de Dreux sous Philippe-Auguste. C'est un bourg des environs de Clermont (Oise). Le château et la terre passèrent, après la mort de Henri de Montmorency, père de la princesse de Condé, dans cette dernière branche de la maison de Bourbon. On y admire encore un château, un parc et un domaine magnifiques.

assez rude : « Pensez-vous que je vous le donne, quand je le lui ai refusé? — Alors, monsieur, répliqua Herbert, je vous le ferai restituer de force. » Et mettant son chapeau, il voulut enlever à l'autre le sien; mais le Français se mit à courir, et après qu'ils se furent assez longtemps poursuivis dans la prairie, il tourna court pour ne pas être pris, et rejoignant M^{lle} de Ventadour, il lui remit le ruban dans les mains. Herbert, le saisissant par le bras, dit à la jeune dame que c'était lui qui le lui rendait. « Pardon, monsieur, répondit-elle, mais c'est bien ce gentilhomme qui me le donne. — Madame, dit-il, je ne vous contredirai pas; mais s'il ose prétendre que je ne l'ai pas forcé à le rendre, je me battraï avec lui. » Ces paroles restèrent sans réponse dans le moment, et l'on reconduisit la dame au château. Là, Herbert fit notifier par Townsend son dilemme de provocation; mais le cavalier, n'étant pas d'humeur d'y répondre, se retira, et l'Anglais se disposait à le suivre, quand le connétable, informé à temps, fit rappeler le Français, lui reprocha d'avoir manqué de respect à sa petite-fille, et lui ordonna de quitter sa maison. Herbert dit qu'il n'entendit plus parler de lui, mais il ajoute que toute sa conduite lui était commandée par son serment de chevalier du Bain. Trois autres fois encore, dans ce voyage, il se crut obligé d'appeler en duel des malappris qui avaient offensé les dames. Il raconte en détail ces trois rencontres, mais dans aucune le combat n'eut lieu. Il paraît que l'autorité intervint pour l'empêcher, ou que des amis ne pensèrent pas qu'une exécution aussi littérale et aussi gratuite du serment de chevalerie fût dans les devoirs absolus du point d'honneur. Notre philosophe d'épée au contraire dit qu'il entendait d'une manière plus stricte ses engagements, et prend grand soin d'affirmer qu'ayant vécu dans les cours et dans les armées, il était le moins querelleur des hommes et n'a jamais dégainé sans y être provoqué.

Il fait d'ailleurs la plus belle peinture de la magnifique hospitalité du connétable. En partant pour Chantilly, Montmorency le pria de rester à Mello, comme il le désirait, et lui laissa ses écuyers, ses pages et tout un train de maison. Herbert habita tout un été dans ce beau séjour, où il se perfectionna dans la science du cheval, sous la direction du gouverneur des pages du connétable, M. de Mennon, et de son premier écuyer, M. de Disancourt, qu'il proclame l'égal de Pluvinel et de Labroue (1). Il apprit d'eux, contre ses principes,

(1) Montmorency, comme grand seigneur et plus encore comme connétable, *comes stabuli*, comte de l'écurie, devait avoir la haute main sur tout ce qui regardait l'équitation militaire, laquelle avait composé longtemps presque toute l'éducation des gens de guerre. Antoine de Pluvinel, gentilhomme dauphinois qui s'était formé à Naples sous Pignatelli, avait été premier écuyer de Henri III, et il dirigeait les grandes écuries de Henri IV, qui le fit sous-gouverneur du dauphin et même ambassadeur en Hollande. Il

à chasser le loup et le sanglier. Quelquefois il quittait Mello pour visiter le vieux seigneur dans son autre palais. Une description détaillée de ce célèbre Chantilly témoigne assez combien il admirait le lieu pour lequel Charles-Quint disait qu'il donnerait une de ses provinces des Pays-Bas. Henri IV demandait un jour à Montmorency d'échanger Chantilly contre un de ses châteaux : « Sire, la maison est à vous, dit le connétable, mais que j'y sois votre concierge. »

Après huit mois d'équitation savante, Herbert alla prendre congé de son hôte et le remercier de ses nobles bontés. Le vieux duc l'embrassa en lui promettant bon souvenir et lui donna un de ses chevaux, un genêt d'Espagne qui avait coûté cinq cents couronnes, et comme Herbert cherchait à reconnaître cette libéralité, il lui fit dire gracieusement que, si en revenant en Angleterre il pouvait lui envoyer une jument qui allât l'amble naturel, il lui ferait un grand plaisir.

Après le connétable, notre voyageur ne se réjouit de rien tant que d'avoir vu chez son ambassadeur *cet incomparable érudit (scholar)* Isaac Casaubon, et d'avoir mis à profit son docte entretien. Quant au roi Henri IV, il demanda un jour dans le jardin des Tuileries qui était Herbert, l'accueillit avec son affabilité ordinaire, l'embrassa, et le fit longtemps causer. La reine répudiée, Marguerite de Valois, tenait alors une cour assez brillante. Elle fit inviter Herbert à ses bals et à ses mascarades. A l'une de ces réunions, il était à côté d'elle, et l'on attendait l'entrée des danseurs, lorsque quelqu'un frappa à la porte un peu plus fort que d'usage. Puis le personnage parut, et l'on entendit aussitôt murmurer parmi les dames : « C'est M. de Balagny. » Ce fut alors à qui l'aurait près de soi, et lorsqu'une des dames l'avait retenu quelques momens, les autres lui disaient : « Vous en avez joui assez longtemps, il faut que je l'aie à mon tour. » Cependant sa personne n'avait rien aux yeux d'un étranger qui motivât un accueil si recherché. Ses cheveux grisonnans étaient coupés très court, son pourpoint était d'une grosse toile taillée en chemise et ses hautes-chausses d'un drap gris assez commun. Herbert demanda qui ce pouvait être. On lui apprit que c'était un des plus braves hommes de France, et qu'ayant tué huit ou neuf personnes en combat singulier, les dames ne croyaient jamais en avoir trop fait pour lui.

C'était Damien de Montluc, seigneur de Balagny, le fils du maréchal de ce nom, de ce bâtard de Montluc, qui eut pour père le cé-

mourut en 1620, laissant un ouvrage encore estimé, *le Manège royal*, publié par René de Menon, celui probablement que lord Herbert nomme Mennon. La meilleure édition est de 1625. Salomon de La Broue est aussi un écuyer habile que Bourgelat appelle *une illustre et malheureuse victime de l'honneur*, parce qu'il mourut dans l'indigence. Pluvinel passe pour le fondateur de ce qu'on nommait autrefois les académies.

lèbre évêque de Valence. Il était par sa mère, Renée de Clermont, neveu de Bussy d'Amboise, et il avait hérité de son oncle cette bravoure querelleuse tant admirée des beautés de la cour, et qui devait deux ans plus tard le faire tomber sous les coups du baron de Puy-morin.

Herbert n'eut pour cette fois aucune affaire avec lui, et il songea bientôt à retourner en Angleterre. Il y débarqua par une tempête qui lui fournit encore l'occasion de donner quelque marque d'intrépidité, soigneusement racontée dans ses mémoires; mais bientôt d'autres rencontres s'offrirent où il put plus utilement montrer son goût pour le péril et un courage digne du métier des armes.

En 1609, le duc de Clèves était mort sans enfans, et tout le monde, disait Henri IV, était son héritier. Cette succession divisait l'Europe. Le roi de France, allié avec l'Angleterre et la Hollande, résolut de la disputer à l'empereur, qui la prétendait par droit de dévolution, et qui déjà s'était emparé de Juliers. Les héritiers que soutenait Henri IV étaient les princes protestans marquis de Brandebourg et comte palatin de Neubourg; mais cette affaire isolée n'était pour lui que l'occasion longtemps attendue d'attaquer la maison d'Autriche, de relever ou de créer les grandes confédérations d'alliés sur lesquelles il voulait appuyer la politique de la France, et de reconstituer l'Europe libre de l'influence prépondérante qui pesait sur elle depuis Charles-Quint. Ses finances et ses armées avaient été dès longtemps préparées pour ce grand dessein, auquel s'associaient l'Angleterre, les Provinces-Unies, les puissances allemandes protestantes, plusieurs des petits états d'Italie. C'est à ce moment solennel de sa vie que le grand roi fut assassiné. On mesurerait difficilement le mal que depuis des siècles l'esprit absurde et pervers dont les Ravallacs furent les tristes instrumens a fait à la France et au monde.

Cependant Maurice de Nassau, prince d'Orange, avait, en vertu des traités, commencé le siège de Juliers. Il attendait une armée française et un contingent de troupes anglaises. C'est à cette expédition que sir Édouard Herbert résolut de prendre part en volontaire. En arrivant devant Juliers, il trouva la place investie. Sir Édouard Cecil (1), qui avait amené les quatre mille Anglais, le reçut avec empressement dans son quartier, et l'on vit arriver bientôt le maréchal de La Chastre (2) conduisant l'armée française qu'avait dû

(1) Sir Édouard Cecil, troisième fils du comte d'Exeter et petit-fils de lord Burleigh, le ministre d'Elisabeth, était un homme de guerre distingué. Il avait pris part à la bataille de Neuport, et il fut élevé à la pairie par Charles 1^{er} sous le titre de lord Cecil de Putney, puis de vicomte Wimbledon.

(2) Claude de La Chastre, maréchal de France depuis 1594. Il fut préféré au maré-

commander Henri IV en personne (18 août 1610). Diverses attaques furent dirigées contre la place, et un jour que Herbert et son général visitaient le point où les Français pressaient un des bastions, ils rencontrèrent Balagny qui servait comme colonel. « Monsieur, dit celui-ci, on assure que vous êtes un des plus braves de votre nation, et moi je suis Balagny, allons voir lequel fera le mieux. » En même temps il sauta dans la tranchée l'épée au poing, et l'Anglais l'y suivit sans hésiter. Ce fut à qui s'approcherait le plus du boulevard en face, et trois ou quatre cents coups de feu partirent successivement à leur adresse. « Pardieu ! monsieur, lui dit Balagny, il fait bien chaud ici. — Monsieur, répondit l'Anglais, vous vous en irez le premier, ou je ne m'en irai pas. » Il ajoute que, Balagny ayant pris bientôt le parti de se retirer assez lentement, il le suivit à petits pas. Cette bravade ne fut pas du goût du prince d'Orange; mais l'humeur vaine et entreprenante de notre héros ne devait pas s'arrêter là. Il commença par se prendre de querelle avec lord Howard de Walden (1), qui, en revenant d'une fête où, suivant la coutume flamande, on avait bu plus que de raison, le menaça pour un mot. Un rendez-vous fut pris; les deux champions devaient se battre à cheval avec une seule épée, et Herbert alla attendre dans un bois son adversaire, qui fut retenu par les officiers de son corps, mal satisfaits d'un duel aussi frivole en pleine guerre. Après quelques heures passées inutilement sur le terrain, il se retirait par le quartier des Français, et là, se rappelant l'épreuve à laquelle Balagny l'avait voulu mettre, il alla le trouver pour lui en proposer une autre. « J'ai entendu dire que votre maîtresse était belle et que votre écharpe était un don de sa main. Je soutiens que ma maîtresse vaut mieux qu'elle, et que je ferais pour elle plus que vous ou tout autre ne feriez pour la vôtre. » Balagny le regarda en riant, et lui proposa un défi d'un tout autre genre auprès de deux beautés moins vénérables, n'étant point d'humeur pour sa part à se battre pour si peu. Herbert répondit avec un regard assez dédaigneux que c'était parler plus en libertin qu'en chevalier, et s'éloigna pour chercher fortune ailleurs. Il crut l'avoir trouvée en rencontrant un gentilhomme du duc de Montmorency qui lui dit qu'il avait une affaire. Il offrit de lui servir de second, mais l'autre était déjà pourvu, et il rentra, ayant perdu son temps, au quartier des Anglais. Il ne lui restait qu'une ressource, et il n'y renonçait pas : c'était de pousser à bout sa querelle avec lord de Walden. En arrivant, il trouva sir Thomas Somer-

chal de Bouillon pour conduire les douze mille hommes d'infanterie et les deux mille de cavalerie réunis par Henri IV sur la frontière de Champagne. Il mourut en 1614.

(1) Théophile, fils aîné du comte de Suffolk, chef de la sixième branche de la grande famille des Howard.

set (1) qui faisait manœuvrer quelques cavaliers, et celui-ci lui ayant dit des paroles un peu vives au sujet de son affaire, il mit pied à terre, tira son épée, et voyant toute la compagnie en faire autant, il se rua sur elle, joignit sir Thomas, et voulait lui couper la gorge, si l'on ne l'eût pris à bras le corps et forcé à faire demi-tour. Cependant il allait recommencer, mais les gens regagnaient leurs tentes, et il les laissa en repos, emportant dans ses habits plusieurs estocades, dont une lui avait déchiré les côtes. Il lui fallut revenir à la tranchée pour y figurer en soldat, et il eut le chagrin de voir la fin du siège sans obtenir de lord de Walden la faveur de mesurer leurs épées. Le récit minutieux de ces duels manqués compose presque toute son histoire de la campagne, et il semble n'avoir vu dans la guerre qu'une occasion favorable à des prouesses de chevalier errant.

IV.

Cette manie, qu'il paraît avoir exagérée même pour le temps, le renom de raffiné qu'elle dut lui valoir, donnèrent, selon lui, quelque éclat à son retour. Il fut fêté par tout le monde. Richard, comte de Dorset, à qui il était tout à fait étranger, l'invita à venir chez lui, le promena dans sa galerie de tableaux, et l'arrêta devant un cadre en l'engageant à tirer le rideau de taffetas vert qui le couvrait. Il obéit, et vit son propre portrait. C'était la copie d'un tableau qu'il avait fait peindre avant son départ. « Et non-seulement, dit-il, le comte de Dorset, mais une personne, de trop grande qualité pour que je la veuille nommer, en commanda une autre copie à Larkin, et la fit placer dans son cabinet, sans que j'en aie alors rien su, ce qui donna à ceux qui virent ce tableau après sa mort plus matière à gloser que je ne l'aurais souhaité; je puis ajouter même, en toute vérité, que ce soin d'avoir mon portrait m'a été fatal pour plus de raisons que je ne juge à propos de le dire. » Ce ton de fatuité mystérieuse cache, assure-t-on, une allusion à l'intérêt secret qu'il aurait inspiré à la reine Anne de Danemark, femme de Jacques I^{er}. Il est moins discret à l'endroit de lady Ayres, femme d'un baronnet de ce nom, laquelle, ayant fait copier en miniature le tableau de Larkin, le suspendit à son cou de manière à le cacher dans son sein. Son mari vint à le savoir et en conçut une grande jalousie, quoique rien ne se fût passé entre elle et l'original qui excédât les empressemens de courtoisie d'un homme du monde envers une femme d'esprit. Herbert ignorait même tout ce mystère, lorsqu'un jour, étant entré dans la chambre de lady Ayres,

(1) Troisième fils d'Édouard, comte de Worcester, lord du socau privé. Il était premier écuyer de la reine d'Angleterre.

il la vit à travers les rideaux couchée sur son lit et tenant d'une main une bougie allumée, de l'autre un portrait. A son approche, elle souffla la bougie et cacha le portrait; mais il marcha droit à elle, ralluma le flambeau, et parvint à voir la figure qu'elle contemplait avec une attention si passionnée : cette figure était la sienne. Le Dieu éternel lui est témoin, dit-il, que l'honneur de cette dame est resté sauf. Une autre lady qu'il ne nomme point, et qui pourrait bien être la reine, lui faisait dire souvent de la venir voir, et il s'en abstenait autant qu'il le pouvait sans l'offenser. Il explique toute sa conduite par son amour pour une autre dame anonyme, qu'il proclame la plus belle de son temps. Toutefois, agité de cette complication d'aventures, il en eut la fièvre, et il commençait à se remettre, lorsqu'il apprit de plusieurs amis que sir John Ayres, toujours poursuivi de soupçons jaloux, voulait le venir tuer dans son lit. Comme on lui conseillait de se faire garder, il pria son parent sir William Herbert, celui qui fut plus tard lord Powis (1), d'aller trouver sir John, et de lui faire part de l'étonnement où le jetaient des avis si étranges, ajoutant que s'il s'agissait d'une entrevue plus loyalement demandée, il serait à ses ordres dès qu'il pourrait se tenir debout. La réponse fut ambiguë. Le mari, se croyant outragé, persistait dans son noir dessein; mais, n'ayant pu surprendre un ennemi bien averti, il lui écrivit pour lui demander un entretien, en lui promettant sûreté. Herbert répondit qu'il le verrait sur le terrain ou qu'il ne le verrait pas du tout, étant instruit de ses projets d'assassinat. En effet, un jour qu'il était allé à Whitehall avec deux laquais, sir John Ayres se mit en embuscade, en compagnie de quatre hommes armés, au lieu nommé Scotland-Yard, derrière le palais en venant du Strand. Il attendit qu'Herbert montât à cheval à Whitehall-Gate, et l'épée d'une main, une dague de l'autre, il se porta sur lui à l'improviste, mais heureusement ne blessa que son cheval au poitrail. L'animal effrayé se jeta de côté, ce qui donna à Herbert le temps de tirer son épée. Cependant l'assassin l'attaqua de nouveau, et ses satellites blessèrent le cheval, qui, en ruant et se défendant, les tint à distance. Herbert s'était mis en défense, mais son épée se rompit, et un passant, le voyant ainsi presque désarmé, sur un cheval tout sanglant, lui cria à plusieurs reprises de gagner au large. Le paladin, ne voulant pas qu'il fût dit qu'il eût jamais fui, essaya de descendre, et il avait déjà mis un pied à terre, que le cheval, toujours pressé par les assaillans, le poussa violemment et le renversa, l'autre pied pris dans l'étrier. Le danger était

(1) William, fils aîné de sir Édouard Herbert, le second fils du comte de Pembroke, fut fait baron la cinquième année de Charles 1^{er} sous le titre de lord Powis, de Powis dans les marches du pays de Galles. Il mourut en 1655. Il y eut donc sous Charles 1^{er} trois pairies dans la famille Herbert, Pembroke, Powis et Cherbury.

grand, et voyant son ennemi faire le tour du cheval et courir sur lui l'épée haute, il le saisit violemment par les deux jambes et le fit tomber sur le dos. De ses deux valets, l'un s'était enfui; l'autre le dégagea, et quand il fut debout, il se trouva en face de sir John, qui avait ses estafiers à ses côtés, son frère derrière lui, et qu'entouraient vingt ou trente de ses amis ou des serviteurs du comte de Suffolk, alors grand trésorier d'Angleterre. A ce moment, il fondit avec son épée brisée sur son ennemi, qui couvrit sa tête pour parer le coup, et il lui poussa en pleine poitrine une botte à fond qui le porta par terre, la tête la première. Les assaillans s'apprêtaient à le défendre ou à le venger, quand un Gallois et un Écossais qui se trouvaient là tâchèrent de s'emparer de deux d'entre eux. Herbert n'eut plus affaire qu'aux deux autres, dont il réussit à parer les atteintes. Voyant alors sir John Ayres relevé, il comprit qu'il ne pouvait plus le combattre qu'à la lutte. En écartant son épée de la main gauche, il se sentit percer le côté droit d'un coup de dague; mais avec un mouvement de son bras droit il le força à lâcher cette arme, que sir Henry Cary, qui se trouvait là, retira de la plaie. Serrant de près sir John, il le frappa à la tête, le terrassa une seconde fois, et de son tronçon d'épée lui fit plusieurs blessures en parant du même mouvement les bottes des autres assaillans. Ceux-ci, voyant le danger de leur chef, le saisirent par la tête et les épaules, et l'emportèrent à travers Whitehall jusqu'aux escaliers de la Tamise, où ils prirent un bateau. Herbert, maître du champ de bataille, y ramassa les armes de son adversaire; il songea ensuite à faire visiter ses blessures, et il en fut quitte pour dix jours de soins. A peine guéri, il envoya défier sir John Ayres à un duel régulier; celui-ci lui répondit qu'il avait séduit sa femme et qu'il le tuerait par la fenêtre, d'un coup de mousquet.

L'affaire fit grand bruit. Les lords du conseil privé l'évoquèrent. Ils voulurent voir l'arme brisée, instrument d'une si intrépide défense, et citèrent les deux combattans devant eux. Herbert s'absenta en persistant à faire appeler sir John, qui refusa le cartel et à qui il fallut le présenter à la pointe d'une épée. Il soutenait que sa femme avait été déshonorée et qu'elle-même lui en avait fait l'aveu. Justement offensée, lady Ayres écrivit à sa tante, lady Crook, une lettre où elle donnait un formel démenti à cette double assertion. Quand cette lettre fut dans les mains d'Herbert, il comparut devant le conseil privé. Interrogé par le duc de Lenox, lord grand-maitre de la maison royale, il ne répondit qu'en produisant cet important témoignage. La lettre fut lue par le clerc du conseil, et Lenox déclara que sir John Ayres était un misérable, à qui sa femme donnait un démenti et que son père allait déshériter. En même temps il enjoignit à Her-

bert, au nom du roi et de leurs seigneuries, de ne pas pousser plus loin l'affaire, et de n'envoyer ni recevoir à l'avenir aucun cartel de combat avec le même adversaire. Herbert affirme qu'il obéit, et que même plusieurs années après, rencontrant sir John à Beaumaris, il arrêta ses gens qui le voulaient tuer, et lui fit dire qu'il pouvait se retirer sain et sauf. Il raconte d'ailleurs que son aventure avait eu assez d'éclat pour qu'il vît arriver peu après un gentilhomme chargé par le duc de Montmorency de lui offrir asile dans sa maison, où il serait reçu comme un fils.

Trois ans plus tard, la guerre toujours active entre l'Espagne et la Hollande le rappela dans les Pays-Bas. La succession de Clèves et Juliers était toujours en litige. Nassau et Spinola se disputaient les places des bords du Rhin. Herbert cette fois encore fut honorablement accueilli par le prince d'Orange, qu'il suivit à la prise d'Emmerick et de Rees. Il serait trop long de répéter les anecdotes caractéristiques dont il a semé son récit fort succinct de la campagne de 1614. Elles attesteraient cependant une singulière obstination à ne chercher à la guerre que d'inutiles combats individuels et à raconter ses hauts faits en ce genre avec une inaltérable bonne opinion de lui-même. Dès que les opérations militaires furent suspendues, il visita l'Allemagne, la Suisse et l'Italie. Il vit Venise, Rome et Florence, et il nous a laissé de cette course un curieux itinéraire, où il parle en homme qui aime la musique et ne songe pas à la peinture. A Rome, où un Anglais protestant était alors mal accueilli, il alla descendre au collège de sa nation, et demanda à voir le supérieur. « Je n'ai pas besoin, lui dit-il, de vous nommer mon pays, vous m'entendez parler. Je ne viens pas ici pour étudier la controverse, mais pour voir les antiquités de la ville. Si je puis avoir cette liberté, sans outrage pour la religion dans laquelle je suis né et j'ai été élevé, je serais charmé de passer ici le temps nécessaire, sinon mon cheval n'est pas dessellé, et je suis tout prêt à m'en aller. » Le supérieur était un grave personnage qui lui répondit que jusque-là il n'avait entendu personne professer une autre religion que celle de Rome, que pour lui il approuvait fort une franchise qui annonçait un homme d'honneur, qu'il ne pouvait d'ailleurs lui donner aucune garantie, mais qu'il savait par expérience que ceux qui n'outrageaient pas la religion catholique ne recevaient aucun outrage. Puis, ayant appris qu'il avait affaire à sir Edouard Herbert, il l'invita à dîner. Le protestant refusa, mais non sans le payer d'un petit compliment philosophique, en lui disant que les points sur lesquels ils étaient d'accord devaient plus les unir que ne les devaient diviser les points sur lesquels ils ne s'accordaient pas; qu'il aimait, quant à lui, tout homme de piété et de vertu, et regardait les erreurs, de quelque côté qu'elles fussent,

comme plus dignes de pitié que de haine. Il passa ensuite un mois à visiter les curiosités de Rome, et il y aurait prolongé son séjour s'il n'avait eu la fantaisie de voir le pape siéger en consistoire; mais là, s'apercevant que le saint père allait lui donner sa bénédiction, il s'esquiva, ce qui parut suspect : on courut après lui et il regagna son auberge pour chercher son cheval. Il n'y était pas depuis une demi-heure qu'il vit accourir le supérieur du collège des Anglais pour l'informer qu'il était traduit devant l'inquisition, et lui conseiller de partir au plus vite. Il déménagea sur-le-champ et partit deux jours après.

A Turin, il se laissa donner par le duc de Savoie, qui lui fit très bon accueil, la commission d'aller chercher en Languedoc quatre mille hommes de la religion réformée qu'on lui avait promis, et de les amener en Piémont. Il rentra donc en France, et de son voyage jusqu'à Lyon il n'aurait rien à raconter, s'il ne s'était arrêté à Bourgoin pour y voir la fille d'un hôtelier qui avait jusqu'en Angleterre la réputation d'être la plus belle femme du monde. Il a eu l'attention de nous laisser de ses charmes et de sa toilette la description la plus séduisante. En arrivant à Lyon, les gardes de la ville l'interrogèrent d'une façon qui ne lui parut pas naturelle. En effet, le marquis de Rambouillet (1), ambassadeur de France à Turin, avait prévenu Saint-Chaumont, qui commandait à Lyon (2), et un édit de la régente Marie de Médicis venait d'interdire toute levée d'hommes dans le royaume. Les gardes s'emparèrent donc du voyageur suspect, et le conduisirent au gouverneur, qui était à vèpres. Herbert attendit quelques momens dans l'église, puis vint un personnage en habit noir qui le salua sans grande cérémonie et lui adressa quelques questions. Il répondit fort sèchement. L'homme noir murmura quelque chose à l'oreille des gardes, qui menèrent l'étranger dans une assez belle maison où on lui dit qu'il devait garder les arrêts par ordre du gouverneur. Il s'écria qu'il ne reconnaissait ni le gouverneur ni l'ordre, et que s'il parvenait à sortir de là, on ne l'y ferait pas rentrer vivant. Le maître du lieu ne répondit qu'en le logeant du mieux qu'il put. Bientôt arriva sir Édouard Sackville. Il avait parlé au gouverneur, et il apportait l'offre de ses bons offices. Il demanda au prisonnier s'il avait levé des hommes pour le duc de Savoie. « Pas un, » répondit Herbert. Sackville lui apprit alors que le gouverneur était fort choqué du ton de ses réponses. Herbert s'excusa sur ce qu'il ignorait à qui il parlait. Sackville sortit et revint peu après le délivrer de la part du marquis de Saint-Chaumont, chez lequel il le conduisit. Il y trouva

(1) Charles d'Angennes, né en 1577, mort en 1632, le mari de la célèbre Catherine de Vivonne.

(2) Armand-Jean Mitte, marquis de Saint-Chaumont, comte de Miolans.

la marquise et nombreuse compagnie. Le gouverneur s'avança, le chapeau à la main, et lui demanda s'il le connaissait. « Comment vouliez-vous qu'il vous connût? dit aussitôt la marquise. Vous étiez seul dans l'église et en habit noir, et tous deux vous êtes totalement étrangers l'un à l'autre. » Saint-Chaumont n'en renouvela pas moins ses questions, auxquelles Herbert fit à peu près les mêmes réponses; puis, après avoir salué la dame du lieu, il rentra avec Sackville dans son logis. Là il réfléchit à tout ce qui s'était passé, et, après une nuit assez calme, le résultat de ses méditations fut qu'il ne pouvait se dispenser d'envoyer une provocation au discourtois gouverneur. Sir Édouard Sackville refusa de se charger de la commission; mais un Français, qui se trouva précisément celui à qui Herbert avait, au siège de Juliers, offert de servir de second, fut plus complaisant et voulut bien porter à Saint-Chaumont la lettre de défi, qu'il trouva d'ailleurs fort civile. La nuit suivante, notre malendurant voyageur dormait dans son auberge, quand vers une heure du matin il est réveillé par le bruit de quelques personnes qui semblent forcer sa porte. Il se lève en chemise, tire son épée, ouvre sa porte, et trouve sur l'escalier une demi-douzaine d'hommes armés de hauberts. Déjà il se mettait en devoir de leur faire résistance, mais leur chef l'informe qu'il vient de la part du duc de Montmorency. C'était le fils du défunt connétable (1) qui, revenant de Languedoc à Paris, avait tout appris en passant à Lyon. Il attendait chez le gouverneur l'ancien ami de son père. Herbert s'habilla en hâte et fut conduit dans une grande salle où il venait d'y avoir assemblée et bal. Là, Montmorency le prit à part, lui dit que Saint-Chaumont ne pouvait accepter un duel pour avoir exercé une fonction de sa charge, mais qu'il lui ferait aussi ample satisfaction qu'il serait raisonnable de le désirer. Il le mena donc au gouverneur, et celui-ci lui dit qu'il était fâché de ce qui s'était passé et désirait qu'il prit cela pour satisfaction. « C'est assez, » interrompit aussitôt le duc; mais l'ombrageux Anglais voulut encore que Montmorency lui certifiât qu'à sa place il se contenterait de cette réparation. Il adressa la même question au marquis de Saint-Chaumont, qui lui fit la même réponse. Alors, baisant sa propre main, il la tendit au gouverneur. Celui-ci l'embrassa, et l'affaire fut ainsi terminée.

On conçoit que la mission du duc de Savoie n'eut pas de suite, et Herbert rejoignit le prince d'Orange. L'année 1615 se passa pacifiquement, et aux approches de l'hiver, il songea à revenir dans sa patrie. Chemin faisant, il eut encore une ou deux querelles qui faillirent devenir sérieuses : il les raconte avec un soin que nous n'imi-

(1) Henri II, duc et maréchal de Montmorency, décapité à Toulouse en 1632.

terons pas; mais enfin il revit l'Angleterre, où la fièvre le prit et ne le quitta pas d'un an et demi. Il n'avait pas recouvré ses forces, que déjà il prenait par la barbe, en pleine rue, un homme qui insultait un de ses amis, et il voulait lui donner une leçon à coups d'épée. Les lords du conseil le firent encore appeler, et lui recommandèrent la prudence, surtout dans l'état de faiblesse où l'avait mis sa longue maladie. C'est vers ce temps qu'il connut dans le monde sir George Villiers, depuis marquis et enfin duc de Buckingham. Ce personnage, qui commençait à faire grande figure à la cour de Jacques, lui témoigna beaucoup de bienveillance, et lui fit des offres de service. Herbert les accepta sans chercher à en profiter, et il attendit son parfait rétablissement pour songer à quelque projet. Le premier qui l'occupa fut de lever deux régimens pour les conduire au service de la république de Venise; mais, lorsqu'il fut question d'envoyer un nouvel ambassadeur en France, Villiers présenta une liste de dix-huit noms, parmi lesquels le roi choisit celui de sir Édouard Herbert. Ce choix fut approuvé par les lords du conseil privé. Il était si loin de s'y attendre, qu'ayant reçu l'ordre de se présenter devant eux, il leur fit dire qu'il allait dîner. L'ordre fut renouvelé, et il se rendit à Whitehall, demandant s'il avait commis quelque manquement dont il eût à se justifier. Ses duels jusqu'alors l'avaient seuls amené devant le conseil. Il y parut cette fois pour s'entendre annoncer qu'il était ambassadeur (1).

V.

Sa mission avait pour principal objet le renouvellement de l'alliance entre les deux couronnes, et on lui donna pour ses frais de voyage 6 ou 700 livres sterling, qu'il eut à défendre la nuit suivante l'épée à la main contre une bande de voleurs furtivement introduite dans sa maison de la Cité. Peu s'en fallut qu'avant de partir il ne dût se mesurer avec sir Robert Vaughan pour quelques propos. Deux rendez-vous furent pris successivement. Il fallut que le roi chargeât le lord du sceau privé d'arranger l'affaire et de lui notifier qu'étant désormais revêtu d'un caractère public, il ne devait plus avoir de querelles particulières. Il aurait même été révoqué, si Buckingham n'eût répondu pour lui.

Dans son goût pour les détails, dès qu'ils touchent sa personne, il n'a pas négligé de nous dire que, comptant peu sur l'exactitude des paiemens de l'échiquier, il se mit en route avec de bonnes lettres de

(1) Il est assez difficile de fixer l'époque de cette nomination d'après les mémoires de lord Herbert, qui néglige fort les dates; mais comme on sait d'ailleurs que sa mission a pris fin vers 1624, et qu'il dit dans la préface du *De Veritate* qu'elle a duré cinq ans, on peut en placer le commencement au plus tôt en 1618.

crédit délivrées sur sa parole. Je remarque que l'une était tirée sur MM. Tallemant et Rambouillet, associés fort connus des lecteurs modernes, et dont il évalue la fortune à 2,500,000 livres (1). Il se logea à Paris, rue de Tournon, faubourg Saint-Germain, moyennant un loyer de 200 louis. De là il se rendit à Tours, où se trouvait le roi. Nous donnerons le récit textuel de sa première audience :

« J'assurai le roi de la grande affection que lui portait le roi mon maître, non-seulement à raison de l'ancienne alliance entre les deux états, mais parce que Henri IV et le roi d'Angleterre étaient convenus entre eux que le survivant des deux prendrait soin du fils de l'autre. Je lui donnai en outre l'assurance que rien ne m'était autant recommandé par mes instructions que d'établir des rapports de bons offices entre les deux royaumes, et que ce serait grande faute à moi, si ma conduite témoignait d'autre chose que d'un profond respect pour sa majesté. Cela dit, je présentai ma lettre de créance. Le roi m'assura d'une réciprocité d'affection envers le roi mon maître, et me dit que j'étais en particulier le bienvenu à la cour. Ses paroles n'étaient jamais fort abondantes, étant si excessivement bègue, qu'il restait souvent la langue hors de la bouche un bon moment sans pouvoir prononcer un mot. Il avait en outre une double rangée de dents. Rarement ou jamais on ne le vit cracher, se moucher ni beaucoup transpirer, quoiqu'il fût très actif et presque infatigable à la chasse au tir et à l'oiseau, pour laquelle il était passionné, et jamais rien ne l'arrêtait, quoiqu'il eût ce que nous appelons une rupture, ou qu'il fût *herniosus*; car il était cité dans tous les exercices, fallût-il se tenir sur ses jambes au point de fatiguer et ses courtisans et ses valets, étant également insensible, disait-on, au froid et à la chaleur. Son entendement et ses facultés naturelles avaient toute la valeur qu'on peut attendre d'un homme élevé dans une si grande ignorance, ce qu'on avait fait à dessein pour le pouvoir gouverner plus longtemps. Cependant il acquit avec le temps beaucoup de connaissance des affaires, en conversant le plus ordinairement avec gens sages et habiles. Il était noté pour deux dispositions habituelles à tout homme élevé dans l'ignorance, il était soupçonneux et dissimulé. Les ignorans en effet marchant dans l'obscurité, comment pourraient-ils ne pas craindre de faire un faux pas? Et comme ils sont dépourvus pareillement ou privés des vrais principes par lesquels ils pourraient diriger leurs actions publiques ou particulières d'une manière sage, solide et démonstrative, ils s'efforcent communément d'y suppléer par des moyens couverts, excusables chez les faibles, usités chez ceux qui n'ont à mener que de petites affaires, mais condamnables chez les princes, qui, ayant pour les appuyer dans leur marche la raison et la force, ne devraient pas s'abaisser à de si tristes expédiens. Toutefois, je dois le remarquer, jamais cela n'ôta rien à son courage, lorsqu'il eut l'occasion d'en montrer, et sa dissimulation n'alla jamais jusqu'à faire aucun tort privé à ses sujets de l'une ou de l'autre reli-

(1) On peut voir dans les *Mémoires* de Tallemant Des Réaux qui étaient ces personnages. Rambouillet le financier, avait aussi un hôtel et un jardin qu'on allait voir par curiosité.

gion. Son favori était un M. de Luynes, qui dès son jeune âge avait beaucoup gagné auprès de lui en dressant des faucons à voler sur tous les petits oiseaux de ses jardins, et en faisant ensuite à ces petits oiseaux attraper des papillons. Et si le roi ne s'en était servi que pour cela, on aurait pu le tolérer; mais quand le roi fut plus avancé en âge, le gouvernement des affaires publiques ayant été principalement dirigé par les conseils de Luynes, il ne se commit pas peu de fautes. La reine-mère, les princes et nobles de ce royaume furent si mécontents de l'empire de ses conseils sur le roi, qu'il en résulta finalement une guerre civile. L'inaptitude de cet homme pour le rôle d'influence qu'il avait près de son maître peut se juger par un fait : il fut question une fois de quelques affaires concernant la Bohême, et il demanda si c'était un pays au milieu d'un continent ou sur une mer. »

Herbert avait le projet d'écrire une relation politique de son ambassade, ayant conservé toutes ses dépêches, qui doivent exister encore et qui mériteraient d'être recherchées. Les événemens dont il dit que sa relation aurait parlé font regretter qu'il n'ait pas écrit ce morceau d'histoire. Il a insisté dans ses mémoires sur des visites, sur la tenue de sa maison et de sa table, sur le choix de ses domestiques, enfin sur des disputes de préséance et d'étiquette. On y peut lire le récit assez curieux d'une querelle de ce genre avec l'ambassadeur d'Espagne. On doit se fier à lui pour avoir soutenu son rang avec une ombrageuse ténacité. Il s'en excuse en rappelant combien les Espagnols sont eux-mêmes chatouilleux sur leurs *pundonores* (points d'honneur), et il cite cette réponse d'un ambassadeur de Philippe II, à qui ce prince reprochait d'avoir fait une affaire d'importance d'une pure cérémonie (*per una cerimonia*) : « Comment, cérémonie ! mais votre majesté elle-même n'est qu'une cérémonie. »

L'ambassade de sir Édouard Herbert fut de son aveu assez tranquille. Aussi a-t-il peu de chose à en raconter, si ce n'est qu'il grandit d'un pouce à la suite d'une fièvre quarte, et qu'ayant laissé sa femme en Angleterre, il ne put réussir à lui rester en France toujours fidèle; mais les affaires et même les plaisirs lui laissèrent au moins du temps pour son livre, *for my book*, comme il dit, et c'est à Paris qu'il composa la plus grande partie de son *Traité de la Vérité*.

Dans ses mémoires, il ne dit mot ni des démêlés de Louis XIII et de sa mère, ni de la guerre de trente ans, qui commença en 1618, et peu s'en est fallu que l'épisode le plus intéressant de son ambassade n'ait été une certaine promenade dans le jardin des Tuileries, un jour qu'il eut l'honneur d'y donner le bras à la reine Anne d'Autriche. Le roi, pendant ce temps, tirait sans la voir des oiseaux sous les arbres. Un coup de feu subit effraya la reine, et même quelques grains de plomb tombèrent dans ses beaux cheveux blonds célébrés par l'histoire. Elle fit prier le roi de chasser un peu plus loin, et le vieux duc de Bellegarde, qui se posait en adorateur de la reine, se

glissant derrière elle, se mit à jeter doucement des bonbons dans sa coiffure. Anne crut encore à quelque accident. « Et je m'étonne, dit Herbert au duc, qu'un seigneur si renommé pour sa galanterie ne sache occuper les dames qu'en leur faisant peur. » Mais une affaire importante vint troubler la paisible diplomatie du chevaleresque ambassadeur. Il régnait toujours dans certains esprits une arrière-pensée contre la grande œuvre de Henri IV. L'extinction de l'hérésie ou tout au moins l'abaissement des huguenots ne cessait pas d'être un rêve fatal qui hantait par momens l'imagination de Louis XIII, comme il s'empara plus tard de celle de Louis XIV. Herbert, dans ses mémoires, accuse positivement le duc de Luynes d'avoir, pour illustrer sa faveur, excité son maître à une guerre de religion, lui représentant la gloire que les rois d'Espagne s'étaient faite en expulsant les Maures de leurs états; mais dans une dépêche chiffrée qu'on a publiée (février 1620), sir Édouard, rendant au secrétaire d'état Naunton un compte détaillé d'un conseil où la question du protestantisme fut mise en délibération, paraît attribuer à Louis XIII en personne l'initiative de la pensée de la guerre. Le prince de Condé, sans respect pour les plus grands souvenirs de sa maison, l'aurait appuyée avec violence. D'autres ministres auraient présenté les fortes objections de la bonne politique, et Luynes ayant dit quelques mots dans le sens de la paix : « Vous ne savez ce que vous dites, » se serait écrié le roi en l'interrompant. Il est certain que la guerre fut décidée contre le gré de Sillery et de Jeannin (ils avaient été les ministres de Henri IV), et que le duc de Luynes s'y porta avec ardeur, trouvant là le singulier prétexte de se faire donner le titre de connétable, vacant depuis la mort du vieux Montmorency.

Quand la campagne contre les huguenots fut résolue, *le parti jésuite*, dit Herbert, et quelques-uns des princes applaudirent. Le duc de Guise était triomphant. « Monsieur, lui dit l'ambassadeur anglais, quand ceux de la religion seront abattus, viendra le tour des grands et des gouverneurs de provinces. » La guerre n'en commença pas moins. C'était une déviation morale des alliances de Henri IV. Herbert fut chargé par son gouvernement de faire des représentations. On lui répondait que si la réformation eût été en France telle qu'en Angleterre, si elle avait maintenu une hiérarchie, des cérémonies convenables, de la musique dans les églises, des jours de fête en commémoration des saints, on l'eût beaucoup mieux tolérée. Il répliquait que, bien que les motifs d'une rupture avec Rome eussent été enseignés par des sages, la réformation avait été accomplie par le commun peuple, tandis qu'en Angleterre elle était l'œuvre du chef de l'état; que d'ailleurs elle admettrait aisément en France une hiérarchie, pourvu qu'on lui donnât les moyens de la

soutenir, et que son culte serait plus beau, si ses églises étaient plus belles. Il faisait remarquer combien l'exemple des ministres de la religion avait servi à rendre le clergé catholique plus régulier et plus retenu. Enfin il exaltait le mérite d'une société chrétienne qui ne reconnaissait dans le gouvernement des affaires qu'une seule autorité, celle du roi. Malheureusement on l'écoutait peu. Par ordre venu de Londres, il se rendit auprès de Louis XIII, alors occupé au siège de Saint-Jean-d'Angely, afin de ménager une pacification; mais Louis XIII le renvoya à M. de Luynes. Le favori, en le recevant, avait fait cacher derrière une tapisserie un des Arnould, alors protestant, mais du parti du roi, afin qu'il attestât à ses coreligionnaires l'inutilité des efforts du cabinet de Londres en leur faveur. A l'offre que lui fit l'ambassadeur de la médiation du roi son maître : « En quoi nos actions regardent-elles le roi votre maître? répondit Luynes. Pourquoi se mêle-t-il de nos affaires? » Herbert, un peu blessé, dit qu'il n'avait aucun compte à réclamer du roi son maître, et ne devait que lui obéir. Puis il ajouta d'un ton plus doux que, si on lui demandait plus civilement ses raisons, il était prêt à les donner. « Bien, » dit seulement Luynes. Alors l'ambassadeur rappela les engagements de Jacques I^{er} avec le feu roi : celui des deux qui devait survivre avait promis de procurer de tout son pouvoir la tranquillité et la paix au royaume de l'autre, et dans les circonstances, si la France était délivrée de la guerre civile, elle serait plus disponible pour appuyer l'électeur palatin contre la Bavière et l'Autriche. « Nous ne prendrons point vos avis, » fut toute la réplique du jeune connétable. On lui répondit que, puisqu'il le prenait ainsi, on savait bien ce qu'on aurait à faire. « Nous ne vous craignons pas, » s'écria Luynes; et quoique Herbert, restant, dit-il, en-deçà de ses instructions, se bornât à répéter ses dernières paroles, elles mirent son interlocuteur en une telle colère, qu'il alla jusqu'à dire : « Par Dieu! si vous n'étiez monsieur l'ambassadeur, je vous traiterais d'une autre sorte. » L'épreuve était rude pour un homme du tempérament de sir Édouard. Il n'y tint pas. Il rappela que s'il était un ambassadeur, il était aussi un gentilhomme, et mettant la main sur la garde de son épée : « Voici, dit-il, ce qui vous répondra. » Et il se leva. Luynes, sans mot dire, quitta son siège et fit mine de le reconduire jusqu'à la porte; mais Herbert lui dit qu'après un tel entretien, ce cérémonial n'était pas de saison, et il sortit.

Peu de jours après, il se retira à Cognac, où le maréchal de Saint-Géran, qui était de ses amis (1), le prévint qu'ayant offensé le con-

(1) Jean-François de La Guiche, comte de La Palice, seigneur et maréchal de Saint-Géran, mort en 1632.

nétable, il n'était pas en sûreté. Il répondit qu'il était en sûreté partout où il avait son épée à son côté. Quand il revint à Paris, les autres ministres et les seigneurs lui firent fête, car tous détestaient le pouvoir et l'insolence du favori; mais il apprit d'eux que Luynes envoyait son frère en ambassade à Londres, afin de porter plainte contre lui. Il fut en effet rappelé, se justifia en présence du roi et du duc de Buckingham, s'engagea à soutenir son dire en champ-clos, et demanda la permission d'envoyer un trompette à M. de Luynes pour lui offrir le combat. Ce procédé diplomatique ne fut pas agréé, et d'ailleurs le connétable mourut bientôt après (15 décembre 1621). Seulement le comte de Carlisle (1), envoyé extraordinairement en France, confirma, sur le témoignage d'Arnauld, qui avait tout entendu, la relation de sir Édouard, qui retourna prendre son poste à Paris. Il y fut bien reçu, n'y trouvant personne qui regrettât le favori. Et comme la reine Anne était en tête de ceux qui ne le pleuraient pas, il lui demanda, un jour d'audience, jusqu'où elle l'aurait soutenu contre le connétable. Elle répondit que, malgré bien des motifs d'aversion contre M. de Luynes, elle eût été, par force ou par raison, obligée de se déclarer pour lui. Il n'y a point de force pour les reines, répondit-il en espagnol. La pauvre Anne d'Autriche sourit, mais, je crois, d'un triste sourire.

La politique de la France au dehors avait faibli. La bataille de Prague avait relevé la ligue catholique allemande. Jacques I^{er}, mécontent de la France, songeait à marier son fils avec l'infante d'Espagne. En 1623, le prince de Galles, accompagné de Buckingham et de quelques gentilshommes, débarqua en France, s'arrêta deux jours à Paris, où il se cacha rue Saint-Jacques, et repartit en poste *incognito* pour Bayonne, sans que l'ambassadeur eût été prévenu. Seulement, la veille de son départ, un Écossais vint le soir trouver Herbert, et lui demanda s'il avait vu le prince. « Quel prince donc? Le prince de Condé est encore en Italie. » Cet Écossais lui nomma le prince de Galles, et requit assistance pour lui de la part du roi. Herbert se hâta d'aller de grand matin réveiller le secrétaire d'état Puisieux, qui, du plus loin qu'il le vit, lui cria : « Je connais votre affaire aussi bien que vous; votre prince est parti ce matin en poste pour l'Espagne. » Herbert se borna à demander qu'on ne l'inquiétât pas dans son voyage, et à écrire au prince de presser sa marche et de n'avoir sur son chemin nul rapport avec ceux de la religion. On sait que la négociation du mariage espagnol échoua, et Charles Stuart revint par mer en Angleterre.

Le père Suffren, confesseur du roi, avait prêché devant sa ma-

(1) James Hay, comte de Carlisle, grand-maitre de la garde-robe.

justé sur le pardon des injures; seulement, distinguant entre les divers pardons, il avait dit qu'on devait pardonner à ses ennemis, non aux ennemis de Dieu, par exemple aux hérétiques, et que les protestants devaient être *extirpés* partout où ils se trouvaient. Sir Édouard se rendit aussitôt chez la reine-mère, qui le recevait sans qu'il demandât audience, et il se plaignit d'un tel sermon, surtout au moment où un projet de mariage entre le prince de Galles et la fille de Henri IV était sur le tapis. Marie de Médicis parut l'écouter sans mécontentement; cependant le père Suffren fut informé, et il chargea un de ses amis de déclarer à l'ambassadeur qu'il n'ignorait pas qui l'avait accusé près de sa majesté, et qu'il voulait bien qu'Herbert n'ignorât pas qu'en tout lieu du monde il saurait s'opposer à sa fortune. Une telle menace justifierait ce que Montesquieu a dit des jésuites. L'ambassadeur ne put rien répondre, sinon qu'il n'y avait en France qu'un moine ou une femme qui osât lui envoyer un semblable message. Cependant il se plaignit à la reine, disant qu'il avait parlé sans amertume, qu'une indiscretion avait averti et exaspéré le confesseur, homme encore plus malicieux qu'une femme. « A moi, femme, me parler ainsi ! fit la reine un peu surprise. — Je parle à la reine, reprit Herbert, et non à la femme. » Je ne sais si Marie de Médicis s'accommoda de cette excuse; mais Herbert convient que s'il eût été ambitieux, il aurait fort bien pu rencontrer le père Suffren sur son chemin. Heureusement, assure-t-il, il préférerait à tout la vie privée et son livre.

Ce livre, commencé depuis longtemps et en Angleterre, fut achevé vers cette époque; c'est le *De Veritate*, le plus important des écrits de l'auteur. L'ayant communiqué à Grotius, qui était alors en France, échappé naguère de sa prison des Pays-Bas, il obtint de lui l'approbation qu'il désirait, et le conseil de publier. Cependant il hésitait encore; l'ouvrage lui paraissait différer de tout ce qu'on avait écrit jusqu'alors. Une nouvelle méthode pour trouver la vérité y était exposée en dehors de toute autorité; la pensée même du livre risquait d'être attaquée. En effet, elle ne pouvait pas être plus indépendante. Le droit naturel de l'intelligence humaine y est placé sans réserve au-dessus du droit écrit des livres, des codes, et même des symboles religieux.

Le philosophe, qui n'avait pas encore fait ses preuves, et qu'effrayait un premier début, songeait à supprimer son ouvrage. Un jour qu'il agissait avec anxiété cette question, sa chambre était éclairée par un beau jour d'été, sa fenêtre ouverte au midi, le soleil brillait par un temps calme. Herbert, son livre à la main, se jeta à genoux et prononça dévotement ces paroles : « O toi, Dieu éternel, auteur de la lumière qui luit en ce moment sur moi, source de toute illumina-

tion intérieure, je te supplie, dans ton infinie bonté, de pardonner une prière qu'un pécheur ne devrait pas faire : je doute, je ne sais si je dois publier mon *De Veritate*. Si ce doit être pour ta gloire, je te supplie de me l'apprendre par quelque signe céleste, sinon je supprimerai mon livre. » Il finissait à peine, qu'un bruit fort, mais doux, vint des cieux; rien sur la terre n'en pouvait produire un pareil. Et Herbert, rassuré et joyeux, crut sa prière exaucée. Il atteste devant Dieu, dans ses mémoires, l'exactitude de son récit.

Ce qui est certain, c'est qu'il fit imprimer son livre à Paris, où la première édition parut en 1624 (1).

L'autobiographie de lord Herbert est interrompue à l'année 1624, et quoiqu'il ait encore vécu vingt-quatre ans, les matériaux manqueraient pour raconter le reste de sa vie. Son ambassade prit fin avant le mariage du prince de Galles avec la fille de Henri IV (1625). Il avait été de bonne heure question de cette alliance, et une dépêche de notre ambassadeur a été imprimée, par laquelle on voit que dès 1619 il s'en entretenait avec le connétable de Luynes, qui s'y montrait favorable. Tout fut interrompu par la tentative du mariage espagnol. Cette dernière négociation déplut fort à la France, qui ne négligea rien auprès du pape pour en empêcher le succès, et qui n'eut pas de peine à obtenir qu'aucun encouragement, aucune autorisation ne vint de Rome au roi catholique pour le porter aux concessions exigées naturellement par une cour protestante. Celle de France pouvait se montrer plus facile et plus hardie. Le prince de Condé, qui prenait une grande part aux affaires, tenait pour un mariage qui rétablirait l'alliance anglaise. Herbert écrivit que cette union était désirée par la nation et par la princesse elle-même, qu'elle s'en était exprimée assez clairement, et que quand on lui parlait de la différence de religion, elle disait qu'une femme ne doit avoir d'autre volonté que celle de son mari. Dans une dépêche au roi Jacques (24 août 1620), Herbert fait beaucoup valoir ces dispositions. Il avait une pensée constante, partagée, disait-il, par tous les *bons Français* (de la religion réformée apparemment) : c'est que le roi d'Espagne affectant le rôle de protecteur, même en France, du parti jésuite et bigot (*the jesuited and bigot partie*), sa majesté sacrée y devait répondre en se portant réellement le défenseur de la foi. On peut voir dans les *Mémoires* du cardinal de Richelieu quelles furent les difficultés et les conditions du mariage de l'héritier présomptif de la première couronne protestante avec la digne fille de saint Louis, destinée à soutenir, dit Bossuet, l'ancienne réputation de la très chrétienne maison de

(1) *De Veritate, prout distinguitur a revelatione, a verisimili, a possibili et a falso.* Paris 1624 et 1633. Une traduction française parut en 1639. Je me suis servi de l'édition de 1613, Londres, petit in-4°. Il y en a encore une de 1656.

France, mais la conclusion du traité fut confiée à des ambassadeurs extraordinaires, lord Carlisle et lord Holland (1), et quand Herbert revint dans son pays, il fut créé baron d'Irlande, sous le titre de lord Herbert de Castle-Island ou de l'île de Kerry (1624).

VI.

A dater de ce moment, une lacune commence dans sa vie, qui devint plus régulière et plus paisible en devenant plus obscure. On voit seulement que, la cinquième année de son règne, Charles I^{er} le créa pair d'Angleterre (1631), et il prit alors le nom de lord Herbert de Cherbury, nom sous lequel il est connu de la postérité. On peut supposer qu'il resta en faveur à la cour, et l'on voit qu'il ne cessa pas de porter un attachement reconnaissant au duc de Buckingham, car il entreprit son éloge ou plutôt son apologie dans une circonstance où le duc encourut les sévérités de ses contemporains.

Richelieu s'était donné la tâche un peu contradictoire d'abaisser au dehors l'Autriche et le protestantisme au dedans. Les nœuds de l'alliance avec l'Angleterre, malgré le mariage qui aurait dû réunir les deux dynasties, s'étaient peu à peu desserrés. Charles I^{er}, déjà en présence de l'opinion qui menaçait d'une révolution, secrètement en lutte avec la religion de sa femme, se laissa conseiller par Buckingham de rompre avec la France et de soutenir les huguenots contre les armées de Louis XIII. La Saintonge était le théâtre d'une guerre assez animée. La Rochelle, où commandait le duc d'Orléans, ne s'était pas encore déclarée. Les Rohan promirent qu'elle prendrait parti, si le pavillon anglais se montrait dans ces parages. Buckingham partit de Portsmouth, le 27 juin 1627, avec une escadre de près de cent voiles, six à sept mille hommes, ou, selon d'autres, seize mille hommes de troupes. Après quelque hésitation, il s'empara de l'île de Ré, et La Rochelle se souleva. Le roi marcha sur cette ville pour en commencer le mémorable siège. Dans l'île, le maréchal de Toiras défendit énergiquement le fort de Saint-Martin, et donna le temps d'arriver avec six mille hommes au maréchal de Schomberg, qui força les Anglais à se rembarquer. Cette expédition fit peu d'honneur au duc de Buckingham, qui s'y montra hésitant, incapable et présomptueux, et fut accueilli au retour par les censures du parlement et de l'opinion. Ce revers d'un favori ne fut pas étranger aux malheurs de Charles I^{er}.

C'est pour défendre son protecteur et son ami que lord Herbert prit la plume. Buckingham avait essayé vainement de réparer un

(1) Henry Rich', créé comte de Holland sous Jacques I^{er} et décapité en 1649. Cette famille n'a rien de commun avec lord Holland, le père de M. Fox.

premier échec par l'envoi d'une seconde flotte qui revint sans avoir rien fait, et lui-même il en préparait une nouvelle à Portsmouth, lorsqu'il fut assassiné le 2 septembre 1628. A sa demande, Herbert avait commencé une relation de la première expédition. Il l'interrompit à sa mort; mais les écrits qui parurent dans l'intérêt de la France, notamment un récit intitulé *la Descente des Anglais*, puis celui qu'avait publié le *Mercurie Français*, la relation composée en latin par l'avocat Isnard, enfin celle du jésuite Monet, le décidèrent à reprendre son ouvrage pour répondre aux prétentions de nos historiens. Il en terminait la dédicace au roi Charles I^{er} dans son château de Montgomery le 10 août 1630. C'est une histoire apologétique, où cependant les faits essentiels ne sont pas dénaturés, et les éloges continuellement donnés à Buckingham n'empêchent pas un lecteur clairvoyant de juger sa conduite; l'auteur, qui paraît avoir travaillé sur de bons matériaux, n'a eu que le tort de choisir cette occasion pour étaler son érudition. Il a écrit en latin et s'est donné une peine aussi puérile que malheureuse pour exprimer dans cette langue les détails techniques de la guerre moderne. Sans paraître se souvenir qu'il eût été diplomate et militaire, il a pris le ton d'un savant, le ton que commençaient à fuir les savans du xvii^e siècle; il a multiplié les citations, surtout les citations grecques, en semant sa narration des fleurs d'une rhétorique pédantesque. L'ouvrage, curieux et qui n'est pas à dédaigner sous le rapport historique, n'a pour nous d'autre mérite que de montrer sous un nouveau jour les connaissances et les prétentions d'un homme qui semble avoir eu plusieurs caractères. Au reste, pour des raisons qu'on ne peut que soupçonner, il ne publia pas cet ouvrage de son vivant, et ce n'est qu'en 1656 qu'un docteur de l'université d'Oxford, Baldwin, du collège de All-Souls, l'imprima pour la première fois (1).

Les opinions exprimées dans les mémoires et dans les ouvrages de lord Herbert, l'esprit dans lequel est écrite son histoire de Henri VIII, ce que nous savons de sa conduite à la cour et dans les affaires, tout porte à le considérer comme un serviteur dévoué de la couronne, et rien ne nous aurait laissé soupçonner jusqu'ici qu'il eût aucune des idées et des passions qui devaient soulever une partie même de la noblesse anglaise et contre Buckingham, et contre Strafford, et enfin contre Charles I^{er}. Cependant, lorsque la lutte s'engagea entre la royauté et le parlement, il prit plutôt parti pour le pays, non qu'il allât dès l'abord à la pensée d'une révolution. Quand le roi fut menacé, il le défendit à la chambre des lords au risque de blesser l'as-

(1) *Expeditio in Ream insulam, authore Edovardo, Dom. Herbert, Barone of Cherbury in Anglia et Castri insula de Kerry in Hibernia, et pare utriusque regni in 1630.* Londres 1656. — Le style a probablement été revu par Thomas Master.

semblée, et il le suivit à York. Quelle part prit-il à la guerre, on l'ignore. On raconte seulement qu'il se sépara la même année du camp royaliste, et Horace Walpole assure qu'il combattit avec les parlementaires. De là des ressentimens et des vengeances qui, dit-on, l'atteignirent, lui et ses héritiers, dans sa fortune. Son château de Montgomery fut démoli, et le parlement dut l'indemniser plus tard de cette perte. Il est probable que sa santé, dès longtemps fort altérée, ne lui permit pas de prendre une part bien active ni même un intérêt bien vif aux luttes de ses dernières années. On voit, par une lettre tout intime à son frère, sir Henry Herbert, que dès 1643 il ne pouvait plus supporter aucun travail et songeait aux eaux de Spa pour se rétablir. Deux ans après, en publiant la troisième édition de son ouvrage, il se plaignait de la fatigue de l'âge et du malheur des temps. On sait encore qu'au mois de septembre 1647 il vint à Paris et rendit visite à Gassendi, à qui il avait envoyé son livre; mais il ne vécut pas assez pour voir les dernières extrémités de la révolution, car le 20 août 1648 il mourut à Londres dans une maison de la Cité, Queen-Street, et fut enseveli dans l'église de Saint-Giles-des-Champs (1). Une inscription latine insignifiante y fut gravée sur son tombeau par lord Stanhope. Il en avait composé lui-même une en huit vers anglais, destinée au monument allégorique élevé à sa mémoire dans l'église de Montgomery suivant la description qu'il en a laissée. Cette épitaphe respire une pleine espérance de paix, de joie, de vérité et d'amour.

So his immortal soul should find above
With his creator, peace, joy, truth and love.

La religion, comme il la concevait, tenait une grande place dans son esprit et remplissait son cœur de confiance et de sérénité. Dans les vingt dernières années de sa vie, il régla sa conduite sur ses principes. Il faisait régulièrement deux fois par jour la prière dans sa maison, et le dimanche son chapelain lui lisait un sermon de Smyth. A son lit de mort, il fit appeler le primat d'Irlande pour recevoir le sacrement; mais avec une singulière indifférence il lui dit que c'était une chose qui ne devait être que bonne ou tout au moins ne pouvait faire aucun mal. Le prélat se récria un peu et finit par refuser. Le mourant alors demanda l'heure et dit : « Dans une heure d'ici, je quitterai ce monde; » puis, tournant la tête d'un autre côté, il expira dans le plus grand calme. Il a laissé une prière écrite pour son usage. Elle est assez longue et n'a pas un grand mérite de style ni de pensée:

(1) De ses deux fils Richard et Henri, l'aîné et l'héritier du titre se montra fidèle aux Stuarts et mourut en 1663, et son fils Édouard, qui lui succéda, se déclara pour Charles II en 1639.

mais elle exprime avec développement et clarté cette foi exempte de crainte et d'angoisse en un Dieu créateur qui l'avait comblé de biens avant-coureurs de biens plus parfaits, et qui, en lui inspirant l'amour de la beauté éternelle et infinie, lui avait donné les moyens de le connaître, le désir de lui ressembler, la certitude de s'unir un jour à lui.

VII.

Le nom de lord Herbert de Cherbury a conservé en Angleterre sa célébrité; mais ses ouvrages sont peu lus. Ce n'est pas qu'ils n'aient, quelques-uns du moins, un vrai mérite. Comme écrivain, on ne peut lui assigner un bien haut rang; mais dans ses compositions philosophiques se montre de l'élevation, de l'originalité et beaucoup de force d'esprit. Elles méritent une place distinguée dans l'histoire de la science.

Rien de plus froid que l'analyse d'un livre dont le sujet n'est point pour le lecteur d'un intérêt actuel. Rien de plus indifférent pour lui que l'appréciation développée d'un ouvrage qu'il n'a pas lu et ne lira jamais. Gardons-nous donc d'analyser en détail les écrits de lord Herbert, mais essayons d'en donner une idée.

Que pourrions-nous dire de ses poésies? Ses vers latins sont d'un assez bon style. A ceux dont nous avons déjà parlé, il faut joindre une épître à ses neveux, composée probablement dans sa vieillesse. C'est un recueil de préceptes moraux, en général excellents, et dont quelques-uns sont bien exprimés. Les maximes de l'auteur en matière religieuse n'y sont pas oubliées. Jamais il n'a négligé l'occasion d'enseigner la foi en Dieu, le culte par la vertu, l'expiation par le repentir. Sa piété était toute morale et finit par passer de son esprit dans son cœur et dans sa vie.

Ses poésies anglaises sont à tous égards moins dignes d'estime. Son second fils en publia le recueil sous le titre de *Vers de circonstance* (1). Quelques-unes sont ingénieuses, la plupart obscures. L'amour en est le sujet ordinaire, un amour platonique, exprimé avec plus de recherche que de délicatesse. On a remarqué une ode sur cette question : « l'amour continuera-t-il dans l'éternité ? » Par un beau jour, dans une belle campagne, Méandre et Célinde se promettent de s'aimer toujours. Un doute vient troubler Célinde quand elle songe au dernier soupir, et son amant la rassure par quelques strophes qui rappellent, sans y rien perdre, celle d'un poète contemporain :

Toi-même à la clarté ravie,
Tu dois fermer tes yeux si beaux, etc.

(1) *Occasional verses of Edward lord Herbert, etc.* Londres 1665, in-8°.

Les ouvrages historiques de lord Herbert sont placés fort au-dessus de ses vers. On a vu ce que nous pensons de sa relation de l'expédition de l'île de Ré, qui, à l'inconvénient d'être rédigée dans un latin très affecté, joint celui d'être un pamphlet apologétique. Il faut autrement apprécier son *Histoire du Règne de Henri VIII* (1), que le meilleur juge, M. Hallam, trouve écrite dans un style mâle et judicieux. Locke la place près de l'*Histoire de Henri VII* du chancelier Bacon, et lord Oxford en parle comme d'un chef-d'œuvre (*master-piece*) de biographie historique. Le style anglais est bon, la narration est claire, la connaissance et l'exposition des affaires de l'Europe ne laissent rien à désirer. On rencontre çà et là quelques traits heureux, quelques réflexions justes; mais ni le récit n'est assez animé, ni le jugement assez hardi. L'auteur écrit l'histoire à l'ancienne manière, sans chercher à la rendre attachante par l'action ou la pensée. D'ailleurs il composait, il nous le dit, par ordre du roi Jacques I^{er}, qui lui donna des documens et des conseils. Il l'en remercie dans sa dédicace, et quoiqu'il s'y vante d'avoir écrit avec sincérité, d'une *plume libre*, quoiqu'il n'ait pas de son vivant fait paraître son livre, on trouvera qu'il semble manquer de la première qualité de l'historien, l'indépendance. Sa justice du moins n'est pas assez rigoureuse. Soit révérence d'homme de cour pour la royauté ou de magistrat pour les formes légales, soit embarras causé par ce fonds de popularité qui n'a jamais abandonné Henri VIII, il ménage trop un tyran bizarre dont les cruautés ressemblent à des folies. Il le déclare avide et cruel, mais il lui cherche des excuses, tantôt dans sa grandeur, tantôt dans sa passion, tantôt dans sa constitution; c'était une âme où régnait la tempête, dit-il, et comment un sujet oserait-il condamner la souveraineté? Scrupule étrange, comme on l'a remarqué, dans la bouche d'un homme qui a fait la guerre à Charles I^{er}; mais l'inconséquence est le signe constant de l'humanité.

Nous ne voudrions pas cependant qu'on le soupçonnât d'avoir dissimulé les crimes de Henri VIII; seulement il hésite à les appeler par leur nom, quoique, dans un portrait de ce prince placé à la fin du volume, il le caractérise plus sévèrement qu'il ne l'a fait dans son récit. Là il récapitule les condamnations capitales prononcées sous ce règne, et il en parle comme d'une *époque sanguinaire*. Le prétexte de la religion ne pouvait tromper sa conscience. En bon Anglais, il préférerait sans doute la réforme au papisme, et il ne blâme point Tudor d'avoir attaqué l'un pour établir l'autre; mais il n'approuve ni les persécutions ni les confiscations, et d'ailleurs les dissidens eurent leur part des coups de la tyrannie. Il est froid pour toutes les causes que

(1) *The Life and reigns of king Henry the eighth written by the right honourable Edward, lord Herbert of Cherbury*. Londres, petit in-folio, 1639. — Il y en a eu au moins quatre éditions. Walpole en a imprimé une cinquième en 1770 à Strawberry-Hill.

son temps trouvait sacrées. Il semble devancer son siècle par son indifférence pour les querelles dogmatiques, et il ne parle pas avec une sympathie bien vive de la grande révolution qui changea la foi de l'Angleterre. En tout, bien des choses restent obscures dans son livre, bien des caractères inexplicables. Peut-être la difficulté d'aborder certains sujets l'a-t-elle contraint à certaines omissions, peut-être lui-même a-t-il trouvé son ouvrage incomplet, car il faut se rappeler qu'il ne l'a point laissé paraître. Une seule fois il s'abandonne aux réflexions que la réforme du xvi^e siècle devait provoquer dans tous les esprits sérieux. Il se demande quelles sont les règles que doit suivre un laïque dans les discordes religieuses. La première est d'accepter pour guides, autant que possible, ceux que lui donne sa patrie; puis il doit, s'il est en mesure de le faire, étudier les religions et les doctrines des sages pour se décider par son propre choix. Malheureusement cette étude est longue, difficile, semée de doutes et de problèmes. Tout savoir est impossible, tout rejeter serait impie. Que faire donc? S'attacher à l'essentiel et au démonstratif, et s'en tenir aux vérités universelles qui ne peuvent jamais égarer ni perdre celui qui les prend pour sa loi, — un Dieu honoré par la piété de la vie, les fautes rachetées ici-bas par le repentir ou châtiées ailleurs par une justice suprême.

Cette doctrine est celle de ses ouvrages philosophiques, et peut-être même les a-t-elle inspirés; mais quoiqu'elle eût au commencement du xvii^e siècle un certain mérite d'originalité, quoique ceux qu'elle offense puissent la pardonner au témoin des controverses qui avaient de son temps ensanglanté l'Europe, quoiqu'il l'ait anoblie par la constance et la sérénité de ses convictions, cette liberté de penser en matière religieuse n'est point par elle-même un mérite philosophique, et ce qui nous frappe tout autrement dans lord Herbert, c'est un système de métaphysique qui vaut beaucoup mieux, et qui n'est d'ailleurs nullement inconciliable avec la foi chrétienne.

Lord Herbert avait certainement connu Bacon. Ils ont été au service du même souverain, Jacques I^{er}, protégés du même favori, Buckingham. Lord Herbert avait pu lire le *Novum Organum* avant de rien publier (1), et comme il a survécu vingt ans à l'illustre chancelier, il a connu tous ses ouvrages importants, il a été témoin de

(1) On a mis Herbert ainsi que Thomas Hobbes au nombre des amis et des collaborateurs de Bacon. Le fait nous paraît très douteux. Bacon, dans la dédicace d'une version des psaumes à son *bon ami George Herbert*, le remercie de la peine qu'il a prise à propos de quelques-uns de ses ouvrages. Cette peine était, dit-on, d'avoir travaillé à les mettre en latin; mais George Herbert n'a ni le prénom ni aucun des titres de lord Herbert, qui passe lui-même pour s'être fait aider dans la traduction latine de ses écrits. D'ailleurs son traité *De Veritate* ne parut qu'en 1624 ou quatre ans après la publication du *Novum Organum*, et un an après la rédaction dernière du *De Augmentis*, dont une première esquisse avait été imprimée en 1603.

leur succès, plus grand il est vrai sur le continent qu'en Angleterre; il a vu s'établir et croître une renommée qui est une des gloires de sa patrie. Cependant il n'est point disciple de Bacon, il ne se donne pas pour son admirateur; nous ne nous souvenons pas qu'il l'ait jamais cité, et cette omission ne peut être involontaire. Il traite assez souvent des sujets analogues, il aborde les mêmes questions; il lui emprunte quelques idées, ou les répète après lui, les ayant peut-être tirées de la même source. Sa philosophie est aussi une réaction contre le moyen âge; elle procède des mêmes critiques, mais elle établit d'autres principes. C'était la grande pensée de Bacon, mais c'était aussi une des pensées du siècle, que le temps était venu de changer les voies de la science humaine. Lord Herbert est un des ardens promoteurs de cette révolution intellectuelle. « L'autorité, dit-il, est le seul asile de l'ignorance. Philosophons librement. » Comme Bacon, il fuit avec dédain les errements de la scolastique. Nulle part dans ses écrits il ne professe le culte d'Aristote; il pense par lui-même. Dans son principal ouvrage, il se pose la question absolue de la vérité, et, résistant aux plus hardis sceptiques par ce principe : la vérité existe, il en dérive toute la science. La vérité des choses est en elles, la nôtre est dans notre intelligence, car elle est la connaissance de la première. Entre l'une et l'autre se placent la vérité de l'apparence, ou, comme on dit aujourd'hui, le phénomène, et la vérité du concept, c'est-à-dire la perception ou la notion. Chacune de ces sortes de vérité se rapporte en nous à une faculté, à une disposition qui lui est comme analogue, et la vérité d'elles toutes est d'abord dans la conformité de chacune avec la faculté correspondante, puis dans la conformité de toutes les vérités et de toutes les facultés entre elles. Qui peut en juger? Un instinct d'intelligence et de raison qui domine toutes les facultés, qui donne et qui contient les connaissances universelles, qui les a reçues du ciel, et qui est comme une participation de la raison divine. Cet instinct naturel est le centre dont les notions universelles sont les rayons. Il nous semble difficile d'établir avec plus de clarté et de force que ne le fait lord Herbert qu'il y a des principes nécessaires dans l'esprit humain. On le voit, si Bacon est le père de la philosophie de l'empirisme, lord Herbert est loin d'être de son école, témoin ces paroles que nous soumettons aux gens du métier : « Les notions universelles sont ces principes sacrés contre lesquels il est interdit comme un crime de disputer, *contra quæ disputare nefas*... Tant s'en faut que ces principes élémentaires se déduisent de l'expérience et de l'observation, que sans quelques-uns ou sans un au moins d'entre eux, nous ne pouvons ni expérimenter ni observer. » Ces paroles remarquables, Platon et Kant ne les auraient-ils pas signées?

Nous entrerions dans la partie technique du système, si nous don-

nions la liste et le commentaire des sept propositions, qui, liées l'une à l'autre, forment la théorie générale de la vérité, puis le dénombrement raisonné des conditions auxquelles se réalisent ou se connaissent les diverses sortes de vérité, et des facultés qui correspondent à chacune d'elles, enfin l'analyse des quatre formes ou moyens de connaissance qui, dans leur ordre vrai, constituent l'esprit humain, savoir : l'instinct naturel, — le sens interne ou la sensibilité tant affective que morale, — le sens externe ou la sensibilité tant perceptive qu'organique, — enfin le raisonnement, qui ajoute aux notions puisées aux trois premières sources, et qui même les redresse en même temps qu'il les développe. On sent qu'il y a là toute la matière d'une psychologie et d'une logique. Dans l'une et l'autre, on trouve du vrai et de l'original; mais nous renvoyons au texte.

Le point dominant, c'est ce que lord Herbert conçoit si bien et désigne assez malheureusement, l'instinct naturel. Cette puissance propre de la raison, il ne peut que l'analyser, la dégager de tout ce que les autres facultés y ajoutent d'accessoire ou d'erroné. Le raisonnement n'a lui-même de fondement que dans les notions universelles, ou principes évidens, qu'il doit à l'instinct naturel. Là est la partie vraiment divine de l'esprit, l'instrument immédiat de la Providence, quelque chose d'elle en nous et comme sa marque sur notre âme. Aussi les connaissances que nous tenons de l'instinct naturel ont-elles un caractère d'universalité qui les met au-dessus du doute, qui constitue leur légitime et irrésistible autorité. De ces notions, la plus élevée comme la plus caractéristique est Dieu; l'instinct naturel qui en vient y retourne de lui-même; aussi peut-on dire que son objet, celui de toutes les facultés qui lui sont subordonnées, est le souverain bien ou la béatitude éternelle, comme on voudra l'appeler. « Si Dieu n'avait gravé dans l'homme le type de l'infini, comment l'homme serait-il formé à son image? »

Mais de cette autorité des notions universelles ou de l'instinct naturel, il suit que tout ce qui n'est ni universel ni naturel au même titre est en possession d'une autorité moindre. La nature est l'expression de la Providence divine universelle; elle est cette providence même dans les choses. La grâce n'est que la Providence divine particulière. Les vérités de la nature sont donc aux vérités de la grâce comme l'universel au particulier. Les premières sont les seules indubitablement divines. Tout ce qui n'est point frappé à la même empreinte n'est point faux pour cela, mais ne peut avoir qu'une vérité subordonnée, ou n'appartient qu'au domaine du vraisemblable et du possible. C'est ainsi que lord Herbert distingue la religion naturelle de la religion révélée, ou plutôt la révélation primitive et générale de la révélation locale et particulière. Toute église, toute philosophie, toute législation ne possède à ses yeux une autorité absolue,

une véritable infaillibilité que dans ce qu'elle enseigne ou prescrit de conforme aux notions universelles, ou du moins de conciliable avec ces notions. L'examen tant de l'esprit humain que des croyances générales de l'humanité le conduit à reconnaître cinq dogmes marqués du caractère sacré de l'universalité : — il y a un Dieu; — un culte lui est dû; — le meilleur culte est la piété et la vertu; — le repentir rachète les fautes; — il existe une justice suprême qui punit et récompense. — Ce sont là, suivant lui, les vérités catholiques, les vérités nécessaires au salut. Elles peuvent servir de *criterium* pour apprécier les doctrines de toutes les chaires et de toutes les écoles. En effet tout ce qui s'en écarte doit être rejeté; tout ce qui les confirme et les développe peut être admis : c'est par là qu'il faut juger les religions. La révélation n'est pas impossible, non plus que les miracles; mais si elle se fonde sur une inspiration directe, elle n'est valable que pour celui qui l'a personnellement reçue. Fondée sur la tradition, elle dépend de l'autorité du récit; elle est, à ce titre, du ressort du raisonnement, qui doit en élaguer tout ce qui contrarie les notions universelles, par exemple le salut attaché exclusivement à certains dogmes particuliers comme la pénitence des catholiques ou la prédestination des protestans. Soit inconséquence, soit ménagement, notre auteur ne tient pas au reste un langage uniforme à l'égard de la révélation; tantôt il prétend l'admettre et la fortifier en l'épurant, tantôt il semble la proscrire, ou du moins la diminuer en la réduisant à une doctrine où beaucoup de faux est mêlé au vrai, beaucoup de superflu au nécessaire, car c'est aussi une de ses maximes qu'il y a entre la certitude et l'erreur des opinions intermédiaires qui ne sont pas sans vérité; mais toujours il fait des notions universelles la règle de toutes les autres, et de l'instinct naturel le maître de nos facultés. C'est évidemment placer la nature au-dessus de la grâce.

Ces dernières opinions, qui se trouvent parsemées dans le traité de la *Vérité*, où l'on rencontre d'ailleurs de meilleures choses, sont reprises et développées dans deux autres écrits, l'un *Sur les Causes de l'Erreur*, l'autre *Sur la Religion du Laïque* (1). Dans un ouvrage plus considérable *Sur la Religion des Gentils*, publié après sa mort, Herbert a tracé du paganisme un tableau où ne manque pas le savoir, et il y explique à sa manière comment les anciens ont été conduits à mêler de fictions et d'erreurs les dogmes fondamentaux qu'ils n'ont pas méconnus. C'est à peu près le même sujet que celui du *De sapientia veterum* de Bacon; mais, traité d'une manière moins ingénieuse, il l'est avec plus de critique et d'érudition. La science moderne

(1) *De Causis errorum*. — *Religio laici*. — *Appendix ad Sacerdotes*, dans l'édition du *De Veritate* de Londres 1645.

ne se contenterait pas, comme on doit s'y attendre, d'une telle histoire des religions de l'antiquité. Cependant le livre tel qu'il est ne parut pas indigne de Gérard Vossius, à qui il fut communiqué, et dont le fils Isaac l'a fait imprimer pour la première fois (1). Il semble d'ailleurs que la pensée générale en est incertaine et confuse, et que l'argumentation en pourrait souvent être retournée contre la thèse. L'auteur développe plus les illusions et les impostures des gentils qu'il ne démontre la persistance de la foi naturelle et nécessaire du genre humain. Il ne fait pas avec assez de précision le départ entre les erreurs accidentelles et les vérités permanentes, distinction qui avait été aperçue, entreprise qui avait été essayée avant lui. Un évêque du xvi^e siècle, un préfet de la bibliothèque du Vatican, Augustin Steucho, désigné souvent sous le nom d'Engubinus, a composé, dans une vue de parfaite orthodoxie, un livre *De perenni Philosophia*, qui peut encore se lire avec intérêt. Dans cet ouvrage, dédié au pape Paul III, il est établi, avec plus d'érudition que de critique, que la sagesse et la piété venant de la même source, la philosophie de l'antiquité a été constamment comme un christianisme tacite, et que la révélation n'a fait qu'arracher les derniers voiles à la vérité de tous les temps. Cette doctrine, dont la pensée première avoisine le système de lord Herbert, peut conduire des esprits divers à des résultats différents. Pour les uns, comme pour Engubinus (2), elle est une démonstration nouvelle de la foi évangélique, et dans notre temps où l'on exagère tout, on a même abusé de cette preuve au point de l'affaiblir. D'autres au contraire concluent simplement de la revue des croyances humaines, qu'il y a une philosophie religieuse vraie, en dehors même de la révélation, mais dont la vérité ne porte aucun préjudice à la vérité de la révélation, et c'est le point de vue de Rodolphe Cudworth et du père Thomassin de l'Oratoire. D'autres enfin veulent que l'universalité étant exclusivement le signe de la vérité, la certitude ne réside que dans ce qu'ils appellent la religion du genre humain, et ceux-ci, avec quelque respect qu'ils s'expriment, doivent être comptés parmi les adversaires du christianisme. De cette liste il est impossible de rayer le nom de lord Herbert, et c'est avec raison qu'il a été désigné comme le chef de l'école des déistes en Angleterre.

Nous ne songeons nullement à le défendre. Sans doute il parle souvent dans un langage convenable de la religion de sa patrie. Il déclare le christianisme la meilleure des religions; mais il tient pour seul catholique, pour seul invariable, le pur théisme, dont il a dressé en cinq articles la profession de foi. Ce système a tout au moins le

(1) *De Religione gentilium errorumque apud eos causis*. Amsterdam 1633, petit in-4^o.

(2) Augustini Steuchii Engubini, episcopi Kisami, tomi III. *De perenni Philosophia*, I; *De Theologia antiquorum*, II. Paris 1577. La première édition est de Lyon 1540.

défaut de reposer sur une description très incomplète de l'esprit humain. La foi religieuse est un fait aussi réel que la certitude rationnelle, et cependant elle en diffère essentiellement. C'est aussi une vérité universelle que jamais la philosophie n'a été toute la religion de l'humanité. La doctrine de lord Herbert ne rend nul compte de tous ces faits. Aussi a-t-elle été, comme on le pense bien, l'objet de sérieuses critiques. On en cite une réfutation expresse composée par Richard Baxter, théologien assez renommé de l'église dissidente, et qui publia, en 1671, une apologie chrétienne de quelque réputation (1). Christian Kortholt, qui vivait en Holstein et dont le fils fut un des éditeurs de Leibnitz, a imprimé vers le même temps à Kiel un pamphlet théologique avec ce titre significatif : *De tribus impostoribus* (2). C'est l'envers du fameux et problématique ouvrage qui inquiéta le xiv^e siècle comme un legs mystérieux et funeste du xiii^e. Un des trois imposteurs de Kortholt est lord Herbert, *le prince des naturalistes du siècle* (3), et qu'il met sur la même ligne que Hobbes et Spinoza. Herbert, fervent défenseur de la providence divine et de la liberté humaine, n'a rien de commun avec le spinozisme, et c'est tout l'opposé de Hobbes, cet ennemi aveugle et puissant de tout principe absolu de religion et de morale. Kortholt dirige contre lord Herbert quelques critiques justes au point de vue de l'orthodoxie; mais c'est une licence insupportable et de mauvais exemple que de l'accuser d'athéisme, et cette calomnie juge un ouvrage. Un censeur plus redoutable et plus digne, c'est Leland, qui, dans sa revue des écrivains déistes de l'Angleterre au xvii^e et au xviii^e siècle, assigne le premier rang à lord Herbert, et qui, en rendant justice à sa sincérité, attaque son système avec les armes du raisonnement et de la foi. Il ne manque pas d'observer que ce fondateur du rationalisme religieux avait sa part de crédule enthousiasme, puisqu'il s'imaginait que Dieu avait, par un signe direct, ordonné la publication de son livre, en sorte que celui qui n'admet comme démontrée que la providence générale, s'est cru de très bonne foi l'objet d'une providence particulière. Un miracle aurait ainsi autorisé une théologie contraire aux miracles.

(1) Dans l'ouvrage intitulé : *More reasons for the christian religion and no reason against it*, par Richard Baxter, 1671, on trouve : *Animadversions on a tractate De Veritate written by the noble and learned lord Edw. Herbert*.

(2) *De tribus impostoribus magnis, liber Edoardo Herbert, Thomæ Hobbes et Benedicto Spinozæ oppositus. Cui addita appendix qua Hieronymi Cardani et Edoardi Herberti de animalitate hominis opiniones philosophicæ examinantur*. Kil., in-8°, 1680. L'édition que j'ai eue dans les mains a pour titre : *De tribus impostoribus magnis, liber cura editus Christ. Kortholt S. Theolog. D. et professoris primarii*. Hambourg 1700. Elle a été donnée par Sébastien Kortholt, fils du précédent.

(3) « Naturalistarum ævi nostri principes. »

Mais si nous abandonnons sans regret à ses censeurs la théologie de lord Herbert, nous ferons nos réserves en faveur de sa métaphysique. Elle appartient par plus d'un côté à la saine philosophie ; elle ne sacrifie ni la solidité à l'élevation, ni l'élevation à la solidité. Elle s'appuie sur le droit d'une raison inspirée par celui dont elle émane, révélation primitive qui ne proscriit pas l'autre, mais que celle-ci suppose, et qui, tantôt par la sensibilité, tantôt par la déduction, ajoute à ses lumières propres des connaissances expérimentales ou dérivées, certaines quand elles sont universelles. Ce n'est point là une philosophie vulgaire ; de belles et heureuses pensées se rencontrent dans le livre où elle est exposée, et la diction, quoique un peu pédantesque, ne m'en paraît pas aussi obscure qu'à M. Hallam. Je louerais même lord Herbert de sa latinité, malgré la barbarie de quelques formes scolastiques, de quelques termes abstraits, s'il ne paraissait établi qu'un savant contemporain de l'auteur, Thomas Master, employé souvent par lui à des recherches, a pris une grande part à la traduction de la pensée du philosophe anglais dans la langue de Cicéron.

Par ses mérites même, lord Herbert devait, comme philosophe aussi, rencontrer des censeurs. Dans le nombre du moins, nous ne placerons pas Descartes, car il est du même parti philosophique. On sait combien Descartes est avare d'éloges, et qu'il consent peu à louer ce qui s'écarte de son esprit ou de sa méthode. Lors donc qu'une de ses lettres nous apprend qu'il trouve dans Herbert plusieurs choses fort bonnes, mais, ajoute-t-il avec sa grande prudence, *non publici saporis*, et qu'il estime cet auteur beaucoup au-dessus des esprits ordinaires, il faut voir dans ce peu de paroles un très important suffrage (1). C'est avec de grands ménagemens et même de grands éloges, que les philosophes éminens d'une école tout opposée se sont séparés de lord Herbert. Il était dans l'usage d'adresser ses écrits à ceux qu'il en supposait les justes appréciateurs. Le *De Veritate* avait été transmis de sa part à Gassendi, qui répondit, en 1734, à cet envoi par une lettre insérée en fragment dans ses œuvres. Il s'y écrie que l'Angleterre est heureuse d'avoir, après la mort de *Verulamius* (Bacon), produit *un tel héros (heroem istum)* (2). Puis il défend Aristote contre ce héros, auquel il fait avec détail toutes les objections de l'empirisme. On les connaît : il n'y a pas naturellement de notions universelles ; point de proposition en physique, point de dogme en théologie, point de règle en éthique, qui ne soit contro-

(1) H. Hallam, *Histoire de la Littérature pendant les quinzième, seizième et dix-septième siècles*, t. III, ch. III, sect. 1^{re}, traduction française.

(2) *Ad librum D. Edoardi Herberti Angli de Veritate epistola*. — P. Gassendi *Diniensis oper.*, t. III, p. 411.

versible; c'est l'éducation civile et religieuse qui nous donne nos idées et nos croyances; Herbert lui-même a tiré de cette source tout ce qu'il croit avoir trouvé dans la raison pure. Ces objections sont comme une anticipation de la philosophie de Locke. Aussi, lorsqu'il parut lui-même, ce sage qui mêla tant d'erreurs à tant de raison, il ne put, quoiqu'il eût dédié son grand ouvrage à un comte de Pembroke et de Montgomery, baron Herbert de Cardiff, il ne put, trouvant lord Herbert de Cherbury sur son chemin, s'empêcher de lui contester l'existence de ses principes innés, et il soumit à une analyse critique qui n'est pas sans force les sept principes nécessaires sur lesquels le système était édifié (1). C'est d'ailleurs un contraste assez remarquable que Gassendi, ce disciple d'Aristote et d'Épicure en philosophie, et Locke, ce restaurateur de la philosophie des sensations, soient beaucoup plus retenus que le quasi-platonicien lord Herbert sur les questions théologiques, et défendent contre lui les dogmes avec des principes qui ne permettraient d'en établir aucun.

En résumé, laissant de côté le rationalisme déiste qui, n'en déplaise à lord Herbert, n'est pas inséparable de sa doctrine, nous pensons que dans la philosophie pure il appartient à la cause du spiritualisme, c'est-à-dire à la bonne cause, et que si la philosophie dans la Grande-Bretagne relève de Bacon, il faut admettre que la méthode de l'observation a produit deux écoles, l'une qui dans l'âme humaine a subordonné tout à l'expérience et dont Hobbes est le représentant le plus violent, Locke le plus noble maître; l'autre qui, par des méthodes plus ou moins analogues à celles de Descartes, a su trouver dans la raison des principes supérieurs à l'observation et à l'expérience elle-même. Lord Herbert est une des lumières de cette école. Nous placerons auprès de lui Cudworth et Clarke; mais par sa confiance dans la nature humaine, par son optimisme intellectuel, le noble pair nous paraît surtout l'avant-coureur de lord Shaftesbury, et l'on peut dire que la foi de tous deux dans les principes de la raison a dû frayer la voie aux doctrines d'Hutcheson et des philosophes de l'Écosse. Nous souscrivons très volontiers à ce jugement de M. Hallam : « Lord Herbert peut être considéré comme le premier métaphysicien qu'ait eu l'Angleterre. » Et nous ajouterons avec le plus grand métaphysicien qu'elle possède aujourd'hui, sir William Hamilton : « Il est en vérité surprenant que les spéculations d'un penseur aussi habile et aussi original, et d'un homme si remarquable d'ailleurs, aient échappé à l'observation de ceux qui ont après lui, dans la Grande-Bretagne, philosophé dans le même esprit. »

CHARLES DE RÉMUSAT.

(1) *Essay*, liv. 1^{er}, ch. 3, § 13. — *Locke's Works*, t. 1^{er}, Londres, 10 vol. in-4^o, 1801.

LES FINANCES DE LA GUERRE

I.

LES FINANCES DE LA RUSSIE.

La guerre que suscite la question d'Orient est une de ces rares occasions dans lesquelles l'intérêt national, se manifestant avec évidence à tous les yeux, doit imposer silence aux passions de parti et même aux convictions les plus étroitement liées à la personnalité humaine. Il y va, pour l'Europe, de l'indépendance de plusieurs peuples, de l'équilibre général des forces, de l'avenir de la civilisation. C'est là une cause juste et grande. L'opinion publique le proclame, avec une autorité irrésistible, en isolant le gouvernement russe et en le laissant sous le poids du blâme universel; mais ce qui domine tout, les armées sont en présence. Au moment où les flottes combinées occupent la Mer-Noire et la Baltique, où les troupes de la France et de l'Angleterre, après avoir couvert la capitale de l'empire ottoman, ayant les soldats d'Omer-Pacha pour avant-garde et pour arrière-garde les bataillons autrichiens, vont refouler les légions moscovites, quel Français digne de ce nom, quelque opinion qu'il garde sur le caractère et sur la conduite du gouvernement, ne ferait des vœux pour le succès de nos armes?

Au point de vue politique, un résultat immense nous est dès à présent acquis. La coalition qui menaçait à toute heure nos intérêts ou nos frontières, dont les traités de 1815 étaient la plus haineuse

expression, et que la révolution de 1848 avait resserrée en donnant à l'empereur Nicolas le rôle éminent de protecteur de l'ordre européen, n'existe plus que dans l'histoire. Malgré la différence et peut-être l'antipathie naturelle de leurs gouvernemens, il s'opère entre la France et l'Angleterre un rapprochement qui survivra aux circonstances et qui les intéressera, quoi qu'il arrive, à leur mutuelle grandeur. L'Autriche et la Prusse ont ouvert les yeux et donné le signal à la confédération germanique, qui, en dépit de quelques princes hésitans encore ou résistans, doit passer bientôt d'une neutralité impolitique et impossible à l'hostilité directe contre les desseins que ne dissimule plus le cabinet de Pétersbourg. En défendant l'intégrité de l'empire ottoman, nous allons provoquer, ce qui n'importe pas moins à notre repos, le réveil de l'Allemagne. Le danger que Napoléon signalait sur le rocher de Sainte-Hélène à l'Europe prosternée est désormais conjuré par l'union de la France et de l'Angleterre. Pendant que nous écartons les Russes de Constantinople sous la forme brutale de la conquête, la suzeraineté qu'ils affectaient sous la forme adoucie de patronage ou d'influence se voit répudiée à Vienne et à Berlin. L'Allemagne accepte la solidarité de notre diplomatie, en attendant le moment, qui ne peut tarder, d'arborer le même étendard et de joindre ses armes aux nôtres.

Ainsi neutres, expectans ou belligérans, tous les états de l'Europe se prononcent contre les prétentions et vont faire obstacle à l'ambition de la Russie. Lord John Russell, envisageant les difficultés de cette grande entreprise, disait, il y a quelques jours, aux membres de la majorité ministérielle, que le résultat était incertain, et pour l'assurer il leur demandait de l'argent. Le peuple anglais ne marchandera pas les sacrifices; comme il veut la fin, il voudra aussi les moyens : après avoir reçu de nous l'impulsion, il nous donnera l'exemple.

A Dieu ne plaise que je rabaisse l'importance du commandement! Le résultat dépendra sans doute avant tout de la direction qui sera donnée aux opérations militaires; mais si la victoire appartient en définitive aux gros bataillons, aujourd'hui plus que jamais l'argent doit faire pencher la balance : de bonnes finances donnent de puissantes armées; le gouvernement le plus riche, pourvu qu'il ait une administration prévoyante et économe, est aussi le gouvernement le plus fort.

Au point où la civilisation a conduit les peuples, toutes les armées ayant leurs traditions de bravoure, les notions de la tactique étant à peu près également répandues partout, et la science ayant fait faire aux moyens de destruction, à peu de chose près, les mêmes progrès qu'aux moyens de production, l'ascendant doit rester, en fin de

compte, à la nation qui peut mettre en ligne les ressources les plus formidables et qui se trouve capable de soutenir la lutte plus longtemps. Rien ne le prouve mieux que l'exemple de l'Angleterre à une époque où, après avoir résisté au génie expansif de notre révolution, elle tenait en échec, au moyen de l'Europe soudoyée, le plus grand conquérant des temps modernes. Pour expliquer les événements de 1814 et de 1815, il suffit de rappeler que la France, après des efforts gigantesques, se trouva plus tôt épuisée d'hommes que sa rivale ne fut épuisée d'argent.

Aujourd'hui comme alors, et peut-être plus qu'alors, la guerre organisée sur une grande échelle est principalement une question de budget. Il ne suffit pas de rassembler à un jour donné, et en prodiguant d'un seul coup toutes les ressources dont on peut disposer, des armées nombreuses, bien commandées et formées à l'école d'une discipline sévère; ces armées, il faut encore les nourrir, les fortifier d'un puissant matériel de campagne et de siège, et les pourvoir de moyens de transport; il faut réparer les pertes et combler les vides qu'ont bientôt faits dans les rangs le feu, le fer ainsi que les maladies; tout cela suppose des trésors qui se renouvellent. La guerre concerne donc les administrateurs autant que les généraux. Avant de l'entreprendre, un grand état doit dresser le bilan de ses recettes et de ses dépenses, examiner jusqu'où peuvent aller ses ressources tant ordinaires qu'extraordinaires, ce que produira l'impôt et ce que donnera le crédit, mesurer en un mot sans illusion ses forces au fardeau.

Les questions de finance ne s'élèvent guère, ou tout au moins ne sont débattues avec l'attention qu'elles méritent et ne deviennent des questions politiques que pendant les loisirs réparateurs de la paix. Dans ces momens, un budget bien ou mal équilibré consolide ou renverse un ministère, et sir Robert Peel triomphe où lord Melbourne avait échoué. Alors encore un déficit fait éclater ou fait reculer une révolution : le déplorable état des finances exposé à l'assemblée des notables détermina le mouvement de 1789; l'enthousiasme factice de 1848 ne tint pas contre un impôt extraordinaire de 45 centimes. Il semble que les nations ne puissent s'occuper de la gestion de leur fortune que lorsqu'elles n'ont plus à verser leur sang.

C'est surtout pendant la guerre, et en vue des nécessités qu'elle entraîne, que l'on devrait agiter et mettre à l'ordre du jour ces graves difficultés. La guerre se rassasie d'or encore plus que de batailles; il y a peu de campagnes qui n'exigent un second budget. Le problème qui se pose en ce moment consiste à inventer des moyens d'action en quelque sorte illimités, sans imposer au pays de trop lourds sacrifices. Il faut rassembler de tous les côtés des eaux qui

grossissent le fleuve du revenu sans en tarir ni même en affaiblir les sources. C'est alors que l'influence d'un bon système se montre plus décisive, et que le danger d'une fausse mesure devient plus grand. Ajoutons que la nécessité, quand elle ne suggère pas des expédients désastreux, aiguillonne le bon sens des peuples et le génie des individus en les lançant dans la voie des découvertes. C'est au bruit de la guerre d'Amérique qu'un professeur de morale, s'attachant à constater les lois suivant lesquelles les états dépérissent ou prospèrent, Adam Smith, écrivit l'immortel ouvrage de *la Richesse des Nations*. Le crédit public se développa dans la Grande-Bretagne quand il fallut, pour lutter avec la révolution française, amener l'Europe à force de subsides et couvrir de vaisseaux toutes les mers. Il naquit en France le jour où, l'impôt ne suffisant plus, on dut recourir à l'emprunt pour payer la rançon de l'invasion.

La guerre d'Orient vient à peine de commencer, et déjà tous les gouvernemens empruntent. La Turquie, après avoir renoncé, par des scrupules inintelligens, à un emprunt conclu à un taux inespéré, et qui liquidait ses embarras les plus pressans, se met aujourd'hui en quête de prêteurs et frappe, comme elle peut, à toutes les portes. Le gouvernement russe, après avoir tâté les divers marchés, se voit exclu des principales places de crédit et réduit à l'expédient odieux, autant que stérile, de l'emprunt forcé. La Prusse demande plus de 100 millions de francs au crédit; la France, au moyen d'une souscription publique, et en donnant à peu près 5 pour 100 du capital prêté, vient d'emprunter 250 millions. L'Autriche, après deux emprunts successifs, en ouvre un troisième payable en cinq années, à raison de 250 millions par année, qui doit lui servir, indépendamment du déficit annuel à combler, à retirer de la circulation une certaine quantité de papier-monnaie, et à rappeler dans le pays l'or et l'argent, la monnaie métallique. L'Angleterre seule se défend encore de faire un appel direct au crédit; mais, à défaut de la dette fondée, elle augmente la dette flottante, autre supplément à l'impôt.

Ainsi tous les gouvernemens empiètent sur le patrimoine des générations à venir, soit pour soutenir, soit pour préparer la lutte. Ils assiègent, chacun dans l'espoir de l'attirer de son côté, le monde essentiellement pacifique des capitaux. Par cet empressement, qui s'inspire pour les uns de la nécessité et pour les autres du calcul, ils donnent la mesure de leurs forces. On peut préjuger et même annoncer presque à coup sûr, en comparant les ressources financières des belligérans, l'issue de la crise dans laquelle l'Europe vient d'entrer. Il y a là une sorte d'anatomie comparée, s'exerçant sur les élémens de l'impôt et du crédit, dont il est permis d'attendre quelque lumière. De cette hauteur d'où on les domine aisément, nous allons étudier

l'assiette des deux camps entre lesquels n'oscillera pas longtemps la fortune.

Je suppose que cette guerre, qui semblait n'être d'abord qu'un champ de bataille ouvert à la diplomatie, éveille aujourd'hui des deux parts les susceptibilités de l'honneur national. J'admets qu'à force d'exciter le fanatisme d'une population ignorante, le cabinet de Pétersbourg soit parvenu à déterminer, dans les rangs où se recrute l'armée, une ambition de conquête qui fasse contrepoids à la résolution calme et éclairée qui anime les populations de l'Occident. Eh bien ! le peuple russe, quand il prendrait la querelle à son compte, quand il se lèverait comme un seul homme et marcherait au combat comme à une croisade, ne sauverait pas le tsar de l'humiliation qui l'attend.

La Russie, telle que l'ont faite la conquête et les traités, débordant de toutes parts hors de ses limites naturelles, présente une agrégation de soixante millions d'habitans. Les élémens de ce redoutable faisceau ne sont rien moins qu'homogènes. Des races ennemies occupent les contrées les plus riches de l'empire, qui sont les régions de l'occident, les frontières de l'esprit européen. S'appuiera-t-on sur les provinces allemandes, qui gardent la tradition luthérienne, pour faire prévaloir la suprématie du rite grec ? Confiera-t-on la défense de l'autocratie moscovite à ces Polonais que l'on opprime sans les dompter, et qui ne cesseront, même quand la France et l'Angleterre les oublieraient, d'aspirer à l'indépendance ? Le reste du territoire est cultivé par des serfs que ni la propriété ni la liberté n'a préparés à l'amour de la patrie. Ceux-ci vivent dispersés sur un immense territoire et comme campés dans le désert. Les Russes n'ont plus en eux la force rude de la barbarie, sans avoir acquis la puissance que donnent l'industrie et les lumières. Comme Joseph de Maistre l'a si bien vu, c'est une nation du *xv^e* siècle : elle n'a ni la mobilité, ni les instincts belliqueux des hordes qui envahirent l'empire romain au *iv^e* siècle, ni le génie d'expansion qui caractérise au *xix^e* des populations plus agglomérées, plus riches et plus policées. Le peuple russe est le meilleur instrument que l'on puisse imaginer de l'obéissance passive. Par cela même, il n'apportera dans la lutte aucune force qui lui soit propre. Ce n'est pas à lui que nous aurons affaire, c'est à son gouvernement.

La Russie se présente au combat avec tous les genres d'infériorité, même celle du nombre. Sans parler des cinquante millions d'Allemands qui s'engageront tôt ou tard dans la querelle, ni de cette race turque qui a eu l'honneur de porter les premiers coups et qui a victorieusement gardé sa ligne de défense, la France et l'Angleterre comptent ensemble soixante-cinq millions d'habitans, tous hommes

libres, et qui à travers les différences d'opinions marchent unis par le sentiment national. Leur population, comparée aux Slaves du culte grec, avec le capital d'instruction et de richesse dont elle dispose, représente une machine de guerre qui a la même supériorité que les canons à la Paixhans sur de grossières et impuissantes balistes. La civilisation aujourd'hui n'est pas, comme dans la décadence de l'empire romain, un signe de défaillance, car elle repose non sur l'oisiveté et sur l'esclavage, mais sur la liberté et sur le travail. Le travail forge de nos jours des cœurs tout aussi dispos et des bras tout aussi robustes que la guerre. Nous n'avons pas besoin de transformer les contrées de l'Occident en camps d'exercice, car la discipline des ateliers et les fatigues régulières de la charrue préparent pour nous des soldats. En moins de six mois, la France met sur pied cinq cent mille hommes, et c'est un jeu pour l'Angleterre que d'armer soixante vaisseaux de ligne portant soixante mille hommes et six mille canons. Ajoutons que, lorsqu'il devient nécessaire de multiplier les forces par la rapidité des mouvemens, l'industrie commerciale en France et en Angleterre peut mettre au service du gouvernement seize mille kilomètres de chemins de fer et des flottes tant à voiles qu'à vapeur qui transportent des armées en quelques jours sur tous les points d'attaque. Les Russes au contraire n'ont en dehors de leurs escadres de guerre ni vaisseaux ni matelots qui leur appartiennent; ils manquent même de routes et n'ont que deux lignes de fer avec un matériel sans importance, celles qui relient Varsovie à Cracovie et Saint-Petersbourg à Moscou; enfin les moyens de transport sont tellement imparfaits et tellement rares au-delà de la Vistule, qu'au printemps de cette année le gouvernement ayant mis en réquisition tous les charrois pour les mouvemens de troupes, le commerce de la Russie avec la Prusse et des provinces russes entre elles s'est trouvé pendant quelques mois complètement arrêté.

Dans l'empire moscovite, le concours que la population peut prêter à la politique du pouvoir est donc tout au plus une force morale. L'empereur Nicolas, en le provoquant, n'a pas dû se faire d'illusion sur les résultats. On a le droit de penser que de telles démonstrations n'ont été pour lui qu'un moyen diplomatique. Abandonné ou blâmé par l'opinion publique dans toute l'Europe, il aura voulu se réfugier derrière la pression du sentiment national. Il a paru subir chez lui la loi qu'il prétendait imposer aux autres; mais en somme cette complicité à peine apparente de la nation ne fera pas verser un écu de plus dans ses caisses, et n'ajoutera pas, volontairement du moins, un homme à ses régimens. Le gouvernement en Russie ne s'est pas contenté de personnifier le peuple, il l'absorbe. En dehors de lui, et c'est là son châtiment, il n'y a pas plus de point d'appui

que de résistance. Au lieu d'être le sommet, le couronnement de la pyramide sociale, le pouvoir dans cet empire ne figure aux yeux qu'un colosse sans piédestal.

Le gouvernement russe, au début, avait un grand avantage sur la France et sur l'Angleterre. Celles-ci ne voulaient pas la guerre et n'y étaient pas préparées; lui, il se vantait d'être prêt à toute heure, et de tenir sous les armes sept à huit cent mille soldats. Il semblait n'avoir besoin ni de lever, ni d'équiper, ni de mobiliser des troupes. Cet empire, organisé, disait-on, pour la conquête, n'avait qu'un signal à faire pour précipiter à volonté ses innombrables et irrésistibles légions sur l'Occident ou sur l'Orient. Malheur à la nation qui attirerait ces orages tout chargés sur sa tête; l'indépendance de l'Europe n'était due qu'à la modération du tsar. Quelques étapes, qui seraient aisément franchies, le séparaient à peine de Constantinople, et la pente des chemins de fer allemands l'entraînait sur le Rhin. On n'oublie pas que le cabinet de Pétersbourg, en même temps qu'il envoyait à Constantinople le prince Menchikof, concentrait plusieurs corps d'armée sur ses frontières méridionales. Des levées d'hommes s'opéraient à petit bruit. En outre l'emprunt récemment conclu à Londres, malgré les réclamations prophétiques de M. Cobden, fournissait pour tous ces préparatifs d'importantes réserves. Le gouvernement russe était le seul qui eût fait provision par avance d'hommes et d'argent.

Ainsi l'empereur Nicolas, ayant pris de longue main toutes ses mesures, semblait n'avoir plus qu'à poursuivre devant l'Europe étonnée, et hors d'état de se défendre, l'exécution triomphante des projets que Catherine avait légués à ses héritiers. Aussi, quand les deux corps d'armée réunis sous le commandement du prince Gortchakof passèrent le Pruth, l'on se demanda si les Anglo-Français arriveraient à temps pour protéger Constantinople.

Cependant les actes ne répondirent pas d'abord aux menaces. Le cabinet de Pétersbourg ne parut pas se soucier ou se trouva hors d'état de justifier les craintes qu'il avait inspirées. A la fin de 1853, et après six mois d'occupation, l'armée russe dans les principautés n'atteignait pas le chiffre de quatre-vingt mille hommes. Ces Turcs qu'elle affectait de mépriser l'ont battue dans toutes les rencontres, à Oltenitza, à Citaté, sous les murs de Silistrie et autour de Giurgevo. Le maréchal Paskévitch lui-même, l'homme qui avait fait poser les armes à la Hongrie révoltée, le vainqueur de la Perse, de la Turquie et de la Pologne, la plus grande illustration militaire de l'empire, un général que la fortune n'avait jamais trahi, envoyé avec de puissans renforts et secondé par des lieutenans habiles, n'a passé le Danube et n'a mis le siège devant Silistrie que pour reconnaître, après une succession d'échecs meurtriers, la nécessité de la retraite. C'est lui

qui donne le signal de la prudence, ou plutôt du découragement; pendant qu'il s'achemine vers Bucharest, les meilleurs généraux de l'armée se font tuer dans d'inutiles assauts. Les Russes ont déjà perdu vingt-cinq à trente mille hommes tant sur les champs de bataille que dans les hôpitaux. Leurs flottes s'abritent derrière les batteries de Sébastopol et de Cronstadt; leurs troupes se retranchent derrière le Sereth et derrière le Pruth. A la seule apparition des drapeaux de la France et de l'Angleterre, et bien avant que les colonnes autrichiennes aient pénétré dans la Valachie, l'armée d'invasion passe de l'offensive à la défensive. En même temps la diplomatie moscovite prend un ton plus humble : l'Europe est déjà vengée.

Mais ce que l'on ne croirait pas, si l'on en jugeait par les résultats, le gouvernement russe a fait pour cette campagne, si témérairement commencée, un effort qui l'épuise. Trois recrutemens ont été ordonnés coup sur coup. Supposez que l'on enlève trois cent mille serfs à la propriété au-delà du recrutement ordinaire; c'est un impôt de 300 millions frappé sur le capital foncier, sans parler de l'équipement, mis à la charge des seigneurs, et qui représente encore une charge d'environ 50 millions de francs. Les hommes vont manquer à la culture des champs, et cette pénurie de bras ne peut qu'ajouter à la cherté déjà excessive des denrées. Le commerce russe, privé des avances importantes que lui faisait chaque année l'Angleterre, et qui ne montaient pas à moins de 5 millions sterling, a perdu en outre ses meilleurs débouchés au dehors, depuis que les flottes combinées bloquent hermétiquement les ports de la Baltique et ceux de la Mer-Noire. Le change a baissé de plus de 20 pour 100 (1), l'exportation de l'or est prohibée, les faillites se succèdent et s'accumulent sur toutes les places. Que la guerre se prolonge, et il ne restera bientôt plus un comptoir ouvert à Pétersbourg. Ainsi, après avoir ruiné le commerce et détruit le crédit, l'on accable les propriétaires fonciers en les dépouillant de leurs instrumens de travail, en leur enlevant les paysans censitaires ou serfs qui font leur principale richesse; mais si l'on appauvrit les propriétaires, si pour remplir les camps on dépeuple les campagnes, je demande qui paiera désormais l'impôt?

Voilà comment le gouvernement du tsar répare les pertes de la guerre; il reste à voir par quels procédés il subvient aux dépenses qu'exigent ses armemens. L'administration russe ne rend ses comptes qu'à l'empereur, qui se garde bien d'initier la publicité à de pareils mystères. Un budget serait une révolution dans ce pays; mais si nous ne savons pas exactement ce que l'empire dépense ni comment il le dépense, on peut difficilement couvrir d'une discrétion aussi pro-

(1) La valeur du rouble argent est tombée de 4 francs à 3 francs 8 centimes.

fonde les moyens à l'aide desquels on se procure de l'argent. Il est manifeste, quelques précautions que l'on prenne pour le dissimuler, que le cabinet de Pétersbourg se trouve dès à présent acculé à tous les expédients qui caractérisent un gouvernement aux abois. Outre ses ressources ordinaires, il a dévoré ou dévore en ce moment : 1° les sommes qui étaient restées disponibles sur le produit du dernier emprunt; 2° les fonds qu'il avait temporairement placés en France, en Angleterre et en Hollande; 3° les 30 millions de roubles (120 millions de francs) dont il a diminué la réserve métallique déposée en garantie du remboursement des *billets de crédit* dans la forteresse de Saint-Petersbourg; 4° les 24 millions de roubles (96 millions de francs) que représentent les nouveaux *billets de série* ou bons du trésor émis depuis le 1^{er} janvier 1853 (1); 5° les emprunts faits aux caisses publiques, dont le chiffre n'est pas connu, mais qui ont dû être considérables, à en juger par ce fait révélé par le *Moniteur* du 4 juin, que le lombard de Moscou aurait envoyé en une seule fois 19 millions de roubles (76 millions de francs), et par cet aveu dont tous les journaux ont retenti, que le trésor russe a mis la main sur la réserve formée par les bénéfices de la banque de crédit foncier à Varsovie, bénéfices qui s'élevaient à 28 millions de francs; 6° enfin les contributions volontaires tarifées au dixième du revenu, sans parler des 80 millions de francs que le clergé, si l'on en croit les publications officielles, devait déposer sur l'autel de la patrie.

Eh bien ! ce n'est pas encore assez. Soit que le gouvernement russe veuille se ménager des ressources pour les besoins qu'il prévoit, soit que les nécessités du moment le talonnent, il a cherché à négocier sur les marchés étrangers un emprunt de 50 millions de roubles (200 millions de francs); mais, ne trouvant de prêteurs ni à Paris ni à Londres, quoiqu'il mit son crédit au rabais et offrit un intérêt d'environ 6 pour 100, repoussé même d'Amsterdam et de Berlin par la défiance encore plus que par le patriotisme, il a converti cet appel à la bonne volonté des capitalistes anglais, français, hollandais ou allemands en une charge obligatoire pour toutes les provinces de l'empire. Chaque ville, considérée comme un centre de capitaux, est tenue d'en souscrire une part proportionnée à son importance : quiconque ne s'empressera pas de fournir le tribut qu'on lui impose, sera considéré comme hostile à l'empereur, et cela dans un pays où le moindre signe d'opposition met en péril la personne aussi bien que la fortune. L'emprunt forcé, cette confiscation partielle, cette

(1) Nous n'avons aucun moyen de vérifier si, dans les 96 millions de francs dont nous empruntons le chiffre au *Moniteur*, se trouve comprise la série de bons du trésor mise en circulation dans le royaume de Pologne par un ukase du 28 avril, et qui s'élevait à 20 millions de francs.

mesure que les gouvernemens avaient laissée jusqu'alors aux révolutions, n'est pas un acte isolé, mais semble faire partie d'un système. La razzia porte jusque sur les choses de la religion. C'est ainsi que l'on s'est emparé des vases sacrés à Czenstochowa, pour une valeur de 1 million de roubles. Mais quoi ! n'est-il pas de bonne guerre de dépouiller les églises catholiques pour défrayer la croisade entreprise au nom du rite grec ?

Ainsi, en portant à 75 millions de francs le reliquat de l'emprunt négocié à Londres et des fonds placés à l'étranger, et à 100 millions le produit des dons volontaires et des confiscations, en supposant que les 200 millions de l'emprunt forcé soient rentrés dans les caisses publiques, et que les fonds empruntés récemment aux lombards et aux banques n'excèdent pas 100 millions, le gouvernement russe aura réalisé en moins de dix-huit mois une somme d'environ 700 millions de francs en dehors des ressources ordinaires. C'est littéralement un second budget qu'il aura dépensé (1).

On remarquera que ces expédiens ne sont pas de ceux qui se reproduisent. Les dons patriotiques offerts par ordre et les emprunts forcés, auxquels la population se résigne péniblement aujourd'hui, échoueront plus tard contre la détresse publique. Les lombards cesseront de recevoir en dépôt les épargnes de l'industrie et du commerce, quand il aura été constaté que le trésor ayant absorbé leurs fonds disponibles, ces établissemens ou ne pourront pas rembourser les sommes prêtées, à la demande des déposans, ou ne pourront opérer ce remboursement qu'en papier-monnaie. Les *billets de série* ou bons du trésor déjà émis s'élevant à plus de 300 millions, il devient très difficile d'en émettre de nouveaux dans un pays où la masse des capitaux flottans doit être nécessairement peu considérable. Dans les contrées où la fortune mobilière s'est développée sur la plus grande échelle, la dette à terme du trésor représentée par des billets dans la circulation des valeurs atteint rarement le chiffre de 300 millions. La Russie fera-t-elle sans péril ce qu'aucun ministre n'a tenté en France, sous la république comme sous la monarchie ? La réserve monétaire de la forteresse, qui était encore au mois de mars, suivant *le Moniteur*, de 116 millions de roubles (464 millions de francs), peut supporter, j'en conviens, des réductions ultérieures ; mais cette ressource ne conduira pas bien loin : une nouvelle saignée de 30 millions de roubles (120 millions de francs), faite à ce grand dépôt métallique, mettrait en péril la solidité de la circulation, dès à présent fort compromise. Il ne faut pas oublier que le rouble de pa-

(1) Sans compter le produit des réquisitions de toute nature dont les Russes ont accablé la Moldavie et la Valachie, produit que M. Ubicini évalue à 50 millions de francs.

pier, qui avait dans le principe la valeur du rouble argent, soit 4 francs de notre monnaie, a été successivement déprécié par des émissions surabondantes jusqu'à perdre 75 pour 100. Le rouble de papier ne vaut plus aujourd'hui que 1 franc. Encore un pas de plus, et cette monnaie fiduciaire aura le sort des assignats.

Non seulement les ressources extraordinaires que le gouvernement russe a fait jaillir, depuis dix-huit mois, des facultés contributives du pays en les excédant, vont lui manquer dans les années qui suivront; mais il verra et voit déjà diminuer ses ressources ordinaires. Le revenu public de la Russie était évalué, par les statisticiens, il y a quelques années, à 600 ou 650 millions, en y comprenant le produit des lavages aurifères de la Sibérie et de l'Oural. Les recettes du trésor n'ont pas dû faire des progrès très sensibles dans ces contrées, où le système prohibitif contribue, autant peut-être que le servage des cultivateurs, à rendre la richesse stationnaire. Il n'en est pas de la Russie comme de l'Autriche, où la réforme administrative a porté le revenu, en quelques années, de 164 millions de florins, point culminant de l'ancien état de choses en 1846, et de 122 millions de florins, chiffre qui exprimait l'influence de l'état révolutionnaire en 1848, à 226 millions de florins en 1852. Cependant *le Moniteur*, sur des données dont le gouvernement français a sans doute vérifié l'exactitude, évalue à 800 millions de francs les recettes annuelles du trésor moscovite. La moitié de ces recettes étant fournies par la ferme des eaux-de-vie et par les droits de douane, *le Moniteur* suppose que la guerre actuelle et le blocus des deux mers amèneront un déficit de 50 millions de roubles ou de 200 millions de francs, en calculant le rouble au pair, dans le produit de ces deux branches d'impôt.

Je ne saurais estimer le déficit à un chiffre aussi considérable. Il est vrai que la présence des flottes combinées dans la Mer-Noire et dans la Baltique paralyse le commerce extérieur de la Russie, qui, pour les seules exportations par cette double voie, excédait 300 millions de francs; mais on admettra bien qu'une partie du mouvement commercial se reportera de la frontière de mer sur la frontière de terre, et que le trésor récupérera ainsi une partie des recettes qui semblaient entièrement perdues pour lui. Le gouvernement russe l'a tellement senti qu'il vient, pour attirer le commerce dans cette direction, de modérer les droits de douane. Ainsi la nécessité lui a suggéré une mesure tout à fait contraire à ses précédens, et qui est une bonne opération, si on l'envisage au point de vue de l'économie politique. Quant au produit des droits établis sur les eaux-de-vie, il n'y a pas lieu de prévoir une diminution très sensible. La guerre ne fera pas évidemment en Russie ce que la disette n'a pas fait cette année en France. Les mougijs ne boiront pas moins d'eau-de-vie qu'aupa-

ravant; ils préféreraient se passer de pain ou de bouillie d'avoine. Peut-être même en consommera-t-on davantage, car, si les propriétaires ne peuvent pas exporter leurs grains, ils en livreront une partie aux distilleries. C'est donc calculer très largement que d'admettre que le revenu public va diminuer d'un huitième ou de 100 millions de francs sous l'empire des circonstances présentes.

Avec un revenu de 700 millions, la Russie peut-elle faire face aux éventualités d'une guerre qui range dès cette année toutes les forces de l'Europe parmi ses adversaires directs ou indirects? Ce revenu s'est trouvé insuffisant pendant la paix, puisque le gouvernement russe n'a couvert qu'à l'aide des emprunts contractés à l'étranger le déficit annuel de ses finances. Comment supposer que la période des batailles rendra l'équilibre financier plus facile, et que l'on alimentera la guerre par l'impôt?

L'empereur Nicolas n'a pas résolu, comme on l'a prétendu, le problème d'entretenir à peu de frais un grand état militaire. Proportionnellement au nombre des hommes, l'armée en Russie coûte tout aussi cher qu'ailleurs. Le soldat y est mal nourri et mal vêtu, à l'exception de la garde : on l'a vu mendier son pain, l'automne dernier, dans les rues de Bucharest; mais le trésor ne gagne rien à cette sobriété forcée, car ce que l'on soustrait à l'estomac et à l'équipement des malheureux soldats devient le butin des colonels, des généraux et des intendans. En dépit des exécutions que l'empereur fait de temps en temps pour rappeler ses fonctionnaires au sentiment du devoir, le vol est enraciné dans les mœurs administratives. Le trésor public, par un principe d'économie mal entendu, paie misérablement les employés de l'état, et ceux-ci s'en dédommagent à pleines mains par le pillage combiné des contribuables et du trésor. Nous ne pourrions rien dire sur ce triste sujet qui égalât l'horreur du tableau que les Russes en font eux-mêmes.

Le cabinet de Pétersbourg, ayant à couvrir ses frontières de terre et de mer à la fois, ne peut pas mettre sur pied moins de huit à neuf cent mille hommes. Or, que l'on s'y prenne comme on voudra, une armée de neuf cent mille hommes en campagne représente une dépense annuelle d'au moins 900 millions de francs; ajoutez l'entretien de quarante vaisseaux de ligne, avec l'accessoire des bâtimens légers et des navires à vapeur qui doivent toujours être prêts à prendre la mer, et vous arriverez sans peine au milliard. Supposez maintenant que la Russie ne prélève que 200 millions sur son revenu pour servir l'intérêt de sa dette et pour subvenir aux dépenses de l'administration civile; il faudra encore que le gouvernement, en dehors de son revenu ordinaire, se procure chaque année, pour soutenir la lutte, une somme de 500 millions!

Cela est-il possible aujourd'hui? cela sera-t-il possible l'année prochaine? En admettant que la Russie fournisse quelque temps les hommes, pourra-t-elle fournir l'argent? Sous une forme ou sous une autre, la population de l'empire est-elle en état de payer chaque année au trésor un tribut additionnel et extraordinaire de 500 millions de francs? Toute la question de la guerre est là, et je crois qu'il suffit de la poser pour la résoudre.

La somme d'impôts qu'un peuple peut supporter dépend de la richesse nationale. L'Angleterre paie au fisc 50 à 60 francs par tête plus aisément que la Russie 12 à 15 francs. D'où vient cela, sinon de ce que le capital anglais surpasse le capital moscovite dans une proportion beaucoup plus forte que ne l'est la différence d'un système de taxes à l'autre? Qu'importe que le citoyen de la Grande-Bretagne soit imposé trois ou quatre fois plus que le propriétaire foncier ou le marchand de l'empire russe, si le revenu du premier est en moyenne huit ou dix fois supérieur à celui du second?

La richesse mobilière, qui a pris de si grands développemens dans l'Europe occidentale, était naguère inconnue et ne fait que de naître en Russie. La richesse foncière est ce qu'elle peut être dans un pays qui n'a ni routes, ni canaux, ni chemins de fer, et où le soin de féconder le sol se trouve abandonné à des agrégations ou à des communautés de serfs. L'agriculture manque également de capitaux et de méthodes : elle produit peu, et n'a ni moyens de transport économiques, ni débouchés qui mettent ses produits en valeur. Cet empire n'est pas un territoire, c'est un espace à remplir, une solitude intermittente qui n'a ni foyers de production, ni centres de consommation, sauf quelques oasis comme Moscou et Pétersbourg, où s'étale un luxe effréné au milieu d'un océan de misère.

Entre l'occident de l'Europe et la Russie, la différence est celle du travail libre au travail esclave. Dans l'ordre industriel, le premier de ces termes représente l'abondance, et le second la stérilité. Le travail accompli par l'intelligence et par les bras des hommes libres ouvre à la richesse des espaces sans bornes; en même temps, comme le veut la logique, il agrandit le champ et multiplie les formes de l'impôt. La nation anglaise, qui payait à l'échiquier, pendant l'année 1801, 34 millions sterling (850 millions de francs) en taxes de toute nature, a pu quatorze ans plus tard, grâce aux progrès de l'industrie et de l'aisance générale, fournir, sans parler des emprunts, l'énorme contribution de 72 millions sterling (1 milliard 800 millions de fr.). Sous le régime de la liberté industrielle, qui date en France de 1789, nous avons vu le revenu public monter de 4 ou 500 millions à 1,300 ou 1,400. Si le gouvernement russe veut réaliser les mêmes prodiges dans les contrées qui lui obéissent, il faudra qu'il émancipe le

travail; mais tant que le sol sera exploité par des esclaves, tant que la propriété consistera moins dans un hectare de terre que dans une tête de serf, tant que l'on hypothéquera, pour emprunter, des *âmes* (1) et non des domaines, ce sera une illusion de penser que la production, la richesse et l'impôt peuvent augmenter dans une proportion sérieuse.

Pour exciter l'homme à produire, il faut l'intéresser, par la propriété ou par le salaire, à la récolte des produits. Le possesseur du sol ne songe à l'améliorer par la culture que lorsque la loi lui garantit qu'il jouira paisiblement et sûrement de cet accroissement de richesse, et qu'il le transmettra sans obstacle de la part du souverain soit aux légataires qu'il aura choisis, soit à ses légitimes héritiers. L'ouvrier de son côté, le laboureur ne travaille avec courage que lorsqu'il est certain de recevoir la récompense de ses efforts et là où le salaire se mesure équitablement au travail. Or la propriété n'existe que de nom en Russie, et c'est par un phénomène exceptionnel que l'on y rencontre çà et là, dans les villes particulièrement, la pratique du salaire. La culture des champs, au lieu d'être la tâche la plus noble et le premier intérêt de chacun, n'est pour tous qu'une corvée. L'homme dans ces régions n'épouse pas la terre, il ne cherche ni à la féconder, ni à l'embellir, car qui peut savoir si le possesseur de la veille sera celui du lendemain? Le cultivateur est enchaîné à la glèbe; mais la glèbe peut changer de maître par la volonté du tsar. On ne s'attache donc ni à la personne ni à la chose, et il ne se forme entre les hommes ni liens d'affection ni liens d'intérêt. L'organisation intérieure de la société est le communisme moins l'égalité, une sorte de communisme hiérarchique : les serfs sont les esclaves des seigneurs qui occupent le sol, et les seigneurs à leur tour, propriétaires de paysans bien plus que de terres, sont les serfs de la couronne, qui les élève selon son bon plaisir ou les abaisse, les enrichit ou les réduit à l'indigence, leur donne ou leur retire la propriété. Le titre de la possession n'est, à ce compte, ni héréditaire ni viager; il est précaire. Sur la tête du propriétaire plane à toute heure la menace commune, l'arme favorite du despotisme, la confiscation. La propriété n'existe que chez les nations libres, car elles seules peuvent mettre la force sociale au service du droit. Il n'y a dans l'empire russe, comme dans l'empire romain au temps de sa décadence, qu'un seul propriétaire, qui est l'empereur.

L'amélioration du sol suit les progrès qui viennent à s'opérer dans

(1) Au 1^{er} janvier 1853, suivant le compte-rendu officiel, 5,200,000 têtes de paysans étaient hypothéquées aux lombards.

la condition des personnes. L'impôt ne saurait être augmenté d'une manière durable qu'à mesure que l'on voit s'accroître la richesse de la nation. La guerre actuelle, loin d'ajouter aux forces productives de la Russie, les diminue et tend à les détruire; elle ne laisse donc aucune marge à l'augmentation de l'impôt. Si le gouvernement russe augmente les taxes indirectes, il ne fera que donner une prime plus forte à la fraude; une expérience récente doit l'avoir édifié à cet égard : on sait que le rendement des mines de la Sibérie a déchu depuis l'augmentation de la redevance payée à la couronne. S'il fait porter la surcharge sur les contributions directes, le recouvrement de l'impôt deviendra impossible : les propriétaires, déjà ruinés par l'emprunt forcé et par la suspension du commerce, offriront peut-être des denrées au fisc, une contribution en nature; mais ils n'auront certes pas d'argent à lui donner. Il faut donc en prendre son parti, la guerre a diminué largement les revenus de l'état; on ne les relèvera pas par des ukases. En supposant que l'échiquier russe fût en bonne odeur auprès des capitalistes, examinons s'il serait aujourd'hui en mesure de leur demander, à défaut de l'impôt, les 400 ou 500 millions qui vont lui devenir nécessaires pour prolonger la lutte pendant l'année 1855.

Depuis le rétablissement de la paix en Europe, tous les gouvernemens ont abusé du crédit. Au moment où le niveau de la fortune publique s'élevait sur les ailes de l'industrie, et avec la richesse de tous, le revenu de l'état, ils ont donné à leurs dépenses un essor démesuré, qui a laissé bien loin celui des recettes. Ces dépenses, qui accusaient presque toujours leur imprévoyance ou leur prodigalité, ont rarement été productives. Celles qui avaient pour objet d'étendre le réseau des moyens de communication, tels que routes, canaux et chemins de fer, et d'ajouter ainsi à ce capital de la nation, dont tous les individus profitent, n'ont figuré dans le catalogue qu'à titre d'exception. Cette débauche d'emprunts, dans laquelle les états les moins solvables se sont particulièrement signalés, en étendant et en généralisant le placement des capitaux en rentes, a fondé le crédit public; mais il faut convenir que ce sont là des fondations impures. Le crédit public a besoin de faire oublier son origine par ses services; autrement on ne l'envisagerait bientôt que comme un moyen de plus d'excéder et de ruiner les peuples, en dissipant l'avenir sans profit réel pour le présent.

Entre tous les gouvernemens qui empruntent, le cabinet russe semble s'être distingué par sa sobriété. Cependant cette modération n'est qu'apparente. Sans doute, la dette perpétuelle et la dette à terme, mises ensemble, ne s'élèvent qu'à 401 millions de roubles (1,600 millions de francs), somme qui représente à peu près le double du revenu

de l'état (1), tandis que le capital de la dette publique est en France quatre fois plus considérable que les recettes annuelles du trésor, et en Angleterre au moins vingt fois; mais la dette publique en Russie n'est ni la plus lourde ni la plus redoutable des obligations qu'en matière de crédit le gouvernement a prises à sa charge.

Les institutions de crédit ne sont pas compatibles avec le pouvoir absolu. Si elles n'existaient pas au moment où ce régime s'établit, elles ne pourraient plus naître; car le crédit est l'expression de la confiance, et pour que la confiance supplée le capital, il faut des conditions de sécurité et de liberté, des garanties en un mot que le despotisme n'apporte à personne. Quand elles existent au moment où s'élève cette domination sans frein comme sans contrôle, elles déclinent bientôt et voient leur clientèle s'éloigner. Le pouvoir absolu tend d'ailleurs à les envahir, et, dès que l'occasion s'en présente, à les absorber. Le monopole du pouvoir mène inévitablement à tous les autres.

Cela devait arriver particulièrement en Russie. Là, le gouvernement peut être tenté à chaque instant de prendre en main une initiative que la nation déserte, ou dont elle n'a pas la pensée. Pierre le Grand, en travaillant à la grandeur du peuple russe, ne l'a pas associé à sa propre réforme: il en a fait les automates du progrès. La métamorphose, au lieu d'éclorre sous l'influence de la persuasion et de l'exemple, s'est accomplie en quelque sorte par ordre, et conserve encore aujourd'hui le caractère d'un acte d'autorité. Il y a peut-être dans la race slave moins de spontanéité et de génie inventif que d'esprit d'imitation. L'habitude a d'ailleurs façonné les Russes à dépendre du gouvernement en toutes choses. Si la personnalité individuelle et l'esprit d'association avaient jamais existé dans l'empire, il y a longtemps que ces deux forces, ne trouvant plus où se prendre, auraient donné leur démission.

Pierre le Grand, à force de génie et de persévérance, avait organisé une armée, improvisé une marine, commencé une administration. Ses successeurs, continuant ce rôle et l'exagérant, ont entrepris de créer l'industrie ainsi que le commerce. C'était déjà une assez grave difficulté que d'établir solidement le crédit de l'état. Ils ont voulu faire davantage. Devançant à beaucoup d'égards par la pratique les théories du socialisme le plus aventureux, ils ont prétendu distribuer le crédit à tout le monde. Ce que le gouvernement russe

(1) Ancien et nouvel emprunt de Hollande.....	57,149,000 florins.
Dette intérieure à terme.....	110,867,035 roubles argent.
Rentes perpétuelles intérieures et extérieures.	223,861,476 roubles argent.
Autres dettes diverses.....	5,280,000 livres sterling.
Ce qui forme environ un total de.....	401,532,111 roubles argent.

n'a pas fait par lui-même en matière de crédit, il l'a suscité par sa garantie et se l'est approprié. Banques d'émission, caisses de prêt et de dépôt, institutions de crédit hypothécaire, caisses d'épargne et monts-de-piété, tout émane de lui seul ou remonte à lui en dernière analyse. C'est une espèce de communisme financier qui s'ajoute au communisme foncier, et qui en aggrave les conséquences en faisant de toutes ces mailles une chaîne sans fin.

Dans les autres états de l'Europe, il est arrivé plus d'une fois que l'esprit d'association, livré à ses propres forces, ne pouvait pas se placer à la hauteur des entreprises d'utilité publique. Les gouvernemens ont alors pensé qu'il leur appartenait de l'encourager ou de le soutenir; ils se sont bien gardés de le supplanter. Ils ont compris que, dans l'intérêt même du succès, il ne fallait ni affaiblir ni partager la responsabilité des compagnies, ni surtout les dispenser de la prévoyance. Quand la garantie d'intérêt a été accordée à une compagnie qui entreprenait un canal ou un chemin de fer, cette garantie n'avait d'autre objet que de faciliter la formation du fonds social; elle portait sur l'intérêt du capital plutôt que sur le capital même. L'état s'obligeait, pour le cas peu probable où les produits nets de l'entreprise n'auraient pas permis de servir aux actionnaires un revenu de trois ou quatre pour 100, à fournir ce revenu aux dépens du trésor public et à contribuer au besoin au fonds d'amortissement; mais il ne contractait aucune autre charge. Sa garantie ne s'étendait pas aux opérations de la compagnie, dont il ne devenait en aucune façon solidaire. Son rôle était de surveillance et de tutelle, mais nullement de gestion.

Le gouvernement russe n'a pas observé cette réserve salulaire. La garantie qu'il a donnée à tous les établissemens de crédit est universelle et absolue. Il en résulte que ces institutions ne tardent pas à se trouver exposées à un double péril; leur solidité peut se trouver à la fois compromise par les fautes des hommes qui les dirigent et dont la responsabilité est purement nominale, et par les exigences d'une politique qui est responsable en fait, mais qui consulte ses convenances plutôt que l'intérêt même du crédit. L'état de son côté, pouvant être engagé indéfiniment par les opérations de ces diverses caisses ou banques qui prêtent d'une main et empruntent de l'autre, outre le fardeau de ses propres fautes à porter, court le risque de succomber sous le poids de toutes les folies dans lesquelles restent maîtres de se lancer, à la tête de chaque établissement, autant de Law de contrebande.

Ces folies ne sont pas une hypothèse gratuite; elles ont été commises sur la plus large échelle, et en grande partie par des excitations qui venaient du gouvernement. La banque d'emprunt, la ban-

que de commerce, les lombards et les hospices d'enfans trouvés, en un mot tous les établissemens de crédit administrés sous le contrôle et avec la garantie de l'état reçoivent en dépôt des sommes qui portent intérêt au profit des déposans, et dont le remboursement est exigible à court délai. Suivant le dernier compte-rendu adressé à l'empereur par le ministre des finances, les sommes déposées ainsi à titres divers s'élevaient, le 1^{er} janvier 1853, à 806,083,233 roubles d'argent (3,224,332,932 fr.). Le compte-rendu se borne à la Russie; on sait que la Pologne a son établissement spécial, qui a reçu en dépôt 138 millions de francs. Le danger de cette situation provient non-seulement de la masse de capitaux incessamment exigibles, mais de ce que la plus forte partie de ces capitaux se trouve immobilisée par suite des placemens qu'en font les caisses publiques au dehors, sous la forme de prêts sur immeubles remboursables à longs termes et par annuités. *Le Moniteur* fait remarquer que les lombards, qui tiennent lieu en Russie depuis plus d'un siècle de monts-de-piété, de caisses d'épargne et de caisses de crédit foncier, ont ainsi prêté 463 millions de roubles (1,852 millions de fr.). Le compte-rendu officiel ne nous paraît pas autoriser cette interprétation. En effet le ministre russe se borne à dire que « les lombards ont reçu en dépôt 415 millions de roubles, et que ces établissemens ont prêté 463 millions de roubles tant aux particuliers qu'aux administrations publiques. » Mais quand les prêts faits par les lombards ne seraient pas entièrement absorbés par la propriété foncière, cela ne diminuerait pas le chiffre ni le danger de ces placemens. La banque d'emprunt et les établissemens de charité prêtent aussi sur hypothèque : les créances de la banque d'emprunt seule s'élevaient, à l'ouverture de l'exercice 1852, à 326,456,474 roubles (environ 1,300 millions de fr.), et le compte-rendu nous apprend que les terres seigneuriales sur lesquelles ces créances étaient hypothéquées renfermaient 634,651 paysans. Les prêts hypothécaires, les capitaux immobilisés tant par les lombards que par les banques semblent donc au total représenter une somme qui excède largement 463 millions de roubles. *Le Moniteur*, au lieu d'exagérer le mal, l'atténue. *Le Siècle* (1) nous paraît être plus près de la vérité, quand il dit : « Sur les 3,221,598,420 francs reçus par les banques russes, 84 millions seulement étaient représentés par des effets commerciaux ou par des marchandises reçues en nantissement. Les trois milliards cent seize millions restans avaient été employés en avances au trésor et en prêts hypothécaires remboursables en trente-six années. Ce sont là les termes du compte-rendu; mais à Saint-Petersbourg l'opinion la plus générale, celle que l'on formule tout bas,

(1) Numéro du 28 juin 1854.

c'est que le gouvernement a, de longue date, appliqué à des besoins personnels la plus forte partie de cette somme effrayante. Peu importe. Les fonds qu'il ne doit pas étant représentés par des annuités à longue échéance, le trésor n'en supporte pas moins tout le poids et tous les embarras des remboursements immédiats. »

Pour rester complètement dans le vrai, il convient de faire remarquer que les établissemens de crédit, qui avaient reçu en dépôt, à l'ouverture de l'exercice 1853, 806 millions de roubles, en avaient prêté 893 millions. La différence entre ces deux chiffres, soit 87 millions (348 millions de francs), représente sans doute le capital de ces institutions accru de leurs réserves et de leurs bénéfices. Le compte-rendu officiel ne s'explique pas sur le capital des lombards, mais il indique ceux de la banque d'emprunt, de la banque du commerce et des directions de charité, qui s'élèvent ensemble à 36,530,000 roubles (environ 146 millions de francs). Ainsi, dans les créances qu'il faut porter à l'actif des établissemens de crédit, leur capital forme à peine le dixième des sommes prêtées. Un fonds social de 350 millions de notre monnaie, s'il était resté disponible, s'il était employé comme fonds de roulement, constituerait, pour parer aux remboursements imprévus, une réserve importante; mais non, aucune ressource ne demeure libre : capital, réserves, sommes reçues en dépôt, tout se trouve engagé dans des prêts à long terme. Les banques remboursent les dépôts qui sont réclamés avec les dépôts qu'elles reçoivent. On peut leur demander chaque jour les sommes déposées, tandis qu'elles ne peuvent faire rentrer dans leurs caisses les sommes qu'elles ont prêtées qu'à des échéances échelonnées dans un intervalle de trente-six ans. Pour tout dire, les établissemens de crédit prêtent en dette fondée et empruntent en dette flottante. Je ne conçois pas d'opérations moins régulières, ni de situation plus périlleuse en matière de crédit.

Dans les années prospères et par des temps calmes, une sorte de balance s'établit, il est vrai, entre les nouveaux dépôts et les retraits de fonds. En 1852, les sommes déposées s'élevèrent à 202 millions de roubles, et les sommes retirées à 198 millions; l'excédant se trouva de 4 millions de roubles au compte de la recette. Dans les momens de crise, la balance penche bien vite du côté des remboursements. Alors en effet, les épargnes du pays s'arrêtant, personne ne vient apporter de l'argent aux caisses publiques, et comme la détresse est générale, ceux qui avaient fait des épargnes et qui en avaient versé le produit se hâtent d'en demander la restitution pour les appliquer aux besoins du moment. C'est là ce qui arrive déjà, si l'on en croit le correspondant du *Siecle* : « Les banques et les lombards étaient, le jour de mon départ, doublement assaillis de demandes

d'argent par ceux qui n'avaient pas eu recours encore au crédit et qu'une gêne inattendue mettait dans l'obligation d'emprunter et par ceux que le même état de gêne forçait à retirer leurs dépôts antérieurs. »

Il est de principe et de tradition, depuis que le crédit public, phénomène relativement nouveau dans l'ordre des sociétés, existe en Europe, que les banques qui reçoivent de l'argent en dépôt avec ou sans intérêt, et sous la condition de le restituer sur la demande des déposans ou à bref délai, n'emploient les sommes déposées qu'en prêts à très courte échéance. Elles escomptent des effets de commerce et prêtent sur dépôt de métaux précieux, de marchandises ou de rentes, mais pour un terme qui n'excède pas trois mois, et qui est en moyenne dans les usages de la Banque de France, le plus grand escompteur du continent, de quarante-cinq à cinquante-cinq jours. De cette manière, l'argent ne reste pas emprisonné ni le capital improductif; il circule sans cesse et va féconder partout l'industrie et le commerce. En même temps il ne s'éloigne pas trop de sa source. Des rentrées quotidiennes mettent les banques en mesure de faire face aux demandes de remboursement, s'il y a lieu. C'est le seul moyen, tout en ne laissant pas les capitaux flottans sans emploi, de donner une base solide aux opérations de crédit et une complète sécurité aux capitalistes.

En bonne règle, les établissemens qui prêtent à longue échéance empruntent de même, ou ne puisent que dans la bourse de leurs actionnaires et n'immobilisent ainsi que le capital qui leur appartient. Partout ailleurs qu'en Russie, les caisses de crédit foncier ne reçoivent en dépôt que des sommes qui doivent être converties en cédules hypothécaires. Les obligations ou lettres de gage qu'elles émettent ne sont remboursables, comme les prêts qu'elles font, que par voie d'annuités. Tantôt elles remettent ces obligations à leurs emprunteurs pour en faire argent, comme cela se pratique en Pologne; tantôt, abandonnant cette méthode un peu trop primitive, elles négocient elles-mêmes leurs obligations et se procurent ainsi, au cours qui règne sur le marché des fonds publics, les sommes qu'elles ont consacrées ou doivent consacrer à des prêts dont la terre est le gage. Toutes les banques immobilières qui ont accepté des dépôts exigibles sur l'heure ou qui ont émis des billets remboursables, soit à vue, soit à courte échéance, ont fait honteusement naufrage au bout de quelques années. Il était réservé aux établissemens que les tsars ont créés de se lancer à fond de train dans des opérations que la science réprouve et que l'expérience des autres peuples a condamnées sans appel.

Les banques russes doivent à leurs cliens, qui seront bientôt leurs

dupes, la somme énorme de 3,224,000,000 de francs. Le remboursement d'une dette aussi extravagante est-il matériellement possible? L'empire moscovite ne renferme pas en papier de circulation et en monnaie métallique une valeur égale. En admettant la solvabilité des banques, les moyens d'échange, l'argent, manqueraient infailliblement. Le capital flottant, les ressources monétaires du pays y passeraient sans éteindre la dette; c'est un gouffre à peu près sans fond et que l'on chercherait en vain à combler. Mais les banques ne sont pas solvables, et l'état, qui a garanti leurs opérations, ne l'est pas davantage.

Les établissemens de crédit n'ont pas de réserves en caisse. Les dépôts qu'on leur a versés ont été aliénés et dénaturés par l'emploi qui en était fait. Les lombards ont incorporé ces capitaux flottans à la terre. Les écus qui sont entrés dans leurs caisses se trouvent aujourd'hui représentés par des maisons, par des usines, par des domaines et surtout par des têtes de serfs. En supposant que les banques reçussent d'un pouvoir autocratique l'autorisation de résilier les contrats d'emprunt, peuvent-elles jeter en un jour toutes les propriétés de l'empire sur le marché? On dira que les banques ont d'abord leur recours contre l'état. Sans doute l'état est leur premier débiteur, car, à moins que les avances faites au gouvernement n'aient donné lieu à une hypothèque assise sur les domaines de la couronne, circonstance sur laquelle le compte-rendu officiel ne s'explique pas, l'état, ayant emprunté en compte-courant, doit rembourser à la première sommation. Ainsi la dette flottante des établissemens de crédit, cette dette de 3 milliards, est en définitive, soit à titre direct, soit à titre de garantie, la dette du gouvernement russe. Indépendamment des charges qu'il a ouvertement souscrites, le trésor de l'empire doit aux déposans de cette gigantesque caisse d'épargne une somme de 3 milliards. Les dettes flottantes de tous les autres états de l'Europe, additionnées l'une avec l'autre, n'en représentent pas la moitié.

Les demandes de remboursement seront et elles sont déjà nombreuses et importantes; les particuliers s'empresseront de retirer leurs dépôts, ne fût-ce que pour verser leur quote-part des contributions et de l'emprunt forcé auxquels on les condamne. Le trésor paiera donc d'une main ce qu'il recevra de l'autre; mais comment paiera-t-il, et en quelle monnaie? donnera-t-il de l'argent ou du papier? Examinons de plus près cette situation vraiment extraordinaire.

Le trésor public, dans les gouvernemens de notre époque, est une grande banque chargée d'administrer la fortune de l'état, de percevoir ses revenus et de pourvoir à ses dépenses. Dans certaines contrées, le trésor délègue à des sociétés financières ou à des individus

qui présentent des garanties de capacité et de richesse — tantôt le soin de faire rentrer les impôts, tantôt le service des paiemens : il affirme le produit des taxes, comme cela se pratiquait en France avant la révolution de 1789, et comme cela se pratique encore en Italie et en Espagne, ou bien il se repose sur une banque bien accréditée des opérations de trésorerie et du paiement des annuités qu'il doit à ses créanciers, — système dont l'Angleterre a donné l'exemple et qui a trouvé depuis bon nombre d'imitateurs. D'autres gouvernemens, et particulièrement ceux qui rattachent à une impulsion commune les divers rouages de l'administration, ont préféré recueillir directement par leurs agens le produit des taxes, et faire circuler par les mêmes canaux les fonds destinés à solder les dépenses de l'état : ceux-là entretiennent une véritable armée de receveurs-généraux et particuliers, de percepteurs et de contrôleurs, sans parler des ordonnateurs, des payeurs et des corps ou tribunaux qui président à la vérification des comptes; c'est le système dont la France et la Prusse offrent le modèle le plus complet.

Mais, que l'on adopte l'un ou l'autre mode d'administration, le trésor de l'état, envisagé au point de vue de son action sur le pays, est une banque colossale qui reçoit chaque année des sommes importantes et qui les rend ensuite à la circulation par la rosée quotidienne des dépenses. Outre ces mouvemens de fonds, le trésor public est souvent dans le cas d'entreprendre les plus vastes opérations de crédit. Il n'y a pas de commerce ni d'industrie qui emprunte davantage; ces emprunts sont représentés par des émissions de papier, titres de rentes pour la dette fondée, et billets de caisse ou bons du trésor pour la dette flottante. Les engagements qui circulent ainsi avec la signature de l'état ne l'exposent pas à des remboursemens imprévus. La dette, en effet, est perpétuelle et s'amortit par des rachats partiels et successifs, ou bien elle a été contractée avec un terme fixe, et porte une échéance que l'on a dû calculer d'après les ressources éventuellement disponibles. On peut évidemment surcharger le marché des fonds publics et déprécier le cours de ces valeurs par des émissions de rente trop considérables ou trop fréquentes. Il arrive encore que l'on donne à la dette flottante des proportions excessives, que l'on émet des billets de caisse moins pour se procurer des avances sur la rentrée de l'impôt que pour couvrir un déficit périodique du revenu, et que l'on emprunte ainsi plusieurs centaines de millions, avec obligation de les rembourser dans un délai purement commercial, au maximum d'une année, au minimum de trois mois, en courant le risque de quelque crise financière ou politique dont le premier effet sera de retirer au trésor comme à toutes les ban-

ques la ressource des capitaux flottans. Le danger ici provient de l'excès des émissions et ne réside pas dans leur nature.

Ce qu'il faut interdire au trésor, ce qui ne rentre pas naturellement dans le cercle de ses opérations, c'est l'émission du papier de banque. Les billets de banque ne sont reçus dans la circulation et n'y font office de monnaie que par le privilège qu'on leur conserve de s'échanger à la première demande contre de l'or ou de l'argent. Cette obligation de rembourser les billets, sans délai et à bureau ouvert, condamne les établissemens qui les émettent à tenir en réserve dans leurs caisses une masse considérable de métaux précieux, et à étudier les variations du marché pour mesurer à ce thermomètre décisif, quoiqu'un peu obscur, l'étendue de la circulation fiduciaire. Une banque y pourvoit au moyen de son capital qu'elle a soin, lorsqu'on la dirige prudemment, de garder disponible. Les associations commerciales qui émettent des billets à vue, sous le contrôle du gouvernement, présentent encore un autre avantage : si leur intérêt les porte à exagérer les émissions pour accroître la somme de leurs bénéfices, une crainte plus forte les retient, celle d'exposer leur capital et d'affaiblir leur crédit. L'état, en se chargeant de cette fonction délicate, n'offrirait pas les mêmes garanties. Il ne peut pas être l'arbitre de la circulation, car il subordonnerait infailliblement l'intérêt du crédit aux exigences de la politique. Les billets seraient émis alors non pas dans la mesure des besoins de l'industrie et du commerce, mais pour subvenir aux nécessités du trésor. De plus, ils ne prendraient la place d'aucune autre valeur dans la circulation; ils ne serviraient ni à escompter des lettres de change, ni à acheter des métaux précieux, ni à prêter sur dépôt de marchandises; ils ne représenteraient donc rien, si ce n'est un engagement de l'état.

Quand les banques émettent des billets au porteur sous la condition du remboursement à vue et en espèces, le gouvernement, au nom de l'intérêt général, les surveille et les modère. Si les émissions émanaient du trésor public, qui exercerait ce contrôle et où résiderait le pouvoir modérateur? Quand on donne au gouvernement la faculté d'agir sur la circulation, il l'altère; quand on l'autorise à créer des billets de banque, il ne tarde pas à en faire des assignats. Le papier-monnaie semble avoir pour lui la fascination de l'abîme.

Ces principes, que nous venons de rappeler, prévalent généralement en Europe. Dans les contrées éminemment industrielles, comme la France et l'Angleterre, de grandes banques ont le privilège de fournir, par l'émission de leurs billets, un supplément à la monnaie métallique. De chaque côté du détroit, il en circule pour 5 ou 600 millions de francs, qui se maintiennent sans difficulté au pair de l'or et

de l'argent dans toutes les circonstances. Lorsque le crédit de ces établissemens a fléchi, c'est que les gouvernemens ou les révolutions avaient voulu en faire les instrumens de leurs expériences financières, et avaient ainsi troublé la marche régulière de la circulation. Les combinaisons de M. Pitt, en obligeant la banque d'Angleterre à exagérer l'émission de ses billets, l'amenèrent à suspendre pendant vingt ans ses paiemens en espèces, et chez nous, le cours forcé, avec un règne heureusement plus éphémère, fut l'œuvre de la révolution de février.

L'empire russe est en dehors des règles et des traditions de l'économie politique. Il ne faut donc s'étonner ni de ce que le gouvernement s'est érigé en banque d'émission, ni de la libéralité avec laquelle il a saturé la circulation de son papier. La monnaie d'or et d'argent en Russie est à peu près bannie du commerce. Les *billets de crédit*, qui descendent jusqu'à la plus infime coupure, y servent de billets de banque; le gouvernement, qui les émet, contracte l'obligation de les rembourser à présentation. Au 1^{er} janvier 1853, le montant de ces billets était de 311,375,581 roubles d'argent (plus de 1,245 millions de francs), qui représentaient ainsi une somme égale aux forces réunies de la circulation de banque en France et en Angleterre. Pour garantir d'une nouvelle dépréciation cette monnaie qui surabonde, l'empereur Nicolas, avec une prudence dont sa politique d'aujourd'hui va déconcerter les calculs, avait amassé dans la forteresse de Saint-Pierre et Saint-Paul des trésors métalliques jusqu'à concurrence de 146 millions de roubles (584 millions de francs) (1). La réserve destinée à parer aux demandes de remboursement avait donc de quoi rassurer pleinement le peuple russe. La somme des espèces, comparée à celle des billets en circulation, présentait le rapport de 47 à 100. C'était pendant longtemps le plus grand dépôt de métaux précieux qui existât en Europe. La réserve de la Banque de France n'a dépassé en effet qu'à des intervalles très irréguliers et peu durables la limite de 600 millions.

Avec une banque d'émission, l'on aurait eu la chance de voir se maintenir le niveau du réservoir métallique; mais, le gouvernement créant le papier qui sert de monnaie d'un bout à l'autre de l'empire, on pouvait craindre tout à la fois qu'il ne diminuât la valeur de l'encaisse en métaux précieux, et qu'il n'augmentât la masse des billets circulans. La première de ces éventualités s'est déjà réalisée; la se-

(1) Plus exactement 146,794,848 roubles d'argent, dont 130,179,313 en espèces ou lingots, et 16,614,929 en fonds publics. La réserve métallique n'était donc en réalité que d'environ 520 millions de francs, qui se trouvent réduits à 400.

conde, si elle est encore à s'accomplir, paraît inévitable et imminente.

En mars 1854, une saignée de 30 millions de roubles d'argent avait déjà été faite, comme nous l'avons indiqué d'après le *Moniteur*, au réservoir métallique. En supposant, ce qu'il est difficile d'admettre, que la somme des billets en circulation fût restée la même, le rapport de l'encaisse à la circulation ne présenterait plus que la proportion de 37 à 100. A l'heure où j'écris, ce rapport n'est peut-être plus que de 30 ou même de 25 pour cent, et descend encore. Le mal doit s'aggraver par le défaut de publicité. La crainte du danger, quand on en connaît l'existence sans en pouvoir mesurer l'étendue, dégenère bientôt en panique. En 1852, le trésor russe avait reçu, contre les billets de crédit qu'il émettait, 15,322,794 roubles en espèces; il avait remboursé en or ou en argent les billets présentés à l'échange pour une somme de 7,978,341 roubles; sa réserve en numéraire s'était donc accrue, dans le mouvement de l'année, de plus de 7 millions de roubles (environ 29 millions de francs). En 1853, l'éventualité de la guerre jetant l'alarme dans les esprits, les remboursements ont dû excéder l'apport des espèces. En 1854, on touche à la dépréciation des billets. En 1855, la guerre continuant, et avec la guerre les dépenses sans mesure, il faudra recourir à cet expédient qui est le masque ou le premier pas de la banqueroute, je veux dire la suspension des paiemens en espèces, le cours forcé du papier de crédit.

Quoi qu'il en soit, les billets qui circulent en Russie engagent le trésor et constituent pour lui une nouvelle dette flottante. C'est un passif de 12 à 1,300 millions qui ne peut que s'accroître, tandis que l'actif de 4 à 500 millions en espèces ou lingots que l'on tient en réserve va s'affaiblissant tous les jours.

La dette flottante de l'empire russe, dont le capital égale, ou peu s'en faut, le capital que représente la dette consolidée en France, se compose donc de trois élémens distincts. Le trésor doit d'abord le montant des *billets de série*, qui sont des bons de service remboursables à des échéances déterminées; c'est une somme de 324 millions. Le terme indiqué pour le remboursement étant généralement de huit ans, le huitième seulement des émissions, une somme d'environ 40 millions, devient chaque année exigible. Viennent ensuite les *billets de crédit*, dont l'état a reçu le montant, soit en numéraire, soit en fournitures, et qu'il s'est engagé à rembourser sur la demande des porteurs, — une masse de 12 à 1,300 millions. Enfin, à titre de garant et sous le nom des établissemens de crédit, il doit aux propriétaires des dépôts confiés à ces institutions la somme fabuleuse de trois milliards deux cent et quelques millions qui sont tou-

jours remboursables. La dette flottante, sous cette triple forme, approche donc de 5 milliards de notre monnaie. Si l'on veut mesurer la portée d'un pareil engagement, il suffit de se rappeler que, pour faire honneur à une lettre de change de 5 milliards, il y aurait à peine, en mettant à contribution l'Europe, l'Amérique et l'Asie, assez d'or et d'argent monnayés dans le monde.

Comment une situation aussi critique a-t-elle pu se prolonger, même à la faveur de la prospérité nationale et de la paix? Voilà ce qu'il est difficile de comprendre. Nous avons vu, pour des folies moins gigantesques, sombrer dans les deux hémisphères le crédit de plusieurs états qui n'avaient pas des ressources inférieures à celles de la Russie; mais la guerre, en tout cas, va faire cesser les incertitudes. Les côtés faibles d'un système financier ne se laissent jamais plus clairement apercevoir que dans les momens de crise, à la lumière sinistre de l'émeute ou au bruit du canon. Si le gouvernement provisoire en France, après les journées de février, en présence d'une dette flottante qui ne s'élevait pas à 1 milliard y compris les fonds versés au trésor par les caisses d'épargne, et dont 600 millions seulement étaient exigibles, se trouva conduit à une suspension temporaire de paiemens, et s'il fallut l'énergique loyauté du comité des finances devant l'assemblée constituante pour obliger les maîtres du pouvoir à rembourser les capitaux que l'état avait reçus et employés avec la seule monnaie dont l'état pût alors disposer, c'est-à-dire en rentes, que va devenir le gouvernement russe en présence d'une dette flottante cinq ou six fois plus forte, pressé par la double nécessité de faire face aux remboursemens exigés par ses innombrables créanciers à vue, et d'improviser les centaines de millions que la guerre doit consommer?

L'empire moscovite a été mis, à juste titre, hors la loi du crédit européen. A l'intérieur, le gouvernement a trop emprunté pour qu'il lui soit possible d'emprunter encore; le trésor public a littéralement absorbé toute la richesse mobilière du pays. On n'a plus rien à lui donner ni à lui prêter, parce qu'il avait tout reçu ou pris à l'avance. Et quand son crédit chancellera, dans l'opinion des Russes eux-mêmes, ce sera comme un tremblement de terre dans lequel toutes les fortunes seront englouties.

Laissons le gouvernement russe s'arranger avec ses créanciers de l'intérieur comme il pourra pour la liquidation du passé, et parlons des besoins de la guerre. Si l'empereur ne cède pas, si la Russie continue de braver l'Europe occidentale, il faudra qu'après avoir dépensé en 1854 la valeur de deux budgets, elle trouve, comme nous croyons l'avoir démontré, en dehors de ses ressources ordinaires,

une somme de 5 ou 600 millions pour préparer et pour fournir la campagne de 1855. Ces trésors de l'action, faute desquels on devrait licencier une partie de l'armée et se replier derrière les frontières, le gouvernement voudra sans doute les puiser dans la réserve métallique de la forteresse ou dans une émission supplémentaire de *billets de crédit*, peut-être même dans l'un et l'autre expédient combinés; mais s'il diminue la réserve des métaux précieux qui soutiennent la valeur des billets, il ébranlera la confiance; s'il augmente la somme du papier circulant, s'il en offre plus qu'on n'en demande, il l'aura bientôt déprécié, et, avec une somme plus forte de billets, il se procurera une moindre quantité des objets qui lui sont nécessaires. Dans tous les cas, il ajoutera peu à ses ressources, et il appauvrira du même coup le trésor et le peuple. Il pourra imprimer une grande activité à la presse qui vomira les assignats, mais il n'en fera pas jaillir de l'argent.

Sans forcer les inductions qu'il est permis de tirer des faits, et sans prédire à l'ennemi des catastrophes qui semblent pourtant fort probables, comme l'entêtement ne suffit pas pour féconder des finances ni pour mettre en mouvement des armées, nous sommes en droit d'affirmer que, la guerre prenant de telles proportions, la Russie n'a pas les moyens de fournir deux campagnes. Si le gouvernement du tsar, au prix des plus grands sacrifices et des plus cruelles souffrances, en décrétant le cours forcé des billets et la banqueroute des établissements de crédit, parvenait à résoudre cette difficulté, ce serait un effort suprême. A la troisième campagne, l'empire russe, humilié et désorganisé, ne résisterait pas mieux à la révolte qu'à l'invasion.

LÉON FAUCHER.

Les Eaux-Bonnes, 25 juillet 1854.

(La suite à un prochain numéro.)

LE

CHEVALIER SARTI

HISTOIRE MUSICALE

DEUXIÈME PARTIE.

VENISE.

I.

Lorenzo Sarti avait quinze ans lorsqu'il se rendit à Venise avec la famille Zeno, dans le mois de novembre 1790 (1). Le moment était favorable pour visiter cette ville célèbre. Un nombre considérable d'étrangers, surtout d'émigrés français, étaient accourus dans cette métropole du plaisir pour y attendre la solution prochaine, croyaient-ils, de ce grand drame qui devait durer cinquante ans. La présence de ces étrangers, appartenant presque tous à la classe élevée de la société européenne, faisait alors de Venise un foyer d'intrigues politiques et galantes où les projets de contre-révolution se discutaient au milieu de folles mascarades et de joyeux festins.

La révolution française de 1789 venait d'éclater au milieu de la paix générale et de l'heureuse concorde qui commençait à s'établir entre les peuples et les gouvernemens; elle avait tout à coup divisé l'Europe en deux camps ennemis. Généreuse à son début comme une inspiration de sentiment depuis longtemps préparée par les études des esprits éclairés, elle ne tarda point à s'altérer dans son principe et à dépasser le but que lui avaient assigné les vrais besoins

(1) Voyez la livraison du 1^{er} janvier.

de la nation. Après la compression de la classe moyenne et la chute de la monarchie, qui, pendant des siècles, avaient travaillé de concert à cette glorieuse émancipation de la raison publique, la France devint la proie d'une horde de sophistes qui livrèrent la société et la civilisation aux fureurs de la basse démagogie. Ces trois périodes décisives de la révolution française, qui se résument dans l'assemblée constituante, dans la législative et la convention, marquent aussi les différens degrés de sympathie qu'inspira à l'Europe ce grand mouvement national. Il avait épuisé et dépassé les idées les plus hardies du XVIII^e siècle.

L'esprit du XVIII^e siècle, tel qu'il se dégage de l'ensemble de ses travaux et de ses actes, fut un esprit de liberté ayant pour but l'émancipation de la nature humaine. Sous la main du christianisme et la tutèle de l'église, l'homme n'avait été qu'un instrument de la Providence, un jouet de la grâce, dont il ne lui était pas permis de sonder les voies mystérieuses. Le XVIII^e siècle le relève de cette irresponsabilité aveugle, il brise les sceaux qui fermaient le livre de la vie, et c'est dans la volonté éclairée par la raison qu'il place désormais l'unique point d'appui de notre destinée. Telle est la donnée générale de ce qu'on appelle la philosophie du XVIII^e siècle, qui continue l'œuvre de la renaissance, dont elle est la conséquence logique. En effet, le mouvement de la renaissance, si bien caractérisé par Descartes dans son *Discours sur la Méthode*, s'arrête un instant au XVII^e siècle pour essayer une sorte de compromis avec l'autorité traditionnelle, d'où il ne résulte qu'une réforme timide de la discipline intérieure du catholicisme. Après cet essai infructueux de conciliation, le souffle libérateur reprend de nouveau son cours et renverse tout ce qui lui fait obstacle. Bientôt enfin s'accomplit le glorieux hyménée de l'esprit humain et de la nature prédit par Bacon, et dont il avait préparé d'avance l'épithalame. De ce mariage fécond et si longtemps retardé par la jalousie de l'église doit naître « une race de géans et de héros qui étoufferont le syllogisme de la scolastique, délivreront le genre humain de l'ignorance et purgeront la terre de toute injustice. » Voilà en quels termes magnifiques le génie de Bacon annonce l'avènement de la science moderne qui inspire tout le XVIII^e siècle, depuis Voltaire jusqu'à Kant.

C'est alors qu'on vit se lever comme par enchantement un groupe d'intelligences vives, audacieuses, pleines de confiance dans les ressources de l'esprit humain dont elles croyaient avoir reculé les bornes, s'attaquant à tous les objets, brisant tous les liens de l'antique discipline, réformant les vieilles méthodes et dédaignant le passé, qui avait accumulé tant d'erreurs et de si profondes injustices. Les hommes éminens du XVIII^e siècle conçurent le vaste projet

de changer la face de la civilisation et de commencer une ère nouvelle. Histoire, législation, finances, politique, morale, littérature, sciences, tout fut remanié et refondu par un principe nouveau qui, partant de la sensation, allait aboutir à la souveraineté de la raison. De là la prodigieuse activité de cette époque mémorable. S'appuyant sur la volonté comme sur un levier dont on avait méconnu la puissance, le XVIII^e siècle s'élance avec ravissement au-devant de l'avenir, où il entrevoit dans un lointain lumineux le règne de la justice et de l'amour. Aussi quelle joie, quels cris d'allégresse, quel enthousiasme s'échappent du milieu de cette folle génération, qui semble sortir d'un cachot et respirer pour la première fois l'air pur et fortifiant de la liberté ! Chacun secoue ses langes, chacun dénoue sa ceinture, chacun s'empresse de rejeter la vieille enveloppe comme un cilice de mortification trop longtemps imposé à la crédulité de l'esprit humain. La vieille société est attaquée de toutes parts, les distinctions de naissance et de fortune font place à celles de l'esprit ; on se rapproche, on se réunit, on se répand au dehors, on se livre sans contrainte aux plaisirs aimables de la vie en rêvant au bonheur des générations futures. Tout change, tout se transforme, tout prend un air de fête et de jeunesse. Les arts, la poésie et surtout la musique s'emprennent d'une sensibilité plus pénétrante, et les femmes, qui ont joué un rôle si important dans un siècle qui a proclamé que « les grandes pensées viennent du cœur (1), » ne semblent-elles pas accuser la révolution profonde qui se fait alors dans les idées et dans les mœurs, non-seulement en se livrant avec plus d'abandon aux sentimens qui les inspirent, mais aussi en repoussant ces vieux costumes qui emprisonnaient leurs charmes, en revêtant ces robes élégantes aux couleurs joyeuses et printanières où l'on voyait briller un goût exquis et une fantaisie adorable ? Deux mots sacramentels, qui étaient dans toutes les bouches, peuvent résumer l'esprit et les tendances de cette grande époque d'émancipation : le mot *humanité*, qui fut jeté dans la circulation par un écrivain obscur (2), et qui exprimait admirablement les besoins de justice, d'égalité et de réformes sociales qui étaient dans le cœur de tous, — et le mot *nature*, par lequel se manifestait le mouvement scientifique qui poussait l'esprit humain à étudier les phénomènes du monde extérieur.

De ce désordre fécond où s'élaboraient les élémens d'une société nouvelle, de cette bruyante insurrection contre le moyen âge et les institutions du passé, il nous est resté un monument curieux, l'*En-*

(1) *Pensées* de Vauvenargues.

(2) L'abbé de Saint-Pierre.

cyclopédie, vaste dépôt de connaissances un peu confuses, mais où s'agite l'esprit divin, comme il s'agitait sur le chaos qui a précédé la naissance du monde. En effet, cette tour de Babel fut élevée par une génération de travailleurs intrépides qu'animait une foi ardente dans le triomphe de la raison par les progrès de l'esprit humain. L'idée de progrès, c'est-à-dire d'une extension successive de nos facultés et de nos connaissances, d'une amélioration de notre destinée, n'est pas sans doute une idée entièrement nouvelle, puisqu'elle résulte du sentiment de notre activité intérieure et du spectacle de l'histoire. Elle a été entrevue par l'antiquité, et il y a plus de deux mille ans le philosophe Xénophane a pu dire : « Non, les dieux n'ont pas tout donné aux mortels, c'est l'homme qui avec le temps et le travail a amélioré sa destinée. » Cependant l'idée de progrès que saint Augustin, que Vico, Pascal et surtout Leibnitz ont affirmée avec plus ou moins d'évidence, n'a été formulée d'une manière vraiment scientifique que dans la seconde moitié du XVIII^e siècle par Turgot, d'Alembert et Condorcet en France, par Herder et Lessing en Allemagne.

Doué de facultés perfectibles, éclairé par sa raison et servi par sa volonté, l'homme est le maître de sa destinée. Contenu jusqu'alors par de fausses abstractions qui lui avaient caché la vérité des choses, aveuglé par de prétendus principes métaphysiques que lui avait imposés l'autorité jalouse de perpétuer son ignorance, l'homme est parvenu à dissiper ces vains fantômes de la scolastique qui lui dérobaient le spectacle admirable de la nature. Mis en contact direct avec le monde extérieur par ses organes, averti par la sensation de l'existence des phénomènes, il en étudie les lois, et c'est dans ces lois qu'il trouvera le secret de dompter la matière, de l'animer de son souffle et de la faire servir à sa grandeur. La notion du bien et du mal, du juste et de l'injuste, dont le germe est resté enfoui dans les limbes de l'instinct, se développera à la clarté de l'entendement, et la conscience, devenue plus délicate et plus rigoureuse, étendra sa juridiction sur un plus grand nombre de rapports. La morale ne sera plus un amas confus de préceptes arbitraires et variables, mais un code de lois précises sanctionnées par la raison et le sentiment. Le dieu mystérieux de la légende, conception remplie de contradictions et de contes fabuleux, fera place à une intelligence suprême dont l'existence nécessaire sera prouvée par l'ordre de l'univers et les lois de l'esprit humain, et qui couronnera l'édifice de la connaissance au lieu d'en être la négation. Telle est la profession de foi de ce XVIII^e siècle d'où est sortie la révolution de 1789, qui a changé la face de l'Europe et posé les principes d'une nouvelle civilisation. Qu'on lise l'admirable chapitre qui termine le livre de Condorcet, *Esquisse d'une histoire des progrès de l'esprit humain*, et l'on y trouvera, écrit

de la main d'un martyr, le testament d'une génération héroïque qui a cru avec Bacon et les grands esprits de la renaissance aux miracles de la science que nous voyons s'accomplir sous nos yeux.

Né en France, propagé par les écrits de Voltaire, de Rousseau, de Montesquieu, de Buffon et par l'*Encyclopédie*, ce mouvement de rénovation se répandit dans toute l'Europe. De tous côtés, on se mit à prêcher l'abolition des vieux abus, à ridiculiser les usages consacrés, à bâtir des utopies qui avaient toutes pour objet la régénération du genre humain. Les souverains les plus jaloux de leur autorité, Catherine de Russie, le grand Frédéric, Joseph II, les rois de Suède, de Portugal et d'Espagne, entraînés par l'esprit du siècle, essayèrent tous d'améliorer l'administration, de simplifier, d'humaniser les lois civiles et criminelles, de dégager l'action du gouvernement des entraves de la féodalité, de répandre l'instruction en conviant les peuples à un meilleur avenir. L'Italie ressentit aussi très fortement l'influence des idées nouvelles. Cette vieille terre de Saturne, qui a vu s'accomplir tant de révolutions mémorables, était alors gouvernée par des princes débonnaires que la mode du bel esprit philosophique, la douceur des mœurs, la sécurité profonde dont ils jouissaient depuis la paix d'Aix-la-Chapelle, autant que la raison d'état, avaient imbus d'un esprit d'équité qui se manifestait chaque jour par des réformes salutaires. On remarquait le gouvernement économe du Piémont et celui de Parme, où régnait un élève de Condillac sous la tutèle d'un ministre capable et tout-puissant. Beccaria écrivait à Milan son livre hardi *Des Délits et des Peines*, dont les principes généraux étaient transformés en lois par Léopold, grand-duc de Toscane. Rome voyait s'asseoir sur le siège apostolique un Clément XIV, un Ganganelli, un Pie VI, princes éclairés qui s'efforçaient de mettre la morale de l'Évangile dans la politique; à Naples, dans la patrie de Vico, de Giannone et de Filangieri, qui occupait un poste important dans l'administration, le goût des réformes s'était emparé même du roi Ferdinand IV, qui, pour varier ses plaisirs, avait fondé une sorte de société idéale sur le modèle de la Salente de Fénelon (1).

Surgie comme Vénus du sein de la mer, Venise, après avoir été la première puissance maritime du moyen âge et avoir possédé un quart et demi de l'empire romain, après avoir sauvé la civilisation chrétienne de la barbarie des Turcs et avoir échappé à la jalousie

(1) La colonie di San-Leucio fut fondée en 1789 par un décret du roi de Naples où l'on remarque les passages suivans : « Le mérite seul distingue entre eux les colons de San-Leucio. Le luxe est absolument interdit, et une parfaite égalité règne dans les vêtements. Les jeunes époux se choisissent librement, et les parens n'auront pas le droit de s'opposer à leur union, etc. » Voyez l'*Histoire du royaume de Naples*, par le général Colletta, t. 1^{er}.

des rois de l'Europe ligués contre elle au commencement du ^{xvi}^e siècle, avait été dépouillée successivement d'une partie de ses conquêtes lointaines, des îles de Chypre, de Candie et enfin de la Morée. La reine de l'Adriatique s'était endormie tout doucement au bruit de ses grelots et de ses loisirs charmans. En effet, depuis la paix de Passarowitz, conclue en 1718, qui mit fin à la dernière guerre que Venise eut à soutenir contre l'empire ottoman, une langueur mortelle s'était emparée de cette fière république de patriciens qui avait bravé tant d'orages. Accroupie au fond de ses lagunes, elle laissa passer tout le ^{xviii}^e siècle sans se mêler à aucun des événemens politiques qui s'accomplirent en Europe, n'ayant d'autre souci que de garder son repos, en se préservant du contact des idées nouvelles qui germaient de toutes parts en Italie. Énervée par les voluptés et l'inaction, Venise fut réveillée tout à coup de son long assoupissement par la révolution française, qui devait être bien autrement redoutable à sa puissance que la découverte du cap de Bonne-Espérance, qui lui avait enlevé le monopole du commerce du monde. Deux partis divisèrent alors le gouvernement de la république : l'un, très nombreux, qui avait la majorité dans le grand conseil, voulait la continuation de la neutralité; l'autre, plus énergique, conseillait d'abandonner un système désastreux jugé par l'expérience, en prenant part à l'action qui allait inévitablement s'engager entre les grandes puissances de l'Europe. Ce dernier parti se subdivisait en deux fractions, dont l'une voulait une alliance avec l'Autriche, et l'autre avec la France. Le sénateur qui a déjà figuré dans la première partie de ce récit, — Marco Zeno, — était l'un des partisans les plus écoutés de l'alliance avec l'Autriche.

Dans les premiers temps de son arrivée à Venise, Lorenzo fut tout ébloui du magnifique spectacle qu'il avait sous les yeux. Ce qu'il avait lu et ce qu'on lui dit sur cette ville unique était fort au-dessous de l'impression qu'il en recevait; son imagination ardente et romanesque ne lui avait fait pressentir rien de comparable à la place Saint-Marc, au palais ducal, au *Canalazzo*, cette voie lactée qui traverse la ville et la divise en deux parties inégales rattachées ensemble par le pont du Rialto, image de la volonté puissante qui avait présidé aux destinées de la république. Son cœur se gonflait d'orgueil en regardant ces magnifiques palais, dont chaque pierre atteste la gloire de ce peuple de gentilshommes, d'artistes et de marins. Il se mit à étudier avec passion l'histoire de Venise, qui présente l'intérêt d'un poème et d'un poème épique, où la grandeur des événemens se combine avec l'héroïsme des caractères et la variété des épisodes. Il se sentait fier d'appartenir à une nation qui a joué un rôle si original dans les annales du monde, et dans sa vanité de

jeune homme, il n'était pas fâché de tenir par un lien quelconque à cette fière aristocratie qui considérait la gloire et la puissance de Venise comme son patrimoine.

Ces distractions de l'esprit, ce premier épanouissement de l'instinct de connaître et d'admirer, loin d'affaiblir le sentiment que Lorenzo éprouvait pour Beata, en accroissaient l'intensité. Dans ce caractère à la fois ambitieux et tendre, l'amour se nourrissait de toutes les aspirations de la vie, et les concentrait comme dans un foyer qui en doublait la puissance. Depuis qu'il était à Venise, Lorenzo se sentait plus fort vis-à-vis de lui-même. Placé sur un plus grand théâtre, il paraissait aussi moins étonné de la distance qui le séparait de sa bienfaitrice, et au fond de son cœur il ne désespérait pas de surmonter un jour les difficultés qu'on opposerait à ses desirs. Sans doute ces rêves d'un jeune homme de quinze ans étaient aussi vagues que le but qu'il se proposait d'atteindre. C'était comme une sorte de mirage qui lui faisait entrevoir au loin une source désirée, récompense suprême de ses efforts. Aussi Lorenzo marchait-il hardiment dans la carrière que lui ouvrait son imagination. Enchanté de l'heure présente, fier d'être déjà du petit nombre des élus, heureux de vivre et de développer ses facultés, il s'élançait dans l'avenir avec cette confiance et cette allégresse bruyante de la jeunesse qui franchit en riant les plus grands obstacles.

Lorenzo travaillait avec la patience d'un bénédictin et l'ardeur d'un néophyte qui veut conquérir sa place au banquet de la vie. L'histoire, la littérature ancienne et moderne, la philosophie et surtout la musique, étaient les sujets qui attiraient de préférence son attention. Parmi les livres nombreux que la curiosité insatiable de Lorenzo lui mit sous les yeux, les *Dialogues* de Platon et la *Divine Comédie* de Dante étaient, avec les œuvres de Rousseau, ceux qui avaient le plus vivement frappé son imagination. Platon et Dante, le poète de l'idéal antique et celui de l'idéal chrétien, qui étaient si loin des tendances et des préoccupations du XVIII^e siècle, répondaient admirablement à la nature réfléchie et affectueuse du jeune Vénitien. Son heureux instinct le portait à réduire les faits en un petit nombre de principes, à n'absorber de ses lectures que les parties vraiment nutritives, à dégager ces parcelles d'or qui forment l'essence des vérités générales, et dans le peintre sublime et touchant du paradis et de l'enfer, Lorenzo trouvait un poète qui flattait sa passion, un poète qui avait consacré sa vie et un admirable génie à éterniser un rêve de l'amour.

Cependant la contenance de Beata vis-à-vis de Lorenzo était bien changée depuis son retour à Venise. Effrayée de la consistance qu'avait prise l'affection, toute sereine d'abord, que lui avait inspirée le

fil de Catarina Sarti, surprise par un sentiment sérieux dont elle n'avait pas dû prévoir les atteintes, elle résolut de couper court à des relations équivoques qui ne pouvaient avoir pour elle qu'une solution malheureuse. Comment faire cependant pour rompre brusquement, et sans trahir son secret, les rapports de bienveillance et de protection qui s'étaient établis entre elle et Lorenzo? Ce jeune homme, dont la physionomie heureuse l'intéressait au moins autant que l'aménité de son caractère et la vivacité de son esprit, n'avait point mérité qu'on cherchât à l'éloigner d'une famille qui l'avait adopté spontanément. Quel prétexte prendre pour mettre entre elle et Lorenzo quelques années de séparation qui lui donneraient le temps d'étouffer ou d'amortir un sentiment qui menaçait de devenir une passion orageuse et funeste? Le prétexte qu'avait suggéré la pénétration de son oncle, le saint prêtre, d'envoyer Lorenzo terminer ses études à l'université de Padoue, eût été le plus convenable sans les objections que Beata redoutait de la part de l'abbé Zamaria, qui s'était attaché d'autant plus vivement à son élève, que celui-ci montrait un goût prononcé pour la musique, et une grande aptitude à profiter de ses leçons. Beata aurait pu sans doute surmonter ce dernier obstacle en faisant intervenir la volonté de son père; mais en employant ce moyen extrême, elle craignait de laisser deviner sa faiblesse. Excepté Tognina, qui avait saisi comme à la dérobée quelque chose de ce roman mystérieux qui commençait à se développer dans le cœur de son amie, personne dans la maison ne soupçonnait à quelle source profonde s'alimentait la sollicitude de Beata pour son frère d'adoption.

Dans cette perplexité, entre la crainte de faire un éclat et la ferme volonté où elle était de prévenir un danger qui alarmait sa pudeur, Beata prit une résolution qui rassurait sa conscience sans lui imposer un sacrifice trop douloureux : elle ordonna sa vie de manière à éviter le plus possible la présence de Lorenzo, elle se fit un maintien sévère et composa son visage pour mieux cacher à tout le monde, et surtout à celui qui en était l'objet, la tendresse qui s'était glissée dans son cœur. Renfermée ainsi en elle-même, cette noble créature, dont l'âme était aussi élevée que l'intelligence, et qui joignait au sérieux du caractère cette grâce des formes et cette adorable langueur qui sont le plus bel attribut de son sexe, Beata souffrait silencieusement et consumait son ardeur dans une lutte qui altérait son repos. Ce n'est pas la naissance modeste de Lorenzo, ni aucun préjugé vulgaire, qui avaient déterminé la fille du sénateur Zeno à combattre une affection qui avait surpris son inexpérience; des idées aussi graves et aussi arrêtées ne s'étaient même jamais présentées à son esprit. Elle craignait d'affliger son père par une inclination qui aurait ajouté une douleur domestique à la grande tristesse que lui faisaient éprou-

ver les affaires de l'état, mais elle était surtout retenue par un sentiment de dignité personnelle, et ce sentiment exquis avait quelque chose des chastes scrupules d'une sœur ou d'une mère. Elle rougissait de sa faiblesse pour un jeune homme qu'elle avait pour ainsi dire vu croître sous ses yeux.

Elle s'indignait à l'idée d'avoir pu oublier son âge et les devoirs qu'elle s'était imposés, en se laissant envahir le cœur par un trouble délicieux qui avait endormi sa vigilance. Aussi que d'efforts il lui fallut faire pour rompre le charme qui l'avait attirée insensiblement aux bords du précipice, pour dégager son âme du piège innocent que lui avait tendu l'amour ! Lorsqu'elle rencontrait Lorenzo, Beata le saluait d'un mot froid et digne, puis elle s'enfuyait comme une ombre en tressaillant. Elle ne s'informait plus ostensiblement de ce qu'il faisait ; elle ne lui adressait plus la parole que pour répondre à ses questions d'un ton indifférent qui repoussait toute confiance. Son regard évitait celui de Lorenzo, et ce n'est que de loin que ses beaux yeux bleus remplis de tendresse osaient le suivre avec inquiétude. Dans le monde, dans les *conversazioni* où elle se trouvait forcément avec Lorenzo, Beata était d'une gaieté extrême. Elle cherchait à s'étourdir, à dissiper sa tristesse en vains propos, à dérouter l'attention par de petits manèges de coquetterie féminine qui répugnaient à la sincérité de son caractère.

Ces artifices de la passion étaient une énigme pour Lorenzo, qui ne savait comment s'expliquer ce changement de conduite à son égard. Il avait beau s'interroger et se demander par quelle étourderie, par quel manque de respect, il avait pu s'attirer la disgrâce d'une femme supérieure qui mesurait ses moindres paroles ; il ne trouvait rien qui justifiait la froideur et l'air presque dédaigneux qu'on prenait à son égard depuis quelque temps. Voulait-on lui faire comprendre d'une manière indirecte qu'il fallait enfin ouvrir les yeux sur la vraie position qu'on lui avait faite ? Il n'avait jamais oublié ce qu'il devait à sa bienfaitrice, ni la distance qui séparait le fils de Catarina Sarti d'une *gentildonna* vénitienne. Quelle pouvait être la raison secrète de la réserve excessive de Beata à son égard ? Ne serait-ce pas une sorte de jalousie aristocratique qui se serait emparée de la fille du sénateur en voyant Lorenzo grandir dans la vie, et voudrait-on refouler ses aspirations pour conserver une supériorité relative dont il essayait de s'affranchir ? On se trompait fort si on espérait attiédir son courage et contenir son ambition dans le cercle étroit où le hasard l'avait fait naître. Il prouverait par son activité et son intelligence qu'il était digne de l'intérêt qu'on lui avait témoigné, et qu'en lui tendant la main pour l'aider à sortir de la foule, on avait accompli un acte de justice. Ces bouffées d'orgueil et

de vanité plébéienne qui traversaient l'esprit de ce jeune homme redoublaient son ardeur de connaître, de s'épandre et de grandir dans l'estime de la femme dont il méconnaissait si grossièrement les vrais sentimens. Il voulait attirer l'attention de Beata, adoucir sa rigueur, et la forcer de voir en lui autre chose qu'un pauvre client de sa famille qu'elle avait bien voulu honorer de sa protection.

Le palais Zeno était situé sur la rive gauche du Grand-Canal, à très peu de distance du vieux palais Grimani. C'était une des œuvres les plus remarquables de Scamozzi, l'élève de Palladio, dont il avait imité le style élégant et grandiose. Construit en pierres d'Istrie vers la seconde moitié du xvi^e siècle, comme presque tous les monumens qui bordent les deux côtés de cette longue et magnifique voie triomphale, le palais Zeno était composé de trois étages couronnés d'une terrasse d'où s'élançaient un groupe de statuettes mythologiques. L'une, placée au milieu de la façade, représentait le Silence, symbole de la politique mystérieuse de Venise, qui semblait dire aux passans, en appuyant l'index sur la bouche : *Guardate, ma non toccate*, et surtout *taisez-vous* ! Deux entrées, l'une sur le Grand-Canal, et l'autre du côté opposé, conduisaient à ce palais, où l'on voyait éclater la magnificence d'une famille patricienne qui comptait dans ses annales un doge, un héros, plusieurs cardinaux, un grand nombre d'ambassadeurs et de procureurs de Saint-Marc. Au fond d'un large vestibule où se tenaient les gondoliers et les *facchini* de la maison, un escalier d'une légèreté admirable conduisait à un palier de marbre, sur lequel débouchait un corridor long et spacieux qui se reproduisait à chaque étage et le divisait en deux parties. Un grand salon carré qui occupait le milieu du premier étage et une salle à manger qui aurait pu contenir aisément deux cents personnes indiquaient les habitudes d'une oligarchie puissante qui aimait à s'entourer de ses cliens et de ses égaux. D'un côté du salon était l'appartement de Beata, et de l'autre celui de son père. L'abbé Zamaria demeurait au second étage, ainsi que Lorenzo, dont la chambre était immédiatement au-dessus de l'appartement de Beata. Les domestiques étaient logés au troisième étage, à l'exception de Teresa, qui couchait dans un *camerino* près de sa maîtresse. En face du salon était la bibliothèque, une des curiosités de Venise par la rareté des livres qu'elle renfermait et l'ordre qu'y avait mis l'abbé Zamaria; à gauche de la bibliothèque se trouvait la chapelle. Le salon, la salle à manger, la bibliothèque et même la chapelle étaient garnis de tableaux de maîtres représentant des épisodes de l'histoire de Venise où avait figuré un membre de la famille Zeno. Les moindres détails de ce palais accusaient la munificence et la personnalité d'un vieux patricien qui a conscience de ses droits aussi bien que de ses devoirs.

Le palais Zeno était une des maisons les plus fréquentées de

Venise. C'était le rendez-vous de la meilleure compagnie, des femmes élégantes et des hommes à la mode qui brillaient par l'esprit, les manières ou par des talents aimables. Il n'arrivait point à Venise un étranger de distinction qu'il ne se fit aussitôt présenter à l'abbé Zamaria, qui était le grand majordome et le juge de tout ce qui se rattachait aux plaisirs de la maison. Il en conférait d'abord avec Beata, et, après avoir obtenu son assentiment, tout était dit, car le vieux sénateur n'entraît jamais dans ces menus détails de la vie domestique. Ce qui attirait au palais Zeno un si grand nombre de personnes illustres, c'était moins l'hospitalité magnifique qu'on y trouvait que la haute distinction de Beata, le savoir et la grande érudition musicale de l'abbé Zamaria. Membre de la société philharmonique de Bologne, ami et correspondant du père Martini, élève de Benedetto Marcello, l'abbé Zamaria était non-seulement un contrapointiste du premier mérite, mais aussi un homme de goût dont on recherchait les conseils. Tous les compositeurs et les virtuoses célèbres de la seconde moitié du XVIII^e siècle ont été reçus au palais Zeno, où ils étaient sûrs de rencontrer l'élite de la société vénitienne. C'est là qu'on vit tour à tour Sacchini, Paisiello, le doux et infortuné Cimarosa, à côté des Caffarelli, des Pacchiarotti, des Marchesi, de la Gabrielli et des plus fameuses cantatrices qui venaient se recommander à la bienveillance de l'abbé, dont la protection valait un succès. — *Che ne dice l'abate!* (qu'en pense l'abbé?) se demandait-on à Venise, lorsqu'il était question d'un chanteur inconnu ou d'un opéra nouveau dont on attendait la représentation. Fallait-il un point d'orgue, une *cabaletta* brillante, quelques *gorgheggi* compliqués pour faire ressortir la bravoure d'une *prima donna*, on allait trouver l'abbé Zamaria, qui, d'un trait de plume, calmait les plus grandes inquiétudes ou excitait des jalousies féroces. Que de morceaux de sa composition ont été intercalés dans les opéras des maîtres les plus illustres! combien il a jeté sur le papier de ces lieux-communs qu'on appelait *arie di baule*, airs de voyage que les virtuoses emportaient au fond de leurs malles, et qu'ils chantaient dans toutes les villes, quel que fût l'ouvrage dans lequel ils débutaient!

Les noms les plus illustres de la république, les Pisani, les Foscari, les Grimani, les Tiepolo, retentissaient dans ce palais au milieu des savans, des artistes, des poètes et des critiques les plus renommés de Venise et même de l'Europe. Goethe, Alfieri, le comte Algarotti, Pindemonte, Cesarotti, le traducteur d'Homère et d'Ossian, qui occupait une chaire de littérature grecque à l'université de Padoue, étaient venus dans ce salon, où ils avaient laissé des témoignages de leur satisfaction dans un magnifique album que l'on conservait précieusement. C'était un spectacle unique que d'assister à l'une de ces brillantes *conversazioni* qui avaient lieu toutes les semaines au

palais Zeno, et de voir réunis dans un même salon les caractères les plus antipathiques, Goldoni et les deux frères ennemis Charles et Gasparo Gozzi, par exemple, qui partout ailleurs se seraient pris aux cheveux, au lieu de se combattre à coups d'épigrammes; Francesco Pesaro, Giuseppe Farsetti, Antonio Cappello, qui avait été ambassadeur de la république en France lorsque éclata la révolution de 1789, grand amateur de beaux-arts et protecteur de Canova qu'il a deviné; Francesco Gritti, Cornelia Barbaro, sa belle-sœur, femme de la plus haute distinction, qui fut l'amie de Métastase; la jeune et charmante comtesse Benzoni, assise à côté du poète Lamberti, qui en était éperdument amoureux, et qui l'a chantée dans cette jolie barcarolle connue de toute l'Europe :

La biondina in gondoletta,
L'altra sera go merrà.

C'était la gloire de Beata d'avoir su triompher ainsi des rivalités qui divisent trop souvent les hommes qui cultivent les arts de l'esprit. Le sens exquis de cette jeune fille lui avait appris de très bonne heure combien il importe à la femme de cacher sa raison sous la grâce et la modestie de son sexe. Silencieuse, recueillie, d'une discrétion profonde, elle savait écouter avec indulgence les bavardages des gens médiocres, et n'accordait son approbation explicite, mais toujours avec réserve, qu'aux choses vraiment belles qui touchaient son âme. On aimait à la consulter, on avait confiance dans la rectitude de son jugement, qui ne se manifestait jamais que par des observations de détail qui indiquaient plutôt une préférence de sentiment qu'un blâme de l'esprit. Elle régnait naturellement sur les cœurs par le charme divin de son regard mélancolique, par l'élégance de sa taille et de ses manières, qui révélaient une nature supérieure digne de tous les hommages. Aussi un sourire de sa bouche adorable suffisait pour dissiper les plus gros nuages, et lorsque sa tête blonde s'inclinait pour gronder un ami ou pour écouter une confidence qu'on avait à lui faire, on était ravi de voir tant de séductions relevées d'une si grande simplicité. C'était une muse qui inspirait tous ceux qui l'approchaient, et non point une sirène qui cherchât à séduire par le faste de sa beauté.

L'abbé Zamaria était fort répandu dans la société de Venise. Les cantatrices et les *gentildonne* dilettante s'arrachaient à l'envi ce petit abbé, qui n'avait de la morale du Christ que l'habit. On le voyait partout, dans les théâtres, dans les *ridotti*, dans les cafés, dans les églises, et ce n'était pas pour y faire pénitence. Partout où il y avait du plaisir, de l'esprit et de la musique, on était sûr de rencontrer le charmant abbé, qui bavardait comme une pie et riait comme un enfant. Ami de Carlo Gozzi, son confrère à l'académie bouffonne des

Granelleschi, il se moquait avec lui des vieux classiques embourbés dans les ornières des *Seicentisti*, qu'il appelait des *parrucconi*, des *brontoloni* insupportables. Il n'était guère plus favorable aux novateurs qui, comme Goldoni, s'efforçaient d'introduire à Venise la dignité et la vérité du théâtre français. Ils veulent nous étouffer, disait-il en parlant de ces novateurs, avec des *chiacchere filosofiche*, des bavardages philosophiques, et des *urli francesi*. Conservons notre esprit, nos mœurs, notre gaieté, et restons Vénitiens. Nous n'avons que faire de la *musica tedesca* ni de la littérature française *impastate* (farcies) de réflexions et de modulations *melancoliche*.

Lorenzo suivait l'abbé Zamaria dans les méandres de la vie vénitienne, comme Dante suit Virgile dans les cercles ténébreux de la cité divine. L'abbé était flatté de produire dans le monde un jeune homme intelligent, au regard vif, à la physionomie ouverte, qui chantait comme un ange, et dont il s'était plu à former l'éducation musicale avec un soin tout paternel. Il le présentait comme son élève aux femmes du monde, aux virtuoses, aux compositeurs, et tirait vanité des succès de son disciple, qu'on appelait partout *il maestrino*. Il l'introduisait dans les premières maisons, chez les Mocenigo, les Dolfin, où Lorenzo était reçu avec une certaine déférence à cause de l'affection que lui portait l'abbé Zamaria, et peut-être aussi parce qu'on supposait que le sénateur Zeno avait des vues particulières sur l'avenir de ce jeune homme. Lorenzo, dont les femmes remarquaient déjà la taille svelte, le front épanoui et les beaux yeux noirs remplis de feu et de désirs, jouissait avec bonheur de la nouvelle existence qui s'ouvrait devant lui. Il courait les salons, les théâtres, les *casini*, les académies, tantôt accompagné de l'abbé Zamaria, qui ne cachait pas sous sa perruque la sagesse de Minerve, tantôt sans autres guides que l'instinct des belles choses et la crainte de l'inconnu, qui est la pudeur des jeunes gens. Comme il était ravi de se voir dans cette ville d'enchantement, de s'attarder le soir sur la place Saint-Marc, au milieu de cette foule joyeuse de promeneurs de tout rang et de tous pays, de parcourir le Grand-Canal couché mollement dans une gondole légère, et de s'enfuir au loin vers l'une de ces *isole beate*, nids d'amour et de volupté qui entourent Venise comme des satellites qu'elle entraîne dans son tourbillon. Est-ce bien le fils de Catarina Sarti, se disait-il tout bas avec ravissement, qui chante des duos avec une Badouer, qui accompagne au *cembalo* une Dolfin dont la main blanche et potelée se pose gracieusement sur son épaule, qui s'entretient de philosophie et de littérature avec un Mocenigo, et que le compositeur Furlanetto daigne admettre dans sa familiarité!

Le bonheur d'être et de vivre dans une sphère supérieure, les tressaillemens sourds de la sensibilité qui s'éveille, un vague pressentiment des idées du siècle, la confiance qu'il commençait à avoir

dans son activité, l'ivresse de l'amour, tout cela avait gonflé le cœur de Lorenzo, tout cela faisait sourdre de son âme exaltée ces mille désirs, ces mille espérances infinies qui montent, s'ébruitent et se répandent dans l'espace en chantant à l'imagination le poème divin, la symphonie merveilleuse de la jeunesse que nous avons tous entendue une fois dans la vie, et dont il n'appartient qu'au génie de retenir un écho lointain.

Mais aussi dans quel temps et dans quelle société avait été jeté Lorenzo! Venise se mourait; elle se mourait de langueur comme une courtisane épuisée, le front couronné de roses, le sourire sur les lèvres, banquetant, festoyant, entourée de *ruffiani*, de chanteurs, de *ballerini*, d'improvisateurs, d'escrocs et d'espions, dernière ressource des gouvernemens avilis. Sous une aristocratie sombre, taciturne, soupçonneuse, qui avait accaparé les bénéfices et les soucis de l'autorité suprême, s'agitait un peuple d'enfans qui riait de tout, s'amusaient de tout, et ne s'occupait que du plaisir de l'heure présente. Qu'avait-il besoin de travailler, de réfléchir et de s'inquiéter de l'avenir, ce peuple doux et charmant qui vivait de sportules, de *confetti*, de café, de sonnets, de musique et d'amour! Tant que la république fut puissante au dehors, le peuple, prenant part aux événemens politiques, se nourrissait au moins de vanité nationale, et la passion de la gloire relevait et ennoblissait son courage; mais depuis que l'oligarchie de Venise, méconnaissant la marche du temps et les principes de sa grandeur, s'était refusée à tout mouvement et à toute transaction avec les idées nouvelles, le peuple, refoulé sur lui-même, sans expansion au dehors et sans liberté au dedans, s'était abandonné à l'une de ces effroyables anarchies de mœurs qui précèdent la chute des empires. Les lois, les institutions, en conservant les apparences de la force qui les avait créées, étaient impuissantes à diriger les esprits, et la police du conseil des Dix, plus inquisitoriale qu'elle ne l'avait jamais été, était presque le seul appui de l'état. Cette profonde décadence n'était visible cependant qu'aux yeux du philosophe ou d'un homme politique comme Marco Zeno. La foule, les étrangers et la jeunesse étaient captivés et éblouis par un spectacle unique dans les annales du monde.

Qu'on se figure une succession de fêtes magnifiques rappelant les grands souvenirs de l'histoire de Venise! Un carnaval qui durait trois mois, huit théâtres presque toujours ouverts, quatre conservatoires ou écoles de musique, des *casini*, des *ridotti*, des cafés où l'on jouait et causait toute la nuit; une population qui se déguisait une grande partie de l'année comme pour échapper au sérieux de la vie; l'inviolabilité des masques protégée par la loi et les usages, servant à cacher l'inquisiteur d'état, le prince de l'église, le riche, le pauvre, le mari et l'amant, le confesseur aussi bien que la pénitente; des

académies de toute sorte, des couvens où l'on dansait et chantait plus qu'on ne priait; des femmes charmantes, blondes, tendres, voluptueuses, faciles, parlant un dialecte mélodieux qui enivrait l'oreille; des loisirs infinis, une sociabilité exquise, de la gaieté sans malice, de l'esprit, du goût, du faste, de l'instruction, un *estro* charmant, un *non so che* plein de grâce et d'abandon; de la musique partout, de la musique toujours : tels étaient les élémens et les épisodes de cette fête merveilleuse de la fantaisie et de la sensualité qui a terminé l'existence de Venise.

— Quel est donc ce personnage singulier qui se dandine sur une jambe effilée en chiffonnant son jabot d'un air d'importance? demanda Lorenzo à un inconnu qui se trouvait assis à côté de lui dans un café de la place Saint-Marc, à l'heure où toute la société de Venise venait y étaler la variété piquante de ses costumes et de ses mœurs.

— C'est le comte Lazara de Padoue, lui répondit-on, l'amant avoué de la belle *gentildonna* qui marche à côté de lui en tournant le dos à son mari, qui les suit comme un *facchino* chargé des gros travaux du ménage : ce sont trois personnes de distinction qui vivent en parfaite harmonie. Plus loin, continua l'inconnu qui n'était pas fâché de saisir l'occasion qu'on lui offrait d'esquisser en passant les types de cette société étrange, voyez-vous ce monsieur long, maigre, *attempato*, coquettement attifé, donnant le bras à une dame qui est presque aussi âgée que lui? C'est le frère cadet d'un membre du conseil des Dix, qui depuis vingt-cinq ans est amoureux de la femme qu'il promène ainsi tous les jours avec une rare constance. Il a sacrifié une brillante carrière à cette relation qui n'est cimentée par d'autres liens que les souvenirs du passé et l'habitude de se voir. Ce couple heureux est suivi de trois personnes qui sont dans tout l'éclat de la jeunesse; ce sont deux nouveaux mariés avec le *cicisbeo* de la signora, qui attend que la lune de miel soit un peu rognée pour prendre possession de sa charge. C'est un amant en perspective que le mari a placé lui-même au fond de la corbeille de noces comme un gage de bonheur domestique. Regardez donc ce petit homme rondet et mignon en habit de fantaisie de couleur jaunâtre, le chapeau sur l'oreille, une fleur à la boutonnière, riant en lui-même, et qui affecte de marcher isolément pour être mieux remarqué? C'est le *cavaliere* Zerbinelli, homme d'esprit, poète agréable, qui vient de publier un sonnet sur *les serins*. — *i canarini*, — qui a beaucoup de succès. Tenez, il est coudoyé à l'instant par ce gros personnage que vous voyez s'avancer comme un *stralunato*, le chapeau rabattu sur les yeux, le cou enfoncé dans les épaules, enveloppé dramatiquement dans un manteau rouge *strappazzato*, frippé, passé, usé : c'est *il signor Strabotto*, poète classique et rébarbatif fort maltraité par la critique, et qui médite assurément quelque bonne épigramme contre

ses ennemis. Derrière lui vient un groupe de quatre personnes que vous voyez rire aux éclats. Cette joyeuse *brigata* est composée d'un évêque qui tient un éventail à la main, d'une cantatrice qui fait fureur au théâtre *San Samuele*, d'un procureur de Saint-Marc qui partage avec *monsignore* les faveurs de la *prima donna* dont ils sont tous les deux éperdument amoureux, et du vieux castrat Grotto, qui donne des conseils à la *diva* et ramasse les miettes du festin. Ils souperont ce soir ensemble, et ne se quitteront probablement qu'aux premiers rayons du jour.

— De grâce, monsieur, dit Lorenzo à son voisin, si ce n'est pas trop abuser de votre complaisance, dites-moi donc le nom de ce monsieur que je vois là-bas en habit vert et à boutons d'or, dont les jambes longues et les bas de soie mal rattachés s'affaissent sur les talons et semblent chercher un point d'appui? il regarde toutes les femmes d'un air attendri qui pique ma curiosité.

— Je le crois bien, répondit l'inconnu, c'est le plus aimable original de Venise. *Il signor* Frangipani, qu'on a surnommé *l'Innamorato morto*, l'amoureux transi de toutes les femmes qu'il adore de loin comme des madones en leur baisant délicatement le bout des doigts, comme il dégusterait un sorbet à petites cuillerées. C'est un homme de qualité, dilettante distingué qui a composé les paroles et la musique d'une foule de jolies *canzonette* qu'il chante lui-même avec beaucoup de goût. Il y en a qui sont devenues populaires, telles que *il Sospiro* (le Soupir), *il Zefiro e la Rosa* (la Rose et le Zéphyr), *il Canto degl'augelletti* et *il lamento degl'agneletti* (le Chant des oiseaux et la plainte des agneaux), *la Gondola incantata* (la Gondole enchantée), *il Papagallo felice* (le Perroquet heureux), et beaucoup d'autres. Regardez, monsieur, continua l'interlocuteur, cette belle et splendide créature qui s'avance en attirant tous les regards: c'est la Zanzara, fameuse courtisane qui vit somptueusement des dépouilles des grands seigneurs, qui se disputent au poids de l'or la possession de ses charmes. C'est une femme d'esprit qui parle latin comme le cardinal Bembo et protège les artistes. Sa maison est une véritable académie toujours ouverte aux malheureux et aux poètes sifflés qu'elle réchauffe de sa charité. Elle est suivie de près par un groupe de cinq ou six personnes de la plus haute distinction qui hument la vie comme un verre d'excellent *rosoglio*, et parmi lesquelles se trouve la *contessina* Zoppi, jolie blonde qui rit toujours, comme si on la chatouillait, de ce joli petit rire à coups redoublés qui ressemble au gazouillement d'un oiseau. Voyez comme elle joue coquettement de son éventail en regardant d'un air moqueur ce gros balourd, à la démarche solennelle, aux sourcils hérissés comme les soies d'un porc-épic. C'est un savant en *us*, grand collecteur de médailles et de brimborions historiques, ce qui l'a fait admettre dans

deux ou trois académies. Doué de la patience d'un bœuf et rétif comme un âne, *il signor Stentato* est le type de ces esprits qui passent leur vie à ramasser des coquilles et à prouver, à force de citations, de quiproquos et de *spropositi*, que les enfans d'Athènes, du temps de Socrate, pleuraient quand on les fouettait.

— Tenez, monsieur, dit encore l'inconnu, il vaut mieux fixer votre attention sur cette belle personne qui s'avance là-bas du côté de la *Piazzetta*. Voyez quelle noble démarche, quel maintien sévère et doux qui inspire le respect et la confiance ! Aussi remarquez comme tout le monde s'écarte pour la laisser passer ! On dirait que la lumière de son âme rejaillit sur tout ce qui l'approche et projette autour de sa personne une clarté divine. C'est la fille du sénateur Zeno, une des femmes accomplies de Venise. Elle donne le bras à son père, grand seigneur digne du rang qu'il occupe dans l'état. Elle est accompagnée du chevalier Grimani, jeune patricien plein d'agréments, qu'on dit être son fiancé.

A ces mots, Lorenzo perdit contenance. Le cœur oppressé, la respiration haletante, il ne savait que dire et que répondre, et faillit se trouver mal, lorsque son voisin se leva de sa chaise et lui dit sans façon : « Jeune homme, le spectacle que vous avez sous les yeux et que vous voyez sans doute pour la première fois, car je m'aperçois que vous êtes nouveau dans cette ville, est unique dans le monde. La société qui se déroule sur ce magnifique théâtre, où se sont accomplis tant d'événemens remarquables, est le fruit avancé d'une civilisation merveilleuse qui n'a plus de sève. Ces femmes élégantes que vous voyez briller au soleil comme des papillons aux ailes diaprées, ces hommes aimables et polis qui s'enivrent de loisirs et de galanterie, ces patriciens fastueux devant qui tout le monde s'incline, ce peuple doux et charmant qui ne s'occupe que de *canzonette* et de prières à la Madone, cette foule de poètes, de musiciens et d'artistes éphémères, cette immense et joyeuse cohue que le plaisir emporte dans son tourbillon, cette mascarade infinie qui cache tant de mystères et qui semble la réalisation d'un rêve fantastique..., tout cela sera balayé bientôt par le souffle de Dieu ! »

En prononçant ces paroles, l'inconnu fit un geste menaçant et disparut.

II.

Jeté dans ce tourbillon, étourdi par l'immense éclat de rire que poussait cette société expirante, Lorenzo eut à se défendre contre mille séductions qui s'offraient à lui à chaque pas. Libre d'aller et de venir sans que personne lui demandât jamais compte de l'emploi de son temps, sa figure, son esprit et sa jeunesse l'exposaient à des dan-

gers sans cesse renaissans qu'il était impossible de prévoir. Parmi les connaissances nouvelles qu'il avait faites depuis qu'il était à Venise, il y avait une jeune cantatrice du théâtre San-Benedetto, qu'on appelait la Vicentina parce qu'elle était née à Vicence d'une très pauvre famille. C'était une brune piquante de dix-huit ans, qui avait une voix magnifique et de l'esprit comme un démon. Il l'avait vue pour la première fois dans les coulisses du théâtre San-Benedetto, où l'avait conduit imprudemment l'abbé Zamaria. Elle venait de débiter tout récemment dans un opéra de Galuppi, et y avait obtenu un grand succès qui faisait honneur à son maître, le castrat Grotto, ainsi qu'à l'institution où elle avait été élevée, la *Scuola de' Mendicanti*. Ils s'étaient retrouvés depuis chez Pacchiarotti, sopraniste célèbre qui était alors à Venise, où il termina sa brillante carrière. L'abbé Zamaria voulant que Lorenzo prit quelques leçons de chant de cet admirable virtuose, le jeune Vénitien vit souvent chez lui la Vicentina, qui venait aussi profiter des conseils de ce maître consommé. La Vicentina était protégée par un vieux seigneur, Zustiniani, qui l'avait remarquée un soir sur la place Saint-Marc, où tout enfant elle chantait devant un café. Frappé de la physionomie intelligente et de la voix limpide et douce de cette jolie petite fille, Zustiniani l'avait fait admettre à la *Scuola de' Mendicanti*, dont il était un des administrateurs.

C'est ici le lieu de faire connaître l'organisation de ces écoles de musique qui ont eu une si grande célébrité en Europe pendant tout le XVIII^e siècle. Parmi les nombreuses institutions libérales qu'il y avait à Venise et qui témoignaient de la munificence de cette république de patriciens, on remarquait quatre hospices ou maisons de refuge dont la fondation remontait au XVI^e siècle. Ce n'étaient à l'origine que de pieux asiles où l'on recueillait les orphelines, les infirmes et les pauvres filles abandonnées, qu'on y élevait aux frais de l'état et avec le concours de la charité particulière. Vers le milieu du XVIII^e siècle, la musique devint une partie essentielle de l'instruction qu'on donnait à ces jeunes filles, et le succès ayant répondu à l'attente des novateurs, ces institutions prirent insensiblement le caractère de véritables écoles où l'art musical était enseigné dans toutes ses parties par les maîtres les plus illustres de l'Italie. Ces quatre *scuole* dont Rousseau parle avec enthousiasme dans le septième livre de ses *Confessions* étaient la *Pietà*, la plus ancienne de toutes, celles de *Mendicanti*, de *degl' Incurabili* et de *l'Ospedaleto* de Saint-Jean-et-Paul. Elles étaient administrées par une société de grands seigneurs et de citadins que le goût de la musique et l'esprit de charité réunissaient pour accomplir une œuvre généreuse et belle. Cet heureux mélange d'utilité pratique et de munificence, où la poésie se dégage de la réa-

lité comme un parfum, se retrouve dans toutes les institutions de Venise, et forme, à vrai dire, le trait saillant de son histoire.

Chacune de ces écoles renfermait un nombre plus ou moins considérable de jeunes filles, nombre qui s'élevait quelquefois jusqu'à cent, et qui était rarement au-dessous de cinquante. A la *Pietà* et aux Incurables, il y eut presque toujours soixante-dix élèves. Pour être admise dans l'un de ces asiles, la jeune fille devait être pauvre, affligée de quelque infirmité et avoir vu le jour sur le territoire de la république; cependant cette dernière condition n'était pas toujours nécessaire, car avec des protections et une belle voix on faisait fléchir aisément la rigueur des statuts. Les élèves y recevaient une instruction très soignée, dont la musique formait l'objet principal. Elles y restaient jusqu'à l'âge où elles pouvaient se marier ou trouver l'emploi de leurs talens. Elles entraient dans les théâtres, dans les chapelles, ou se destinaient à l'enseignement. Quelques-unes restaient dans l'institution où elles avaient été élevées, y prenaient le voile et remplissaient alors les fonctions de répétiteurs. On divisait les élèves de chacune de ces écoles en deux grandes catégories : les novices et les *provette* ou anciennes, qui avaient déjà quelques années de séjour dans l'établissement.

Celles-ci enseignaient aux autres les premiers élémens de l'art sous la surveillance du maître, dont elles étaient les coopérateurs. Les jeunes filles qui avaient de la voix se vouaient particulièrement à l'art de chanter. Les autres apprenaient à jouer d'un instrument, l'une du violon, de la viole, l'autre de la basse; celle-ci donnait du cor, celle-là s'exerçait sur le hautbois, sur la clarinette, sur le basson, et l'ensemble de ces divers instrumens formait un orchestre complet. Presque toutes jouaient du clavecin et savaient l'harmonie, ce qui les mettait en état de remplir à première vue une basse chiffrée et d'accompagner la partition. Comme ces écoles étaient des espèces de couvens, il y avait une église attenant à l'hospice où les élèves, cachées derrière une grille, assistaient à l'office et prenaient part aux cérémonies du culte. Deux fois par semaine, le samedi et le dimanche au soir, sans compter les fêtes extraordinaires, on chantait les vêpres en musique ou quelque motet composé expressément pour ces jeunes filles par le maître qui dirigeait l'école. Ces jours-là, l'église était remplie d'une foule de curieux et de dilettanti qui venaient admirer ces voix virginales inspirées par le plus pur sentiment de l'art. On y exécutait des chœurs, des motets à une, deux et trois voix, tantôt sans accompagnement, tantôt avec le concours de l'orchestre ou de l'orgue. Très souvent aussi la voix connue et déjà célèbre de l'une de ces jeunes filles se produisait seule avec un simple accompagnement de violon ou de violoncelle. Des espèces d'intermèdes sympho-

niques, d'un style plus ou moins religieux, venaient reposer l'oreille de la continuité des mêmes effets et suspendre agréablement l'action du drame liturgique. Aux grandes solennités, à la fête patronale de l'institution ou de tout autre saint personnage, on exécutait des oratorios dont le libretto, imprimé avec luxe et contenant le nom des élèves les plus remarquables, était distribué gratuitement à la porte de l'église. C'est ainsi qu'en 1677 eut lieu à l'hôpital de *gl' Incurabili* l'exécution d'une scène dramatique de ce genre pour la commémoration de saint François *Saverio*, qui avait fait son noviciat dans ce pieux asile. Cet usage, qui était dans le goût de la renaissance et conforme d'ailleurs à l'esprit du catholicisme, s'est perpétué jusqu'aux derniers jours du XVIII^e siècle.

Dans les grandes cérémonies de l'état, ou lorsqu'il arrivait à Venise un personnage illustre que la république avait intérêt à bien recevoir, on faisait un choix parmi les élèves de chaque établissement, et sous la direction d'un chef désigné on exécutait avec pompe quelque grande composition. Bertoni, maître de chapelle aux *Mendicanti*, fut chargé de composer une cantate qui fut chantée au palais Rezzonico, devant l'empereur Joseph II, par cent jeunes filles, dont chaque école avait fourni son contingent. Le doge, les procureurs de Saint-Marc qui avaient la surveillance de ces écoles, les nobles et les riches citadins qui en étaient les administrateurs, faisaient venir souvent dans leurs palais de Venise, et même dans leurs villas, quelques-unes de ces jeunes filles pour contribuer à l'éclat de leurs fêtes particulières. Avec une faible rétribution, dont une partie servait à leur établissement dans le monde, on organisait assez facilement un concert composé des élèves les plus habiles de l'une de ces institutions; elles étaient accompagnées alors d'une maîtresse d'un âge respectable qui dirigeait l'exécution. C'était un spectacle assez curieux que de voir dans un salon ou dans un beau jardin, sur les bords de la Brenta, dix à douze jeunes filles, les unes chantant des duos, des trios, les autres jouant d'un instrument et formant un petit orchestre. Il était défendu par les statuts qu'aucun homme, excepté le maître qui enseignait les élèves, pénétrât dans l'intérieur de ces établissemens; mais il en était de cette règle comme de beaucoup d'autres : on l'éludait facilement avec des protections. Rousseau fut admis à visiter la *Scuola de' Mendicanti*, et il nous raconte dans ses *Confessions* quelle fut sa surprise en voyant de près la figure de ces sirènes dont la voix harmonieuse l'avait tant ému, lorsqu'il les entendit pour la première fois dans l'église du couvent. Son imagination s'était formé de plusieurs de ces pauvres orphelines un idéal de grâce et de beauté qui fut dissipé par la réalité. Trente ans après Rousseau, en 1770, Burney eut aussi la permission de visiter

l'école de' *Mendicanti*, qui était alors dirigée par Bertoni. On lui donna un petit concert dont il nous a transmis le récit dans son *Voyage*. Le premier violon était joué par *Antonia Cubli*, d'origine grecque; *Francesca Rossi* tenait le clavecin et dirigeait le chœur; *Laura Rifregari*, *Giacoma Frari*, chantèrent des airs de bravoure d'une étonnante difficulté, tandis que *Francesca Tomj* et *Antonia Lucowich* firent entendre des morceaux d'un style plus élevé. Burney ajoute qu'il fut aussi édifié de la tenue et de la décence de ces jeunes filles qu'il avait été charmé de leurs talens (1). Le succès de chacune de ces écoles variait selon le mérite et le goût plus ou moins sévère du maître qui en avait la direction. C'est par la partie instrumentale et la bonté de son orchestre que se distinguait surtout la *Pietà*, tandis que la *Scuola de' Mendicanti* fut toujours célèbre par le nombre des belles voix et la perfection de l'art de chanter. C'est aux *Mendicanti* que fut élevée la fameuse Faustina Bordoni, une des grandes cantatrices de la première moitié du XVIII^e siècle, et c'est également de la même école qu'est sortie Rosana Scalfii, pauvre fille du peuple que l'illustre Marcello, séduit par la rare beauté de sa voix, épousa secrètement. Galuppi, qui a dirigé longtemps l'école de *l'Incurabili*, lui avait donné un grand éclat vers les dernières années du XVIII^e siècle. Burney en parle avec le plus grand éloge. Il dit en propres termes : « Plusieurs élèves de cette institution ont de rares dispositions pour le chant, particulièrement la Rota, Pasqua Rossi et Ortolani. Les deux dernières chantèrent un cantique sous la forme de dialogue et avec accompagnement de chœurs. L'introduction instrumentale, écrite pour deux orchestres, était remplie de détails charmans, et les deux chœurs, soutenus de deux orgues, se répondaient l'un à l'autre comme un écho. Je fus enchanté de l'exécution, ainsi que le nombreux auditoire qui se trouvait avec moi dans l'église. » Sous la direction de Sacchini, l'*Ospedaletto* eut aussi un moment d'éclat qui cessa d'exister après le départ de ce grand maître.

On allait à l'église de ces écoles comme à un concert; on en parlait huit jours à l'avance comme d'un spectacle qui promettait d'être amusant, et après une belle cérémonie qui avait attiré la foule aux *Mendicanti*, à la *Pietà* ou à l'*Ospedaletto*, on s'entretenait de l'œuvre qu'on y avait entendue, on louait l'exécution de l'ensemble, et si quelque *scolara* s'était fait remarquer par une qualité saillante, son nom devenait aussitôt la proie des poètes à la mode qui le lançaient dans le monde et lui donnaient ainsi une célébrité précoce. — Avez-vous entendu la *Rosalba* aux *Mendicanti*? se disait-on dans les *conversazioni* de bonne compagnie. Quelle voix magnifique et quelle flexibi-

(1) *Voyage de Burney*, t. 1^{er}, p. 158 de la traduction française.

lité! *È un prodigio*, c'est un prodige de la nature. — J'ai été à la *Pietà*, répondait une autre personne, où j'ai été émerveillé de la Sinfonia et surtout de l'Albanese, qui a exécuté sur le violon une sonate de Locatelli avec une rare *maestria* de coup d'archet. — Moi, répliquait un dilettante d'un goût plus difficile, je n'ai pas voulu manquer l'occasion d'aller entendre à la chapelle des Incurables le fameux *Miserere* que Hasse a composé pour cette école, dont il a été directeur au commencement de ce siècle. Ce morceau remarquable n'y est chanté qu'une fois par an, et je tenais à m'assurer si on y a conservé intacte la tradition du *Sassone*.

Telle était l'organisation des institutions musicales de Venise, qui ont eu une si grande renommée, et dont parlent avec éloge tous les voyageurs de l'Europe; elles ont été dirigées tour à tour par les premiers maîtres de l'Italie et surtout de l'école napolitaine, tels qu'Alexandre Scarlatti, son fondateur, Porpora, Hasse, Jomelli, Sacchini, Anfossi, Cimarosa, Sarti; les compositeurs vénitiens Caldara, Gasparini, Lotti, Galuppi, Bertoni, Furlanetto, ont aussi puissamment contribué au succès de ces pieux établissemens, où l'art s'était épanoui insensiblement comme un luxe de la charité. Les conservatoires de Naples pour les hommes et les *scuole* de Venise pour les femmes ont été les deux grands foyers de l'art de chanter pendant le XVIII^e siècle. Si Naples a produit les Farinelli, les Caffarelli, les Gizziello et presque tous les sopranistes célèbres qui ont émerveillé l'Europe, c'est des écoles de Venise que sont sorties les grandes cantatrices qui ont illustré l'Italie depuis la naissance de l'opéra jusqu'à la révolution française.

A l'époque où nous sommes arrivés dans ce récit, les écoles musicales de Venise se ressentaient de l'affaiblissement général de toutes les institutions. La *Pietà*, la plus ancienne de toutes, survécut aux trois autres, et finit par disparaître aussi quelques années après la chute de la république. Sous la direction de Francesco Caffi, il s'éleva en 1811 un institut philharmonique qui donna quelques espérances qui s'évanouirent bientôt; une école de chant fut créée en 1822 pour fournir à la chapelle de Saint-Marc de jeunes enfans de chœur; dirigée par un élève de Furlanetto, Ermagora Fabio, cette école est le dernier écho d'un magnifique concert qui a duré deux cents ans.

Après Bianca Sacchetti, la Vicentina a été la dernière cantatrice de mérite qui soit sortie de l'école de *Mendicanti*; elle possédait une voix magnifique, d'une grande flexibilité, qui avait été fort bien dirigée par son maître, le vieux Grotto. Ses débuts avaient eu de l'éclat; mais, depuis l'arrivée à Venise de Pacchiarotti, elle avait compris que les conseils d'un pareil virtuose seraient pour elle d'un prix inestimable; aussi, du consentement de Grotto et de Zustiniani, qui payait

les leçons, elle venait deux fois par semaine chez le célèbre soprano, et là elle se rencontrait avec Lorenzo. Celui-ci, dont la voix fragile se ressentait encore du travail de l'adolescence, était obligé à de grands ménagements. On sait que pendant cette opération mystérieuse qu'on appelle vulgairement la *mue*, l'organe vocal de l'homme subit une véritable transformation; il descend d'une octave et passe du diapason féminin à la partie inférieure de l'échelle musicale. Pendant cette révolution, plus ou moins longue, dont la physiologie ignore les lois et n'a pu encore prévoir le dénouement, l'élève qui se consacre à l'art de chanter doit s'interdire toute espèce d'exercice. Il y a surtout un moment critique où l'organe vocal, ayant perdu le caractère propre à l'enfance, n'a pas encore celui de la virilité, où le jeune homme hésite entre les deux registres, et ne sait littéralement sur quelle note chanter, ni même parler. Le moindre effort peut compromettre alors l'avenir de la plus belle voix du monde. Dans les conservatoires de Naples aussi bien que dans les écoles de Venise (car les jeunes filles n'échappent pas entièrement à cette crise de la *mue*, beaucoup moins dangereuse pour elles que pour les garçons), les élèves employaient le temps que durait cette métamorphose à étudier la composition ou à jouer de quelque instrument. Il leur était défendu de chanter et même de parler trop haut, de manière à fatiguer l'organe, dont on attendait patiemment la résurrection. La première fois que la Vicentina se fit entendre à Pacchiarotti dans quelques morceaux de musique contemporaine que Lorenzo accompagnait au clavecin, il admira beaucoup la force, l'étendue et la souplesse de sa voix de *soprano sfogato*.

— *Cara mia*, lui dit le célèbre virtuose après un air de Nasolini qu'elle avait exécuté avec une bravoure étonnante, vous me rappelez la fameuse Gabrielli, la cantatrice la plus extraordinaire qui ait existé par la beauté de sa voix et sa prodigieuse vocalisation; elle avait comme vous un clavier admirable de presque deux octaves et demie, d'une égalité parfaite et d'une puissante sonorité. La nature l'avait richement douée : elle était belle, spirituelle, assez bonne musicienne, fantasque et capricieuse comme un démon, *una malta*, une vraie folle qui faisait le désespoir des directeurs et des intendans; aussi eut-elle de fréquens démêlés avec l'autorité et fut-elle mise plusieurs fois en prison pour ses incartades et sa désobéissance aux ordres du public. C'est elle qui fit cette réponse si connue à Catherine de Russie, qui s'étonnait du prix de *quarante mille roubles* que demandait la cantatrice pour chanter à sa cour. — Quarante mille roubles! s'écria l'impératrice; mais c'est la paie d'un maréchal de l'empire. — Que votre majesté fasse donc chanter un maréchal de l'empire! répliqua la *prima donna*, qui n'était pas moins absolue que

la tsarine dans son royaume de caprice et de fantaisie. La Gabrielli a dû une grande partie de sa renommée à Guadagni, qui a été longtemps épris de ses charmes. Il lui enseigna l'art de respirer à propos, de modérer les éclats de sa voix, d'adoucir les aspérités de sa fastueuse vocalisation, qui s'échappait comme un torrent écumeux, en lui apprenant à lier les sons au fond de la gorge au lieu de les *marteler* et de les frapper isolément à coups de menton, comme font la plupart des cantatrices modernes. Ce défaut dont vous n'êtes pas exempte, ajouta Pacchiarotti avec douceur, est connu dans les écoles par le sobriquet de vocalisation *cavallina*, parce que l'effet qui se produit à l'oreille est presque semblable au hennissement du cheval. Malgré les conseils d'un si excellent maître, la Gabrielli n'a pu être qu'un prodige qui a étonné l'Europe par les artifices d'un gosier incomparable. Elle manquait de goût et de style, et ne chantait volontiers que la musique des compositeurs médiocres. Elle affectionnait particulièrement les productions d'un certain Mysliweczek qui a souvent écrit pour elle, et dont elle faisait valoir les maigres inspirations. Dans un opéra de ce compositeur obscur, *l'Olympiade*, qui fut représenté à Naples en 1779, il y avait un air, — *Se cerca, se dice*, — dans lequel la Gabrielli produisit un effet étourdissant; elle le chantait partout et disait cavalièrement aux Jomelli, aux Piccinni, aux Sacchini, c'est-à-dire aux plus grands musiciens de l'Italie, qu'aucun compositeur n'avait aussi bien que Mysliweczek compris la nature de son talent.

Je vous parle un peu longuement de la Gabrielli, continua Pacchiarotti, mais c'est que cette femme célèbre a jeté un si vif éclat, que vous pourriez être tentée d'imiter un si dangereux modèle. Vous avez quelques-unes de ces qualités, *cara Vicentina*, n'en ayez pas les défauts. Le chant est peut-être la partie la plus délicate de ce vaste ensemble qu'on appelle l'art musical. La voix, le physique, la facilité naturelle, le mécanisme si difficile et si compliqué de la vocalisation ne sont que des moyens pour atteindre le vrai but de l'art, qui est l'expression des sentimens dans une situation donnée. Il faut que le virtuose ainsi que le compositeur considère les sons qu'il produit ou qu'il assemble comme le poète et le peintre considèrent les mots et les couleurs dont ils ont besoin pour réaliser leurs conceptions. Ce sont des élémens qui n'ont de valeur que par l'idée ou le sentiment qu'ils manifestent. Je ne prétends pas dire qu'il n'y ait pas dans les sons pris isolément et envisagés comme de simples phénomènes de la nature une qualité matérielle dont il faille se préoccuper, ce serait nier la clarté du jour et tomber d'un extrême dans l'autre. Nous sommes des êtres sensibles et raisonnables, et, pour toucher notre cœur ou convaincre notre esprit, il faut passer par nos sens, ces portes d'ivoire de la cité divine.

— Bravo, s'écria avec enthousiasme l'abbé Zamaria, qui assistait à cette curieuse leçon dont il ne perdait pas un mot, c'est de la plus haute philosophie. Vous parlez comme un ancien, mon cher Pacchiarotti; Horace ou Quintilien ne diraient pas mieux. C'est là une vérité générale qui s'applique à tous les arts, à la poésie, à l'éloquence aussi bien qu'à la musique, et dont l'antiquité était si pénétrée, qu'elle en faisait une règle essentielle de toutes les manifestations de l'esprit humain. Aristote, Théophraste, Longin, Denys d'Halicarnasse, Cicéron, les plus grands philosophes et les plus fameux rhéteurs de la Grèce et de Rome se sont très longuement occupés de la partie matérielle du langage, et ils attachaient une si grande importance à ce que nous pourrions appeler la *mélodie* du style, qu'ils allaient jusqu'à désigner les mots et même les syllabes qui devaient concourir au charme de l'oreille. Ces observateurs judicieux de la nature avaient parfaitement compris que l'homme n'est pas *un*, comme le dit excellemment Hippocrate, et que notre âme est enveloppée d'un réseau d'organes délicats où elle vit et s'agite comme l'araignée au milieu de sa toile. Aussi les vrais poètes, les orateurs et les écrivains dignes de ce nom ont-ils fait tous une large part aux besoins de nos sens, ils nous ont présenté la vérité comme le Tasse veut qu'on présente à l'enfant le breuvage salubre. Telle était la doctrine de l'antiquité qu'on trouve résumée dans cet adage connu :

Gratior et pulchro veniens in corpore virtus.

« La vertu est plus gracieuse quand elle habite un beau corps. » Cette heureuse pondération entre le beau et le vrai a été troublée par l'avènement du christianisme, qui a nié une moitié de la nature humaine pour exalter la puissance de l'esprit. La renaissance, ce mouvement prodigieux que l'Italie a vu naître et qu'elle a communiqué à toute l'Europe, a été une réaction légitime contre l'ascétisme de l'église et une revendication de la sensibilité méconnue.

— Il ne m'appartient pas, monsieur l'abbé, répondit avec modestie Pacchiarotti, de vous suivre dans ces hautes régions de l'histoire. Mon domaine est heureusement beaucoup plus restreint, et je m'en réfère à des autorités qui sont plus à ma portée. Dans son excellent livre de l'*Opera in musica*, Planelli a donné une définition des beaux-arts qui entre parfaitement dans vos vues et dont je puis apprécier la justesse : « Les beaux-arts furent ainsi nommés, dit-il, parce qu'ils cherchent à nous émouvoir en flattant nos sens. Ils ne sont pas, comme les sciences, nés d'une pensée calme et réfléchie, ils ont été conçus par l'esprit humain dans le trouble des passions. » Cela est vrai surtout de la musique et de l'art de chanter, qui en est la partie la plus exquise et qui agit directement sur notre sensibilité. Aussi nos maîtres les plus estimés, Pistochi de Bologne, son élève Berna-

chi, Tosi et Mancini, qui en ont résumé les principes dans leurs écrits, Porpora de Naples et ses glorieux disciples, tels que Farinelli et Caffarelli, ont-ils recommandé au virtuose une étude longue et patiente du mécanisme vocal avant d'aborder l'expression des paroles et de franchir le seuil du sanctuaire. Qui ne sait que le vieux Porpora a tenu pendant des années son élève Caffarelli sur une page de *solfeggio* sans lui permettre de chanter même une simple *canzonetta* ! L'élève, s'ennuyant de gazouiller comme un oiseau toujours la même chose, demanda un jour au *maestro* quand il lui serait au moins permis de tourner la page ? — Quand tu sauras ton métier, lui répondit brusquement Porpora. — Et deux ans après il lui dit en le prenant par les oreilles : « Maintenant tu peux chanter ce que tu voudras, car tu es le premier virtuose de l'Italie. »

Sans donner plus d'importance qu'il ne faut à de pareilles anecdotes, ajouta Pacchiarotti, il est certain que les plus grands effets de l'art tiennent à des artifices d'exécution sans lesquels le génie le plus heureusement doué manque le but qu'il se propose. Un mot, un coup de pinceau, un accord placés à propos, changent quelquefois la physionomie de toute une œuvre. L'oreille surtout a des voluptés mystérieuses qui se confondent souvent avec l'émotion du cœur, et dont il n'est pas toujours facile d'indiquer la source. Que de choses en effet dans une gamme bien faite, dont chaque son se détache sur un fond mélodique qui ne se brise jamais, dans un trille lumineux qui scintille comme un diamant, dans une simple note qu'on remplit successivement du souffle de la vie ! Et que de nuances dans ce qu'on appelle le timbre de la voix, dans le tissu (*tessatura*) plus ou moins fin d'une vocalise, dans cet heureux *empâtement* des sons qui forme un tout harmonieux et remplit l'oreille d'une sonorité suave comme un fruit savoureux parfume la bouche ! Sans doute on a beaucoup abusé de ces délicatesses ; au lieu d'en faire un ornement de la vérité et du sentiment, on les a prodiguées sans goût et sans mesure comme les mauvais écrivains prodiguent les images et les *concetti* de l'esprit. N'existe-t-il pas des peintres qui se jouent de la couleur, ainsi qu'il y a des musiciens qui ne peuvent écrire trois mesures sans moduler ? Faut-il pour cela dédaigner la couleur et la modulation, comme le prétendent certains anachorètes aussi dépourvus de bon sens que de sensibilité ? Voilà pourtant où conduirait l'exagération de certains principes émis par un illustre compositeur. Je veux parler du chevalier Gluck, dont le beau génie valait mieux que la fausse théorie qui s'est propagée sous son nom. Parce qu'il avait rencontré des cantatrices extravagantes, comme la Gabrielli, qui, ne tenant compte ni de la pensée du maître, ni du caractère de la situation, donnaient une libre carrière à leurs ca-

prices et ne visaient qu'à éblouir l'oreille, il aurait voulu que le virtuose aussi bien que le compositeur oubliassent pour ainsi dire qu'ils étaient des musiciens pour devenir les instrumens du poète et les interprètes passifs de la vérité logique. Si un pareil système pouvait jamais prévaloir, ce serait la négation de tous les arts. Est-ce qu'un Farinelli, un Guadagni, un Millico, pour être d'admirables virtuoses, en étaient moins pathétiques et moins touchans? On a fait grand bruit au-delà des monts de ce qu'on appelle *l'expression dramatique*, qu'on semble confondre avec l'émotion du cœur, ce qui me paraît être une grande erreur. Je laisse à de plus savans que moi à décider si le compositeur dramatique doit exiger de la voix humaine des efforts qui en détruisent le charme et pousser la peinture des passions jusqu'au cri de la bête. Tout ce qu'il m'est permis d'affirmer, c'est que Gluck a exagéré un principe vrai, et que son système n'a pu réussir que chez une nation dépourvue d'instinct musical, où il n'a produit en définitive qu'une école d'insupportables déclamateurs.

— C'est *soublime*, c'est *souperbe*, s'écria avec emphase le vieux Grotto, qui était blotti dans un coin où il gesticulait comme un possédé en roulant ses gros yeux de chouette. Pacchiarotti, tu es le premier homme de notre temps, *tu sei il primo uomo della nostra età*, dit-il en se levant de sa chaise et avec un accent qui n'était pas moins comique que le singulier compliment qu'il adressait au célèbre sopraniste.

Après cette sortie, qui amusa beaucoup la Vicentina : — Il est certain, dit l'abbé Zamaria, qu'il est impossible de professer des idées plus saines et plus élevées sur un art qui semblerait devoir échapper à toute considération générale, et vos paroles ont d'autant plus d'autorité, mon cher Pacchiarotti, que vous êtes parfaitement désintéressé dans la question que vous défendez si bien, puisque c'est par la sobriété du style, par la grande manière de chanter le récitatif et d'exprimer la passion, que vous l'emportez sur tous vos rivaux et particulièrement sur le froid et beau Marchesi. Du reste, continua l'abbé, il n'est pas inutile de dire en passant que l'abus des fioritures et des oripeaux de la vocalisation, contre lesquels Marcello s'est élevé bien avant Gluck dans son charmant opuscule *il Teatro alla moda*, est plus ancien qu'on ne croit. On a prétendu (particulièrement le comte Algarotti) que c'étaient Bernachi et Pasi, tous deux élèves de Pistochi, qui avaient introduit dans la musique italienne, vers le commencement du XVIII^e siècle, ce luxe de *gorgheggi* qui sont un peu à l'art de chanter ce qu'étaient à la composition les combinaisons ingénieuses des contrapointistes du XVI^e siècle. Il me serait très facile de vous prouver que les Grecs n'étaient point étrangers

aux artifices du gosier, qui soulevaient déjà le blâme des philosophes, et que même dans le chant ecclésiastique appelé *cantofermo*, on trouve des signes nombreux qui, traduits dans la notation moderne, représentent des effets assez compliqués de vocalisation. Gui d'Arezzo, qui vivait au x^e siècle, ne parle-t-il pas, dans le quinzième chapitre de son *Micrologue*, d'un certain tremblement de la voix qui est exactement le même effet que nous appelons aujourd'hui *vibrato*, espèce de tressaillement qu'on imprime à l'organe vocal pour simuler l'émotion de l'âme? On trouverait dans un autre théoricien du xiii^e siècle, Jérôme de Moravie, l'explication d'une foule d'ornemens et de fredons qui se pratiquaient d'instinct sur la large mélodie du plain-chant grégorien. Il est d'une bonne critique de ne pas attribuer à des causes éloignées ce qui s'explique tout naturellement par le jeu de nos facultés. Dans tous les temps et chez tous les peuples, on a usé plus ou moins des artifices de la vocalisation; mais il est vrai de dire qu'au commencement du xviii^e siècle, alors que la mélodie s'épanouissait comme une fleur radieuse qui avait été longtemps comprimée sous les broussailles du contre-point et les subtilités de la musique madrigalesque, le chant fit tout à coup un pas énorme, et donna naissance à cette merveilleuse bravoure de gosier qui a ébloui le monde. Bernachi, Pasi, l'étonnant Caffarelli, la Gabrielli dont vous parlez tout à l'heure, Marchesi et tant d'autres prodiges que je pourrais citer, n'ont point inventé ce qui est dans la nature des choses; mais ils ont perfectionné et poussé jusqu'au raffinement l'art d'amuser l'oreille par les caprices de la vocalisation. Ne croyez pas, mon cher Pacchiarotti, que ce soit là un phénomène particulier à l'art que vous enseignez avec une si grande distinction. On l'a vu se produire également ailleurs, et la poésie a ses virtuoses aussi bien que l'éloquence. Il y a de certains momens, dans l'histoire des œuvres de l'esprit, où l'homme, tout glorieux d'une conquête récente qu'il vient de faire, se joue avec la forme matérielle comme un enfant avec un hochet qui excite sa curiosité. On dirait d'un parvenu qui ne peut s'empêcher d'étaler aux yeux de tous les marques de sa nouvelle opulence. L'homme s'amuse alors à combiner des mots et des rimes sonores, à grouper des images ou des couleurs étranges qui frappent ses sens et le détournent du but où il aspirait d'abord. Ces momens précèdent et suivent les grandes époques de l'art, les époques de pleine maturité qui portent le nom de siècles d'or. Avant ou après cette heure suprême de civilisation, il n'y a guère que des artisans occupés à créer la langue ou des bateleurs qui en forcent les effets. Les nombreux et admirables chanteurs que l'Italie a vus naître depuis le commencement de ce siècle jusqu'à nos jours étaient des fantaisistes qui se sont exagéré la part de liberté qui revient au virtuose

dans l'exécution d'une œuvre musicale. Il n'y a rien de plus difficile à l'homme que d'éviter les extrêmes et de rester dans les limites de la vérité ornée.

Ces réflexions de l'abbé Zamaria surprirent un peu Lorenzo, qui avait entendu rarement sortir de la bouche de son maître des paroles aussi constamment sérieuses et d'une si grande portée. Son intelligence s'ouvrait facilement aux considérations générales qui ramènent les questions d'école et de métier à un principe générateur qui les simplifie; elle suivait avec un vif intérêt une discussion qui répondait aux tendances de sa nature. Aussi ne perdait-il pas un mot de ce que disaient Pacchiarotti et surtout l'abbé Zamaria, dont l'esprit enjoué et le caractère enfantin ne retrouvaient un peu de gravité que lorsqu'on touchait à l'objet de sa passion. L'abbé ne voyait le monde qu'à travers l'art musical, et les questions de goût étaient pour lui les seules vérités importantes de la vie. La Vicentina au contraire, qui n'entendait pas grand'chose à cette métaphysique de l'art de charmer, dont elle n'appréciait que les effets, commençait à s'ennuyer de servir ainsi de sujet à de savantes argumentations, et elle semblait dire à Lorenzo, de ses beaux yeux étonnés et remplis de malice : « Est-ce un philosophe ou bien une cantatrice qu'on veut faire de moi ? » Pacchiarotti, qui aperçut sur le front de sa belle élève de légers nuages dont il devina la cause, lui dit aussitôt : — *Figlia mia*, il faut chanter de meilleure musique que le morceau de ce pauvre Nasolini que vous nous avez fait entendre. Un virtuose qui ne connaît que les œuvres des maîtres contemporains ne saurait avoir de style, c'est-à-dire une manière large, soutenue, aisée, où la phrase mélodique se développe avec noblesse, et exige de la prévoyance, de la composition, une distribution intelligente des ombres et des lumières. Or, pour obtenir ce résultat, il faut absolument remonter à la tradition qui commence au XVIII^e siècle avec les œuvres et les cantates de Scarlatti, de Porpora, avec la musique pénétrante et suave de Leo et celle de Jomelli, son immortel disciple. Par-delà cette époque mémorable, il y a eu sans doute quelques chanteurs de mérite, tels que Stradella et Baldassar Ferri au XVII^e siècle, mais point d'école et aucun ensemble de doctrines dont il faille se préoccuper. C'est avec la musique dramatique, qui n'a pris une forme appréciable pour nous qu'à partir du XVIII^e siècle, que commence l'art moderne; quant aux chanteurs de la renaissance, à ces nombreux interprètes de la musique madrigalesque et des *canzoni a liuto et a ballo* qui ont précédé la naissance de l'opéra, c'est un point d'histoire qui n'intéresse que des érudits comme M. l'abbé Zamaria ou *il padre Martini*. Par exemple, continua Pacchiarotti, essayez un peu de nous dire une de ces cantates de Porpora qui sont là sous les yeux de Lo-

renzo, et qui ont servi à l'éducation des plus grands virtuoses qu'ait formés ce maître, tels que les Farinelli, les Caffarelli, les Salimbeni, il Porporino, la Mingotti et la Gabrielli, qui a reçu aussi du glorieux élève de Scarlatti des conseils dont elle n'a guère profité. Cela intéressera d'autant plus M. l'abbé Zamaria, que Porpora a passé les plus belles années de sa vie à Venise, où il a publié ses meilleures cantates et dirigé *l'Ospedaletto*.

Pacchiarotti se mit alors à feuilleter du doigt un recueil de cantates de différens auteurs, de Carissimi, de Scarlatti, de Marcello, de Bassani, de Barbara Strozzi, noble vénitienne, d'Astorga le Sicilien; puis il arrêta son regard sur l'une des plus charmantes inspirations de Porpora. C'était une cantate pour voix de soprano, précédée d'un récitatif fort simple en apparence, mais dont le virtuose fit comprendre la difficulté par les nuances infinies qu'il y apercevait :

Fra gl'amori lacci
Come s'arda e s'agghiacci
A un punto sol,
Tu m'insegnasti, o cara (1) !

Sur ce texte un peu précieux, qui exprime non pas les vicissitudes de l'amour, mais les velléités d'une fantaisie légèrement émue, Porpora a écrit une déclamation élégante et très accidentée par la modulation qui sert de préface à un joli *cantabile*.

La Vicentina, de sa voix puissante, se mit à déclamer avec pompe et fracas ce simple récitatif, qui ne demandait au contraire qu'à être effleuré des lèvres comme un léger prélude où l'âme s'essaie à trouver le mot suprême qu'elle n'ose articuler. Aussi Pacchiarotti lui dit-il après quelques mesures : — Vous n'y êtes pas, mon enfant, et vous donnez à ce récit un accent passionné et *balanzoso* qui conviendrait tout au plus à la musique de Gluck ou à celle de Jomelli. Il n'y a pas dans l'œuvre de Porpora ni dans celle des premiers maîtres napolitains une seule page qui comporte un tel luxe de sonorité. J'avais donc bien raison de vous dire qu'un chanteur qui ne remonte pas à la tradition de son école ne possèdera jamais la variété de style qui est nécessaire à un grand artiste. Écoutez-moi, lui dit-il, et, joignant l'exemple au précepte, Pacchiarotti chanta le récitatif que nous venons de citer et que Lorenzo accompagnait au clavecin. Il ne fit entendre d'abord qu'un son à peine musical, plus voisin de la parole que de la mélodie proprement dite. A mesure que le récit exprimait une nuance plus vive de sentiment, le son s'épanouissait davantage et s'élevait en sonorité. Lorsqu'il fut

(1) « Tu m'as appris, ô ma belle, comment un cœur épris passe, en un instant, de l'abattement à l'espérance. »

arrivé à ce passage où l'amant conjure sa bien-aimée de le traiter avec moins de rigueur, promettant à ce prix d'oublier le passé, l'admirable virtuose développa une phrase pleine de grâce qu'il suspendit un instant sur un accord de *septième diminuée*, pour en faire mieux désirer la conclusion, qu'il acheva d'un accent ému, mais toujours tempéré.

L'*aria* fut exécutée aussi par le virtuose avec une coquetterie et une fluidité de style inimitables qui étaient bien en rapport avec ces paroles d'une aimable galanterie :

Ch'io mai vi possa
Lasciar d'amare,
No, nol credete
Pupille care,
Ne men per gioco
V'ingannerò (1) !

Ce madrigal de Métastase a éveillé aussi de nos jours la fantaisie de Rossini. Il forme le premier morceau des *Soirées musicales*, chef-d'œuvre de grâce mélodique et d'harmonie exquise, qui est au génie de l'auteur de *Guillaume Tell* ce que les *capitoli* ou élégies sont à celui de l'Arioste. En comparant l'*aria* de Porpora à la *canzone* de Rossini, on voit à cent ans de distance, et à travers les modifications et les progrès de l'art, la persistance du génie italien, facile, élégant et toujours lumineux. Dans la cantate du maître napolitain, remplie d'étincelles et de trilles innombrables qui jaillissent d'une mélodie coquette et fort ingénieusement accompagnée, on sent comme la fraîche haleine d'une muse qui a plus de caprices que de passion (2). Dans celle de Rossini, si admirablement modulée, et dont presque chaque note reflète une dissonance qui fuit comme un désir, il semble qu'on entende l'aveu d'un sentiment qui sourit et badine pour ne point effaroucher l'oreille qui l'écoute. On dirait une scène de villegiature, un doux entretien dans une allée ombreuse, au déclin d'un beau jour.

— Avez-vous bien saisi les différentes nuances que j'ai fait ressortir dans le récitatif de Porpora? dit Pacchiarotti à la Vicentina, qui avait écouté avec ravissement l'admirable virtuose. En passant successivement d'un récit qui se rapproche presque de la parole ordi-

(1) « Ne croyez pas que je puisse jamais cesser de vous aimer, ô mon cœur ! Pas même en badinant, je ne voudrais vous tromper. »

(2) Dans un roman de M^{me} Sand qui a été beaucoup lu, *Consuelo*, on trouve sur le premier plan de ce joli tableau de la vie vénitienne la figure du vieux Porpora. Nous n'étonnerons sans doute personne en disant que M^{me} Sand a prêté au maître napolitain les couleurs de sa belle imagination. M^{me} Sand est moins un historien qu'un poète; aussi le Porpora qu'elle a créé n'a-t-il presque rien de commun avec l'auteur de la cantate dont il est question ici.

naire à une sonorité plus intense qui va s'épanouir en une forme vraiment musicale, j'ai suivi la tradition des grands chanteurs qui avaient appliqué d'instinct une loi essentielle du goût. Cette loi est bien simple, et quelques mots suffisent pour l'expliquer. Toutes les fois que le récitatif révèle des faits qui tiennent plus à la vie matérielle qu'à celle du sentiment, il faut parler plutôt que chanter. Le récit s'élève-t-il au-dessus des vulgarités qui nous entourent, le son doit être plus musical que prosaïque, et s'il entre enfin dans la région de l'âme, la voix doit éclater et couvrir la parole de sa magnificence. Cette progression de sonorité, qui répond à la logique des passions, forme la grande difficulté du récitatif, qu'on déclame de nos jours avec une fastueuse monotonie.

— Admirablement dit, s'écria l'abbé Zamaria, et si je ne craignais de vous interrompre encore une fois par des réminiscences de pédant, j'ajouterais que les anciens ont professé une doctrine à peu près semblable, qu'ils étendaient non-seulement à la mélodie, mais au débit oratoire et à toutes les formes de la poésie. Or il n'est pas indifférent d'avoir les anciens pour soi dans une question de goût, car il n'y a pas d'art moderne qui ne puisse être ramené à un principe de vérité connu de l'antiquité. Dans le dixième livre de ses *Confessions*, saint Augustin rapporte que saint Anastase faisait chanter les psaumes d'une voix si modérée, que l'effet ressemblait plus à la parole qu'à la musique; ce qui faisait croire à saint Isidore de Séville que c'est ainsi que les premiers pères de l'église voulaient qu'on célébrât les louanges de Dieu. Ce qu'il y a de certain, mon cher Pacchiarotti, c'est que les trois degrés de sonorité dont vous venez de nous expliquer la loi n'ont point échappé à la sagacité de Quintilien, qui recommande positivement à l'orateur d'éviter les accents extrêmes et de se tenir sur le milieu de l'échelle vocale, — *mediis igitur utendum sonis*, — entre la musique proprement dite et la parole ordinaire.

— Je suis heureux d'apprendre, monsieur l'abbé, que les préceptes de notre art pourraient au besoin s'appuyer de si graves autorités, répondit Pacchiarotti; mais comme il est peu probable que la Vicentina lise jamais les *Confessions* de saint Augustin, je dirai que les plus célèbres cantatrices du XVIII^e siècle, que j'ai presque toutes entendues, confirment par leur exemple les principes que je viens d'émettre, et qui ont mérité votre approbation. Quel siècle que celui qui a vu briller tour à tour la Faustina, d'une grâce et d'une coquetterie de style inimitable; la Cuzzoni, sa rivale, dont la voix enchantresse excitait des transports; la Mingotti, leur contemporaine, qui n'avait point d'égale dans l'expression des sentimens élevés; l'Astrua, d'une bravoure merveilleuse; la Bastardella (Lucrezia Agujari), dont la voix surpassait en flexibilité et en étendue celle de la Gabrielli; la

Mara, Allemande d'origine comme la Mingotti, et comme elle grande musicienne, qui a partagé avec la Gabrielli l'étonnement de l'Europe; la belle M^{me} Grassini et la Todi, dont la voix expressive de contralto lui a disputé la palme *del canto di portamento*; la Morichelli, excellente comédienne et d'une jovialité charmante; la Billington; la Banti, qui comme vous, *cara mia* Vicentina, a eu une origine modeste, et a été surnommée *cantante di piazza*, parce qu'elle a commencé par chanter dans les rues. Bien que son éducation ait été fort négligée, et qu'elle soit presque aussi ignorante qu'elle est laide, la Banti possède une voix si délicieuse et un instinct si parfait, qu'elle est aujourd'hui la dernière grande virtuose qui nous reste d'une époque miraculeuse.

III.

— Où allez-vous, Lorenzo? lui dit un jour la Vicentina en sortant de chez Pacchiarotti, où pour la première fois ils s'étaient rencontrés seuls et sans aucune des personnes qui avaient l'habitude d'assister à ces leçons intéressantes.

— Je retourne au palais Zeno, lui répondit-il.

— Vous êtes donc bien pressé d'aller vous enfoncer dans vos livres et de revoir la signora Beata, pour laquelle je vous soupçonne d'avoir plus que du respect.

— Oh! pour cela, vous vous trompez beaucoup, dit-il en rougissant.

— Eh bien! si je me trompe, prouvez-le-moi en me donnant le bras. Vous m'accompagnerez un instant chez moi, et puis nous irons nous promener un peu, si votre philosophie ne s'y refuse pas. Je suis entièrement libre aujourd'hui, je n'ai point de répétitions et ne chante pas ce soir.

Surpris d'une invitation à laquelle il était loin de s'attendre, Lorenzo ne sut d'abord que répondre. Balbutiant quelques mots insignifiants, il suivit la Vicentina, poussé par la fausse honte de paraître impoli s'il refusait, et par cette émotion confuse qu'éprouve la jeunesse à la vue d'un danger qui l'attire. Arrivés chez la Vicentina, qui demeurait tout près du théâtre San-Benedetto, dans un appartement somptueux où éclatait le luxe frivole d'une *diva* du jour :

— Asseyez-vous là un instant, *maestrino mio*, lui dit-elle en le conduisant dans un boudoir élégant tout rempli d'objets de séduction; je vais donner quelques ordres, et je suis à vous pour toute la journée.

Resté seul dans ce petit sanctuaire, d'où s'exhalaient des parfums de toute nature, assis sur un sofa moelleux qui ne disposait point

à la contrition, Lorenzo parcourut d'un regard étonné ces mille colifichets précieux qui forment l'arsenal de la coquetterie féminine. En face d'une grande et belle glace de Murano enchâssée dans un cadre d'or finement sculpté, il y avait un joli clavecin incrusté de nacre, où la *prima donna* pouvait se voir étudier afin de ne point contracter d'habitudes vicieuses, et de conserver toujours sur ses lèvres de rose un sourire inaltérable. Un grand nombre de gravures, représentant différens épisodes de la vie galante, d'après Pierre Longhi, peintre de mœurs et caricaturiste ingénieux, garnissaient les murs et traduisaient aux yeux de tout le monde les pensées secrètes et peu mélancoliques de la Vicentina, dont le portrait était suspendu à une guirlande de fleurs que soutenaient deux amours. L'un de ces amours joufflus et bien portans jouait de la trompette et l'autre du flageolet, emblème significatif de la double célébrité que déjà s'était acquise la belle protégée de Zustiniani. Ce qui attira plus particulièrement l'attention de Lorenzo, ce fut une série de petits tableaux, d'un goût au moins équivoque, qui reproduisaient les différentes situations d'un roman célèbre intitulé : *la Ballerina infelice* (*la Danseuse malheureuse*). On la voyait naître sous le chaume, grandir sous la tutelle d'une fée invisible qui l'avait douée de tous les charmes, quitter son village avec un beau seigneur, s'élancer sur le théâtre aux applaudissemens d'un public enthousiaste, entourée d'adorateurs et au comble de la félicité humaine; puis, frappée au cœur par un sentiment sérieux qui était venu la surprendre au milieu de ses voluptés faciles, elle redescendait précipitamment la colline fatale. Flétrie avant le temps, pauvre, vieille et délaissée, on la voyait accroupie derrière le pilier d'une église où, d'une main défaillante, elle jetait dans le tronc, pour le soulagement des trépassés, la dernière obole qui lui restait. Alors s'accomplissait un vrai miracle : cette obole de la charité s'échappait du tronc sous la forme d'un ange qui allait délivrer une âme du purgatoire, et la conduisait radieuse au séjour des bienheureux.

Étonné de trouver une idée aussi sérieuse dans une fable vulgaire, Lorenzo s'était levé pour examiner de plus près le tableau qui représentait la danseuse au milieu de ses admirateurs, lorsque la Vicentina entra sans bruit, et, s'appuyant gracieusement sur l'épaule de Lorenzo, qui tournait le dos à la porte, elle lui dit tout bas à l'oreille : — Que dites-vous de cette triste histoire, mon ami? Voilà quelle sera peut-être aussi ma destinée, sans que je puisse même espérer qu'un ange viendra un jour me délivrer de mes peines.

— Qu'avez-vous donc à vous faire pardonner, que vous ayez à craindre une si longue expiation? répondit Lorenzo en se tournant précipitamment du côté de la Vicentina, qui était ravissante sous le

nouveau costume qu'elle avait revêtu. — Un joli manteau de soie rose enveloppait sa taille courte et souple, que contenait à peine un corset à ramages aux vives couleurs. Un voile en point de Venise, fixé par un grand peigne en écaille qui surmontait l'édifice de sa chevelure abondante, faisait un joyeux contraste avec le manteau rose, et redescendait en plis onduleux sur un sein adorable que soulevait fréquemment un souffle généreux. Un bel œillet couleur de pourpre, ornement caractéristique de toute femme vénitienne, faisait saillie du côté gauche de sa belle chevelure noire, qui garnissait ses deux tempes d'un petit crochet qu'on appelait le carquois de l'amour. Joignez à cet ensemble deux beaux yeux pétillans d'esprit et de malice, une bouche vermeille aux lèvres effilées qui distillaient un sourire *inzucherà*, comme disent les poètes des lagunes, et plus exquis que l'ambrosie des dieux; un petit pied mignon contenu dans des mules de velours où brillait une rose sans épine, et vous aurez une idée bien imparfaite de cette charmante créature, qui semblait exprimer par tout son être la poésie du caprice et de la volupté facile.

— Vous êtes mordant, dit la Vicentina en baissant un peu les yeux pour simuler une tristesse qui était bien loin de son cœur, car elle était ravie de l'effet qu'avait produit sur Lorenzo son joli costume. Et si j'avais à vous conter mon histoire, ajouta-t-elle en poussant un petit soupir hypocrite, vous verriez que je n'ai d'autre faute à me reprocher que d'avoir été trop sincère dans mes affections. Que n'ai-je rencontré, comme la *Ballerina*, une âme qui répondit à la mienne! Je ne craindrais ni la misère, ni les peines de l'autre vie.

Il serait assez difficile de dire ce qu'il y avait de vrai dans cette petite scène de sentiment jouée par la Vicentina, qui depuis longtemps avait jeté sur Lorenzo un regard de convoitise. Ce jeune homme qui s'épanouissait avec bonheur au souffle de la vie, et qui semblait impatient d'aborder des rivages inconnus, avait d'abord excité la curiosité et puis l'intérêt de la brillante *prima donna*, qui, venue en plein vent ainsi qu'un arbre abandonné, n'avait point fleuri à l'heure désirée. Flétrie par des passions séniles qui avaient dévoré son enfance, peut-être n'avait-elle pas encore ressenti cette secousse intérieure qui soulève des montagnes et comble des abîmes. Lorenzo était probablement pour la Vicentina ce qu'elle avait été elle-même pour les artisans de sa fortune, une fleur matinale dont on aime à respirer le premier parfum. Mais, si le cœur de la femme est une énigme qui défie la sagacité de l'observateur le moins crédule, qu'est-ce donc que celui d'une cantatrice adulée qui peut, comme Jupiter, faire trembler l'Olympe d'un coup de sa prune! Où s'ar-

rète la fiction dans ces monstres charmans, et quel est le point imperceptible

Ove le due nature son consorti (1),

où le caprice des sens vient se mêler au sentiment de l'âme? — Ce n'est pas Lorenzo qui était en état de résoudre un problème si difficile, et si la Vicentina avait réellement arrangé cette scène pour s'emparer de l'imagination de notre adolescent, il faut avouer qu'elle en avait admirablement combiné les épisodes.

— Fiorilla, s'écria la Vicentina à sa camériste, la gondole est-elle prête?

— Oh! *signora*, il y a plus d'un quart d'heure que Tonio et Giuseppe sont là à vous attendre, répondit une voix argentine en ouvrant la porte du boudoir.

— Puisqu'il en est ainsi, répliqua la *prima donna*, nous pouvons partir.

Elle prit un masque qui était sur sa toilette au milieu de cahiers de musique et de plusieurs éventails, et descendit légèrement l'escalier de marbre au bas duquel était amarrée la gondole. Les barcaroles s'empressèrent d'ouvrir la petite porte par où l'on pénètre à reculons dans cette conque de Vénus, *conchiglia di Venere*; et après avoir fait entrer Lorenzo, comme pour s'assurer de sa proie : — A Murano, dit la Vicentina aux barcaroles, *all'orto di San Stefano*, au jardin de Saint-Stephan.

La porte refermée et les deux barcaroles ayant pris leur place, l'un à la proue, et l'autre à la poupe, la gondole s'éloigna rapidement. On était au mois de juin. Après le carnaval et avant que la saison de villégiature ne fût arrivée, la société vénitienne avait l'habitude de se répandre au dehors, et d'aller rompre le jeûne de la pénitence vers l'une de ces petites îles qui l'entourent et qui parsèment le golfe Adriatique comme autant de bosquets enchantés. Murano, à deux lieues au couchant de Venise, était le rendez-vous préféré par la bonne compagnie. C'est dans cette île célèbre par ses verreries connues de toute l'Europe, où il y avait un grand nombre de couvens, de casinos, de jardins et de joyeuses académies, que les grands seigneurs avaient leurs maisons de plaisance, avant que la république eût mis le pied sur la terre ferme et fait la conquête de Padoue, au commencement du xv^e siècle. Murano était considéré comme le berceau de la civilisation vénitienne. Les Vivarini y avaient fondé les premières écoles de peinture, et Paul Véronèse, Tintoretto, Bassan et beaucoup d'autres y ont laissé de nombreux témoignages de leur génie. Après avoir traversé le petit canal de *Mendicanti*, la gondole voguait en pleine mer par une de ces journées où il semble que la

(1) Dante, *Enfer*, chant xii.

nature ait conscience de la vie qui la pénètre, et nous invite à partager son bonheur. Le soleil radieux n'avait pas encore assez de force pour incommoder de sa chaleur, et ses rayons, attiédies par des brises chargées d'arômes printaniers, glissaient sur les vagues en les colorant de mille reflets. Quelques oiseaux voltigeaient à l'horizon d'azur, des algues marines, des fragmens d'herbes et de fleurs qui décelaient le passage récent des *fruttaioi*, ou marchands de fruits, qui tous les matins venaient des îles approvisionner la capitale, flottaient çà et là sur la cime des flots amers, comme si l'aurore les eût laissés tomber par mégarde du haut des cieux. Assis mollement près de la Vicentina, qui le couvait du regard, Lorenzo parut inquiet et comme troublé de la situation où il se voyait pour la première fois. Ne sachant trop que dire, respirant à peine, il cherchait à démêler dans la confusion de ses idées la cause du léger malaise qu'il éprouvait. La Vicentina, qui lisait plus clairement dans ses yeux que Lorenzo ne lisait dans son propre cœur et qui jouissait intérieurement de l'empire de ses charmes, semblait lui dire en voyant son émotion :

O jeune adolescent! tu rougis devant moi.
Vois mes traits sans couleur; ils pâlissent pour toi :
C'est ton front virginal, ta grâce, ta décence;
Viens. Il est d'autres jeux que les jeux de l'enfance (1).

Se rapprochant de Lorenzo et lui passant un bras derrière le cou, — *Carino*, lui dit-elle d'une voix caressante, qu'avez-vous donc? Regretteriez-vous de m'avoir consacré cette belle journée et voulez-vous que nous retournions à Venise pour tranquilliser la signora Beata sur votre sort?

— Je vous ai déjà dit, répondit Lorenzo avec vivacité, que la noble fille du sénateur Zeno n'a droit qu'à mon respect, et qu'elle ne s'inquiète guère de l'usage que je puis faire de mon temps.

— Pardonnez-moi, répliqua malicieusement la cantatrice, de supposer l'existence d'un sentiment bien naturel dans votre position. Toute grande dame qu'elle est, la signora Beata ne pourrait que se féliciter d'inspirer une affection qui ferait envie à bien des femmes.... car, mon cher Lorenzo, vous n'êtes pas un jeune homme ordinaire, j'ignore quels sont vos projets d'avenir et quelle carrière vous comptez embrasser; mais avec votre esprit et vos connaissances, vous pouvez hardiment aspirer à vous faire un nom qu'on serait heureuse de porter.

Ces paroles d'une fine coquetterie dissipèrent un peu l'embarras de Lorenzo, dont la vanité n'avait pas besoin d'être si adroitement excitée pour se prendre facilement à l'amorce qu'on lui jetait. Dans

(1) André Chénier, *Idylles*.

ce caractère encore indécis, où l'imagination et la sensibilité s'aliaient à des velléités précoces d'indépendance, un mot suffisait pour éveiller l'ambition de paraître moins timide et moins soumis qu'il ne l'était en effet. Cependant le nom de Beata, prononcé par la Vicentina dans une pareille situation, souleva dans le cœur de Lorenzo un trouble d'une nature différente. Une voix secrète lui disait que, pour mériter l'estime de la femme qu'il adorait, il ne prenait pas un bon chemin. Il comprenait vaguement qu'en se laissant aller à des relations si fragiles, il profanait le noble sentiment qui était à ses propres yeux le seul titre qu'il eût à l'amour de Beata. Pendant ce combat intérieur, le front de Lorenzo se couvrit de légers soucis dont la Vicentina devina promptement la cause. Experte comme elle l'était dans les artifices de la séduction, elle se garda bien de faire des questions importunes. Se penchant vers lui en souriant et sans proférer un mot, elle se mit à murmurer tout bas à son oreille une *canzonetta* dont les paroles exprimaient indirectement ce qu'elle ne voulait pas lui dire dans un langage plus familier :

Coi pensieri malincolici
Non ti star a tormentar;
Vien con mi, montemo in gondola,
Ce n'andremo in mezzo al mar.

Passeremo i porti e l'isole
Che contorna la città
E sul mare senza nuvole
La luna nascerà (1).

La voix de la Vicentina, tempérée par une émotion qui pouvait être sincère, exhalait lentement la mélodie suave qui servait de véhicule aux vers que nous venons de citer, et qui n'étaient que le commencement d'une longue litanie au plaisir. Formée de larges notes que reliait ensemble un rythme flottant qui suivait le balancement de la gondole, la *canzonetta* exprimait admirablement cette volupté sereine mêlée d'un léger nuage de mélancolie, qui forme le caractère de l'art et de la poésie de Venise. Enlacé presque dans les bras de la jeune et belle *prima donna*, bercé par les molles cadences de la gondole qui effleurait les vagues comme un cygne amoureux, enivré par les sours tressaillemens de cette voix dont les vibrations sonores s'évaporaient et lui revenaient amorties comme un chant de sirènes s'égayant dans les profondeurs de la mer, Lorenzo s'oublia dans un rêve prestigieux, et la divine image de Beata se voila dans son cœur. Ce n'était plus l'humble fils de Catarina Sarti, écoutant d'une oreille

(1) « Ne te laisse pas tourmenter ainsi par des idées mélancoliques; viens avec moi dans ma gondole, nous irons nous promener au loin dans la mer! Nous laisserons derrière nous les ports et les îles qui entourent la ville, et là, sous un ciel sans nuages, la lune nous sourira. »

pieuse les exhortations maternelles. Le nimbe de l'enfance bénie n'entourait plus sa tête; il avait secoué ses langes, et ses désirs, comme des coursiers impétueux, hennissaient d'impatience de franchir la carrière qui s'ouvrait devant lui. — Sonnez, sonnez la fanfare joyeuse, ô belles années de ma jeunesse! se disait-il dans son ravissement. Vivre, c'est jouir; les passions sont un feu divin qui chauffe et dilate l'intelligence. Vaines terreurs d'une éducation puérile, scrupules d'une piété étroite, sous lesquels on voudrait étouffer la nature humaine, vous avez disparu comme un nuage qui m'interceptait la lumière de la vérité! Je suis un homme enfin, je sens, je vois, je comprends que ce monde factice où j'ai été élevé est une fiction de l'ignorance et de l'hypocrisie intéressées à perpétuer l'enfance du genre humain. Mes yeux sont dessillés, l'infini est devant moi qui excite mon activité, et où il n'y aura d'obstacle à mon ambition que ceux de ma volonté. En avant donc, en avant, suivons nos désirs que je vois tourbillonner là-bas, dans la plaine lumineuse, en chantant l'hymne de la vie au milieu des belles passions de la nature humaine qui dansent en chœur et font retentir les airs d'harmonies ineffables! — Et son esprit s'élançait en effet, comme un cavalier intrépide qui

Dinanzi polveroso va superbo (1),

et s'évanouit dans l'espace. Après cette vision qui traversa l'imagination de Lorenzo comme un éclair de la sensibilité qui, en s'épanouissant brusquement, met en relief le fond du caractère, se sentant plus fort vis-à-vis de la Vicentina, il acheva la *canzonetta* interrompue, qu'il connaissait aussi depuis longtemps :

« En rêvant l'autre jour que je voyais Vénus voguer sur la mer dans une conque d'or, n'était-ce pas toi, ô ma bien-aimée, qui m'apparaisais dans une gondole légère comme ton cœur ?

« Tu es belle, tu es jeune et fraîche comme une fleur; écarte les tristes pressentimens qui t'assiègent, ris et fais l'amour. »

Ridi adesso.

E fa l'amor.

Sur ces dernières paroles qui terminaient la *canzonetta*, la mélodie plaintive qui les accompagnait s'épanouissait comme un sourire radieux de la volupté (2).

En voyant cette barque se balancer sur l'onde azurée, en voyant ce couple charmant que le hasard avait formé invoquer le plaisir en effeuillant à ses pieds les premières heures du jour, en écoutant leurs

(1) Dante, *Enfer*, chant ix, *terzina* 23 et 24.

(2) La *canzonetta* dont il est question dans ce passage a été trouvée manuscrite dans les papiers du chevalier Sarti. C'est une mélodie délicate en *sol* mineur d'un rythme onduleux, qui se termine par une cadence en *sol* majeur d'un effet ravissant.

voix émues chanter alternativement une mélodie éclosé sur les lèvres de je ne sais quel gondolier qui en avait combiné le rythme sur les palpitations de son cœur; en plongeant le regard dans cet archipel d'îles fortunées qui semblent avoir été ainsi groupées par la nature, comme les notes diverses d'un accord harmonieux, ce n'est point une fiction de la fantaisie qui se déroule sous vos yeux enchantés, mais un épisode ordinaire de la vie vénitienne. On dirait une marine du Canaletto illustrée par le poète Lamberti, qu'on a justement surnommé l'Anacréon des lagunes.

Arrivés à Murano, la Vicentina fit aborder la gondole à un palier de marbre sur lequel ouvrait une porte basse d'un accès mystérieux. C'était le jardin de Saint-Stephan, où les voluptueux, les amans discrets et les politiques allaient faire des parties fines à l'ombre de frais bocages qui, pour les Vénitiens, avaient l'attrait d'une chose rare. Autour d'un assez beau jardin, il y avait des *camerini* ou cabinets élégamment meublés, où l'on se faisait servir des collations et des soupers délicats. Abrités sous une treille touffue qui longeait une partie du jardin, ces cabinets, qui pouvaient contenir jusqu'à six personnes, donnaient sur la mer, qui présentait aux regards des convives un horizon varié d'incidens agréables. On ne pouvait y pénétrer qu'après avoir frappé trois coups à la porte pour donner le temps à ceux qui voulaient se dérober à la curiosité des subalternes de se couvrir du masque qu'en pareilles circonstances on portait toujours avec soi. Du reste, la discrétion était la qualité non seulement des gondoliers, qui s'en faisaient un point d'honneur, mais de tous les gens qui exerçaient une profession mercenaire. Sous un gouvernement soupçonneux, qui cachait sa faiblesse sous l'appareil d'une pénétration qu'on croyait infaillible, le silence et la réserve devenaient une loi nécessaire dans les relations de la vie. Aussi le caractère du peuple vénitien était-il un mélange de finesse et d'aimable étourderie.

S'étant fait servir une *merenda* ou goûter, composé de fruits, de pâtes diverses et d'un excellent vin de Chypre, qui était pour les Vénitiens ce que le vin de Champagne est pour nous, l'assaisonnement nécessaire d'un rendez-vous galant :

— Je voudrais bien savoir, dit Lorenzo d'un air dégagé, en buvant à petites gorgées dans un verre de Murano qu'il tenait de ses deux mains comme un calice, les coudes appuyés sur la table, ce que ton protecteur Zustiniani dirait s'il nous voyait ici ensemble ! Penses-tu qu'il fût disposé à nous donner sa bénédiction ?

— Eh ! pourquoi pas, répondit la Vicentina, un peu surprise de la désinvolture avec laquelle il lui adressait une pareille question. Je ne suis ni sa femme, ni sa fiancée, et mon cœur n'appartiendra qu'à celui qui saura me plaire.

— Je veux bien croire, répondit Lorenzo avec plus de malice qu'il ne pensait, que Zustiniani n'a pas la prétention de t'épouser, et qu'il est assez raisonnable pour ne pas exiger l'impossible; mais enfin tu lui dois beaucoup, et, n'eût-il que le droit de surveiller ta conduite comme cantatrice, il serait vraisemblablement peu édifié de nous savoir seuls et *soletti* dans ce *camerino*, d'où nous voyons comme d'une loge de théâtre poindre à l'horizon le campanile de Saint-Marc qui nous regarde comme un curieux qu'il est.

La *prima donna* ouvrit de grands yeux étonnés à cette repartie; toute bonne comédienne qu'elle pouvait être, elle ne s'était pas attendue à une métamorphose aussi prompte de la part d'un jeune homme dont elle venait, pour ainsi dire, de délier la langue. Dissimulant la peine que lui faisaient les paroles de Lorenzo, pour qui elle aurait voulu être aussi pure maintenant que Vénus sortant de la mer, car il n'y a pas de femme, quelque déchue qu'elle soit, qui ne désire capter l'estime de celui qui possède ses faveurs du moment, et qui ne s'efforce au moins de jeter un voile sur un passé douloureux.

— Si vous connaissiez ma vie, lui dit-elle avec une émotion concentrée, vous seriez plus indulgent pour une pauvre fille qui, dès l'âge de six ans, a dû mendier son pain sur les grandes routes en chantant des chansons. Je n'ai pas été élevée par une fée bienfaisante comme la *Ballerina*, ni sur les genoux d'une mère jalouse de mes douleurs. Ainsi qu'un oiseau, il m'a fallu quitter le nid ayant à peine des ailes pour chercher ma pâture dans les champs du bon Dieu. Que j'ai souffert et combien j'ai pleuré intérieurement pendant que sur mes lèvres endolories errait un sourire trompeur! Il me fallait bien simuler la joie et l'insouciance qui n'étaient pas dans mon âme, pour attirer les regards du monde, qui ne s'intéresse guère qu'à ceux qui paraissent heureux. C'est ainsi qu'à travers mille vicissitudes je suis arrivée à Venise, où j'ai trouvé dans Zustiniani un protecteur généreux. Je ne veux pas me faire meilleure qu'une autre, ajouta-t-elle d'une voix moins émue, en me donnant à vos yeux pour une victime sans tache de la destinée. Si j'ai failli, c'est que des péagers cruels ont prélevé sur mon innocence un droit que je ne pouvais acquitter autrement. Hélas! j'ai bien expié ces fautes involontaires, puisque mon cœur n'a jamais connu l'amour!

Lorenzo fut touché du simple récit de la Vicentina, qui est, à peu de chose près, l'histoire de la plupart de ces pauvres reines de théâtre que les froids moralistes jugent avec tant de rigueur. N'ayant aucune expérience de la vie et des cruelles nécessités qu'elle impose, c'était bien plus la vanité de paraître au-dessus de la nouvelle position qui lui était faite que l'intention de mortifier la charmante *prima donna* qui lui avait arraché les paroles blessantes que nous venons de rapporter.

— *Idolo mio*, lui dit-il en se levant précipitamment de table et en attirant la Vicentina auprès de la fenêtre, dissipe la tristesse qui ternit l'éclat de tes beaux yeux, et pardonne-moi les suppositions gratuites qui me sont échappées. Je ne voudrais pas payer d'ingratitude le bonheur dont tu m'as comblé aujourd'hui. Que veux-tu ! continua-t-il en lui pressant la taille et en s'appuyant avec abandon sur le rebord avancé de la fenêtre encadrée de verdure. Je suis trop jeune encore pour mesurer la portée de mes paroles, et tes baisers troubleraient l'esprit à de plus forts que moi.

Il avait à peine prononcé ces mots, qu'un masque passa la tête hors d'un cabinet voisin et se retira brusquement après les avoir observés tous deux un instant. Ils étaient trop préoccupés l'un de l'autre pour remarquer cette apparition qui les aurait rendus sans doute plus circonspects. Penchée sur la fenêtre, et le regard éperdu sur le front de son jeune amant, qui lui tenait toujours la taille enlacée :

— Que la vie me serait un paradis, dit la Vicentina d'une petite voix caressante, si je pouvais la passer avec toi ! Tu serais mon maître et mon conseil, et nous irions à travers le monde, moi en chantant les œuvres de ton génie, qui puiserait peut-être dans ma tendresse des inspirations qui feraient ta gloire. Tous les jours, je reçois de magnifiques propositions d'engagement pour Londres, Madrid, Saint-Petersbourg et les principales villes de l'Italie, et rien ne s'oppose à ce que je les accepte, si tu voulais me suivre et partager ma fortune. Eh bien ! mon ami, lui dit-elle après un moment de silence, que penses-tu de mon projet ? La perspective d'agrandir ton esprit en voyant sans cesse des pays et des hommes nouveaux ne te paraît-elle pas une compensation suffisante à l'ennui de quitter Venise, où nous pourrions revenir riches et indépendans ?

— Il ne manque à ton beau rêve pour devenir une réalité, répondit Lorenzo en posant ses lèvres sur celles de la Vicentina, que le génie que tu m'accordes avec tant de générosité. Je ne suis encore qu'un écolier, et si l'on décide que je dois parcourir la carrière si difficile de compositeur, il me faudra apprendre bien des choses que j'ignore.

— Ne peux-tu étudier ailleurs qu'à Venise, et n'y a-t-il que l'abbé Zamaria au monde pour t'enseigner ce fastidieux *contrapunto* dont je vous entends parler si souvent ? Est-il bien nécessaire de passer sa jeunesse à grouper de grosses notes sans *bécarres* ni *bémols*, pour savoir écrire un de ces *duetti* qui excitent l'enthousiasme du public et font la réputation d'un *maestro* ! Les Cimarosa, les Paisiello, les plus grands compositeurs de l'Italie n'ont pas commencé autrement, et si tu veux m'en croire, tu laisseras là ces gros livres de grimoire que je te vois toujours entre les mains, et qui doivent être aussi inutiles à l'inspiration du compositeur que le sont aux chanteurs modernes les réflexions savantes et abstruses de Pacchiarotti.

Je le laisse dire et n'ai garde de perdre mon temps et ma peine à écouter ses dissertations à perte de vue sur des nuances d'impression que les anges peuvent seuls apprécier. Moi, je chante avec mon cœur et ne vais pas demander à saint Augustin la permission de lancer *un'occhiata* ou une volatine qui plaisent au public que je veux charmer. Pacchiarotti et Zamaria sont vieux, et nous sommes jeunes; ils ont les soucis et l'expérience de leur âge, ayons les caprices, l'imprévu et l'espérance du nôtre. Viens, partons ensemble, cher Lorenzo, soyons heureux avant d'être sages, et nous pourrions chanter un jour avec Lamberti, ce poète de l'amour et des joies faciles :

Dov' è quei di beati
 Che una merendin bastava
 Che ambrosia el diventava
 Solo da tè tocà?

 Ne ranghi, ne tesori
 Te dava allora el cielo
 Ma el fresco, el bon, el bello
 E un cuor inzucherà (1).

En distillant ces jolis petits vers du bout des lèvres comme un rayon de miel, la Vicentina rapprocha sa bouche de celle de Lorenzo, et leur âme se fondit dans un long baiser harmonieux. Pendant ce court instant d'ivresse, le masque reparut à la fenêtre du cabinet voisin, comme s'il eût été inquiet du silence qui avait succédé au dialogue qu'on vient de lire. Il regarda les deux amans, et s'évanouit à un mouvement que fit Lorenzo pour se dégager des étreintes de la *prima donna*.

Cependant la journée s'avancait, et le soleil pâlisant avertit la Vicentina qu'il était trop tard pour aller dîner à Venise. — Finissons cette fête improvisée par l'amour, dit-elle à son ami, en prenant un léger repas qui nous permettra d'attendre les ombres propices du soir. Trempons encore une fois nos lèvres dans ce vin généreux à qui je dois le premier instant de bonheur que j'aie goûté dans ma vie. Toi qui es savant, continua-t-elle en appuyant ses bras sur les épaules de Lorenzo, dis-moi donc si ce vin exquis n'est pas la liqueur consacrée à Vénus? Je ne sais plus où j'ai lu que l'île de Chypre avait appartenu autrefois à la blonde fille de Jupiter, qui ne l'a cédée aux Vénitiens qu'à la condition d'être toujours dévoués à son culte charmant. Voilà pourquoi, assure-t-on, elle est si souvent chantée par nos poètes et nos musiciens; voilà pourquoi il n'y a pas un peintre de Venise qui n'ait reproduit plusieurs fois sur la toile le type radieux de la mère des plaisirs.

(1) « Où sont ces jours heureux où nous goûtions ensemble un repas modeste qui, partagé avec toi, devenait une ambrosie? Tu ne possédais alors ni rang ni richesses, mais de la jeunesse, de la beauté et un cœur aimant. »

On fit servir un dîner substantiel et délicat, puis l'on attendit ainsi, entre de joyeux propos et des *brindisi* provoquans, que les heures du jour eussent entièrement disparu derrière l'horizon qui se couvrait peu à peu de teintes plus adoucies.

La Nuit s'approchait en effet avec son cortège d'étoiles d'or qui scintillaient au firmament, comme pour l'éclairer dans sa course mystérieuse; un léger zéphyr sillonnait les vagues et poussait hors de Venise un essaim de gondoles qu'on voyait s'ébattre au milieu de la mer, chargées de *gentildonne* et de *cavaliere* qui venaient respirer la fraîcheur du soir. Des bruits divers, des éclats de voix, le salut joyeux qu'échangeaient entre eux les mariniers, les cloches de Murano et des îles voisines qui disaient au jour un mélancolique adieu, tout cela disposait l'âme aux plus douces contemplations. Accoudés à la fenêtre du *camerino*, Lorenzo et la Vicentina admiraient ce spectacle sans dire un mot, laissant leur esprit errer à l'aventure et s'emplir de rêves féconds. Cependant les ombres grandissaient et couvraient la mer d'une obscurité moins transparente, les bruits s'éteignaient comme des dissonances à l'approche d'un accord qui les résout en les absorbant, et le calme de la nuit succéda enfin aux efforts du jour. Pendant ce court intervalle d'une obscurité complète qui sépare le soir de la nuit serene, au milieu du recueillement qui précède le réveil des plaisirs, la lune apparut discrètement aux bords de l'horizon, élargissant peu à peu son disque argenté, comme une divinité coquette qui aurait voulu s'assurer qu'aucun astre jaloux n'épiait sa course vagabonde. Alors, du fond de la mer qui présentait à l'œil la transparence et les contours d'un lac paisible, on entendit s'élever de différens côtés des concerts de voix et d'instrumens qui se mêlaient, s'entrecroisaient et se répandaient dans l'espace et le silence en bouffées sonores d'un charme infini. On ne distinguait d'abord que quelques syllabes mieux accentuées que les autres dans ce murmure harmonieux qu'on aurait dit être l'écho lointain d'une fête prestigieuse. Étaient-ce les Muses, qui, assises en cercle dans la voûte céleste, faisaient entendre cette harmonie des sphères qui ravit Pythagore et le divin Platon, ou bien les Néréides avaient-elles quitté leurs grottes profondes pour venir s'égayer à la surface des flots? Non, c'était Venise, Venise tout entière qui voguait sur les lagunes en chantant le bonheur de vivre et de respirer. Aussi, en prêtant une oreille plus attentive à ce bourdonnement mystérieux, on y discernait bientôt des rythmes et des sonorités joyeuses qui berçaient l'imagination, et lui ouvraient des perspectives moins grandioses que charmantes. Des violons, des guitares et des mandolines entremêlées de quelques instrumens à vent jouaient des symphonies, et les voix dialoguaient entre elles et se répondaient d'une barque à l'autre de ces mots simples qui laissent sous-entendre plus de choses qu'ils

n'en expriment : — *Vieni nice*, viens respirer le frais sur la lagune, *la fres' aura a respirar*. — Et ces paroles heureuses d'une langue bénie s'envolaient des lèvres comme une essence de poésie qui vous pénétrait d'une douce langueur.

Qu'est-ce donc que la musique, et qu'exprime-t-elle? Est-ce un désir, un pressentiment, la réminiscence d'une béatitude éprouvée, ou bien l'intuition d'un avenir promis à nos espérances? Êtres finis que nous sommes, pourquoi le fini ne nous suffit-il pas, et pourquoi, au sein de la satiété et des plaisirs, quelques accords rustiques entendus de loin nous font-ils tressaillir, et remplissent-ils notre âme d'un trouble sans objet? En écoutant ce concert de la vie joyeuse, en écoutant ces bruits, ces chants et ces mélodies limpides qui semblaient glisser sur les vagues et s'y confondre avec les rayons de la lune dont elles imitaient le *tremolo* mystérieux, en laissant errer sa pensée à travers ces méandres d'étoiles qui peuplaient la profondeur des cieux, Lorenzo fut saisi d'une vague mélancolie qui emplît son cœur de rêves charmans. Oh! qu'il est doux de rêver ainsi au départ de la vie et de se laisser bercer par de folles espérances! Elles sont bien heureuses, les natures qui aiment à s'attarder le soir au coin d'un bois ou sur une plage solitaire, à écouter le murmure de la brise, à suivre le nuage qui passe, à interroger l'étoile qui brille, à se perdre dans l'infini de leurs désirs et à se nourrir d'immortelles chimères! Les rêves d'or de la jeunesse se transforment en sources de poésie où s'alimente l'inspiration des hommes supérieurs. Le génie ne serait-il pas un rêve qui se perpétue, et le monde l'éclosion d'un rêve divin?

Une voix douce et sonore, qui s'épanouit peu à peu et s'éleva comme un soupir au-dessus de ces bourdonnemens joyeux, fixa tout à coup l'attention de Lorenzo, et vint dissiper les fantaisies de son imagination. Il écouta d'abord avec quelque distraction cette voix dont le timbre pénétrant ne lui était pas entièrement inconnu; mais à une note prolongée et pleine d'émotion qui retentit sur la mer et traversa le silence comme une clarté fugitive, il se sentit tressaillir à ce *lamento* d'une âme solitaire qui disait à la nuit : « O nuit, prolonge ton cours et laisse-moi rêver encore! Que je ne voie pas, que je ne voie jamais ce que tu caches peut-être sous ton ombre, et emporte avec toi, si c'est possible, mes tristes pressentimens! » A ce chant large et plaintif qui formait un si grand contraste avec ce qui avait précédé, Lorenzo, se réveillant comme d'un long sommeil, dit brusquement à la Vicentina : — Allons-nous-en, il ne fait pas bon ici.

— Tu as raison, mon ami, lui répondit-elle, il vaut mieux aller nous mêler à ces joyeuses gondoles qui dansent là-bas au clair de la lune.

Je ne sais quel philosophe d'Alexandrie, Plotin, je crois, a com-

paré la vie humaine à un concert de voix diverses qui s'élèvent en même temps. Au milieu de ces bruits confus qui l'assaillent de toutes parts, l'âme n'entend plus cette voix divine qui retentit au fond de son être. Il lui faut résister au charme qui l'entraîne et fermer quelquefois l'oreille aux sonorités du monde extérieur, pour écouter le chant *che nell'anima risuona*. C'est ce chant de l'âme que Lorenzo venait d'entendre à travers l'enivrement où il était plongé depuis le matin.

Descendus dans la gondole qui les attendait au bas du petit escalier de San-Stefano, Lorenzo et la Vicentina s'acheminèrent lentement vers Venise. Le temps était magnifique, la lune éclatante, et sur la mer endormie on voyait errer çà et là des barques nombreuses qui se rapprochaient, s'éloignaient les unes des autres et se lutinaient comme des hirondelles qui rasant les flots et se poursuivent de leurs gazouillemens joyeux. C'étaient des éclats de rire, des *addio* et des *felice notte* à n'en plus finir. Les gondoliers se provoquaient, s'appelaient de leur nom patronymique et se renvoyaient des *lazzi* où respiraient l'insouciance et la gaieté bénigne de ce peuple charmant.

— *Guarda sta furbetta*, dit Giuseppe, l'un des deux gondoliers de la Vicentina, — regarde cette petite fourbe de lune, comme elle nous fait de l'œil, *come ci fa l'occhietto!* — Ne t'y fie pas, *compare*, car elle est presque aussi trompeuse que la mer, *che il mare infido*. — Oh! on n'en conte pas à Giuseppe Fieramosca, répliqua le premier interlocuteur en riant. — *Taci bricone*, tais-toi donc, répondit Antonio d'une voix discrète, tu vas réveiller nos deux jeunes gens, qui dorment, je crois, comme deux oiseaux dans leur nid. — *Che bella vita!* répondit le premier d'une voix encore plus basse, et qu'ils sont heureux, *per bacco!* de pouvoir lire sans lunettes dans le livre d'amour. — Et toi, *birbante*, répliqua Antonio en se penchant sur la rame avec un air de mystère, est-ce que tu as besoin d'un *cannocchiale* ou lunette d'approche pour observer les deux beaux yeux de ta blondine que je t'ai vu *cocolare* ce matin, comme si tu avais dû t'embarquer pour le pays du gingembre et de la cannelle!

Ces saillies innocentes d'un peuple d'improvisateurs qui jouait au naturel cette *comedia dell'arte* que les Italiens ont colportée dans toute l'Europe, et dont notre ancien théâtre de la foire n'est qu'une pâle imitation, n'empêchaient pas des *conversazioni* et des monologues d'un ordre plus élevé. — *Che vita beata!* disait-on plus loin, et que Venise est heureuse de posséder un ciel aussi pur! C'est ici qu'est *il paradiso*, et nous n'avons que faire de l'aller chercher dans l'autre monde. — Est-ce qu'il y a un autre monde que celui où nous avons le plaisir de vivre? est-ce que le bon Dieu a pu créer quelque chose de plus beau que nos lagunes?

A ces propos sans suite, qui s'échappaient des lèvres comme d'un vase qui déborde, se mêlaient des soupirs, des aveux, des déclarations, des agaceries et des *rimproveri* aussi légers que l'air qui effleurait les gondoles de sa fraîche haleine. Il n'y a que Paisiello qui, dans son introduction du *Roi Théodore*, ait su rendre *il dolce mor-morio* et le flou harmonieux de l'une de ces nuits voluptueuses de Venise, qui faisaient dire à Sansovino dès le xvi^e siècle : « La musique avait véritablement son siège dans notre ville ! (*La musica aveva la sua propria sede in questa città!*) »

Ces barcaroles et ces *arie di batello*, qui formaient la musique populaire de Venise, se divisaient en deux familles très distinctes. Les unes étaient des mélodies larges et flottantes, d'un caractère mélancolique, et qui étaient au moins aussi anciennes que la république. Écrites presque toutes dans les tons mineurs, on les croyait des lambeaux de la musique des Grecs que le temps avait épargnés. Marcello s'en est inspiré dans plusieurs de ses psaumes, et Rossini en a imité le caractère dans l'admirable *canzone* que chante le gondolier au troisième acte d'*Otello*. Les autres, plus gaies, plus vives, mieux rythmées et beaucoup plus modernes, étaient le fruit de l'instinct ou de quelques compositeurs aimables qui ont cultivé ce genre facile. Tels étaient *il Chiozzetto* (Jean Croce), Bassani, Bonajunta, chanteurs de la chapelle ducale, Angelo Colonna, et ce barbier Apollini, qui maniait le violon non moins dextrement que le rasoir, et qui au commencement du xviii^e siècle eut une vogue étonnante que M. Perruchini, le dernier des Vénitiens, a presque renouvelée de nos jours. Ces deux genres de mélodies étaient comme les deux élémens qui composaient la société vénitienne. Les unes reflétaient le caractère noble et sérieux de l'aristocratie, les autres la gaieté et l'insouciance d'un peuple qui vivait de rêves, de sorbets et de concerts.

Enveloppée d'une sorte de vapeur sonore qui s'élevait de toutes ces gondoles joyeuses, celle de la Vicentina s'approchait de Venise sans que Lorenzo eût osé proférer un mot. Silencieux, triste et mécontent de lui-même, il cherchait à retenir l'accent de cette voix solitaire qui avait retenti au fond de son cœur. Déjà les lumières du Grand-Canal brillaient dans le lointain, déjà le *bisbiglio* et les frémissemens de la ville devenaient plus distincts, lorsqu'au passage d'un *traghetto* Lorenzo crut reconnaître Beata, qui fuyait dans une gondole et disparut comme un rayon de l'idéal.

. Ave
Maria, cantando; e cantando vanio
 Come per acqua cupa cosa grave (1).

P. SCUDO.

(1) Dante, *Paradiso*, chant III, *terzina* 40.

DU

POÈTE HISTORIEN

Histoire de la Restauration, par M. de Lamartine, 8 vol. in-8°.

Je ne suis pas de ceux qui refusent aux poètes la faculté d'écrire l'histoire, je pense au contraire que l'imagination joue un rôle très important dans le talent historique; mais pour que l'imagination intervienne utilement dans la composition d'un récit fondé sur la réalité, il faut que les matériaux aient été préparés par la science, c'est-à-dire par l'étude attentive des faits, par le dépouillement des documens originaux. Après l'accomplissement de cette condition préliminaire, l'usage de l'imagination n'offre aucun danger. Je vais plus loin, je la considère comme un auxiliaire indispensable. Pour le constater, il faut n'avoir jamais compris qu'un seul côté de l'histoire. Qu'on me vante tant qu'on voudra l'érudition des annalistes, qu'on préconise l'utilité, l'exactitude de leurs travaux : malgré ma profonde estime pour leur persévérance, pour leur dévouement à la vérité, je ne consentirai jamais à les prendre pour de vrais historiens. Il ne suffit pas de connaître la vérité, de la connaître tout entière, dans ses moindres détails, pour prétendre légitimement au titre d'historien; un pareil titre ne se conquiert pas si facilement. Les grands écrivains de la Grèce et de l'Italie qui ont entrepris le récit des événemens accomplis dans leur pays avaient mesuré toutes les difficultés de leur tâche, et ne séparaient pas la science de l'art, c'est-à-dire la mémoire de l'imagination. Le secret des négociations, les

épisodes d'une bataille, les principes du gouvernement n'étaient pour eux que les éléments du récit, interprétés par le récit lui-même. La plupart des historiens de nos jours ne paraissent pas avoir entrevu cette double face de l'histoire. A l'exception d'Augustin Thierry, qui se rattache directement aux grands maîtres de l'antiquité par l'union constante d'une science profonde et d'un art infini, je les vois se contenter de la relation des faits sans prendre la peine de les animer. Or c'est là une façon très mesquine et très incomplète de réaliser la tâche de l'historien. Proscrire l'imagination comme un danger est à mes yeux une singulière méprise; si la vérité littérale peut tirer quelque profit de cette proscription, ce n'est pas à cette condition qu'elle se popularise et prend possession de la foule.

Quand j'ai vu M. de Lamartine aborder l'histoire, je ne me suis pas alarmé, je n'ai pas condamné d'avance les travaux qu'il entreprenait; j'ai réservé mon jugement, ne voulant pas me prononcer à la légère. Malheureusement l'*Histoire des Girondins* a semblé donner gain de cause à ceux qui le déclaraient insuffisant pour une pareille tâche. Je n'entends pas contester la réalité de ce premier échec, il est certain en effet qu'aux yeux de tous les hommes sérieux, l'*Histoire des Girondins* est un livre infidèle à son titre. Que les hommes du monde, que les oisifs l'aient accueilli avec empressement, avec sympathie, comme une distraction séduisante, comme une agréable manière de tuer le temps, peu importe assurément. Que signifie la popularité de ce livre pour les hommes habitués à l'analyse, à l'interprétation des faits? Elle signifie que les esprits trop nombreux pour qui l'étude est une fatigue, la pensée un tourment, ont salué avec bonheur un tableau de la révolution française qui les intéressait comme un roman. C'est là sans doute un assez triste éloge, et pourtant c'est l'expression pure de la vérité. L'*Histoire des Girondins*, amusante, je le veux bien, n'enseignera jamais à personne la marche de la révolution française. Pourquoi? C'est que dans ce livre l'imagination règne en souveraine, et que la science proprement dite n'y tient qu'une très petite place. Les preuves de cette assertion ne sont pas difficiles à trouver, et je n'aurais que l'embarras du choix. On se rappelle en effet les nombreuses réclamations suscitées par la publication de ce livre. Tantôt c'était un acteur de la révolution que l'historien faisait mourir sur l'échafaud et qui était mort paisiblement dans son lit; tantôt c'était un discours rapporté d'après des témoignages imaginaires attribués à un homme qui n'avait rien dit. Le public, je dois le reconnaître, n'a pas tenu grand compte de ces réclamations, et malgré tous ces démentis, le succès des *Girondins* ne s'est pas ralenti. Le charme du récit, les détails romanesques semés à profusion, ont maintenu et maintiennent encore

la popularité du livre. Ce n'est donc pas contre la réalité, mais contre la légitimité du succès que j'entends m'inscrire. Les applaudissemens prodigués à cette composition où la vérité joue un rôle si mince ne m'empêchent pas d'affirmer que ce n'est pas un livre d'histoire.

L'*Histoire de la Restauration* est-elle écrite plus sérieusement? C'est ce que j'entreprends d'examiner aujourd'hui. Dans le nouveau sujet choisi par M. de Lamartine, l'imagination se trouve encore moins à l'aise que dans la révolution française, car les acteurs sont plus près de nous. Si les fils des constituans et des conventionnels ont pu à bon droit contester l'exactitude de plus d'une page dans l'*Histoire des Girondins*, le péril est encore plus grand pour l'auteur lorsqu'il s'agit d'événemens accomplis entre la chute de Napoléon et l'avènement de Louis-Philippe. Dans un pareil sujet, les détails romanesques ont bien peu de chances de succès. Pour le traiter dignement, il faut renoncer aux portraits de fantaisie et ne laisser l'imagination intervenir qu'après avoir épuisé toutes les sources d'information. Cette condition, applicable à toutes les compositions historiques, devient de plus en plus impérieuse à mesure que les faits se rapprochent de nous. M. de Lamartine s'en est-il souvenu? C'est ce que nous aurons à déterminer.

Il y a deux manières d'étudier les faits : l'une facile et rapide, mais incomplète et périlleuse, qui consiste à recueillir les témoignages de seconde main; l'autre, lente et laborieuse, défiante et pleine de tâtonnemens. L'historien qui accepte les témoignages de seconde main, au lieu de s'adresser à ceux qui ont assisté ou pris part aux événemens, simplifie singulièrement sa tâche. N'ayant rien à contrôler ou plutôt ne voulant rien contrôler, il peut se mettre à l'œuvre au bout de quelques semaines. Dès qu'il a feuilleté deux ou trois récits, en ayant soin de les emprunter à des écrivains de sentimens contraires, il prend la plume et ne voit plus dans son sujet qu'un exercice de rhéteur. S'il possède une imagination abondante, s'il sait construire sans effort des périodes harmonieuses, il est à peu près sûr de rencontrer des lecteurs sympathiques. Comme les esprits défians et scrupuleux sont en minorité, pour peu qu'il dise mieux ce qui a déjà été dit avant lui, les louanges ne lui manqueront pas. La foule se laisse volontiers séduire par la mise en scène, et ne demande pas à vérifier l'exactitude des faits. Aussi je comprends très bien que cette première méthode soit souvent appliquée : elle a quelque chose de séduisant; pour résister à la tentation, il faut une grande force d'esprit, un vif amour de la vérité. Il est si doux d'achever en quelques mois ce qui demanderait plusieurs années de travail, de broder sur un thème déjà développé des phrases coquettes et sonores! La plume, une fois lancée, ne s'arrête plus. Ce n'est pas un labeur, c'est

un passe-temps. La tâche de l'historien, réduite à ces proportions, n'a plus rien d'épineux, rien qui effraie l'intelligence. On peut chaque matin, avant d'aller respirer l'air des champs ou se reposer sous les ombrages de la forêt, raconter une bataille, une négociation, une lutte parlementaire. On n'a pas besoin de se préparer, on est toujours prêt. On a sous la main tous les matériaux du récit rassemblés et triés par un esprit plus patient et plus courageux. La voie est toute frayée, toutes les ronces sont arrachées, il ne s'agit que de marcher.

Grâce à l'application de cette méthode, nous voyons se multiplier sous nos yeux les compositions historiques. Enfantées sans effort, lues sans profit, elles ne laissent pas dans la littérature de traces bien profondes, mais elles enrichissent quelquefois l'auteur et le libraire. Le plus coupable dans ces sortes de spéculations, c'est assurément le public. S'il n'encourageait pas de ses applaudissemens ces récits écrits à la hâte, s'il n'acceptait pas, comme dignes de confiance, ces amplifications où la pensée tient une place si modeste, les historiens seraient bien obligés d'abandonner l'improvisation pour l'étude des faits. Tant que le public persistera dans sa molle complaisance, les écrivains persisteront dans leur paresse. Je ne saurais donner le nom de travail à ces pages entassées sans choix et sans mesure; c'est pour moi une oisiveté verbeuse et rien de plus. Le public n'a pas le droit de se plaindre, puisqu'il consent à lire, puisqu'il a la faiblesse de vanter des livres qui ne lui apprennent rien, ou qui ne laissent dans son esprit que des idées fausses. Il aurait mauvaise grâce à jeter les hauts cris le jour où une voix sévère viendrait le dé tromper. Il ne doit imputer qu'à lui-même sa déception. Qu'il se montre défiant, qu'il soit avare de louanges, et les historiens prendront la peine de l'instruire avant de lui enseigner ce qu'il veut apprendre; qu'il ferme l'oreille aux récits improvisés, achevés presque aussitôt qu'annoncés, et il pourra compter sur des leçons dignes de foi.

La seconde méthode dont j'ai parlé ne compte aujourd'hui que de rares partisans. La chose n'est pas difficile à concevoir. Pour aborder directement l'étude des documens originaux, il faut renoncer au loisir. Avant d'accepter un témoignage, il est nécessaire de le contrôler par un témoignage contraire, de discuter, d'interroger le caractère et la moralité des témoins, — rude besogne qui a de quoi décourager plus d'un esprit. Avant de se mettre à l'œuvre, avant d'écrire la première page, combien de tâtonnemens, combien de doutes! Se frayer un chemin dans ce dédale de documens contradictoires, dégager l'ordre de la confusion, rétablir dans leur vrai jour les faits dénaturés par la passion, quelle tâche ingrate! Et puis, comment et par qui sera récompensé ce travail, qui va dévorer des centaines de jour-

nées? Les juges compétens sont si peu nombreux! A quoi bon s'épuiser en efforts pour les contenter? Ne vaut-il pas mieux s'adresser à la foule, qui bat des mains, pourvu qu'on réussisse à l'amuser? La réponse serait embarrassante, si les applaudissemens prodigués par la foule assuraient la durée des œuvres historiques. Heureusement les choses ne se passent pas ainsi : la vraie renommée ne s'obtient pas à si bon marché. Au bout de quelques années, souvent au bout de quelques mois, le roman de l'improvisateur est oublié sans retour. Arrive le jugement des hommes à qui leurs études donnent le droit de parler, dont la voix est écoutée, dont l'autorité n'est contestée par personne; les lecteurs, désabusés par des preuves sans réplique, abandonnent leur idole aussi facilement qu'ils l'ont encensée, et l'auteur du roman publié sous le nom d'histoire s'étonne du silence qui se fait autour de lui.

Ce n'est pas là d'ailleurs la seule raison qui doive ramener les historiens à l'étude des documens originaux : ils trouveront dans la nature même de nos facultés un puissant encouragement. Écrire sans avoir rien à dire de nouveau, de personnel, peut être une bonne spéculation, mais ne saurait jamais donner contentement à une intelligence élevée. Pour peu qu'on ait le goût de la pensée, pour peu qu'on ait en soi le souvenir des œuvres dignes d'admiration, on sait à quoi s'en tenir sur la valeur des pages qu'on vient d'achever; on ne s'abuse pas facilement sur l'autorité des paroles qu'on vient d'assembler; on est pour soi-même un juge impartial et sévère. Si l'on n'a rien écrit qui vaille la peine d'être écouté, on ne l'ignore pas. Le succès ne console pas toujours de ce témoignage accablant. On a beau faire, on a beau compter les applaudissemens, on n'impose pas silence à cette voix intérieure. Quand la conscience nous dit que le succès n'est pas mérité, la honte nous saisit, et la flatterie la plus assidue ne guérit pas notre plaie. Pour jouir de la louange, pour la savourer librement, sans trouble et sans confusion, il faut trouver en nous-mêmes le sentiment d'une force noblement dépensée. Pour les intelligences élevées, rien ne peut remplacer une telle joie. Une fois connue, elle devient un besoin de tous les instans. Aussi je nourris la ferme espérance qu'il se trouvera toujours pour les travaux historiques des hommes résolus à l'étude des documens originaux, car leur labeur ne reste pas sans récompense.

Entre ces deux méthodes, laquelle des deux a choisie M. de Lammartine? Je voudrais pouvoir affirmer qu'il s'est décidé pour la seconde; malheureusement l'évidence m'oblige à dire qu'il a préféré la première. Lors même qu'il n'eût pas avoué, avec une franchise dont nous devons le remercier, tout ce qu'il doit aux travaux de MM. Lu-

bis et Vulabelle, la lecture de son livre suffirait pour démontrer qu'il a négligé l'étude des documens originaux. C'est, à n'en pouvoir douter, une œuvre de seconde main. Or est-il possible, en procédant ainsi, de captiver, d'enchaîner l'attention? Je suis loin de le penser. Essayer de prendre une moyenne entre les assertions de M. Lubis, écrivain légitimiste, et celles de M. Vulabelle, écrivain libéral, c'est à mes yeux une tentative chimérique. Pour composer un récit vivant, un récit qui puisse émouvoir et instruire, il faut avoir reçu l'impression directe des faits, ou les avoir recueillis des acteurs et des témoins. Espérer suppléer à ce travail préliminaire par la puissance de la réflexion, c'est s'abuser étrangement. L'esprit le plus pénétrant, quelque effort qu'il fasse, ne réussira jamais à deviner la physiologie des événemens; il aura beau consulter des récits appuyés d'études consciencieuses, rien ne pourra remplacer pour lui les acteurs et les témoins. Il y a certainement beaucoup à louer dans le livre de M. Vulabelle; c'est l'œuvre d'un homme laborieux, animé de sentimens élevés, résolu à chercher la vérité par tous les moyens dont il peut disposer. S'il n'a pas su donner à tous les épisodes les proportions qui leur conviennent, s'il a manqué plus d'une fois aux lois de la composition, on ne peut lui refuser du moins le mérite d'avoir interrogé tous les documens dignes de confiance; mais quelque soin qu'ait pris l'auteur de puiser à toutes les sources d'informations, il ne dispense pas du travail celui qui veut écrire un livre sur le même sujet.

M. de Lamartine ne paraît pas avoir compris cette nécessité. Plein de confiance dans son imagination, il a cru pouvoir s'épargner cette besogne, fastidieuse quand on l'entreprend à regret, pleine d'attrait quand on la poursuit avec une énergique résolution. A coup sûr, il n'a pas choisi le parti le plus sage; mais, tout en le condamnant, il faut lui tenir compte de sa position exceptionnelle. N'oublions pas qu'il est depuis longtemps l'enfant gâté du public, qu'il est habitué à se voir tout pardonner, que ses ébauches les plus confuses sont acceptées comme des œuvres achevées. Son indolence, que rien ne justifie, trouve du moins une excuse dans l'extrême indulgence de la foule. Pour ne pas profiter de cette position exceptionnelle, il aurait eu besoin de rencontrer parmi ses amis un homme assez franc pour lui montrer le danger; l'*Histoire des Girondins* et l'*Histoire de la Restauration* prouvent assez clairement qu'une voix sincère lui a manqué. Personne n'a voulu ébranler sa confiance en lui-même, et lui conseiller, comme l'accomplissement d'une condition impérieuse, l'étude directe des faits. Aussi qu'est-il arrivé? Son dernier livre n'est qu'une improvisation tantôt ingénieuse, tantôt passionnée, trop

souvent confuse. Avec la meilleure volonté du monde, il est impossible d'y trouver les caractères d'un récit sérieux. Malgré tous ces défauts, trop faciles à démontrer, il y a des pages qui nous émeuvent, d'autres qui excitent la pensée. On sent que cette ébauche est tracée par un écrivain animé des sentimens les plus généreux, habitué aux plus nobles idées : c'est là un avantage dont l'indolence la plus obstinée ne peut le priver; mais ces pages sont, hélas! trop peu nombreuses, et n'effacent pas le vice radical du livre. L'historien ne donne pas à sa pensée le temps d'éclore; il parle trop souvent avec une fastueuse abondance lors même qu'il n'a rien à dire, ou s'il tient sous sa main un rudiment de pensée que le temps et la réflexion pourraient seuls développer, il l'ensevelit sous une avalanche de paroles. Je ne saurais comparer le travail de son esprit qu'au travail d'un cheval surmené. Il lui demande l'accomplissement d'une tâche au-dessus de ses forces; il le sollicite, il l'aiguillonne à toute heure. Ni trêve, ni repos; las ou dispos, il faut qu'il produise à tout prix. C'est vraiment un spectacle douloureux. Au lieu d'exercer ses facultés, il les épuise, il les gaspille. La sympathie profonde que m'inspire cette grande intelligence, si malheureusement fourvoyée, m'oblige à parler ainsi. Mes paroles ne sembleront pas trop sévères à ceux qui, au lieu de feuilleter l'*Histoire de la Restauration*, auront pris la peine de la lire. Si M. de Lamartine avait entendu plus souvent des avertissemens sincères, nous n'assisterions pas aujourd'hui à cet affligeant spectacle. La louange l'a perdu, la franchise l'aurait sauvé. Aujourd'hui, je le crains, la vérité ne peut plus lui porter aucun profit; les habitudes pernicieuses qu'il a contractées, et que ses flatteurs glorifient, résisteront à tous les avertissemens. C'est grand dommage, car un écrivain si richement doué eût trouvé dans l'étude sérieuse de l'histoire une seconde jeunesse. Justement admiré, justement applaudi pour ses œuvres poétiques, il eût agrandi sa renommée en ouvrant à sa pensée une voie nouvelle. Que fait-il aujourd'hui? Au lieu d'accroître l'éclat de son nom, on dirait qu'il s'applique à le ternir. Il y a trente ans, quand il attendait sa pensée, ses moindres paroles étaient recueillies avidement. Aujourd'hui qu'il a renversé l'ordre naturel des choses, et qu'il veut parler à tout prix, son nom, malgré son immense popularité, n'est plus entouré du même respect. Abordons maintenant l'*Histoire de la Restauration*.

Ce qui frappe d'abord dans le dernier livre de M. de Lamartine, c'est l'imprévoyance, l'absence de composition. La première chute de l'empire remplit deux volumes; Louis XVIII et les cent jours, cinq, et le règne entier de Charles X est condensé dans le huitième et dernier volume. Il est évident que l'auteur, en prenant la plume, ne

s'est pas préoccupé des proportions qu'il devait donner à son travail. Il a mis en œuvre les matériaux qu'il avait sous la main, ne reculant devant aucun développement et se réservant la faculté d'abrégé les faits qui se présenteraient plus tard, si l'espace venait à lui manquer. Je ne voudrais pas exagérer l'importance de cette observation; cependant il est impossible de la considérer comme frivole. Puisqu'il s'agissait de nous raconter les événemens compris entre 1814 et 1830, il était indispensable d'assigner à chacun de ces événemens, je ne dis pas seulement le rang, mais encore l'espace qui lui appartient. Il semble que cette condition élémentaire de toute composition historique n'ait pas besoin d'être rappelée, et pourtant M. de Lamartine n'en a tenu aucun compte. Certes il était nécessaire de raconter la première chute de l'empire : sans ce récit préliminaire, la restauration ne se comprendrait pas, ou du moins se comprendrait d'une manière confuse; mais, comme la restauration est le sujet principal, deux volumes de prolégomènes excitent à bon droit l'impatience du lecteur. Quant au règne de Charles X, il est manifeste que l'auteur l'a renfermé dans des limites trop étroites.

Je voudrais n'avoir à présenter que cette objection avant d'aborder le livre même. Malheureusement je suis forcé d'appeler l'attention sur un autre défaut qui n'est pas moins blessant pour le goût : je veux parler de l'abus des portraits. Esquisser en quelques lignes le caractère d'un personnage, rien de plus naturel, de plus légitime : c'est un exemple donné par tous les grands historiens; mais ce n'est pas ainsi que M. de Lamartine comprend le portrait. Pour lui, la physionomie morale et intellectuelle n'est que la moitié d'un portrait : il éprouve le besoin de le compléter en parlant aux yeux. Dès qu'il aborde cette seconde partie de sa tâche, il se laisse entraîner aux caprices les plus singuliers, aux inventions les plus étranges. Parlant de Napoléon, il le traite de génie posthume, ce qui, rigoureusement interprété, ne signifie absolument rien, mais veut dire, dans la pensée de l'auteur, que Napoléon a tenté de ressusciter le passé; c'est une entorse un peu violente donnée au sens légitime des mots. Le portrait physique de Napoléon est bien autrement singulier. M. de Lamartine voit dans son visage, ou plutôt dans son front, une mappemonde. Il s'est mépris sur le sens du mot mappemonde, comme il s'est mépris sur le sens du mot posthume; il voulait sans doute comparer la tête de Napoléon au globe terrestre, ce qui eût été déjà passablement ridicule; en négligeant de vérifier la valeur des termes qu'il employait, il a trouvé moyen d'établir une comparaison inintelligible. Qu'est-ce en effet qu'une tète-mappemonde? Je défie le plus habile de répondre à cette question.

Voilà pourtant où mène l'improvisation ! Si je voulais recueillir tous les traits du même genre, je montrerais sans peine que M. de Lamartine emploie trop souvent des paroles qui ne présentent pas à son esprit de sens défini, qu'il les choisit pour leur caractère musical, sans se préoccuper de leur signification; mais je n'insiste pas, il suffit de signaler de tels enfantillages.

Enfin, et ce sera ma dernière objection préliminaire, l'auteur confond volontiers l'histoire et la biographie. Sans doute il est important de connaître les antécédens de chaque personnage, mais il ne faut pourtant pas mettre les anecdotes au même rang que les événemens; autrement l'histoire proprement dite s'évanouit, et nous n'avons plus qu'une suite de biographies. Avant de nous montrer Louis XVIII et Charles X sur le trône de France, il était important de nous les montrer dans l'émigration; il était inutile de raconter en détail les moindres incidens de leur vie. M. de Lamartine recueille avidement et raconte avec une prolixité complaisante tout ce qui peut fournir un chapitre de roman. Il n'insiste pas longtemps sur l'attitude politique du comte d'Artois entre Louis XVI et le comte de Provence, mais il raconte avec plaisir les amours du comte d'Artois et de M^{me} de Polastron, et les sermens prononcés par le futur roi au lit de mort de sa maîtresse; et pour que rien ne manque à la mise en scène, il a soin de rappeler que le serment est reçu par un évêque. Il est vrai que pour excuser ce récit, qui n'appartient pas directement à l'histoire, il cherche dans la mort de M^{me} de Polastron, dans le serment qu'elle exige de son amant, l'explication du règne entier de Charles X. Pour ma part, je doute fort que cette explication puisse contenter les esprits sérieux. Quelle promesse en effet le comte d'Artois avait-il faite à sa maîtresse? Il lui avait juré de ne plus aimer aucune femme et de rester fidèle à son souvenir; il lui avait juré de reporter à Dieu l'amour qu'il avait jusque-là prodigué aux choses de la terre. Eh bien! supposons un instant que le comte d'Artois eût violé son serment: son intelligence se fût-elle agrandie? eût-il même compris les nécessités du temps présent? se fût-il soumis plus docilement aux événemens accomplis? eût-il renoncé à l'espérance de ressusciter le passé et de supprimer la révolution française? Fidèle ou infidèle au souvenir de M^{me} de Polastron, ne devait-il pas rester sourd aux leçons de l'histoire?

L'histoire de la restauration présente plus d'un genre de difficultés. Il ne s'agit pas seulement de recueillir avec un soin scrupuleux les documens originaux; ce sujet est si près de nous, que l'historien ne peut guère compter sur l'attention et la sympathie du lecteur, à moins de mêler à son récit quelques détails anecdotiques d'une sa-

veur vive et inattendue. Or c'est là, si je ne m'abuse, un écueil très dangereux. Pour allécher la curiosité, l'historien se laisse parfois entraîner à des révélations qui ne réunissent pas toujours des éléments irrécusables d'authenticité. M. de Lamartine, je dois l'avouer, n'a pas évité ce périlleux écueil. Malgré la défiance officielle derrière laquelle il se retranche, il est trop facile de voir qu'il se complaît dans ces révélations sans preuves, sans garanties : il a beau parler des devoirs austères et de la majesté de l'histoire, les esprits les moins clairvoyans devinent sans effort qu'il préfère Suétone à Tacite. C'est une prédilection que je comprends, mais que je n'excuse pas; car si Suétone fournit à l'histoire des documens précieux, qu'il faut pourtant discuter sévèrement avant de les admettre, il ne peut prétendre au titre d'historien. C'est un point sur lequel je n'ai pas besoin d'insister. Tous ceux qui connaissent la biographie des Césars me comprendront à demi-mot.

M. de Lamartine ne s'est pas contenté de faire à M. Vaulabelle et à M. Lubis de nombreux emprunts; lorsqu'il ne met pas à contribution leur témoignage, il substitue au récit, à l'interprétation personnelle des faits, des citations tirées du *Moniteur*. C'est là sans doute un procédé fort commode, mais que l'histoire proprement dite ne saurait accepter. L'emploi des ciseaux, si habile et si ingénieux qu'il soit, ne remplacera jamais l'exercice de la pensée. C'est bien la peine vraiment d'occuper dans son pays un des premiers rangs, d'avoir conquis à son nom une légitime, une immense popularité, pour descendre au rôle de compilateur. Une telle besogne est au-dessous de l'homme éminent, du poète justement admiré qui a signé les *Méditations*, les *Harmonies* et *Jocelyn*. Il faut laisser ce travail de manœuvre aux hommes inconnus qui luttent péniblement contre le besoin de chaque jour, et qui n'ont pas de nom à compromettre. Quand on a pris place parmi les noms les plus illustres d'un pays tel que la France, on se doit à soi-même de s'imposer d'autres conditions. Il ne suffit pas, il ne suffira jamais de découper le *Moniteur* pour s'arroger le titre d'historien. On aura beau retourner dans tous les sens les paroles de Quintilien, si maladroitement interprétées par des compilateurs : on n'arrivera jamais à prouver que la transcription littérale des documens puisse remplacer le travail de l'histoire.

Et plutôt à Dieu que cette négligence, si condamnable d'ailleurs, fût la seule que j'eusse à reprocher à M. de Lamartine. Hélas ! je suis bien forcé d'aller plus loin dans la voie des reproches. Quand il ne copie pas M. Vaulabelle, M. Lubis ou le *Moniteur*, il s'abandonne à d'étranges fantaisies. Il parle avec une joie évidente, avec un bonheur qui frappe tous les yeux, des hommes qu'il n'a jamais connus ni

directement ni indirectement, dont il n'a jamais entendu la parole, dont il ne connaît pas les travaux, et je ne fais pas ici allusion aux portraits physiognomoniques tracés d'après les données de Lavater, je veux parler des portraits qui ont la prétention de reposer sur l'étude, sur l'intelligence approfondie des personnages. Je ne m'arrêterai pas à relever tous les bouleversements de chronologie que s'est permis M. de Lamartine en esquisant l'histoire littéraire de la restauration, où il figure pourtant comme un des acteurs les plus importants, et qu'il devrait connaître; ce sont là péchés véniels que la critique dédaigne à bon droit de signaler. Je ne chercherai pas à deviner comment M. de Lamartine, déjà parvenu aux dernières limites de l'adolescence quand les Bourbons rentrèrent en France, a pu confondre dans sa mémoire des souvenirs qui devaient rester si précis. Je me contenterai de choisir deux figures d'une importance inégale sans doute aux yeux de la philosophie, mais qui dans l'histoire semblent placées comme deux adversaires : Joseph de Maistre et Royer-Collard.

M. de Lamartine ne craint pas de comparer Joseph de Maistre à Montaigne. J'ai beau m'évertuer, je ne réussis pas à deviner la mystérieuse parenté de ces deux esprits; je défie hardiment l'OEdipe le plus pénétrant d'établir entre Montaigne et Joseph de Maistre une relation quelconque. Que signifient en effet les *Essais* de Montaigne? Pour tout homme de bon sens, ils expriment le scepticisme absolu, universel, appliqué à tous les ordres de faits, à tous les ordres d'idées, aux croyances religieuses comme aux institutions politiques. Que signifient les *Soirées de Saint-Pétersbourg*, le livre du Pape, les *Considérations sur la France*, sinon la légitimité absolue du gouvernement théocratique, l'insuffisance et l'incapacité de toutes les autres formes de gouvernement, la folie, le péril, ou plutôt le néant du libre arbitre, la nécessité d'humilier la raison et la philosophie devant l'autorité sacerdotale? A moins de fermer les yeux à l'évidence, à moins de protester contre la lumière, il faut bien reconnaître que Montaigne et Joseph de Maistre ne signifient pas autre chose. Et pourtant M. de Lamartine n'hésite pas à les comparer l'un à l'autre! Pour lui, Joseph de Maistre n'est qu'un Montaigne rustique. Quelle que soit ma sympathie pour le génie poétique, quelle que soit mon indulgence pour ses caprices, il m'est impossible d'accepter une telle comparaison. Rustique ou non, Joseph de Maistre n'a rien à démêler avec Montaigne. Tant que le doute et l'affirmation ne seront pas une seule et même chose, tant que le libre développement de la raison se distinguera de l'autorité théocratique, cette comparaison inattendue sera considérée par tous les hommes de bon

sens comme un enfantillage inexplicable chez un homme parvenu à la maturité. Que M. de Lamartine ignore Montaigne et Joseph de Maistre, c'est pour moi, pour tous ceux qui aiment, qui admirent son génie poétique, un légitime sujet d'étonnement; qu'il s'applique à montrer son ignorance, c'est une faute que je ne saurais lui pardonner; le silence était si facile et de si bon goût!

Quant à M. Royer-Collard, le langage de M. de Lamartine me cause encore une plus vive, une plus douloureuse surprise. Tout en rendant justice à l'élévation constante de sa parole, il lui reproche d'avoir prêté l'autorité de son talent à des idées tout à la fois vagues et systématiques. Concilie qui pourra ces deux épithètes, si étonnées de se trouver réunies. Que des idées systématiques soient dépourvues de vérité, je le comprends sans peine; mais qu'elles soient en même temps systématiques et vagues, j'avoue humblement ne pas le concevoir. Tantôt l'historien compare M. Royer-Collard à un oracle dont les paroles, livrées au vent, présentent un double sens; tantôt il parle avec amertume de l'inflexible austérité de ses ouvrages. De cette double accusation il faut conclure que M. de Lamartine n'a jamais lu les pages écrites par M. Royer-Collard et recueillies par Théodore Jouffroy, et je suis fondé à croire qu'il n'a jamais lu, je dis lu en entier, les discours prononcés à la chambre des députés par cet homme éminent sur le droit d'aînesse, sur le sacrilège; car, s'il connaissait à fond ces deux admirables discours, il parlerait autrement de l'homme qui les a prononcés; il ne lui reprocherait pas d'être tour à tour obscur comme la pythonisse et précis comme l'algèbre. Pour tous les hommes qui tiennent à n'employer que des mots dont ils comprennent le sens, l'algèbre est un moyen de transformer, d'élucider, de résoudre les questions les plus délicates de l'ordre mathématique. Si donc, par un bonheur inouï, un orateur politique arrivait à discuter les intérêts et les droits dans une langue aussi précise que l'algèbre, et pourtant accessible à toutes les intelligences, loin de le blâmer, il faudrait l'applaudir et le glorifier.

Il est vrai que M. de Lamartine ne tarde pas à nous expliquer son aversion pour la précision algébrique dans la langue des affaires; mais, hélas! l'explication est pire que la faute, le plaidoyer pire que le délit. Il ne veut pas que le gouvernement des hommes soit une œuvre de réflexion, il veut qu'il relève uniquement de l'inspiration et de l'instinct. Prononcer de telles paroles, c'est se déclarer soi-même incapable de gouverner. L'instinct et l'inspiration peuvent suggérer de beaux discours, des actes énergiques et sublimes, dont l'histoire doit tenir compte, qui laissent une trace durable dans tous les esprits généreux, dont le souvenir est consacré par la reconnais-

sance publique; mais ni l'instinct, ni l'inspiration ne suffiront jamais pour former un homme d'état. L'intelligence des droits les plus avérés, des passions les plus légitimes, compte sans doute parmi les élémens de la science politique, mais n'est pas la politique tout entière. Dans le gouvernement des sociétés humaines, les intérêts jouent un rôle, sinon aussi élevé, aussi pur, du moins aussi important que le droit et la passion. Tous ceux qui connaissent l'histoire savent à quoi s'en tenir sur ce point. S'agit-il de proclamer la supériorité du droit sur l'intérêt? Rien de mieux; mais prenez garde, pesez prudemment la portée de vos paroles. Croyez-vous donc que pour respecter le droit, il faille n'écouter que l'instinct et l'inspiration, et que la réflexion conduise à dédaigner le droit? Si telle est votre pensée, vous calomniez étrangement la raison et la science. La philosophie et la politique vraiment dignes de ce nom ne méconnaissent aucun droit, et pourtant elles relèvent de la réflexion que vous voulez proscrire. Elles tiennent compte de l'inspiration et de l'instinct, mais elles savent par expérience que l'inspiration et l'instinct ne sont ni des instrumens de science, ni des instrumens de gouvernement; elles les acceptent comme des auxiliaires, non comme des guides. Il semble puéril d'insister sur ces vérités familières à tous les hommes qui ont passé par le maniement des affaires, et pourtant je suis forcé de les rappeler à la mémoire du lecteur, puisque M. de Lamartine voit dans la politique une science d'instinct et d'inspiration. Il est bon de répéter les vérités les plus vulgaires, quand les esprits les plus éminens s'appliquent sans relâche à les méconnaître, à les effacer de la mémoire de la foule.

La première partie, je veux dire les deux premiers volumes de l'*Histoire de la Restauration*, donne lieu à deux sortes de reproche : au premier livre, les intrigues de l'émigration sont racontées avec beaucoup de complaisance et de partialité; au second livre, l'état de la France est étudié ou plutôt indiqué d'une façon beaucoup trop rapide. Sans vouloir nier le rôle, hélas ! trop important que joue l'intrigue dans toutes les affaires humaines, je répugne à croire que l'intrigue seule suffise à bouleverser les empires, à détrôner les dynasties, à changer la forme des gouvernemens. Pour que de pareils événemens s'accomplissent, il faut quelque chose de plus. Tous les enseignemens de l'histoire, tous les faits dont le siècle présent a été témoin sont unanimes sur ce point. C'est pourquoi je regrette que M. de Lamartine ait développé si longuement les menées de l'émigration à l'étranger. Tout en reconnaissant qu'il a su animer cette première partie de son récit, qu'il a remis en lumière plus d'un trait qui méritait d'être conservé, je ne puis comprendre qu'il ait accordé

tant d'espace aux prolégomènes de son livre, et qu'il ait traité avec tant de négligence, j'allais dire avec tant de dédain, l'état intérieur de la France à l'époque où l'empire succomba devant l'Europe coalisée. L'étude approfondie de la France à cette époque désastreuse pouvait seule annoncer au lecteur la grandeur, l'importance, la vivacité des questions qui allaient s'agiter. Retracer l'état des partis, l'état de l'esprit public, était la seule manière d'aborder l'histoire de la restauration. M. de Lamartine en a jugé autrement, ou plutôt il s'est laissé aller au plaisir de recueillir des anecdotes, et de les rajeunir par le nombre et l'éclat des images. Il a fouillé tant qu'il a pu dans la vie privée des acteurs éminens ou subalternes qui ont pris part au rétablissement des Bourbons, ajournant de page en page l'histoire proprement dite. Au lieu d'aborder franchement le sujet qu'il avait choisi, il s'est dit qu'il serait toujours temps de commencer le récit des événemens, et il s'est complu, je ne dirai pas dans l'étude, mais dans la peinture des personnages. Tous ceux qui prennent le passé au sérieux, tous ceux qui cherchent dans le tableau des événemens accomplis un enseignement pour le présent et pour l'avenir, partageront mon regret. Oui, sans doute, il faut accorder une grande importance à la partie purement humaine du récit; oui, sans doute, il est bon de scruter les sentimens qui animent les acteurs; mais il ne faut pas confondre l'histoire et le roman. Si les grands historiens de l'antiquité, si les plus habiles parmi les modernes ont mêlé au récit des événemens le portrait des principaux acteurs, ils n'ont jamais méconnu les lois de la composition au point d'accorder aux portraits plus d'importance et d'espace qu'au récit des événemens.

L'Europe coalisée, les batailles perdues, l'action des émigrés sur les cours étrangères, ne suffisent pas à expliquer la chute de l'empire et le rétablissement des Bourbons. Il faut de toute nécessité chercher dans la France elle-même l'explication du sort qu'elle a subi. Tant que la guerre signifiait la défense des droits conquis par le pays, tant qu'elle signifiait l'indépendance et la grandeur en face de l'Europe, la France s'est résignée sans peine à tous les sacrifices, elle a prodigué sans hésiter son sang et ses richesses; mais le jour où la guerre, au lieu de signifier l'indépendance, a signifié la conquête, c'est-à-dire le sacrifice permanent, indéfini, de toute la nation à l'ambition d'un seul homme, la France s'est détachée du maître qu'elle avait accepté. Tout en versant des larmes amères sur l'humiliation de son drapeau, elle a compris que sa cause n'était pas la cause d'un seul homme, si grand qu'il fût. Rassasiée de gloire, elle n'a pas persévéré dans sa résistance à l'invasion européenne. Sans doute, et je ne

songe pas à le contester, tous les cœurs généreux, toutes les âmes pénétrées du sentiment de la dignité nationale ont protesté contre les conditions imposées à la France par la coalition; mais ces cœurs généreux ne pouvaient réussir à entraîner la foule. Ce qui dominait dans la multitude, dans la masse de la nation, c'était le besoin de la paix. Pour satisfaire ce besoin impérieux, la multitude s'est résignée, et la protestation des cœurs généreux est demeurée impuissante. Cette vérité si évidente, M. de Lamartine ne la méconnaît pas, mais il se contente de l'indiquer, tandis qu'il aurait dû s'appliquer, je ne dis pas à la démontrer, car l'évidence ne se démontre pas, mais à la développer. A peine prend-il la peine de caractériser l'état de l'esprit public; il compte sur la biographie des hommes qui ont traité de la rançon de la France pour expliquer tous les événements : c'est une confiance que je ne crois pas légitime. C'est la France elle-même qu'il fallait interroger, et sa réponse aurait jeté sur le récit tout entier une lumière éclatante. Par l'élévation de son âme, par la pureté de ses sentimens, M. de Lamartine était digne, entre tous, de la transcrire et de la commenter. A quelque parti qu'on appartienne, il faut s'incliner devant l'évidence : il y a dans la restauration autre chose qu'une trahison. Rapporter à la trahison seule tous les malheurs du pays, c'est vouloir fermer les yeux à la lumière. C'est pourquoi l'historien de la restauration devait insister sur la condition morale du pays; c'était la partie la plus délicate de sa tâche, la plus difficile peut-être, mais à coup sûr la plus importante.

Et je m'étonne d'autant plus de la négligence, de la rapidité avec laquelle M. de Lamartine a traité cette partie de son sujet, qu'il a senti la nécessité d'invoquer le sentiment de la France pour expliquer la courte durée de la restauration impériale. Le récit des cent jours est à mon avis ce qu'il y a de plus vivant, de plus vrai dans ce livre, d'ailleurs si incohérent et si confus. Si Napoléon est tombé si vite après avoir repris possession de la France, c'est qu'il n'avait pour lui que l'armée, et que l'armée ne pouvait tenir seule contre le pays tout entier. L'auteur a tiré de cette vérité un excellent parti. C'est à elle qu'il a demandé toutes ses inspirations dans le récit des cent jours, et si sa parole ne s'arrête pas toujours à temps dans le tableau des faits, si plus d'une fois l'exubérance des images altère la précision de la pensée, je reconnais volontiers que l'auteur a souvent trouvé des accens pathétiques en nous retraçant les dernières luttes de Napoléon. En nous le montrant aux prises avec la fortune, vaincu par le nombre bien plus que par l'épuisement de son génie militaire, il n'a pas oublié de nous le montrer aux prises avec son pays. Ce n'est que justice, et, placé sur ce terrain, M. de Lamartine

n'a pas de peine à rencontrer l'éloquence. Il faut lire dans ces pages douloureuses le retour de Napoléon à Paris après la bataille de Waterloo, et son entretien avec Caulaincourt à l'Élysée. Jamais M. de Lamartine n'a été plus heureusement inspiré. Je verrais disparaître sans regret quelques détails d'intérieur sur lesquels l'historien s'appesantit avec trop de complaisance. Que Napoléon, accablé de lassitude, s'endorme dans un bain ou sur un fauteuil, peu nous importe assurément; mais il est impossible de lire sans attendrissement, sans une émotion profonde, les paroles de Caulaincourt et la réponse du soldat vaincu. Quand le duc de Vicence, demeuré fidèle au malheur, mais comprenant pourtant que la fortune n'est pas seule coupable de la défaite de son maître, n'hésite pas à condamner le retour de l'empereur, et lui dit hardiment devant les courtisans consternés et déjà indécis : « Sire, votre place est au milieu de votre armée, » et que Napoléon, comprenant trop tard sa faute irréparable, laisse échapper l'aveu terrible qu'il avait jusque-là retenu sur ses lèvres : « Je n'ai plus d'armée ! » le lecteur, à quelque parti qu'il soit attaché, s'associe à l'émotion et à la justice de l'historien. Dans ces quelques pages, animées du patriotisme le plus pur, écrites d'une main sûre et impartiale, toutes les paroles portent coup. Rien n'est livré à la fantaisie, aux hasards de l'inspiration; l'auteur exprime fidèlement ce qu'il sent et n'a pas besoin de recourir aux artifices du langage pour masquer l'indécision de sa pensée. L'expression se présente d'elle-même et trouve un écho empressé dans la conscience publique. Un peu plus de sobriété serait sans doute à désirer; mais le regret s'efface devant la grandeur de la scène. Le retour de Napoléon à l'Élysée restera parmi les plus belles pages de M. de Lamartine.

Je voudrais pouvoir louer avec la même sincérité le récit de la bataille de Waterloo. Malheureusement ce récit, qui affiche toutes les prétentions d'un exposé stratégique, ne se recommande pas par la clarté. La topographie, qui joue un rôle si important dans ces sortes de narrations, est traitée d'une manière beaucoup trop confuse. Quand on veut raconter une bataille selon la méthode de Jomini, il faut avant tout expliquer nettement la configuration du terrain où la bataille va se livrer. Or c'est précisément ce que M. de Lamartine a négligé. Il avait pourtant sous les yeux le récit de M. Vaulabelle, qui ne laisse rien à souhaiter sous le rapport de la clarté. Là, tout se comprend sans peine; les mouvemens des armées ne sont pas plus difficiles à saisir que la marche d'une tour sur l'échiquier. Pourquoi? C'est que M. Vaulabelle s'est avant tout appliqué à promener nos yeux sur le théâtre de la guerre. Aussi, quand les armées s'ébranlent, comme nous connaissons tous les plis du terrain, nous les sui-

vons sans effort, malgré la fumée du canon : les bataillons culbutés par la cavalerie, les escadrons décimés par l'infanterie, ne se présentent pas à nous comme des énigmes impénétrables. Tous les épisodes de la lutte et de la défaite se groupent dans notre mémoire. M. de Lamartine, en prodiguant les détails, n'a pas su les ordonner : il compte les triangles formés par l'armée française au moment où l'action commence, et paraît croire que cette indication suffit à l'intelligence de la bataille tout entière; mais comme il a négligé la topographie, malgré ces triangles si bien comptés, nous ne comprenons pas grand-chose aux masses qui vont engager l'action. Il avait sous la main tous les élémens du récit, il n'a pas su les rassembler et les mettre en œuvre. Il parle du rôle assigné aux différentes armes, comme s'il voulait contenter la curiosité des hommes du métier, et ne laisse dans tous les esprits qu'un souvenir confus. Le lecteur a le droit de se montrer d'autant plus sévère, que l'auteur veut paraître ne rien ignorer. Je suis loin d'approuver sans réserve la prédilection des historiens de notre temps pour les détails stratégiques, car un écrivain qui n'a jamais étudié par lui-même les champs de bataille et l'emploi des différentes armes, qui ne sait pas même dans quelles proportions doivent se trouver l'infanterie, la cavalerie et l'artillerie pour composer une armée bien ordonnée, risque fort de commettre plus d'une bévue. S'il parle d'après les renseignemens recueillis la veille dans la conversation des hommes du métier, il n'est pas toujours sûr d'interpréter fidèlement ce qu'il a entendu. Un peu plus de modestie serait de bon goût chez ceux qui n'ont pas fait la guerre, et qui pourtant veulent raconter les batailles. Mais enfin la prétention militaire une fois acceptée, le lecteur veut qu'on la justifie; il veut comprendre ce qu'on lui raconte; or la bataille de Waterloo ne se comprend guère dans le récit de M. de Lamartine. Pour les bourgeois aussi bien que pour les hommes de guerre, c'est un défaut que rien ne saurait excuser.

M. de Lamartine a bien compris le caractère de Louis XVIII; malheureusement, après avoir esquissé le portrait du monarque, il a reculé devant la tâche qu'il s'était imposée. Quel intérêt présente le règne de Louis XVIII, si ce n'est celui des débats parlementaires? Il n'y a pas deux avis sur ce point; or, pour que les débats parlementaires laissent dans la mémoire du lecteur une trace durable, il faut que l'historien les analyse, les condense, les résume. Ce travail, j'en conviens, n'est pas toujours facile; mais si l'historien croit pouvoir s'en dispenser, si, au lieu d'analyser et de juger les débats, il les cite par extraits, il manque à son devoir, et rencontre l'indifférence au lieu de l'attention. M. de Lamartine a choisi le second parti, et il pro-

digue volontiers les citations : il emprunte au *Moniteur* des discours presque entiers, et ne se croit pas obligé de marquer les différens momens de la discussion. A proprement parler, il s'abstient de raconter et de juger; aussi, dans son livre, le règne de Louis XVIII semble très incomplet, malgré les développemens considérables qu'il a reçus. Le lecteur ne voit pas la marche de l'esprit public; or que signifie l'histoire du gouvernement représentatif, si l'esprit public ne se révèle pas avec éclat toutes les fois que s'engage un débat important? La mission de l'historien, telle que l'a comprise M. de Lamartine, est singulièrement simplifiée. Pour l'accomplissement de cette mission, le travail de la pensée devient à peu près inutile; il suffit d'avoir le *Moniteur* sous la main.

Cependant je serais injuste envers l'auteur si je le laissais croire qu'il s'en est tenu aux documens officiels : il enregistre avec empressement un grand nombre de faits qui n'ont laissé aucune trace dans le *Moniteur*, et qui appartiennent à l'histoire anecdotique de la restauration. Peut-être serait-on en droit de lui reprocher sa prédilection pour ce genre de documens. Je ne crois pas qu'il faille les bannir de l'histoire, mais il faut du moins en user avec discrétion, et M. de Lamartine en use trop largement. Il parle avec admiration du talent politique de M. de Villèle. Sans partager son enthousiasme, je reconnais dans ce ministre une aptitude incontestable pour le maniement des affaires; mais l'estime que j'ai conçue pour son intelligence s'amoin-drit nécessairement, quand je le vois chaque jour se résigner à consulter M^{me} du Cayla avant de travailler avec le roi. On me répondra que M^{me} du Cayla lui révélait fidèlement les prétentions des émigrés, et lui donnait ainsi des armes pour les combattre. Je ne conteste pas la valeur d'un tel argument, je ne le crois pourtant pas sans réplique. Si c'est là de l'habileté, à coup sûr ce n'est pas de la dignité. Que dans un gouvernement absolu le premier ministre consulte chaque jour la maîtresse du roi, rien de mieux, ou du moins rien de plus naturel : c'est pour lui la seule manière de dominer celui qu'il appelle son maître; mais dans un gouvernement représentatif, je ne pense pas qu'il soit obligé de subir cette dure condition. Louis XVIII, égoïste et hautain, comprenait son temps beaucoup mieux que son frère et ses neveux, ce qui n'est pas d'ailleurs faire de lui un grand éloge. Puisque M. de Villèle avait su se rendre nécessaire, Louis XVIII n'eût pas refusé d'accueillir et de suivre ses conseils, lors même que ces conseils n'eussent pas subi le contrôle de M^{me} du Cayla : il sentait trop bien le danger des partis extrêmes pour se laisser conduire par le comte d'Artois. Pourquoi donc M. de Villèle, dont M. de Lamartine exalte si souvent les services, dont il fait presque un homme

de génie, s'est-il résigné à consulter chaque jour M^{me} du Cayla? C'est qu'en entrant au ministère, il avait fait bon marché de sa dignité. Résolu à combattre le parti du clergé, il avait pourtant accepté son appui. Or M^{me} du Cayla connaissait aussi bien les prétentions de l'église que les prétentions des émigrés, et M. de Villèle trouvait dans son entretien des argumens contre ses alliés. Le pouvoir acheté à ce prix n'a pas de quoi flatter l'orgueil : gouverner dans de telles conditions, est-ce vraiment gouverner? Tout en reconnaissant que M. de Villèle a contenu pendant quelques années les prétentions de l'église et de l'émigration, je ne puis voir en lui un grand homme d'état. S'il eût été profondément pénétré de ses devoirs politiques, il n'aurait pas accepté l'appui de l'église : se servir d'un allié qu'on est résolu à combattre, quelle preuve d'habileté! Ou le gouvernement représentatif est un non-sens, ou il répudie l'emploi de tels moyens. M. de Villèle ne gardera pas dans l'histoire les proportions que M. de Lamartine a voulu lui donner. C'est un homme d'affaires qui a fait preuve en mainte occasion de souplesse et de prévoyance; mais la ruse et la duplicité ont tenu trop de place dans sa vie pour qu'il prenne rang parmi les grands hommes d'état.

Je m'étonne que M. de Lamartine, qui a vécu si longtemps au milieu des luttes parlementaires, qui a remporté à la tribune tant de victoires éclatantes, consente à louer si vivement une nature qui s'accorde si peu avec la sienne. Il faut sans doute expliquer cette complaisance par les souvenirs de jeunesse; mais en pareil cas l'explication n'est pas une excuse. M. de Lamartine est un des enfans gâtés de la restauration. Très jeune encore, il a trouvé dans les salons de l'aristocratie des applaudissemens et des louanges qu'il n'a pu oublier. Ces applaudissemens étaient légitimes, ces louanges étaient méritées, ce n'est pas moi qui songe à le contester; je regrette seulement que le souvenir des salons de la restauration ait rendu l'historien trop indulgent pour M. de Villèle. Le poète, enivré d'éloges par l'aristocratie, n'a pas voulu croire qu'une société si pleine de respect et d'enthousiasme pour le génie ait pu être gouvernée si longtemps par un homme de second ordre. En rapetissant M. de Villèle, c'est-à-dire en lui laissant les proportions qu'il gardera dans l'histoire, il aurait cru se rapetisser lui-même et dépouiller de tout prestige les plus belles années de sa jeunesse.

Chose étrange! M. de Lamartine a prouvé maintes fois qu'il est animé de sentimens libéraux, et pourtant ce qui manque à l'histoire des premières années de la restauration, c'est le souffle de 89. Si l'on ne juge pas ces premières années au nom de la constituante, il faut renoncer à les juger. Louis XVIII, bien qu'il eût octroyé une

charte au lieu de l'accepter des mains de la nation, ne pouvait, sans manquer à sa parole, fausser ou briser les rouages du gouvernement représentatif. Si l'égoïsme et la prudence l'ont retenu presque toujours dans les limites de la légalité, il n'est pourtant pas à l'abri de tout reproche : les cours prévôtales, les massacres de Nîmes et d'Avignon sont des crimes dont le souvenir ne s'effacera jamais. Ces crimes, M. de Lamartine les condamne, mais il ne s'y arrête pas assez longtemps; il semble trop pressé de revenir aux hommes et aux choses de la cour; il détourne ses yeux du sang versé, et se remet à nous raconter la vie privée des personnages qui sont en scène. Sans les doctrines de 89, l'histoire de la restauration ne présente aucun intérêt sérieux. Maudites par l'émigration, qui ne pouvait les comprendre, elles ont servi de point de ralliement à tous les défenseurs des libertés publiques, et pourtant M. de Lamartine, en nous racontant le règne de Louis XVIII, évoque bien rarement le souvenir de 89.

Est-ce dédain pour l'assemblée constituante? Je suis loin de le croire. J'incline à penser qu'il faut chercher dans la vie même de M. de Lamartine l'origine de l'oubli où il paraît la laisser. Quand les Bourbons perdirent le royaume de France, l'auteur était déjà parvenu à la maturité de l'âge, sans atteindre à la maturité politique. Sans approuver les ordonnances qui ont perdu la dynastie, il avait partagé, il gardait encore bien des illusions. Plus tard, lorsqu'il eut abordé la tribune, il défendit avec sincérité ces illusions, qu'il devait combattre plus tard. Il a commencé par plaider, sous la monarchie de juillet, la cause de la restauration. En écrivant l'histoire de Louis XVIII, il a repris à son insu la plupart des sentimens dont il était animé avant la chute des Bourbons; il aime trop le temps qu'il essaie de retracer pour le juger en toute équité. Les croyances qui ont dicté ses derniers discours ne s'accordent guère avec ses premiers sentimens; il ne s'en aperçoit pas, et garde pour la restauration l'indulgence de sa jeunesse. Je ne veux pas dire qu'il méconnaisse absolument la vérité, ce serait aller trop loin; il la laisse entrevoir et n'ose pas la montrer tout entière : c'est une considération dont l'histoire ne saurait s'accommoder. Pour juger les événemens accomplis sous nos yeux, il faut, dans la mesure de nos forces, nous dépouiller de nos sympathies. M. de Lamartine s'est mis à revivre par la pensée les années de sa jeunesse, et n'a pas su condamner sévèrement, au nom de ses dernières croyances, les hommes et les choses qu'il avait aimés avant de se mêler aux luttes parlementaires. Ce retour vers la première partie de sa vie lui sera facilement pardonné par le grand nombre des lecteurs; pour moi, je crois utile de le condamner, parce qu'il ne s'accorde pas avec les devoirs de

l'historien. Les événemens racontés par les contemporains ont un charme, une vivacité qu'on trouve bien rarement dans les récits de seconde main; mais pour mériter le nom d'historien, en peignant ce qu'on a vu, il faut concilier la fidélité de la mémoire avec la maturité du jugement. Or, en écrivant le règne de Louis XVIII, M. de Lamartine n'a pas tenu grand compte des années révolues; il a oublié comme par enchantement ses derniers combats de tribune, et n'a trouvé pour les fautes les plus évidentes qu'une demi-justice, une demi-sévérité.

Plus on avance dans la lecture de ce livre improvisé en deux ans, plus on est frappé des étranges contradictions auxquelles l'auteur s'est laissé entraîner. Parle-t-il des Bourbons émigrés? il s'attendrit sur leur exil volontaire, et leur reproche à peine d'avoir méconnu les nécessités de leur temps. Arrivé aux cent jours, la justice lui devient facile, la sévérité ne lui coûte rien; il condamne sans effort ce qu'il doit condamner. Napoléon une fois enchaîné sur le rocher de Sainte-Hélène, la lumière qui éclairait son esprit pâlit d'heure en heure; il ne sait pas juger la restauration comme il a jugé les cent jours. Quand Louis XVIII cherche à violer ses promesses et revient au respect du droit par le sentiment du danger, il blâme sa duplicité sans oser la flétrir. Or les principes qui condamnent le gouvernement des cent jours n'absolvent ni l'émigration, ni la restauration. L'émigration et l'appel adressé aux armées étrangères sont un crime contre la patrie. Quand Louis XVIII oubliait le rôle du comte de Provence aux états-généraux et tentait par la ruse ce qu'il n'eût osé tenter par la force, — la résurrection de l'ancien régime, — sa conduite n'était pas moins criminelle qu'imprudente. Son intérêt personnel, les droits qu'il avait reconnus, lui prescrivaient l'accomplissement de ses promesses. Pourquoi donc M. de Lamartine juge-t-il avec tant d'indulgence l'émigration et la restauration? J'ai tâché de l'expliquer; je crois y avoir réussi, et je ne me charge pas de le justifier; une telle tâche serait au-dessus de mes forces. Les diverses parties de ce livre ne semblent pas appartenir au même esprit; on dirait que l'historien des cent jours ne connaît pas l'historien de l'émigration, et que l'historien de la restauration n'a jamais rencontré l'historien des cent jours. On aimerait à voir un livre signé d'un seul nom révéler à chaque page les sentimens d'un homme toujours comparable à lui-même; M. de Lamartine paraît s'attacher à nous prouver qu'il y a en lui plusieurs hommes.

Le règne de Charles X n'a pas reçu tous les développemens qu'il comportait, et pourtant ce règne, qui n'a duré que six ans, peut seul servir à expliquer la chute des Bourbons. Dans ce récit si rapide,

M. de Lamartine apporte un contingent de renseignemens personnels. Il a connu M. de Polignac, il a rempli des fonctions diplomatiques sous son ministère; mais hélas! quel usage fait-il de ces renseignemens personnels? Il nous raconte ses conversations avec M. de Polignac, et la conclusion qu'il en tire, c'est que le premier ministre de Charles X était illuminé, avait des visions. Quand la politique est livrée à de telles inspirations, on entre de plain pied dans le domaine de la folie. Puisque M. de Lamartine n'avait rien de plus nouveau à nous dire sur le dernier ministère de Charles X, il eût mieux fait de s'en tenir aux documens recueillis par ses devanciers. Un roi partagé entre la chasse et la dévotion, prenant pour conseiller un illuminé, offre au lecteur un spectacle navrant : la colère disparaît devant la pitié. Dès que la conquête d'Alger est résolue, les moins clairvoyans comprennent que le lendemain de la victoire sera signalé par un coup d'état, et en effet cette prophétie, qui était dans toutes les bouches, s'accomplit avec une littéralité désespérante.

M. de Lamartine ne dit pas assez nettement que le ministère Martignac fut le seul ministère libéral de la restauration. C'est un point sur lequel il était nécessaire d'insister. Il condamne, mais en termes trop rapides, les projets de loi sur le sacrilège et sur le droit d'aînesse. Ces deux projets de loi étaient pourtant la préface des ordonnances; le droit d'aînesse et la peine du sacrilège n'allaient pas à moins qu'à supprimer, à biffer d'un trait de plume la révolution française. M. de Lamartine, tout entier à l'agonie de la monarchie, effleure à peine ce double sujet, si bien que, malgré l'entêtement de Charles X, malgré les visions du prince de Polignac, le dénouement paraît trop brusquement amené. Quand on voit à quelle dure condition M. de Martignac se résignait pour réconcilier la nation et le roi, et comment il en était récompensé, on s'étonne qu'il ait gardé si longtemps le pouvoir. Pour accepter le gouvernement au milieu de pareils tourmens, de pareilles trahisons, il faut plus que du dévouement, il faut de l'abnégation. M. de Martignac sentait le terrain miné sous ses pieds par les courtisans, par le clergé, et cependant il n'a pas déserté son poste. Sans l'aveuglement insensé de Charles X, qui sait combien de temps le ministre dévoué eût maintenu la monarchie en équilibre!

Il est donc permis d'affirmer que le règne de Charles X n'offre qu'un récit écourté; mais je ne veux pas quitter ce livre sans présenter deux ordres de considérations. En premier lieu, je regrette que M. de Lamartine, après avoir raconté l'histoire de la restauration, ne marque pas l'écueil contre lequel viennent se briser les dynasties ramenées par les armées étrangères. Toutes leurs destinées se res-

semblent : elles n'ont rien appris, rien oublié. Toute leur conduite repose sur une erreur radicale : elles croient pouvoir recommencer le passé, et le jour où elles reconnaissent qu'elles se sont trompées, il est trop tard pour revenir sur leurs pas. Telle est la pensée que j'aurais désiré voir se développer comme épilogue du récit. En second lieu, je suis bien forcé de signaler dans cette histoire l'absence complète d'austérité. Il est triste de voir l'histoire ainsi réduite aux proportions du roman : on a dit et on a eu raison de dire que l'histoire est l'école des peuples et des rois ; mais pour que les peuples et les rois recueillent dans le tableau du passé des leçons fécondes, il faut que l'historien renonce au désir d'amuser le lecteur. Or ce désir éclate à chaque page dans le livre de M. de Lamartine. L'auteur prodigue en toute occasion les anecdotes, les détails biographiques, et il oublie de caractériser les événemens.

Consultez les lecteurs de bonne foi, demandez-leur quel profit ils ont tiré de ce long récit ; ils avoueront qu'ils n'ont pas appris grand-chose : au lieu de s'instruire, ils se sont amusés. Combattre la popularité de pareils livres semble peine perdue, car la foule s'empresse de les dévorer, sans tenir aucun compte des remontrances. Cependant il ne faut pas se lasser de les condamner, car la cause de la vérité finit tôt ou tard par triompher. Les plus complaisans nous accuseront peut-être de faire la moue à notre plaisir ; nous les laisserons dire, et nous attendrons sans inquiétude l'action du temps. Dans dix ans, qui donc se souviendra de l'*Histoire de la Restauration* ? Il faudra s'adresser aux bibliographes pour en avoir des nouvelles. Loin de moi toute pensée amère : je ne voudrais pas blesser un écrivain dont le nom occupe dans notre littérature un rang si glorieux ; mais je suis bien forcé de lui dire qu'il s'est complètement mépris sur la nature du travail qu'il avait abordé. Pour le mener à bonne fin, il était indispensable de sacrifier les anecdotes à la politique intérieure, à la diplomatie. Or M. de Lamartine a reculé devant la difficulté de sa tâche, et tous ceux qui portent à son talent une affection sincère doivent avoir le courage de l'avertir. Le double succès qu'il a obtenu avec l'*Histoire des Girondins* et l'*Histoire de la Restauration* ne ferme pas nos yeux à l'évidence. Les applaudissemens qu'il recueille ne viennent pas des vrais juges, et ces derniers finiront toujours par avoir raison.

Je ne crois pas que les hommes voués aux études historiques m'accusent d'un excès de sévérité. J'ai loué dans l'*Histoire de la Restauration* ce qui méritait d'être loué, — l'histoire des cent jours. Si dans le règne de Louis XVIII ou de Charles X j'avais rencontré des pages d'une égale valeur, je n'aurais pas négligé de les signaler.

Que l'auteur ne s'en prenne qu'à lui-même si je me suis montré avare d'éloges. Ce qui domine dans ce livre, qui devrait se recommander par la simplicité, c'est la recherche assidue de l'effet théâtral. Je serais injuste envers M. de Lamartine, si je n'avouais pas qu'il entend parfaitement la mise en scène; il groupe ses personnages comme s'il s'agissait d'une œuvre dramatique. Malheureusement, quand le lecteur arrive à se demander si les choses ont dû se passer ainsi, il ne tarde pas à reconnaître l'artifice et la supercherie. Malgré sa faiblesse pour ce talent populaire, il ne peut se défendre d'une sorte d'étonnement, et se demande comment il a été pris pour dupe. C'est un sentiment auquel n'échappent pas les lecteurs habitués à ne pas se contenter de leur première impression. Ces lecteurs sont malheureusement en minorité, mais ils ne font pas mystère de leur étonnement, et leur étonnement se propage.

Est-il permis d'espérer que M. de Lamartine, en abordant un sujet nouveau, changera de méthode? Une telle espérance serait de notre part une grande témérité. A voir comme il passe de la Toscane à la Turquie, comme il abandonne le siècle des Médicis pour l'empire ottoman, il est trop manifeste qu'il ne prend pas la peine d'étudier. L'histoire n'est pour lui qu'un sujet d'amplification, un exercice de rhéteur. Il avait annoncé l'*Histoire du Directoire*, tout à coup il tourne le dos au directoire sans que le public sache pourquoi. Dans les conditions où il s'est placé, l'étude devient inutile. Il possède désormais la science universelle. Les choses qu'il ne sait pas sont pour lui comme si elles n'étaient pas. C'est exactement comme s'il les savait.

Il est donc à présumer qu'il obéira longtemps à la méthode qui lui a si bien réussi; tant qu'il n'aura pas rencontré sur sa route l'indifférence et le dédain, il ne renoncera pas à l'amplification. Pour tous ceux qui aiment à voir les plus grands noms de notre littérature demeurer purs et garder leur éclat, c'est un sujet d'affliction; car depuis que M. de Lamartine est entré dans le domaine de l'histoire, il va s'amoindrisant de jour en jour. Ses flatteurs lui répètent chaque matin qu'il peut tout oser, qu'il connaît le passé bien mieux et plus sûrement que les esprits patients qui se croient obligés d'étudier les faits avant de les raconter. Ces coupables mensonges n'empêcheront pas l'auteur de succomber sous le nombre et le poids de ses ouvrages historiques, et le public, lassé d'un plaisir stérile, voudra demander des leçons à l'histoire. M. de Lamartine ne pourra secouer ses habitudes d'indolence, il n'aura pas le courage d'étudier longtemps avant de prendre la parole, et la popularité désertera son nom, qui devait demeurer éternellement jeune. Pour changer de route, il sera trop tard. Bon gré mal gré, il s'obstinera dans l'amplification.

Qu'il ne se plaigne pas du moins de n'avoir pas été averti. Depuis l'*Histoire des Girondins*, il a entendu plus d'une voix sincère au milieu de ses triomphes. Il est vrai que pour suivre ces conseils salutaires, il eût dû se résigner à un long silence; mais ce silence eût été fécond, car il eût permis à l'auteur d'étudier. M. de Lamartine n'a pas voulu : qu'il se résigne donc à porter la peine de son aveuglement. Il a cru qu'il pouvait en se jouant aborder les époques les plus diverses et promener sa fantaisie dans le monde entier. Pareille illusion ne se comprendrait pas chez un autre homme; je l'explique par les éloges sans nombre prodigués à ses moindres ébauches. Son nom restera grand dans le passé entre les *Méditations*, les *Harmonies* et *Jocelyn*; mais qu'il ne compte pas sur la durée de ses œuvres historiques, car elles ne méritent pas de durer.

Si M. de Lamartine veut garder dans le domaine de l'histoire la place qu'il a conquise dans le domaine de la poésie, il faut qu'il dise adieu aux flatteurs, et qu'il se fasse des amis prompts à le censurer. Au début, l'épreuve sera rude, mais il sera bientôt dédommagé de sa résignation. Dans l'étude des faits, son esprit se rajeunira. Marchant sur un terrain solide et bien connu, il trouvera sans peine l'émotion sans recourir à l'effet théâtral. Souscrira-t-il aux conditions du marché? Abandonnera-t-il l'improvisation pour produire à loisir une œuvre simple et savante? Que les flatteurs qui l'ont endormi jusqu'ici dans une confiance trompeuse consentent à se taire, et la moitié du chemin sera faite. Quand il ne sera plus étourdi d'éloges, livré à lui-même, il ne s'abusera pas longtemps sur la valeur de ses amplifications. Alors il entendra la voix de ses vrais amis, de ceux qui voient dans son nom une des gloires de la France. Alors il ouvrira les yeux et s'étonnera de sa présomption. Quand les hommes les plus éminents de notre temps, MM. Augustin Thierry, Thiers et Guizot, se préparent à écrire l'histoire par de longues et patientes études, c'est une singulière prétention que d'aborder l'histoire sans l'avoir étudiée. Le temps respecte peu ce qu'on a fait sans lui, c'est un vieux proverbe qu'il ne faut jamais oublier.

GUSTAVE PLANCHE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 août 1854.

Le mot de cette longue énigme qui se composait de marches et de contre-marches, de tant d'opérations contradictoires et de mouvemens confus exécutés par l'armée russe sur le Danube, le mot de cette énigme, disons-nous, vient d'être en partie révélé. Les soldats du tsar ont reçu l'ordre d'évacuer les principautés pour se retirer derrière le Pruth, et communication de cet ordre a été donnée aussitôt au cabinet de Vienne. La Russie, après avoir épuisé tous les moyens de se soustraire à cette nécessité suprême de sa position, a fini par se rendre à la force des choses. Au premier abord, ce mouvement de retraite semblerait devoir être d'un grand poids dans les circonstances présentes; en réfléchissant peu, on pourrait y voir une sorte de satisfaction donnée aux manifestations pressantes et réitérées de l'Autriche dans ces derniers temps. Par le fait, malgré l'empressement apparent du cabinet de Saint-Petersbourg à notifier cette résolution à Vienne, rien n'est changé ni pour la France et l'Angleterre, ni même pour l'Autriche. On ne peut seulement se défendre d'un retour pénible sur un passé si récent en voyant la Russie faire tardivement aujourd'hui ce qui aurait pu, il y a un an, empêcher la guerre sans détourner l'Europe de ses travaux et de ses intérêts, et en la laissant elle-même dans sa grande et menaçante situation.

Que demandait-on en effet au tsar, si ce n'est d'arrêter son armée sur le Pruth? et quand celle-ci a eu franchi le fleuve, de la faire revenir sur ses pas? De quelque obscurité que le cabinet de Saint-Petersbourg s'obstine encore, dans ses dernières dépêches, à envelopper les causes de la crise actuelle, il n'en reste pas moins clair comme le jour que la guerre dérive, dans son principe, d'un fait unique, — le passage du Pruth. Si le Pruth n'eût point été franchi, il est parfaitement évident que les questions soulevées par le prince Menchikof ne seraient pas sorties du domaine diplomatique. Si même après la première apparition de son armée dans les principautés le tsar eût cédé aux avis, aux sollicitations qui ne lui ont pas manqué, la paix n'était

pas moins certaine. Qu'a donc gagné l'empereur Nicolas à passer outre ? Il a perdu vingt mille hommes dans des opérations sans suite et sans gloire ; il a montré à ses soldats un moment fanatisés l'impuissance de cette croisade qui devait le conduire à Constantinople et à Jérusalem ; il a fourni à l'armée turque l'occasion de s'aguerrir et de s'illustrer à Oltenitza, à Kalafat, à Silistria ; il a attiré les armées anglo-françaises sur le Danube, l'armée autrichienne sur la frontière moldo-valaque. Et, en fin de compte, ce qu'il aurait pu faire, il y a un an, de sa libre volonté, dans la plénitude de son prestige politique, il est obligé de le faire en ce moment sous le coup d'échecs multipliés, devant une coalition qu'il a lui-même nouée de sa main. Voilà le premier résultat de la triste campagne de la Russie ! Et toutefois, malgré les incertitudes et les sacrifices inévitables de la guerre, est-ce à l'Europe de se plaindre que l'empereur Nicolas n'ait point cédé l'an dernier aux représentations qui lui étaient faites relativement à l'invasion des principautés ? La paix, au point de vue de cette question d'Orient destinée à occuper le continent un jour ou l'autre, la paix était certainement plus profitable à la Russie qu'à l'Europe. La Russie restait vis-à-vis de l'empire ottoman avec sa situation menaçante, ses traités onéreux, ses prétentions à demi acceptées ou subies. Sa prépondérance en Orient ne recevait aucune atteinte. Dans les déférences de l'empereur Nicolas aux représentations de l'Europe, on eût vu moins un acte de faiblesse qu'un hommage rendu à un vœu universel de paix et d'ordre général. La retraite des armées du tsar hors des principautés n'a point évidemment le même caractère aujourd'hui, et ne saurait avoir les mêmes conséquences. En réalité, la Russie a résisté tant qu'elle a pu après avoir marché de propos délibéré à l'accomplissement de ses desseins ; là où il lui a été possible de fomentier des soulèvements populaires comme en Grèce, elle les a fomentés ; là où elle a espéré trouver des alliés, elle les a cherchés. Tant qu'elle a cru pouvoir se maintenir sur le Danube, elle y est restée, occupant la Dobrutscha, assiégeant Silistria, et ce n'est que quand elle s'est vue cernée, resserrée de toutes parts, qu'elle a songé à se retirer derrière le Pruth : c'est une nécessité extrême de sa situation qui n'a aucune valeur politique. Si donc la retraite des Russes ouvre une nouvelle phase dans la crise actuelle, elle n'en modifie pas les conditions essentielles, elle ne change pas surtout le but poursuivi en commun désormais par les puissances intervenantes. Cela est si vrai que, même après la communication faite à Vienne de la dernière résolution prise par le cabinet de Saint-Petersbourg, l'Autriche a échangé avec l'Angleterre et la France une note diplomatique d'où il résulte qu'elle est entièrement d'accord avec les deux puissances sur les conditions générales du rétablissement définitif de la paix. Ce dernier acte est du 8 de ce mois.

Comment en serait-il autrement ? La Russie a malheureusement toujours suivi le même chemin depuis que cette terrible question a commencé. Bien des fois déjà on lui a offert les moyens de sortir de la fausse situation où elle s'est placée ; elle a toujours refusé d'accéder à ces moyens, ou, quand elle les eût acceptés peut-être, il n'était plus temps. A l'origine, le cabinet russe n'a point voulu croire à la possibilité d'une alliance entre la France et l'Angleterre. Cette alliance s'est réalisée pourtant, elle s'est manifestée par des

actes, et quand il a fallu compter avec elle, les circonstances s'étaient déjà singulièrement aggravées, les conditions de la paix devenaient plus difficiles. La Russie s'est tournée alors vers l'Allemagne, elle a cherché à la diviser, à la neutraliser; elle n'y a point réussi: les armemens de l'Autriche, le traité d'alliance signé entre le cabinet de Vienne et la Sublime-Porte, sont venus achever de dissiper les illusions, de ce côté du moins. Elle espère encore peut-être aujourd'hui détacher la Prusse en se retirant des provinces danubiennes, et ici, comme toujours, la Russie se trouvera sans doute en retard sur les événemens. La Prusse se tint-elle pour satisfaite, la vérité est que l'occupation des principautés n'est plus désormais qu'un des élémens de la question qui s'agite, et qui a dû s'agrandir dès le jour même où les forces de l'Angleterre et de la France ont paru sur les divers théâtres de la guerre. Il serait trop commode véritablement d'épuiser la patience et la longanimité des cabinets, de mettre l'Europe entière en armes, de placer son ambition et sa volonté au-dessus du droit public, de tenir en suspens tous les intérêts depuis plus d'une année, pour en revenir simplement ensuite à la situation d'où est sortie la guerre. C'est là cependant ce que semble offrir M. de Nesselrode dans la dépêche par laquelle il répondait à la dernière sommation de l'Autriche. Sans doute l'évacuation des principautés, qui est survenue depuis, est une des conditions de la paix, puisque c'est l'attestation visible de l'indépendance et de l'intégrité de la Turquie; mais il est d'autres conditions qui semblent désormais tout aussi nécessaires aux puissances occidentales. M. le ministre des affaires étrangères les résumait récemment dans une dépêche au représentant de la France à Vienne. Elles dérivent de la situation même qui a fait naître les dangers actuels. Ainsi la Russie a profité du droit exclusif de surveillance que lui attribuent les traités sur la Moldavie et la Valachie, pour envahir ces provinces. Sa position privilégiée dans la Mer-Noire, les établissemens formidables qu'elle y a créés, sont une menace permanente contre l'empire ottoman. La possession sans contrôle de la principale embouchure du Danube par la Russie a permis à celle-ci de gêner par des obstacles sans nombre la navigation et le commerce du monde. Enfin le gouvernement russe, par des interprétations abusives, est parvenu à tirer du traité de Kutchuk-Kainardji ses prétentions à un protectorat religieux, d'où est née la lutte actuelle.

Il faut donc que la paix qui sera conclue écarte ces causes incessantes de perturbations, et consacre les garanties de la sécurité européenne. Elle ne le peut qu'en rattachant explicitement la Turquie au système général de l'Europe, en faisant disparaître le droit d'ingérence de la Russie dans la Moldavie et la Valachie, en affranchissant la navigation de la Mer-Noire et du Danube, en révisant les traités dans le sens d'une limitation de la prépondérance russe dans l'Euxin, et en substituant l'intervention collective de toutes les puissances en faveur des sujets chrétiens du sultan au protectorat exclusif que revendique le tsar. Ces garanties, qui impliquent le renouvellement de toutes les conditions politiques de l'Orient, l'opinion universelle les présentait et les indiquait déjà; elles ont acquis un caractère authentique par les déclarations des ministres anglais dans le parlement, et par la note plus formelle encore de M. Drouyn de Lhuys, qui vient d'être rendue publique.

C'est en pleine connaissance de ces vues aussi bien que du mouvement de retraite de la Russie, que l'Autriche s'est rattachée, le 8 août, par un nouveau lien, à la politique occidentale, en s'interdisant toute paix qui ne stipulerait pas les garanties réclamées par la France et l'Angleterre elles-mêmes.

On peut voir dès lors le chemin qu'a fait la question par le dernier incident. M. de Nesselrode, répondant récemment à la note autrichienne du 2 juin, posait comme condition de l'évacuation des principautés la signature d'un armistice, et en cela la dépêche a été dépassée par les événements; il ajoutait que la Russie était disposée à souscrire aux principes proclamés par le protocole de Vienne du 9 avril; seulement la Russie entend le protocole du 9 avril dans un sens tel qu'elle se trouverait à peu près replacée dans la situation antérieure à la guerre; l'Angleterre et la France, qui savent ce qu'elles ont voulu dire, l'entendent autrement. Entre ces deux interprétations, qui diffèrent autant que possible, l'Autriche a choisi celle des puissances occidentales. C'est là le fait important du moment. Le point de départ d'une négociation quelconque, ce n'est pas l'interprétation russe, c'est l'ensemble de garanties revendiquées par l'Angleterre et la France. Sans doute, il faut s'attendre encore à une certaine indépendance politique de la part du gouvernement autrichien. Ainsi il est très vrai que l'Autriche, en étant diplomatiquement d'accord avec les puissances occidentales, n'a point agi jusqu'ici comme elles. Faut-il en conclure qu'en entrant dans les principautés, elle se prépare à une sorte de médiation armée qui mettrait au même rang les intérêts européens et l'intérêt russe? L'échange de notes du 8 août répond sur ce point aux craintes exprimées de nouveau ces jours derniers par lord Clanricarde dans le parlement anglais. On a dit aussi que le cabinet de Vienne, avant d'occuper les provinces moldo-valaques, exigeait que les troupes ottomanes se retirassent sur la rive droite du Danube. La meilleure preuve qu'il n'en est rien, c'est que les Turcs viennent d'entrer à Bucharest, et c'est d'accord avec l'Autriche, selon les déclarations de lord Clarendon, que la Porte envoyait récemment une commission impériale dans les principautés, pour rétablir l'ordre au nom du sultan, et pour faire une enquête sur la conduite des anciens hospodars au moment de l'invasion russe. Quoi qu'il en soit, c'est aux événements, à des événements prochains selon toute probabilité, qu'il appartient de donner un caractère plus tranché à l'action de l'Autriche. Pour le moment, l'entrée de son armée dans les principautés, c'est l'éviction complète et définitive des Russes. L'Autriche aura ainsi exécuté son traité du 14 juin avec la Porte; il reste à savoir si d'un jour à l'autre des circonstances nouvelles ne la rattacheront pas plus intimement encore aux deux puissances de l'Occident.

On a pu le remarquer, dans les détails de ce dernier incident des complications actuelles, il est fort peu question de la Prusse. La politique des gouvernements a beau se couvrir de voiles; par le fait, on n'en est point à savoir que, sous l'apparence d'une entière identité de vues et de conduite, d'incessantes divergences se sont produites entre les deux principaux cabinets allemands depuis la signature de la convention austro-prussienne du 20 avril. Ces divergences vont-elles se manifester encore à l'occasion de l'évacuation des principautés? Cela est fort à craindre, et il ne serait point surprenant

que la Russie eût fait aussi entrer dans ses calculs de fournir un nouvel aliment aux tergiversations du cabinet de Berlin. La Prusse joue en vérité un rôle singulier depuis quelque temps. Elle craint d'avouer ses préférences, elle n'ose professer une politique, elle se réfugie dans les négociations secrètes et les expéditions de courriers. Ses diplomates vont de Berlin à Vienne, de Vienne à Saint-Petersbourg; elle mêle ses incertitudes à tous les conseils. Et à quoi arrive-t-elle? Elle devient en quelque sorte étrangère à l'une des plus grandes affaires de ce siècle; elle arrive à être une puissance peu consultée, peu écoutée, de telle sorte qu'avec la passion des arrangemens et des médiations, le roi Frédéric-Guillaume a pris la route qui conduit tout droit aux interventions sans crédit et aux conseils sans efficacité. C'est ainsi qu'une puissance de premier ordre passe au second rang. Jusqu'ici, la Prusse s'est contentée de signer des protocoles en refusant d'appuyer ses paroles d'aucun acte sérieux, et en embarrassant même ceux qui voulaient agir. Si elle trouve bon de rester neutre dans une guerre où se débat un intérêt général, comment espérerait-elle être écoutée dans les négociations qui viendront après la lutte? La première condition de l'autorité pour un cabinet, c'est que tout le monde sache que chacune de ses paroles a une sanction. C'est d'ailleurs une grande question de savoir si l'Autriche elle-même ne se décidera point à agir en dehors de la Prusse. L'échange de notes du 8 août est peut-être un premier symptôme de ces dispositions. Tel est donc l'état réel des choses en ce moment. L'évacuation des principautés ne saurait être considérée que comme un incident d'une certaine gravité sans doute, mais qui ne change rien à la situation respective des puissances belligérantes. C'est sur un autre terrain que les véritables conditions de la paix restent à débattre, et c'est là l'œuvre des armées qui poursuivent leurs opérations sur leur double théâtre en Orient et dans la Baltique.

Il y a sans doute des impatiences de l'opinion très compréhensibles à l'égard des opérations militaires, et d'un autre côté la guerre ne peut toujours marcher au gré de toutes les impatiences. Aujourd'hui cependant nous touchons peut-être au moment où peuvent se produire des événemens sérieux. Dans la Mer-Noire, une expédition combinée des armées de terre et de mer semble devoir être dirigée vers les côtes de Sébastopol. Dans la Baltique, l'arrivée du corps expéditionnaire français a déterminé l'attaque d'Aland, qui a eu lieu, dit-on, avec succès. Sur ces deux points, le drapeau des armées alliées ira attendre la conclusion de la paix future. Ce seront les premiers actes décisifs de la guerre. Quelque peu nombreux qu'ils soient encore, il ne faut pas cependant s'y méprendre, ainsi que le disait lord Clarendon avant la clôture du parlement anglais, qui vient d'avoir lieu. Il y a six mois que les hostilités sont ouvertes, et dans cet intervalle une armée considérable a dû être transportée en Orient, où elle est aujourd'hui en mesure d'agir; un corps expéditionnaire est dans la Baltique, et nos flottes occupent les mers fermées aux escadres russes. L'alliance de la France et de l'Angleterre a été resserrée, l'insurrection grecque a été vaincue, l'Autriche a disposé ses forces et réalisé un emprunt qui assure ses ressources financières; enfin la Russie s'est vue obligée d'abandonner les principautés danubiennes. Ce sont là des résultats qui ne sont point certes sans valeur et sans signi-

fication : ils sont un premier témoignage de l'efficacité de l'intervention européenne dans une crise trop profonde et trop sérieuse pour pouvoir être dénouée par un coup de main heureux.

Les affaires d'Orient, quelque douloureux que soit parfois le spectacle de la guerre, ont du moins cet avantage, qu'elles élèvent l'esprit au-dessus des luttes vulgaires et stériles. Il n'en est point ainsi par malheur des événements dont l'Espagne est le théâtre depuis quelques jours, et qui sont venus se mêler aux complications générales de l'Europe. La Péninsule est en proie à une révolution, dont elle ne se rend pas compte elle-même, qui échappe à toutes les directions, à toutes les influences. On avait cru d'abord que l'arrivée du duc de la Victoire à Madrid, que la formation d'un nouveau gouvernement ramènerait le pays à un état plus normal. Espartero est arrivé; il a formé un cabinet dont il est le président, et la situation n'en a pas été meilleure. On est parvenu, il est vrai, non sans peine et sans diplomatie, à obtenir la destruction des barricades de Madrid; mais l'incertitude n'en est pas moins restée dans les esprits et dans les faits, au point de toucher de très près à l'anarchie. Après une révolution accomplie pour rétablir l'empire des principes constitutionnels méconnus, l'Espagne est aujourd'hui un pays sans constitution d'aucune espèce et sans lois, avec une royauté humiliée, un gouvernement qui en est encore à manifester une pensée politique, des partis qui s'observent et des factions menaçantes. Il ne s'agit point de rien conjecturer; il suffit d'observer cet état pour ce qu'il est, c'est-à-dire comme un moment de transition des plus critiques qu'ait pu traverser la Péninsule dans sa longue carrière de révolutions. C'est dans les derniers jours de juillet que le général Espartero arrivait à Madrid et faisait son entrée triomphale, offrant au peuple l'épée de Luchana pour défendre ses droits. Il y avait cependant quelque chose de plus pressé que de tirer l'épée de Luchana, c'était de créer un gouvernement; or là commençait la difficulté. Le mouvement même des partis depuis quelques années indiquait peut-être dans quel sens devait être composé ce nouveau pouvoir. Toutes les fractions libérales de l'opinion dans ces derniers temps se sont réunies dans une même opposition contre les différents ministères qui se sont succédé. Dès lors il semblait naturel de chercher à réunir dans un ministère, ne fût-ce que pour faire face à la situation du moment, quelques-uns des hommes les plus considérables de ces diverses nuances libérales; mais d'une part des noms conservateurs trop connus n'eussent point été sans doute du goût des meneurs révolutionnaires de Madrid, qui n'ont point abdiqué leur droit de représentation, et d'un autre côté cette combinaison politique eût peut-être fait trop complètement disparaître les chefs militaires de l'insurrection. Il en est résulté un ministère où ne figure aucun des hommes éminents des anciens partis, dont les éléments sont assez dissemblables, et dont l'importance se résume dans la présence simultanée au pouvoir du duc de la Victoire et du général O'Donnell. Le ministre le plus connu à côté des deux généraux est M. Pacheco, qui a été longtemps le chef de ce qu'on nommait le parti puritain. Les autres membres du cabinet sont d'anciens progressistes : M. Manuel Collado, M. Lujan, M. Santa-Cruz, M. Jose Alonzo, ancien ministre de la régence du duc de la Victoire; le général Allende Salazar, aide de camp d'Espartero, le même qui était chargé,

il y a peu de jours, de porter les conditions de ce dernier à la reine Isabelle.

C'est donc sur le duc de la Victoire et sur le général O'Donnell, comte de Lucena, que s'est tout d'abord concentrée l'attention. On sait la carrière d'Espartero. Il a soixante-deux ans maintenant. Engagé dans le parti progressiste par une sorte de fatalité plutôt que par choix, il était porté à la régence en 1840 par une révolution, et une révolution le renversait en 1843. Depuis, il est resté complètement en dehors de la vie publique. Le général Espartero a toujours passé pour un courageux soldat devant l'ennemi; malheureusement chez lui l'aptitude politique n'égale pas la valeur militaire; il en a fait la cruelle expérience pendant qu'il était régent. Incertain et sans décision dans le conseil, facilement accessible à l'esprit de coterie, il n'y avait pas deux ans qu'il était au pouvoir, qu'il avait réussi à mettre contre lui tous les partis. C'est pour ses services militaires qu'il est resté honoré. Le général O'Donnell est beaucoup plus jeune; il est né en 1809 et a quarante-cinq ans maintenant. Issu d'une famille très dévouée à Ferdinand VII et même à la royauté absolue, O'Donnell recevait un brevet de sous-lieutenant à l'âge où il ne pouvait certainement se servir d'une épée que pour jouer avec elle, et c'est ce qui explique la rapidité de sa carrière. Il était déjà capitaine à dix-neuf ans et colonel à vingt-cinq ans. Remarqué d'ailleurs comme soldat dans la dernière guerre de succession, il arrivait en 1839 au grade de lieutenant-général; il avait trente ans. C'est en 1839 que par ses habiles opérations il faisait lever le siège mis par Cabrera devant Lucena, et c'est ce qui lui a valu le titre qu'il porte aujourd'hui. On a dit qu'O'Donnell avait été attaché à Espartero; il fut un instant simplement chef d'état-major de l'armée du nord, et de là il passait au commandement en chef de l'armée du centre. Or l'armée du centre à cette époque était dans une certaine mesure une création dirigée contre Espartero, comme l'avait été précédemment l'armée de réserve dont le gouvernement confiait l'organisation à Narvaez. C'est sur O'Donnell et sur son armée que le gouvernement comptait pour balancer l'influence du duc de la Victoire. Quand éclataient au mois de juillet 1840 les événements de Barcelone, qui étaient le premier coup porté par Espartero à la régence de Marie-Christine, O'Donnell envoyait immédiatement sa démission, et au lieu de l'accepter, la régente lui envoyait le grand cordon de Charles III. Au mois d'octobre 1841, sous la régence d'Espartero, l'ancien général de l'armée du centre prenait à Pampelune l'initiative d'une insurrection pour le rétablissement de l'autorité de Marie-Christine, tandis que le malheureux Diego Léon et Concha tentaient à Madrid d'enlever la reine Isabelle. Emigré depuis lors, O'Donnell ne rentrait en Espagne, en 1843, que pour aller comme capitaine-général à Cuba, où il est resté jusqu'en 1848. Nommé en 1849 directeur général de l'infanterie par le maréchal Narvaez, il occupait ce poste jusqu'en 1851, et c'est depuis cette époque que le général O'Donnell était devenu un des membres les plus ardents de l'opposition dans le sénat. Le 28 juin dernier, cette opposition a trouvé son dénouement. Nous ne rappelons pas ces faits pour montrer les vieilles causes d'antipathie qui peuvent exister entre Espartero et O'Donnell. Ils sont unis aujourd'hui, ou plutôt on désire qu'ils le soient, et parce qu'ils se sont trouvés dans un même cabinet, on a cru un moment le péril passé. Le plus difficile était à faire cependant; il res-

tait à gouverner, à tirer l'Espagne de la situation terrible où elle se trouve. Or c'est sous ce rapport que le nouveau gouvernement n'a pas montré jusqu'ici une grande puissance politique.

Le gouvernement espagnol actuel, il faut le dire, a distribué des récompenses à tous les auteurs ou complices de l'insurrection triomphante. O'Donnell a été nommé capitaine-général ou maréchal en même temps que le vieux San-Miguel. Une foule de généraux ont été nommés; des employés de tout rang ont été remplacés. Récemment, c'étaient presque tous les ministres plénipotentiaires au dehors qui recevaient des successeurs. M. Olozaga paraît devoir venir à Paris; M. Antonio Gonzalès, ancien progressiste, va à Londres; M. Pastor Diaz va à Turin. Tout cela n'a certes rien de bien surprenant, c'est un changement de décoration très habituel dans les révolutions. Mais dans l'ordre politique, quels sont les actes du nouveau gouvernement de Madrid? En réalité, le cabinet espagnol n'est point maître de lui; il est à la merci de ses incertitudes et de l'incertitude universelle, et en attendant il se poursuit en détail une sorte de réaction peu réfléchie contre tout ce qui s'est fait depuis dix ans. Ce qu'il y a de plus singulier, c'est qu'après avoir accusé les anciens ministères d'avoir porté la main sur toutes les institutions, sur toutes les lois du pays, on ne fait rien autre chose. On a tout simplement supprimé le conseil d'état; les conseils provinciaux sont abolis. Comme on voit, c'est un procédé peu compliqué; un simple décret suffit pour détruire toute une organisation administrative, et pour ramener les choses au point où elles en étaient en 1843. Une question plus grave se présentait : quelle était la constitution pour laquelle on s'était insurgé? Était-ce la constitution de 1837 ou celle de 1845? Il s'est trouvé que ce n'est ni l'une ni l'autre. Le gouvernement a décidé la convocation de cortès constituantes qui devront aviser. Ces cortès se composeront d'une seule assemblée, et jusque-là l'Espagne est dans cet état qu'un homme d'esprit appelait le *dégouvernement* absolu. Le cabinet de Madrid est sans force, voilà la réalité, et s'il est quelque chose de triste, c'est de voir des hommes comme Espartero et O'Donnell obligés de compter avec toutes les passions révolutionnaires; on l'a vu dans toute cette pénible affaire de la reine Christine. Les ministres, à ce qu'il paraît, auraient désiré faire partir l'ancienne régente, mais les meneurs révolutionnaires s'y sont opposés; ils sont allés en députation auprès du duc de la Victoire, qui a dû rassembler le conseil, et il s'en est suivi que le gouvernement a pris l'engagement de ne laisser partir Marie-Christine ni publiquement ni en secret. C'est aux cortès qu'on réserve la mission de réviser la fortune de la veuve de Ferdinand VII et de prononcer sur elle. La situation de la reine elle-même est-elle beaucoup meilleure? Personnellement sans doute, Isabelle II n'est point menacée; comme reine, son autorité n'existe pas; il y a quelque chose de plus, on s'en sert contre elle-même, contre sa propre dignité. Il y a quelques jours, on mettait dans sa bouche des paroles qui étaient une sorte d'amende honorable devant l'insurrection. Plus récemment encore, on soumettait à sa signature un décret qui décerne une récompense à un des généraux insurgés, et on avait soin de spécifier que c'était pour sa brillante conduite à Vicalvaro. Or, quand l'insurrection se couronne elle-même en haut, il est tout simple que ce même esprit descende dans tous les rangs de la hiérarchie, et c'est ce

qui arrive à Barcelone, où le général Manuel de la Concha en est à se débattre entre des émeutes d'ouvriers contre les fabriques et les séditions qui éclatent dans les corps militaires.

Au milieu d'une telle situation, le duc de la Victoire trouvera-t-il les ressources d'initiative et de décision qu'il n'a point trouvées quand il était plus jeune? A son défaut, le général O'Donnell se montrera-t-il à la hauteur de circonstances qui sont si nouvelles pour lui, puisqu'il est pour la première fois au gouvernement? Ce sont là des questions malheureusement fort douteuses. Pour le moment, l'Espagne marche au hasard, ne sachant plus sous quelles lois elle vit, et sur bien des points les populations sont forcées de prendre d'elles-mêmes des mesures contre les désordres qui les menacent. C'est là sans nul doute un état qui ne saurait durer, et il n'est point impossible que le sentiment de ce malaise profond ne provoque dans l'opinion une réaction favorable. Ce qui est à souhaiter, c'est que cette réaction, au moment où elle se produira, soit dirigée par des hommes intelligens et fermes, capables de ramener la Péninsule à un régime régulier et stable. Le général Narvaez adressait en 1831 cette grave parole aux progressistes : « Le jour où un parti politique pourra laisser le gouvernement, la direction des affaires publiques à un parti opposé, ce jour-là la nation recueillera le prix du sang qui a été versé et de tant de coûteux sacrifices; mais j'ajoute une circonstance : ce sera le jour où ce parti pourra laisser la place à ses adversaires politiques pour que ceux-ci puissent gouverner suivant leur conscience, suivant leurs doctrines, sans être forcés de céder aux exigences de ceux qui voudraient aller plus avant. Là est la condition. » On voit si cette condition est remplie aujourd'hui. Elle est cependant la première loi, si l'Espagne veut rester une monarchie réellement libérale et constitutionnelle, au lieu d'être, comme elle s'est montrée si souvent, une monarchie tempérée par l'anarchie et l'insurrection.

Ces événemens extérieurs restent le principal aliment offert aux préoccupations publiques en France. Ce n'est pas qu'ils réagissent sur notre pays; ils semblent au contraire rendre plus palpable et plus frappant le calme de notre vie intérieure. Si d'habitude ce calme est un résultat naturel du régime sous l'empire duquel se trouve placée la France, qu'est-ce encore lorsque la saison vient tout suspendre dans les régions officielles aussi bien que dans le monde, lorsqu'il y a une sorte de trêve tacite de toutes les relations, de toutes les affaires? Privé de cet aliment des faits et des incidens de tous les jours qui forment l'histoire courante et mobile du temps, l'esprit n'a d'autre refuge que l'étude des choses déjà disparues, ou des mouvemens lointains de la civilisation. C'est la littérature qui résume ces spectacles, qui fait vivre en quelque sorte de la vie du passé qu'elle reproduit, de la vie des autres peuples qu'elle retrace, et ces spectacles ont souvent un intérêt inégal, bien qu'ils restent toujours instructifs par la diversité même des points de vue. Le moment de raconter et de caractériser avec vérité la révolution de février est-il venu? Une telle question peut sembler étrange après toutes les histoires qui ont été écrites déjà. Tous ceux qui ont mis la main dans ces événemens ont fait leur confession, ils ont dit ce qu'ils ont vu ou ce qu'ils ont cru voir, ils ont décrit surtout le rôle qu'ils ont eu la prétention de jouer;

mais ce n'est point là évidemment la véritable histoire inflexible et sévère, le tableau fidèle de ce temps où tout s'est trouvé un moment confondu. Ce tableau, M. H. Castille a-t-il réussi aujourd'hui à le tracer avec exactitude, comme il le pense, dans son *Histoire de la seconde République française*? En réalité, le livre de M. Castille, peu nouveau quant aux faits, ne se distingue que par une certaine vigueur de style et une certaine âpreté de jugement à l'égard de tout le monde; c'est une déclamation démocratique encore plus qu'une histoire. L'auteur se fait le coloriste de la révolution, il a même des moments d'exaltation lyrique au sujet du drapeau rouge, « dont la couleur contente l'œil, dit-il, comme une fanfare contente l'oreille; c'est la couleur de la vie. » Ainsi parle M. Castille en ayant l'air de chanter une strophe sur cette sinistre enseigne des plus funestes journées. Du reste, nul n'est plus sévère que M. Castille pour les héros de février; il les traite presque aussi mal que de simples conservateurs; il les ensevelit tous dans le même linéol que celui de la république, et il les lance glorieusement dans l'histoire. Maintenant l'avenir, si avenir il y a, est sans doute à la jeunesse démocratique, telle que l'entend l'auteur de *l'Histoire de la seconde République française*. Or quel est l'idéal de cette jeunesse? Il serait peut-être difficile de le dire. Ce qu'il y a de certain, c'est que la première parole de cette jeunesse paraît être une véritable mise en accusation de la liberté. M. Castille met très délibérément sur la sellette cette grande coupable qui a ensanglanté la terre. S'il parle de la liberté démocratique, le portrait est vrai sans doute, quoique peu flatteur. Heureusement il y a une autre liberté à laquelle peuvent se dévouer sans crainte les esprits les plus généreux, parce qu'ils ne la séparent pas de toutes les idées de devoir, de toutes les notions morales qui la contiennent et la régulent. Au lieu de déclamer contre cette liberté, mieux vaudrait chercher à s'élever jusqu'à elle, se former à sa pratique, et apprendre comment elle peut devenir durable. M. Castille touche de près, ce nous semble, à ce socialisme qui a de grandes prétentions à l'organisation universelle, et qui absorbe l'individu en supprimant en lui tout sentiment de responsabilité. C'est là le vrai fond du socialisme, et c'est par là surtout qu'il est l'ennemi le plus dangereux de la civilisation humaine.

La liberté n'est point certainement une simple figure dans nos débats politiques contemporains, comme le dit l'auteur; elle est une réalité. Seulement tous les peuples ne sont pas heureux et ne parviennent pas à se l'approprier. Là où elle existe, elle est le ressort de la grandeur d'une race, en même temps qu'elle donne une originalité singulière à ses mœurs, à toute son existence. Le caractère de cette liberté, là où elle existe, c'est justement qu'elle n'est point un mot vide, une déclamation, une abstraction inscrite dans un pacte constitutionnel. Elle est partout : avant d'être dans une loi, elle est dans le caractère, dans les mœurs; elle a sa source dans l'intimité du foyer, et comme elle se concilie avec un sentiment énergique de la responsabilité individuelle, avec le respect de la liberté d'autrui, tout s'agit et marche par un effort commun, sans que l'ordre général soit à chaque instant menacé. Là est la grandeur des États-Unis, là est le principe de leur force. Quelle est l'idée, quelle est la folie qui ne trouve point sa place dans cet immense laboratoire? Les plus étranges aberrations religieuses s'y produisent chaque jour, mais elles ne

visent pas aussitôt à réformer despotiquement la société. Il y a des phalanges, personne ne s'en occupe, sauf ceux qui y vivent, et tout se borne là. M^{lle} Bremer peint avec un singulier intérêt cette existence des États-Unis dans un livre qui vient d'être traduit par M^{lle} Du Puget, *la Vie de famille dans le Nouveau-Monde*.

M^{lle} Bremer a visité successivement les diverses parties des États-Unis, New-York et Boston, Charleston et Savannah. Elle s'est arrêtée partout, observant d'un regard curieux et cherchant à pénétrer le mystère de cette civilisation dans l'enfantement. Le mérite du livre qui a été le fruit de ces observations, c'est qu'il décrit le côté le moins connu de la vie américaine, le côté intime, les mœurs, les hommes, les diverses nuances sociales qui passent sous les yeux de l'auteur. M^{lle} Bremer ne parle ni de la constitution américaine, ni du congrès, ni de l'administration, ni de tous ces appareils extérieurs et souvent artificiels de l'existence d'un peuple; elle fait mieux : elle entre dans le foyer domestique, Reçue partout avec empressement, elle voit se dérouler toutes les scènes intérieures des familles américaines, et c'est là qu'éclate l'originalité de cette forte et étrange race. Les ménages du Massachusetts, la position de la femme dans la société américaine, les usages du monde, les ridicules, les goûts, les excentricités, rien de tout cela n'échappe à l'observation de la voyageuse. Une des plus curieuses parties du livre de M^{lle} Bremer est celle qui traite de la littérature des États-Unis. Ce n'est point une analyse critique : par la lecture de ce livre, on ne connaît même pas beaucoup plus les œuvres de la littérature américaine; mais on connaît les hommes, Longfellow, Lowell, Emerson, Channing. On est transporté dans ce foyer intelligent du Massachusetts, à Boston, où vivent tous ces hommes. Suivez M^{lle} Bremer à Concord; vous trouverez Ralph-Waldo Emerson, le premier des écrivains américains. Cette vie littéraire est du reste très différente de la vie littéraire en France; elle se ressent de cette liberté universelle, de cette décentralisation universelle, pourrait-on dire, qui règne aux États-Unis dans le domaine intellectuel comme dans le domaine politique. C'est en observant, en décrivant tous ces traits de l'existence américaine, que l'auteur de *la Vie de famille dans le Nouveau-Monde* a réussi à faire de ses lettres de voyage une révélation attrayante et instructive des choses de l'Amérique. Elle ne se tait, par reconnaissance sans doute, que sur les défauts du caractère américain.

Les États-Unis célébraient, le mois dernier, le soixante-dix-huitième anniversaire de la proclamation de leur indépendance, date mémorable dans leur vie politique. Certes, s'il est une race qui puisse avoir l'orgueil de ses œuvres et de ses progrès, c'est bien cette race anglo-américaine qui commençait si humblement, le 4 juillet 1776, en formant une nationalité nouvelle, et qui en moins d'un siècle a atteint le degré de grandeur où elle est. L'Union américaine, quand elle se constitua, se composait de treize états, elle en compte trente et un aujourd'hui; elle avait une population de trois millions d'âmes, qui s'élève maintenant à vingt-cinq millions; elle était pauvre et sans commerce, elle occupe désormais un des premiers rangs dans le mouvement commercial du monde. Elle a vu des villes naître là où il y avait le désert, l'industrie transformer son sol, les populations de toutes les contrées

du globe accourir, et ses prétentions ont grandi dans la même mesure. C'est ainsi que l'Union américaine est arrivée à être pour l'Europe, à un certain point de vue, une puissance aussi menaçante que la Russie, avec qui le cabinet de Washington vient de signer un traité de neutralité dans la guerre actuelle. Elle est menaçante par son esprit d'envahissement, par ses tentatives dominatrices, par l'âpreté jalouse et exclusive de ses ambitions; elle a cette autre ressemblance avec la Russie, que le droit lui importe peu : elle marche en avant, sûre d'avoir pour elle la suprême raison de la force. Il y a peu de jours encore qu'un sloop de guerre, envoyé par le cabinet de Washington, allait bombarder un port de l'Amérique centrale, San-Juan de Nicaragua, pour une injure douteuse. Notez que depuis plus d'un an la diplomatie de l'Union est occupée à agiter ces contrées de l'Amérique centrale. C'était d'abord un traité que M. Squiers allait négocier avec le Honduras pour l'établissement du chemin de fer interocéanique, et aujourd'hui on ne parle de rien moins que d'une démarche faite par le Honduras pour demander son annexion pure et simple aux États-Unis. Il y a quelques mois, avant les circonstances qui ont amené le bombardement de San-Juan, un ministre de l'Union, M. Borland se rendait dans le Nicaragua, et en remettant ses lettres de créance, il prononçait un discours qui était une sorte de manifeste, un exposé audacieux de la politique américaine; c'était de plus comme un défi jeté à l'Angleterre. M. Borland développait longuement la doctrine connue de Monroë, et montrait tous les liens qui existent entre les États-Unis et les républiques voisines. Après tout, que peut-on reprocher à la politique américaine? Est-ce son ambition usurpatrice? Elle a mis la main, il est vrai, sur le Nouveau-Mexique et sur la Californie; mais elle les a payés, et elle s'est contentée de s'approprier ces deux provinces, lorsqu'elle aurait pu garder le Mexique tout entier. Peut-on l'accuser de déguiser l'esprit de conquête sous le nom d'annexion? Qu'y a-t-il d'étrange que les États-Unis désirent faire le bonheur des autres pays en les associant à leur prospérité? En parlant à ces républiques de l'Amérique centrale, M. Borland avait soin d'ailleurs d'ajouter qu'il n'y avait aucun antagonisme entre leurs intérêts et ceux de l'Union. Ce n'est là qu'un symptôme de ce travail permanent et obstiné d'envahissement.

Les journaux américains rappelaient récemment quelques-uns des actes accomplis depuis peu. Les plus saillants sont sans nul doute le traité avec le Japon et le traité avec le Mexique, qui vient d'être ratifié. Le premier de ces traités est le fruit de l'expédition partie ces dernières années des États-Unis pour aller forcer la barrière derrière laquelle le Japon s'est retranché jusqu'ici. Le Japon, comme on sait, n'est en relations de commerce qu'avec les Hollandais et les Chinois. Le roi de Hollande écrivait, il y a quelques années, à l'empereur du Japon pour l'engager à ouvrir quelques-uns de ses ports aux Européens; mais le souverain japonais répondait qu'il ne voulait pas se laisser entamer sur un point, de peur de devenir plus vulnérable sur tous les autres. Il n'en a pas moins cédé au commodore Perry, quand il s'est présenté à la tête de son escadre. D'après le traité signé le 31 mars 1854, les ports de Simoda et de Hakodade sont ouverts aux Américains, qui pourront y aller chercher le bois, l'eau, le charbon de terre et autres marchandises. Diverses

stipulations sont destinées à garantir le sort des naufragés. Une particularité de cette négociation, c'est que les commissaires japonais ont vivement insisté pour que le gouvernement des États-Unis ne permit jamais à une dame de visiter le Japon. Les négociateurs n'ont pu même arriver à s'entendre, et la difficulté est encore à résoudre. Quelle chance ce traité offre-t-il aux autres pays? Quelle perspective ouvre-t-il au commerce général? C'est là ce qu'il serait difficile de dire. Ce qui est certain, c'est que les États-Unis n'ont point tardé à tirer avantage de la facilité qui leur était offerte de trouver du charbon sur leur route. Ils viennent de créer une ligne de paquebots à vapeur de la Californie en Chine et faisant relâche au Japon. C'était là le but de leur traité, et néanmoins ils ont ouvert la brèche par où tous les autres peuples peuvent entrer à leur tour.

C'est un intérêt plus immédiat qui s'agite dans les relations des États-Unis avec le Mexique. L'Union achète tout simplement morceau par morceau la république mexicaine. Il y a quelques mois, on s'en souvient peut-être, le général Gadsden allait négocier avec le gouvernement du général Santa-Anna un traité qui cédait une portion assez considérable du territoire mexicain dans la vallée de Messilla aux États-Unis, et qui en retour assurait au Mexique une certaine somme qui devait être immédiatement versée. Ce traité, tout onéreux qu'il fût, garantissait encore dans son texte primitif quelques intérêts mexicains; mais par malheur il a été modifié à Washington. D'abord la somme à payer a été réduite de 15 millions de piastres à 10 millions. En outre les États-Unis ont supprimé un article qui leur imposait l'obligation de faire poursuivre les aventuriers, toujours prêts à violer le territoire mexicain. Enfin les Américains deviennent à peu près maîtres de l'isthme de Tehuantepec, où était projetée, comme on sait, une voie de communication interocéanique. Le général Santa-Anna est entré, à ce qu'il paraît, dans une fureur singulière quand il a appris ces changements. Il ne parlait de rien moins que de refuser la ratification. Le fait est pourtant qu'il a ratifié le traité par cette raison souveraine, qu'il a besoin d'argent et que les finances mexicaines sont dans le plus déplorable état de désorganisation. Le déficit du Mexique, sans compter la dette extérieure et intérieure, s'élève à quelque chose comme 17 millions de piastres, environ 85 millions de francs. Quant à ses ressources, elles sont à la merci des révolutions, et malheureusement aussi souvent des dilapidations. Le général Almonte, représentant de Santa-Anna à Washington, a donc touché déjà 7 millions de piastres sur l'indemnité des États-Unis pour le dernier traité. Cette somme contribuera-t-elle à améliorer les finances du Mexique? Il serait difficile de le dire. Une chose certaine, c'est qu'il n'aura plus son territoire, et pour les États-Unis ce territoire est d'un grand prix, puisqu'il permet d'établir une communication directe de l'Océan Atlantique à l'Océan Pacifique.

Le traité avec le Mexique était depuis quelque temps la grande affaire des États-Unis. Voilà cette question vidée comme l'ont voulu les passions américaines. Il reste une autre question qui n'est pas moins grave, c'est celle de Cuba. Elle est née, comme on sait, du traitement que le capitaine-général de La Havane a fait essuyer au navire américain le *Black-Warrior*, ou plutôt cet incident n'a été qu'un prétexte. Dans le fond, après le premier bruit, le

cabinet de Washington était loin de maintenir ses prétentions premières. On avait d'abord réclamé à Madrid la révocation des autorités supérieures de Cuba et une indemnité considérable pour le navire lésé, ce qui avait été péremptoirement refusé. Dans ces derniers temps, le gouvernement du général Pierce en était revenu à une appréciation beaucoup plus modérée de cet incident. Il demandait simplement qu'on lui démontrât que le *Black-Warrior* avait véritablement enfreint les réglemens de douane. Cette preuve faite, la question n'existait plus; mais tandis que le cabinet de Washington se modérait, l'opinion publique s'exaltait au contraire. De toutes parts naissaient les projets d'invasion. Des enrôlemens se faisaient publiquement, des sommes considérables étaient souscrites, et les approvisionnemens d'armes se poursuivaient, si bien que le général Pierce finissait par être obligé de publier une proclamation nouvelle pour empêcher les expéditions projetées. Depuis, ces tentatives n'ont fait que prendre un caractère plus sérieux. Du reste, le capitaine-général de Cuba avait fait à son tour ses préparatifs. C'est dans ces circonstances que sont survenus les derniers événemens d'Espagne, et aujourd'hui le capitaine-général de Cuba, le marquis de Pezuela, vient d'être remplacé par le général Jose de la Concha. La question est de savoir si la dernière révolution espagnole ne sera pas un motif de plus pour les aventuriers américains de poursuivre leur entreprise.

Voici déjà quelques jours que l'Égypte a vu s'opérer une modification grave dans sa situation. Le pouvoir vient de changer de mains par suite de la mort du vice-roi, Abbas-Pacha. Le successeur de ce dernier est Saïd-Pacha. L'hérédité en Orient, on le sait, n'a point les mêmes règles que dans l'Occident. Saïd-Pacha n'hérite pas de la vice-royauté d'après le droit admis en Europe, mais parce qu'il est le plus âgé des membres de sa famille; il est le quatrième fils de Méhémet-Ali. C'est en vertu des mêmes règles qu'Abbas-Pacha avait déjà reçu l'autorité à son avènement, bien qu'il ne fût que l'aîné des enfans du second fils de Méhémet-Ali, et qu'il existât des enfans d'Ibrahim-Pacha. Ce droit a du reste été consacré par la loi de constitution du pachalik héréditaire de l'Égypte. On se souvient encore de la renommée, de la popularité, dirons-nous, que s'était acquise Méhémet-Ali par les réformes qu'il avait accomplies en Égypte. Il était parvenu à jouer un grand rôle dans la politique européenne par l'incontestable génie qu'il avait montré dans sa longue vie. Il avait transformé l'Égypte en demandant à l'Europe les ressources de son industrie et de sa science. Si quelque chose cependant peut révéler ce qu'il y avait de violent, d'artificiel, de purement personnel en quelque sorte dans les réformes du vieil Arnaut, c'est ce qui est arrivé à sa mort. Méhémet-Ali soutenait cet édifice d'une main de fer. Quand il a disparu, il n'est plus rien resté. Au lieu de continuer son œuvre, son successeur s'est appliqué à la détruire, allant même jusqu'à persécuter souvent les hommes qui avaient servi son grand-père. De l'héritage de Méhémet-Ali, Abbas-Pacha n'avait accepté que le despotisme sans limites. Il ne savait pas se servir de ce terrible moyen dans une pensée utile. Plein de vices et de caprices bizarres, il semblait se complaire dans la solitude qu'il se créait, ne s'occupant pas d'ailleurs des affaires de l'état qu'il avait à gouverner. En définitive, il est mort misérablement au Caire, après un règne qui laisse peu de souvenirs

honorables; on dit même aujourd'hui qu'il est mort assassiné par deux de ses mameloucks, qui l'ont volé après l'avoir étranglé.

Abbas-Pacha laisse une œuvre immense à recommencer. Son successeur, Saïd-Pacha, parviendra-t-il à réparer ces désastres d'un règne malfaisant, et à replacer l'Égypte dans des conditions meilleures? Il en a, dit-on, le plus ferme désir. Il est jeune encore, il a trente-deux ans à peine; il a été élevé en France, il aime la civilisation européenne. L'Égypte, pour sa part, a vu avec enthousiasme son avènement. Ce sont là sans doute bien des conditions de succès. D'ailleurs les premiers actes du nouveau vice-roi ont déjà confirmé l'idée qu'on s'était faite de la politique qu'il était décidé à suivre. C'est ainsi que Saïd-Pacha a levé les prohibitions que son prédécesseur faisait peser sur le commerce des grains, et cette mesure, utile pour le commerce étranger, a été surtout profitable aux populations égyptiennes. Il reste maintenant au nouveau gouvernement à surmonter les embarras financiers que lui a légués Abbas-Pacha, et ce n'est pas la moindre difficulté. On peut donc prévoir pour l'Égypte un règne intelligent, protecteur et sympathique pour l'Europe.

CH. DE MAZADE.

REVUE LITTÉRAIRE.

LEZIONI DI STORIA SUBALPINA (LEÇONS D'HISTOIRE SUBALPINE), par M. Paravia, professeur d'histoire et d'éloquence à l'université de Turin (1). — L'auteur de ces études publie chaque année depuis 1850 un ou deux volumes qui sont le résumé de son enseignement. Nous ne nous bornerons donc pas à rendre compte ici du dernier ouvrage qu'il vient de publier; nous croyons devoir aussi dire un mot de ses aînés, qui ont encore, indépendamment de leur valeur réelle, tout l'attrait de la nouveauté pour le public français.

Il faut avant tout parler un peu de l'auteur. M. Paravia est de ces écrivains qui ne se recommandent pas moins par la générosité du caractère que par les qualités de l'esprit. Né à Zara, en Dalmatie, il a créé dans cette ville une bibliothèque publique aux dépens de celle qu'il avait formée pour lui-même à grands frais; chargé par le roi Charles-Albert de fonctions importantes dans le haut enseignement, il a fait don à ce prince de la bibliothèque toute militaire du capitaine Paravia, son oncle, ancien officier au service de la république de Venise; professeur, il a vu passer bien des générations; ses élèves, malgré de naturelles divergences d'opinion, sont restés ses amis. M. Paravia est le *vir bonus* des anciens; on ne peut douter, après avoir lu ses ouvrages, qu'il ne soit en même temps *dicendi peritus*.

C'est en 1850 qu'a commencé la série des publications de M. Paravia. Ses *Memorie Veneziane di Letteratura e di Storia*, qui parurent alors, sont un recueil d'études historiques et littéraires sur quelques auteurs vénitiens, comme Gozzi, Bernardo et Carlo Cappello, oncle et père de la fameuse Bianca

(1) Deux volumes, Turin 1851-54.

Cappello, qui devint duchesse de Toscane. On ne saurait louer assez le soin consciencieux que M. Paravia porte dans ses moindres travaux : des notes rejetées à la fin de chaque étude éclaircissent tout ce qui peut paraître obscur, et ces notes sont suivies, pour chaque auteur, d'une exacte bibliographie. Ce qui intéresse surtout dans ce recueil, c'est le récit des derniers jours de la république de Venise, d'après les souvenirs manuscrits du capitaine Paravia, qui a joué un rôle modeste, mais actif, dans ces événemens. Le lecteur français trouve avec plaisir des détails peu connus sur le séjour de Louis XVIII à Vérone et sur la conduite du général Bonaparte en Lombardie. S'il faut tout dire, il nous semble que M. le professeur Paravia traite un peu sévèrement les Français : ils sont pour lui des ennemis, non moins que les Autrichiens. N'eût-il pas dû reconnaître là, comme il le fait ailleurs, que les armées de la république et la vice-royauté du prince Eugène ont apporté le progrès à l'Italie du nord, maintenue plus tard dans la routine par la domination autrichienne ?

Un volume sur l'art de composer des inscriptions en langue vulgaire (1) suit les *Memorie Veneziane*. Un volume sur ce sujet, cela peut, au premier abord, paraître un peu long, mais il faut dire que M. Paravia n'a consacré à l'*épigraphie vulgaire* que quatre leçons : si maigre que soit le sujet, il était difficile de le traiter avec plus de brièveté ; quant à l'à-propos, il ne saurait être contesté. C'est un préjugé encore répandu en Italie que les inscriptions doivent être écrites en latin ; M. Paravia combat dans une certaine mesure cette opinion trop absolue, et fait remarquer avec raison qu'à Bologne, par exemple, où elle règne en maîtresse, on a soin d'écrire en italien tout ce qu'on désire faire comprendre. M. Paravia a donc fait une œuvre utile non moins qu'originale. Sans doute les préceptes qu'il donne pour écrire une bonne inscription sont un peu ceux du style en général, clarté, précision, brièveté ; mais il n'est pas sans intérêt de connaître les différentes abréviations, suppressions ou élégances qu'une épigraphe comporte. Le reste du volume n'est que l'exemple judicieusement joint au précepte. M. Paravia recueille cent inscriptions, funéraires ou autres, composées par lui avec beaucoup d'art. Sa supériorité dans ce genre est bien reconnue à Turin : c'est lui qui a été chargé des inscriptions nombreuses qui ornent l'église pour les funérailles solennelles de Charles-Albert et de Gioberti, et pour le service funèbre des victimes de la bataille de Novare. Son talent a répondu à la confiance du gouvernement piémontais : on trouve tout ensemble dans ces épigraphes le sentiment national et le sentiment religieux.

En 1852 paraissaient les *Lezioni di varia letteratura*. Le titre de ce volume indique assez que M. Paravia n'a pas prétendu nous donner un cours complet de littérature italienne, ni même, comme M. Villemain, l'ensemble de ses leçons pendant une certaine période : il s'est borné à choisir celles qui lui ont paru les mieux composées ou les plus intéressantes. Peut-être éprouverait-on quelque surprise en passant brusquement et sans transition d'un sujet à un autre, du général au particulier, si l'on voulait lire plusieurs leçons à la suite ; mais chacune, prise séparément, offre un véritable intérêt.

(1) *Della Epigrafa volgare*, 1850.

Sans doute aussi des études sur la tragédie, sur la satire, sur l'éloquence sacrée, n'ont rien de bien nouveau. Toutefois ce qui les rajeunit pour nous, c'est qu'il est surtout question des tragiques, des satiriques, des prédicateurs italiens. Quant aux leçons où M. Paravia nous fait connaître quelques écrivains dont le nom est à peine parvenu jusqu'à nous, comment ne pas lui savoir gré de les avoir imprimées? Sait-on bien en France qu'au XVIII^e siècle l'Italie a eu deux ou trois poèmes didactiques d'un mérite réel? Zaccaria Betti écrivait alors sur *le ver à soie*; Giambattista Spolverini sur *la culture du riz*; Bartolommeo Lorenzi sur *l'agriculture dans les pays montagneux*. M. Paravia nous fait connaître avec impartialité les beautés et les défauts de ces trois poèmes, et les fragmens qu'il cite, s'ils ne donnent pas le désir de lire l'œuvre en entier, font du moins qu'on s'applaudit d'avoir lu l'analyse habile et les citations choisies qui peuvent nous en dispenser.

Sous ce titre : *Carlo Alberto e il suo regno*, M. Paravia s'est borné à réunir les discours officiels prononcés par lui-même à l'éloge du roi Charles-Albert. C'était un usage à Turin qu'à l'ouverture de l'année scolaire les deux professeurs d'éloquence fissent alternativement un discours de rentrée et l'éloge du prince régnant. Six fois dans l'espace de douze ans M. Paravia s'est donc vu obligé de se conformer à cet usage, dont le moindre inconvénient n'était pas de forcer l'orateur à des redites ou à de bien maigres louanges, s'il ne voulait se répéter ou copier son collègue. On était réduit alors à louer le roi d'avoir institué un conseil d'état, promis un code, ouvert une galerie de tableaux, fondé une bibliothèque, une université, des hôpitaux, éclairé Turin au gaz, ou même, quand tout cela était dit, il fallait faire l'éloge des citoyens pour leur charité, de la ville ou du pays pour les beautés qu'ils renferment. Telles étaient les difficultés insurmontables d'un pareil sujet : M. Paravia a lutté contre elles avec courage, et par son élégante parole, par son éloquence académique, il a réussi quelquefois à les dissimuler, toujours à se faire applaudir. Ses discours réunis forment bien réellement l'histoire apologétique du règne de Charles-Albert. Ce prince n'avait maintenu un si singulier usage que par respect pour la tradition. Lorsqu'en 1847 il eut l'heure venue d'accomplir les réformes qu'il méditait, parmi tant d'améliorations plus importantes il n'oublia pas la suppression de cet éloge annuel, dont souffrait sa modestie. Libre désormais de choisir son sujet, M. Paravia fit encore, en 1849, l'éloge de Charles-Albert. L'infortuné monarque venait de perdre la bataille de Novare et de mourir à Oporto. Cette pieuse marque d'affection et de reconnaissance inspira heureusement le savant professeur : le discours de 1849 est le plus touchant et le plus éloquent de tout le recueil. Nous mentionnerons encore, comme animée d'une éloquence patriotique, l'oraison funèbre des guerriers morts à Novare : M. Paravia la prononça lui-même sous les voûtes de l'église. Ne se trouvait-il donc pas dans tous les états sardes un prêtre assez patriote, ou du moins assez chrétien, pour porter la parole de paix sur ces tombes fraîchement remuées, et comment le clergé a-t-il laissé à un laïque l'honneur d'une tâche qui semblait n'appartenir qu'à lui seul?

Après avoir rendu ainsi hommage au roi, M. Paravia crut devoir rendre hommage au Piémont, devenu son pays d'adoption; ses *Memorie Piemontese*

di *litteratura e di storia* contiennent des notices nécrologiques, celles, par exemple, de Gioberti et de Pinelli, des détails peu connus sur Alfieri, des recherches sur un prédicateur piémontais, le père Giuglaris, sur l'époque où les ducs de Savoie furent inscrits parmi les patriciens de Venise, sur la prétendue expédition d'Amédée V contre Rhodes, etc.; mais le morceau capital de ce volume, c'est une dissertation sur le véritable auteur de l'*Imitation de Jésus-Christ*. M. Paravia réfute très bien l'opinion qui attribue ce livre célèbre à Thomas A-Kempis, à Gerson, à Thomas Gallo, et se range à l'avis de M. Grégory, qui en rapporte l'honneur à l'abbé Gersen, du couvent de Verceil. Je ne connais pas les deux volumes que M. Grégory a écrits sur ce sujet; mais la discussion de M. Paravia est si claire et paraît si concluante, qu'on n'hésite pas, après l'avoir lue, à croire avec lui que le manuscrit découvert par M. Grégory tranche la question en faveur du moine piémontais. C'est l'opinion de quelques-uns de nos compatriotes qui ont étudié à fond cette question délicate, et personne ne l'a exposée avec autant de lucidité et de brièveté tout ensemble que M. Paravia.

Nous arrivons aux *Lezioni di Storia subalpina*. Chargé par le roi Charles-Albert de créer l'enseignement de l'histoire nationale dans les états sardes, le savant professeur n'a rien négligé pour répondre dignement à la confiance royale; il a visité avec une conscience rare les lieux où s'étaient passés les événemens dont il devait parler; il a compulsé les chroniques et les historiens, Costa de Beauregard, Grillet, saint Thomas, Litta, Cibrario; mais, indépendant d'eux tous, il les éclaire et les complète l'un par l'autre. Il faut avouer que l'histoire du Piémont n'offre qu'un médiocre intérêt. L'exiguïté de ce pays, la faible part qu'il a prise pendant longtemps aux événemens dont l'Europe était le théâtre, ont forcé M. Paravia à faire presque uniquement l'histoire de la maison de Savoie. Si intime que soit aujourd'hui l'union de cette illustre famille avec le pays sur lequel elle règne, il n'en est pas moins fâcheux que l'histoire du Piémont ne soit que celle de princes dont les possessions ont eu si longtemps pour limite le versant septentrional des Alpes; c'est la faute du sujet, non celle de l'historien, et je ne songerais pas à la lui reprocher, si, dans le volume qu'il vient de publier, il n'avait essayé de faire de cette exception une règle, et de prouver que *l'histoire des monarchies absolues est celle des rois, puisque tous les historiens l'ont prise ainsi*. C'est sans doute pour le besoin de sa cause que M. Paravia a généralisé; mais c'est tenir trop peu de compte de la profonde réforme introduite si heureusement dans l'histoire par l'école française. MM. Guizot et Augustin Thierry prouveraient au besoin qu'il est possible de faire l'histoire des peuples, même sous la monarchie absolue. Sous ces réserves, il est juste de dire que M. Paravia tire tout le parti possible de son sujet; autant qu'il le peut, il parle de l'Italie et de Turin, mais il est surtout l'historien de la maison de Savoie, et il nous intéresse, quoique étrangers, aux péripéties de son existence. Sous l'historien, on retrouve avec plaisir le professeur d'éloquence qui pare le récit un peu sec, un peu maigre des faits, de tous les charmes d'une diction qu'on trouverait presque trop élégante, si l'on ne se souvenait que ces deux volumes sont moins un livre d'histoire que des leçons professées publiquement.

Cette élégance, ce soin de la forme est peut-être ce qui frappe le plus quand

on lit les œuvres de M. Paravia; il est vraiment Italien à cet égard, et de la meilleure école, de celle qui croit avec raison que la langue d'un pays doit, autant que possible, s'en tenir à l'imitation des grands modèles nationaux; aussi l'académie de la Crusca lui a-t-elle ouvert ses portes. L'auteur des *Lezioni di Storia subalpina* est ce que les amateurs de la littérature facile appellent, par une dédaigneuse extension, un *trecentiste*, et par là il rend un service réel à son pays, en montrant combien il est profitable de rester fidèle aux saines doctrines littéraires. Le nombre des représentans de ces doctrines devient assez rare en Italie, comme partout ailleurs, pour que leurs travaux rencontrent au-delà même du pays qui les a vus naître l'attention reconnaissante et les sympathies de tous les amis des lettres.

F.-T. PERRINS.

Ce ne serait pas une histoire littéraire sans intérêt que celle de la petite contrée limitrophe de la France située au pied des Alpes. Profondément sympathique à sa grande voisine, la Savoie n'en a pas moins son individualité nationale très positive et très persistante. A la Savoie, la langue française dut son premier législateur, Vaugelas; sa première académie, l'Académie Florimontane, fondée sous les auspices de saint François de Sales. Et depuis ce grand et aimable saint, qui fut aussi un remarquable écrivain, jusqu'à l'illustre auteur des *Soirées de Saint-Petersbourg* et à son frère, le charmant auteur du *Voyage autour de ma Chambre* et du *Lépreux*, l'amour et la culture des lettres n'ont point manqué à la patrie de ces grands écrivains. C'est en Savoie aussi que s'est éteint prématurément l'an dernier un aimable et gracieux poète, M^{lle} Jenny Bernard. Tous les compatriotes de l'auteur et la plupart des étrangers qui ont visité la Savoie ont pu lire un recueil de poésies simples et doucement émues, où, sous le titre de *Luth des Alpes*, l'auteur décrivait avec une grâce pénétrante quelques-uns des plus beaux sites de la Savoie. Ceux qui ont rencontré l'auteur ont gardé vive souvenance de sa conversation, de quelques-unes de ses lettres si pleines de verve, où se mêlait tant d'esprit à tant de bonté, et dont une modestie sans apprêt augmentait le charme. M^{lle} Bernard a laissé de nombreux morceaux de prose et de poésie, connus seulement de ses amis, et qui demeurent entre des mains fraternelles et littéraires. Sans doute le dépositaire ne privera pas le public des derniers accens harmonieux de cette voix aimée.

F. DE SYON.

Nous avons déjà cité ici deux petits poèmes de M. Des Guerrois qui ont trouvé place plus tard dans un volume intitulé : *Sous le Buisson*. Aujourd'hui l'auteur prépare un volume nouveau, *Paysages de Champagne*, et il nous adresse deux pièces que nous croyons devoir publier comme un nouveau témoignage d'une inspiration qui, sous une forme parfois laborieuse, arrive à se traduire avec une certaine originalité. Il y a, ce nous semble, dans les vers de M. Charles Des Guerrois un assez vif sentiment de la nature et de la vie rustique. Le lecteur en jugera :

AVANT L'ORAGE.

Il est dans la Bourgogne un usage que j'aime,
Un feuillet détaché du rustique poème.

Dès les mois du printemps où le sol attiédi
 Promet l'épi joyeux au sillon reverdi
 Et la feuille bientôt à la vigne craintive,
 — Car le bourgeon renflé la tient encor captive
 Jusqu'au jour où l'on met la faux dans la moisson,
 Et l'alouette alors redouble sa chanson, —
 Jusqu'au jour où la vigne aux feuilles rougissantes,
 Livrant aux vendangeurs ses grappes mûrissantes,
 Au penchant des coteaux invite les paniers
 Et de gais travailleurs emplît les hauts sentiers, —
 Quand les champs sont la crainte ainsi que l'espérance,
 Que pas un toit n'abrite ici l'indifférence, —
 Le sonneur en ce temps, dès la pointe du jour,
 Le sonneur matinal et monté dans la tour
 Tinte la *passion* pour les biens de la terre,
 Pour l'homme en même temps, le laboureur austère,
 Qui donne ses sueurs, et pour nourrir les siens,
 En arrose le champ qu'ont béni ses anciens,
 Et met dans ses sillons une part de sa vie,
 Comme un trésor douloureux volontiers enfouie.
 Et si l'orage encor, visible à l'horizon,
 D'un tonnerre lointain menace le sillon,
 Le vigneron si pauvre, et qui n'a pour richesse
 Que le frêle raisin, décevante largesse,
 Le pauvre laboureur dont le pain est aux champs,
 Craignant la grêle lourde et les souffles méchants,
 Dans leur bourse tous deux ils trouvent une obole,
 Ils vont, et simplement disent une parole,
 Et dans la tour encor sonne la *passion*
 Pour la vigne en péril, pour le blé du sillon.
 Que de Dieu maintenant la volonté soit faite !
 Que les champs aient leur deuil, que les champs aient leur fête,
 Ces hommes béniront la main qui donnera,
 Ou, pauvres et frappés, la main qui reprendra.
 Et quand viendra plus tard la moisson désirée,
 Et pour couronner tout, la vendange espérée,
 Le curé prendra part, — part aussi le sonneur, —
 Ainsi qu'à la prière, à leur humble bonheur;
 Dime que fait le cœur aux fromens en javelle,
 Part choisie aux raisins, et non pas la moins belle.

SUR LA ROUTE.

C'était dans un chemin écarté, sur la route
 Aboutissant de loin sous le bois qui fait voûte;
 Et le bois en retour, finissant brusquement,
 Dans un vaste carré laissait croître un froment.

La forêt à l'entour, sous la brume amincie,
 Faisait d'un souffle frais onduler l'éclaircie.
 Il avait plu beaucoup, et depuis le matin
 Tout à coup vaguement je vis dans le lointain
 Quelque chose venir d'une forme indécise,
 Un groupe en mouvement qui se forme et se brise.
 Je reconnus bientôt quel voyage accompli
 Donnait à quelques-uns ce visage pâli,
 Des pleurs à quelques-uns. Je ne sais quel village
 Qu'on n'apercevait pas, caché dans le feuillage,
 Envoyait à l'église un de ses enfans mort,
 Un matelot perdu qui rentre dans le port.
 Pauvres, ils n'avaient point pour eux seuls une église,
 Et leurs morts s'en allaient, qu'il fit soleil ou bise,
 Chercher une prière et le dernier repos,
 — Travail doux et béni qui suit les durs travaux !
 Le mort allait porté dans sa pauvre voiture,
 Et les parens à pied suivaient à l'aventure,
 Quelquefois dispersés, réunis quelquefois,
 Et le vent apportait de loin le bruit des voix.
 C'était étrange à voir, les rouges parapluies
 Qui semblaient au soleil des fleurs épanouies,
 Ou des tentes qui vont au caprice du vent,
 Tantôt cédant un peu, tantôt se relevant.
 Et je songeais tout bas, me disant en moi-même :
 C'est ainsi que finit le rustique poème, —
 Le travail ! Quarante ans, un demi-siècle et plus !
 Et puis, quand les vieux jours tremblans sont advenus,
 La bière qui s'en va sur la route déserte,
 D'un lambeau de drap noir à peine recouverte,
 Chercher loin du hameau, du sillon familial,
 L'asile où nul ne vient de loin s'agenouiller.
 Qu'importe ? Dieu reçoit et reconnaît ces âmes,
 Ouvriers de son champ, dignes et fortes femmes ;
 Ils ont leur nom là-haut, ici-bas refusé,
 Et dans le livre d'or l'ange l'a déposé.

CHARLES DES GUERROIS.

CORRESPONDANCE.

En insérant dans notre dernier numéro l'article sur *les Latinistes*, il ne nous était pas venu à l'idée que l'auteur eût pu citer inexactement un texte latin qui lui servait d'acte d'accusation ; nous nous sommes trompés, et nous nous sommes trompés d'autant plus aisément, on en conviendra, qu'on citait

ce texte comme un spécimen de latin fort équivoque. Voilà ce qui excuse et justifie jusqu'à un certain point notre erreur, que nous expions d'ailleurs en faisant droit à la réclamation suivante :

A M. le rédacteur de la *Revue des Deux Mondes*.

« Monsieur,

« Dans la livraison de la *Revue des Deux Mondes* qui a paru le 1^{er} août, M. Louandre, auteur d'un article sur les *Latinistes français du dix-neuvième siècle*, m'a fait l'honneur de s'occuper d'une *thèse* présentée par moi, il y a seize ans, à la Faculté des lettres de Paris pour obtenir le doctorat. La latinité de cette thèse n'a pas été du goût de M. Louandre, qui a cru devoir y relever des fautes considérables. Il signale ces fautes aux lecteurs de la *Revue*, non sans s'exprimer avec une sévérité au moins égale sur le fond même de la thèse et sur la manière dont je l'ai traitée.

« J'accepte sans résistance la position faite à tous les auteurs dont les travaux n'intéressent qu'un public très restreint : on sait combien il est facile, quand on traduit ces auteurs devant le grand public, d'en faire des hommes du premier ordre ou d'en rabaisser le mérite, selon qu'il convient à la passion ou au préjugé du rapporteur. Mais il faudrait pourtant, quand on accuse un *latiniste moderne* de commettre des *solécismes*, citer exactement, et c'est parce que M. Louandre se laisse prendre en flagrant délit d'infidélité à mon égard, que je me détermine à recourir à votre impartialité pour rétablir devant vos lecteurs le texte dont s'autorise contre moi une critique aussi rigoureuse.

« J'étais bien étonné, je l'avoue, en lisant sous mon nom, dans la *Revue*, cette phrase inintelligible : « *Vestigia remotissimæ antiquitatis multas in comœdiis partes apud Græcos haurire debuisse conjiciet.* » Comme il s'agissait d'un écrit de 1838, j'ai eu recours au texte même, et au lieu du grimoire qu'on m'attribue, j'y ai trouvé la phrase que je vous transmets avec un exemplaire de ma thèse comme pièce justificative. Dans ce mémoire, j'établissais d'abord la relation intime du théâtre antique avec la religion, et je m'attachais ensuite à prouver qu'entre les traditions religieuses et mythologiques, le goût des Grecs avait approprié les unes à la tragédie, et les autres à la comédie. Puis, appliquant cette observation aux récits qui concernent l'Amour, je disais, page 19 : « *Nunc, si de origine Amoris remotissimæ antiquitatis vestigia relegas, multa, nec parvi momenti, in comœdiæ partes apud Græcos transire debuisse conjicies.* » Ce qui veut dire en bon français : « Maintenant, si l'on cherche dans les débris de la plus haute antiquité ce qui se rapporte à l'origine de l'Amour, on reconnaîtra sans doute qu'un certain nombre de ces traditions, quelques-unes même des plus importantes, ont dû passer dans le domaine de la comédie. » Cela ressemble-t-il à ce que M. Louandre m'attribue ?

« Quant au *solécisme* que ce savant critique me reproche, j'ai beau chercher, je ne puis le découvrir. Il souligne « *transire debuisse,* » et prétend « que je saute à pieds joints sur l'accord des temps : » que veut-il dire ? est-ce qu'il adresserait le même reproche à Cicéron pour avoir écrit : « *Num debue-*

runt ferre arma (1)? » Il est vrai que ce juge sévère s'imagine toujours, à propos de mon latin, que *définire fontem* veut dire en français *définir une source*, et qu'il trouve monstrueux *haurire narrationem*, après qu'Horace a dit *haurire præcepta*, Cicéron *haurire calamitates*, etc... Ces grands précepteurs de notre âge en savent plus sur les lois de la bonne latinité que les anciens eux-mêmes.

« On m'accusera peut-être d'un excès de susceptibilité envers un critique qui donne si complaisamment sa propre mesure. Je ne tiens pas non plus à passer pour un habile latiniste : cette prétention ne siérait guère à un homme qui, comme bien d'autres, a recommencé à près de trente ans des études très imparfaites. Mais M. Louandre ignore sans doute que les thèses soumises à la Faculté des lettres passent sous le regard vigilant du respectable doyen qui la préside, que le *vidi et perlegi* dont il les accompagne lorsqu'il en permet l'impression n'est pas un vain mot, et que, pour l'honneur de la Faculté, les concurrents sont charitablement avertis des fautes qui leur échappent. Il ne dépend pas du savant doyen, sans doute, de donner du talent à ceux qui n'en ont pas; mais sa censure atteint tout ce qui viole les lois de la grammaire, et cette censure en vaut bien une autre. Désormais, je pense, M. Louandre se tiendra pour averti.

« Agrérez, monsieur, l'hommage de ma considération distinguée.

« LENORMANT.

« Paris, 6 août 1854. »

Avant d'insérer la réclamation de M. Lenormant, nous devons la communiquer à M. Louandre, et voici la réponse qu'il nous adresse :

« Nous nous empressons, en ce qui touche le texte de la citation qu'on vient de lire plus haut, de reconnaître que la réclamation de M. Lenormant est juste, en ajoutant que nous nous serions fait un devoir de rectifier les inexactitudes dont nous nous sommes malheureusement aperçu trop tard, mais sur le compte desquelles du reste il était impossible de se méprendre, à cause du *galimatias* même de la première citation. L'auteur nous a épargné le soin de faire l'*errata*. Il a vu une intention malveillante dans ce qui n'était qu'une erreur de typographie, et, en nous adressant sa thèse et ses observations, il a pleinement confirmé, de sa propre main, l'opinion que nous avions émise dans l'article inséré au numéro du 1^{er} août. Nous avons aussi, pour notre part, à faire une correction dans le passage qui concerne M. Lenormant; cette correction, la voici : on lit, pag. 374 de l'article *les Latinistes français au dix-neuvième siècle* : « Ce qui nous a frappé en lisant le latin des thèses, c'est de voir qu'en général ce sont les érudits de profession, — ceux qui pratiquent le plus *habilement* l'antiquité, — qui éprouvent le plus d'embarras à manier la langue de Virgile et de Cicéron. » C'est *habituellement* que nous avions écrit et c'est *habituellement* qu'il faut lire. La pureté du texte ainsi rétablie

(1) Afin que M. Louandre ne croie pas que je me suis mis en frais d'érudition pour lui répondre, je crois devoir l'avertir que j'ai fait tout simplement usage du dictionnaire de M. Quicherat.

de part et d'autre, nous demanderons à M. Lenormant la permission de lui répondre quelques mots, et de revenir encore une fois sur sa thèse, en regrettant toutefois qu'il se soit obstiné à défendre ce qui ne peut être défendu.

« M. Lenormant dit qu'il ne tient pas à passer pour un habile latiniste. Nous lui répondrons que ce dédain pour la philologie romaine nous étonne de la part d'un archéologue, d'un numismate, d'un épigraphiste. Comment en effet restituer avec certitude des inscriptions à demi effacées sur des pierres rongées par les siècles, déchiffrer les légendes des médailles, pénétrer par les textes des auteurs dans les mystères de la civilisation antique, comment en un mot faire de la numismatique latine, de l'épigraphie latine, de l'archéologie latine, quand on n'est point habile latiniste ? En semblable matière, la connaissance de la langue est le véritable outil de la science, et c'est un outil qui ne se remplace pas.

« En terminant sa lettre, on l'a vu, M. Lenormant abrite son latin sous le *vidi* et le *perlegi* du respectable doyen de la Faculté des lettres, M. Victor Leclerc, et il nous engage à nous *tenir pour averti*. Nous n'avions pas besoin de cet avertissement pour savoir comment les choses se passent à la Sorbonne, mais nous nous étonnons à bon droit que M. Lenormant ait fait intervenir la responsabilité de M. Leclerc dans ce débat, où pour notre part nous nous serions toujours abstenu de l'engager. La science du traducteur de Cicéron n'est révoquée en doute par personne, mais on connaît aussi son indulgence pour la latinité problématique des aspirants au doctorat qui recommencent à trente ans des études incomplètes, et le *vidi* et *perlegi* ne nous prouve qu'une chose, à savoir que M. Leclerc a vu et lu, et qu'il a autorisé l'impression; mais cela ne prouve nullement, comme on pourrait le croire par ce que dit M. Lenormant, qu'il ait présidé à la correction de la thèse. Il suffit de la lire pour rester convaincu du contraire. Arrivons maintenant à l'examen du passage en question. On verra qu'au lieu d'une faute de grammaire dans un membre de phrase défiguré par les compositeurs, nous en trouvons quatre dans la phrase entière rétablie par M. Lenormant.

« Nous répétons d'abord, en soulignant, la phrase qui a donné lieu à ce débat : « Nunc, si de origine Amoris remotissimæ antiquitatis vestigia relegas, multa, nec parvi momenti, in comædiæ partes apud Græcos *transire debuisse* conjicias » (page 19). Nous laissons de côté, en la maintenant toutefois, notre première observation, et nous recommençons à nouveaux frais.

« 1^o M. Lenormant voudrait-il nous dire à quelle syntaxe appartient le « *vestigia de origine* ? » Ce n'est pas seulement un barbarisme, c'est une locution qu'on ne peut pas même traduire : *les traces* ou *les débris sur l'origine de l'amour*, cela n'a pas plus de sens en français qu'en latin.

« 2^o *Transire* apud Græcos. — Le verbe *transire* implique l'idée qu'on vient d'un lieu qui est spécifié pour se rendre dans un autre, parce qu'il faut toujours que *trans* soit justifié. Nous voyons bien d'après la phrase de M. Lenormant que *les traces* ou *les débris sur l'origine de l'amour* sont arrivés chez les Grecs; mais, pour justifier le verbe *transire*, nous prendrons la liberté de lui demander d'où ces traces ou ces débris sont partis ?

« 3^o *Transire in partes* n'a jamais signifié autre chose que passer dans un parti politique, embrasser un parti. *Transire in partes Cæsaris*, passer dans

le parti de César. Les mots ne changent point d'acception au gré de ceux qui s'en servent, et la phrase de M. Lenormant ne veut rien dire autre chose, sinon que dans la Grèce il est probable, non pas comme le dit M. Lenormant, qu'un grand nombre de traditions ont dû passer dans le domaine de la comédie, mais dans le *parti politique* de la comédie.

« 4^e *Debuisset* transire. — *Debuisset* ne signifie pas *ont dû*, mais *auraient dû*; *debere* se prenant toujours dans le sens de l'obligation, et jamais dans celui de la probabilité.

« On le voit, la plus amère critique que M. Lenormant pouvait faire du latin de sa thèse, c'est la citation textuelle et la traduction qu'il en a donnée dans sa lettre. Aucun mot n'est pris dans l'acception qu'il a réellement, et nous demanderons à tous les lecteurs de bonne foi si de pareilles conditions sont bien favorables à l'épigraphie latine, à la numismatique latine, à l'archéologie latine. M. Lenormant ayant cru devoir nous *avertir*, nous nous croyons autorisé à user à son égard de la même liberté, et nous l'engageons, dans le cours des études variées auxquelles l'obligent ses nombreuses fonctions, à se montrer prudent et à se souvenir qu'il n'a point, ainsi qu'il le dit lui-même, la prétention d'être un habile latiniste.

CHARLES LOUANDRE. »

Nos lecteurs viennent comme nous d'assister à cette passe du néo-latinisme. Pour la résumer et être justes envers tout le monde, même envers nos compositeurs, qui pourraient se plaindre à leur tour, nous dirons d'abord qu'il est très possible qu'ils ne soient pas étrangers aux fautes d'impression qui ont donné lieu à la double réclamation qu'on vient de lire; mais il n'est pas moins vrai que l'auteur reçoit des *épreuves* pour corriger ces fautes et contrôler ses citations. Pourquoi ne l'a-t-il pas fait? C'est surtout le regret que nous avons exprimé en recevant la réclamation de M. Lenormant. Après cette justice rendue à nos compositeurs, nous en devons une autre au critique de M. Lenormant : c'est de ne pas laisser ignorer que, dans sa réponse à celui-ci, il abordait plusieurs points nouveaux assez vulnérables dans la thèse du docteur ès-lettres; mais on comprendra que nous n'ayons pas été tentés de renouveler l'épreuve, comme aussi d'ouvrir la voie à d'autres réclamations. Il est probable d'ailleurs qu'après cette nouvelle polémique les bons latinistes auraient bien pu mettre les plaideurs dos à dos. Nous avons préféré, sans être de bons latinistes, prendre ce parti plutôt avant qu'après, à moins que les *savantissimi doctores* (on nous pardonnera cette inoffensive plaisanterie, bien permise d'ailleurs à l'ennui que nous a valu cette affaire) ne veuillent continuer le débat devant le *præses* de Molière.

V. DE MARS.

i
,
e
-

;
i

n
s
s
nt
-
s
le
ce
i-

e.
n-
il
nt
as
n-
ue
ès
ri-
se
la
été
res
les
ons
ès,
ive
re)